INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS

Panorama des régions du Québec

Édition 2015

Québec

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec, (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2e trimestre 2015
ISBN 978-2-550-70816-2 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juin 2015

Avant-propos

Le *Panorama des régions du Québec, édition 2015* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives du Québec. Treize thématiques variées sont analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, environnement, conditions de vie, marché du travail, comptes économiques, permis de bâtir, mines, industrie manufacturière, tourisme, santé, éducation, science, technologie et innovation ainsi que culture et communications.

Par ailleurs, le Panorama compte une section spéciale consacrée aux statistiques par municipalités régionales de comté (MRC), dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs. Enfin, un portrait statistique de chaque région administrative est disponible en un coup d'œil à la fin de ce document. Il est à noter que l'Institut publiera bientôt le *Bulletin statistique régional* pour chacune des régions administratives et également pour les MRC, permettant d'obtenir des analyses encore plus détaillées. La prochaine parution de ces bulletins est prévue pour septembre et octobre 2015.

Avec cette septième édition du *Panorama des régions du Québec*, l'Institut désire continuer à offrir un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs régionaux.

Le directeur général,

Stéphane Mercier

Cette publication a été réalisée sous la coordination de : Marie-Hélène Provençal et Stéphane Ladouceur

Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques : Pierre Cauchon, directeur général adjoint

Rédaction :

Suzanne Asselin
Marianne Bernier
Anne Binette Charbonneau
Stéphane Crespo
Gaëtane Dubé
Hugo Johnston-Laberge
Stéphane Ladouceur
Christine Lessard
Guillaume Marchand
Sacha Mendez-Leblond
Marie-Hélène Provençal
Julie Rabemananjara
Mario Ringuette
Stéphanie Uhde

Avec l'assistance technique de : Virginie Lachance, Danny Sanfaçon

Cartographie : Maxime Keith

Révision linguistique : Esther Frève

Pour tout renseignement sur le contenu de cette publication :

Marie-Hélène Provençal
Direction des statistiques sectorielles et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec, (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411, poste 3171
Courriel : marie-helene.provencal@stat.gouv.qc.ca

Le *Panorama des régions du Québec, édition 2015* présente les statistiques les plus récentes au moment de sa publication. Pour des données actualisées, veuillez consulter le site Web de l'Institut à www.stat.gouv.qc.ca.

Notes : L'usage du masculin a pour seul but d'alléger le texte.
En raison de l'arrondissement de certaines données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Crédits de la page frontispice :
© iStockphoto.com/RonTech2000/devdogg/hidesy, photographes

Abréviations et symboles

%	Pour cent ou pourcentage
dm^3	Décimètre cube
pi^3	Pied cube
Var.	Variation
km^2	Kilomètre carré
ha	Hectare
hab.	Habitant
MRC	Municipalité régionale de comté
RA	Région administrative
RMR	Région métropolitaine de recensement
TE	Territoire équivalent
TAAM	Taux d'accroissement annuel moyen
TCAM	Taux de croissance annuel moyen
PIB	Produit intérieur brut

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
–	Néant ou zéro
—	Donnée infime
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
e	Donnée estimée
F	Donnée peu fiable
x	Donnée confidentielle
g	Gramme
kg	Kilogramme
t	Tonne métrique
hl	Hectolitre
n	Nombre
$	En dollars
k	En milliers
M	En millions
G	En milliards
ETC	Équivalence temps complet

Régions administratives du Québec

01	Bas-Saint-Laurent
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean
03	Capitale-Nationale
04	Mauricie
05	Estrie
06	Montréal
07	Outaouais
08	Abitibi-Témiscamingue
09	Côte-Nord
10	Nord-du-Québec
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
12	Chaudière-Appalaches
13	Laval
14	Lanaudière
15	Laurentides
16	Montérégie
17	Centre-du-Québec

Table des matières

Introduction 15

1. Démographie 19

2. Environnement - Comptes des terres 27

3. Conditions de vie 35
   - 3.1 Taux de faible revenu des familles 35
   - 3.2 Revenu médian des familles 40

4. Marché du travail 43

5. Comptes économiques 51
   - 5.1 Produit intérieur brut 51
   - 5.2 Revenu disponible par habitant 59

6. Permis de bâtir 69

7. Mines 75

8. Industrie manufacturière 85

9. Tourisme 97

10. Santé 107
   - 10.1 Inscription auprès d'un médecin de famille 107
   - 10.2 Personnel de la santé 110

11. Éducation 121
   - 11.1 Niveau de scolarité 121
   - 11.2 Nombre de diplômés au baccalauréat 127

12. Science, technologie et innovation - Titulaires d'un grade universitaire 137

13. Culture et communications - Dépenses en culture de l'administration publique québécoise 141

14. Statistiques par MRC 145
   - 14.1 Démographie 145
   - 14.2 Revenu disponible par habitant 151
   - 14.3 Taux de travailleurs 158

Concepts et définitions 171

Coup d'oeil sur les régions 177

Liste des tableaux

1. Démographie

1.1 Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population totale, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2014 24
1.2 Population par grand groupe d'âge et âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 et 2014 25
1.3 Population selon le sexe par grand groupe d'âge et rapport de féminité, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 26

2. Environnement

2.1 Part des superficies couvertes par le territoire d'étude et année de référence, régions administratives, 2002-2013 28
2.2 Superficie des terres par classe de couverture terrestre, régions administratives et ensemble du Québec méridional, 2002-2013 32

3. Conditions de vie

3.1 Taux de faible revenu des familles

3.1.1 Taux de faible revenu de l'ensemble des familles et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 37
3.1.2 Taux de faible revenu des enfants, nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 38

3.2 Revenu médian des familles

3.2.1 Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 41
3.2.2 Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2012 41

4. Marché du travail

4.1 Emploi selon le régime de travail, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2014 46
4.2 Emploi selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2014 47
4.3 Emploi selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2014 48
4.4 Emploi selon le secteur d'activités, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2014 49

5. Comptes économiques

5.1 Produit intérieur brut

5.1.1 PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2013 55
5.1.2 PIB aux prix de base par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2013 55
5.1.3 Croissance annuelle du PIB aux prix de base selon l'industrie, régions administratives, 2012 57
5.1.4 Croissance annuelle du PIB aux prix de base selon l'industrie, ensemble du Québec, 2011 et 2012 58

5.2 Revenu disponible par habitant

5.2.1 Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013 63

6. Permis de bâtir

6.1 Permis de bâtir résidentiels, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2014 72
6.2 Unités de logement, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2014 73
6.3 Valeur des permis de bâtir non résidentiels selon le type de construction, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 74

7. Mines

7.1 Volume et valeur des livraisons minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2015 80
7.2 Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2014 82

8. Industrie manufacturière

8.1 Variation annuelle des revenus découlant des biens fabriqués selon la destination, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009 90
8.2 Variation des revenus découlant des biens fabriqués selon la destination, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2009 91
8.3 Revenus découlant des biens fabriqués, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2012 92
8.4 Répartation en pourcentage des revenus découlant des biens fabriqués, régions administratives, 2007-2012 92
8.5 Variation des revenus découlant des biens fabriqués selon la destination, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2012 93
8.6 Part relative et variation des revenus découlant des biens fabriqués selon la destination, régions administratives et ensemble du Québec, 2004 et 2012 94

9. Tourisme

9.1 Répartition des résidences de tourisme et des établissements hôteliers, régions touristiques et ensemble du Québec, 2013-2014 101
9.2 Unités d'hébergement disponibles et louées, régions touristiques et ensemble du Québec, 2010-2014 102
9.3 Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques et ensemble du Québec, 2010-2014 103
9.4 Revenus de location, régions touristiques et ensemble du Québec, 2010-2014 104
9.5 Prix moyen de location, régions touristiques et ensemble du Québec, 2010-2014 105

10. Santé

10.2 Personnel de la santé

10.2.1 Nombre de médecins, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2009 et 2013 116
10.2.2 Personnel infirmier du réseau de la santé et des services sociaux, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2008-2009 et 2013-2014 118
10.2.3 Effectif du réseau de la santé et des services sociaux selon certaines catégories du personnel infirmier, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2013-2014 119

11. Éducation

11.1 Niveau de scolarité

11.1.1 Proportion de la population de 25 à 64 ans n'ayant aucun diplôme selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 125
11.1.2 Proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un diplôme professionnel à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 125
11.1.3 Proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un certificat, diplôme ou grade universitaire à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 126
11.1.4 Proportion de la population de 25 à 64 ans titulaire d'un diplôme de baccalauréat à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 126

11.2 Nombre de diplômés au baccalauréat

11.2.1 Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ), régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 130
11.2.2 Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ) et selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 131

11.2.3 Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ) et le domaine d'études, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 132
11.2.4 Proportion de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ), le sexe et le domaine d'études, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 133
11.2.5 Proportion de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ) et l'université de diplomation, régions administratives et ensemble du Québec, 2008 à 2012 134

12. Science, technologie et innovation

12.1 Titulaires d'un grade universitaire âgés de 25 à 64 ans, selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 139
12.2 Titulaires d'un grade universitaire âgés de 25 à 64 ans selon le plus haut grade obtenu, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 140
12.3 Titulaires d'un grade universitaire âgés de 25 à 64 ans ayant obtenu leur plus haut certificat, diplôme ou grade en sciences, technologies, génie ou mathématiques (STGM), régions administratives et ensemble du Québec, 2011 140

13. Culture et communications

13.1 Dépenses en culture de l'administration publique québécoise selon la catégorie de dépenses, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-2013 143
13.2 Évolution des dépenses directes en culture de l'administration publique québécoise, régions administratives et ensemble du Québec, 1994-1995 à 2012-2013 144

14. Statistiques par MRC

14.1 Démographie

14.1.1 Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2014 148

14.2 Revenu disponible par habitant

14.2.1 Les MRC présentant les revenus disponibles par habitant les plus élevés et les plus faibles, 2013 152
14.2.2 Revenu disponible par habitant, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013 155

14.3 Taux de travailleurs

14.3.1 Les MRC ayant les plus hauts et les plus bas taux de travailleurs de 25-64 ans, 2013 159
14.3.2 Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2009-2013 163

Liste des figures

1. Démographie

1.1 Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2014 20
1.2 Répartition de la population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 21
1.3 Âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 et 2014 22

4. Marché du travail

4.1 Taux d'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 45
4.2 Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 45

5. Comptes économiques

5.1 Produit intérieur brut

5.1.1 Croissance annuelle du PIB aux prix de base, ensemble du Québec, 2008 à 2013 51
5.1.2 Croissance annuelle du PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2011, 2012 et 2013 52
5.1.3 Croissance annuelle du PIB aux prix de base et du PIB par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2013 53
5.1.4 Croissance annuelle du PIB aux prix de base selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 54

5.2 Revenu disponible par habitant

5.2.1 Taux de croissance du revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2012/2011 et 2013/2012 59
5.2.2 Revenu disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2013 60
5.2.3 Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2013 61

6. Permis de bâtir

6.1 Valeur des permis de bâtir résidentiels, ensemble du Québec, 1998 à 2014 69
6.2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels selon le type de construction, ensemble du Québec, 1998 à 2014 69
6.3 Unités de logement, ensemble du Québec, 1998 à 2014 70

7. Mines

7.1 Répartition de l'investissement minier, régions administratives, 2014 77
7.2 Répartition des livraisons minérales, régions administratives, 2014 77

8. Industrie manufacturière

8.1 Revenu découlant des biens fabriqués, ensemble du Québec, 2004 à 2012 86
8.2 Répartition des revenus découlant des biens fabriqués selon la destination, ensemble du Québec, 2004 et 2012 86
8.3 Variation annuelle des revenus découlant des biens fabriqués, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009 88

9. Tourisme

9.1 Taux d'occupation des établissements d'hébergement selon le mois, ensemble du Québec, 2014 100

10. Santé

10.1 Inscription auprès d'un médecin de famille

10.1.1 Proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2011 et 2015 108
10.1.2 Proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille, selon le sexe, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2015 109

10.2 Personnel de la santé

10.2.1 Nombre de médecins pour 1 000 habitants, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2003 et 2013 110
10.2.2 Nombre de médecins pour 1 000 habitants selon la catégorie, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2013 111
10.2.3 Évolution des proportions de l'effectif des médecins selon le sexe et la catégorie, ensemble du Québec, de 2003 à 2013..... 112
10.2.4 Effectif du réseau de la santé et des services sociaux selon certaines catégories du personnel infirmier, ensemble du Québec, 2009-2010 et 2013-2014 113
10.2.5 Variation dans l'effectif de certaines catégories du personnel infirmier, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2009-2010 à 2013-2014..... 114

11. Éducation

11.1 Niveau de scolarité

11.1.1 Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 122

11.2 Nombre de diplômés au baccalauréat

11.2.1 Proportion de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ) et le domaine d'études, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 128

13. Culture et communications

13.1 Dépenses en culture de l'administration publique québécoise en dollars par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-2013..... 142
13.2 Taux de croissance annuel moyen des dépenses en culture de l'administration publique québécoise, régions administratives et ensemble du Québec, 2003-2004 à 2012-2013 142

14. Statistiques par MRC

14.2 Revenu disponible par habitant

14.2.1 Écarts entre les MRC affichant le revenu disponible par habitant le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2013 153

14.3 Taux de travailleurs

14.3.1 Écarts entre les MRC affichant le plus haut et le plus bas taux de travailleurs de 25 à 64 ans pour chacune des régions administratives, 2013..... 160
14.3.2 Écarts entre les taux de travailleurs de 25-64 ans masculins et féminins pour certaines MRC, 2013..... 161

Liste des cartes

2. Environnement

2.1 Carte de la couverture terrestre, Québec méridional (2002-2013) 31

9. Tourisme

9.1 Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques du Québec, 2014 99

14. Statistiques par MRC

14.1 Démographie

14.1.1 Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC du Québec, 2011-2014 147

14.2 Revenu disponible par habitant

14.2.1 Revenu disponible par habitant selon les limites de l'écoumène, MRC du Québec, 2013 154

14.3 Taux de travailleurs

14.3.1 Taux de travailleurs de 25-64 ans selon les limites de l'écoumène, MRC du Québec, 2013 162

Introduction

par Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Cette septième édition du *Panorama des régions du Québec* rassemble des analyses réalisées à partir des plus récentes statistiques régionales et sur un large spectre de domaines traités pour les 17 régions administratives du Québec. Les indicateurs régionaux explorés se déclinent en 13 thèmes, correspondant à autant de chapitres. Pour cette édition, un nouveau thème portant sur l'environnement et les comptes des terres s'ajoute au portrait de chaque région. Comme à chaque année, un chapitre spécial est consacré aux statistiques relatives aux 104 municipalités régionales de comté (MRC), suivie d'une section intitulée Concepts et définitions qui fournit des explications et des précisions complémentaires aux analyses. Enfin, chaque région fait l'objet d'une fiche synthèse qui réunit en un coup d'œil les principales statistiques qui s'y rapportent et que l'on peut consulter à la fin de la publication.

L'organisation et le contenu du *Panorama*

Dans le premier chapitre de cette publication, consacré à la démographie, on apprend notamment que les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, de la Mauricie et du Bas-Saint-Laurent se caractérisent par un vieillissement plus avancé de leur population en 2014. Dans ces régions, la part des personnes âgées de 65 ans et plus dépasse celle des jeunes de moins de 20 ans. À l'autre extrême, le Nord-du-Québec se distingue comme étant, de loin, la plus jeune région du Québec, avec un âge médian de 29,2 ans.

Un nouveau thème cette année porte sur l'environnement et, plus précisément, les comptes des terres des régions. Il présente des données sur la couverture terrestre qui particularise chacune des régions.

Le troisième chapitre aborde la question des conditions de vie à la lumière des données sur le taux de faible revenu des familles, ainsi que sur le revenu médian des familles. Elles révèlent, par exemple, qu'en 2012 les taux de faible revenu des familles les plus élevés sont enregistrés dans les régions de Montréal et du Nord-du-Québec. Et c'est en Chaudière-Appalaches, dans la Capitale-Nationale et le Saguenay–Lac-Saint-Jean que l'on trouve, en pourcentage, le moins de familles à faible revenu.

Le chapitre 4 traite du marché du travail dans les régions. Entre 2009 et 2014, l'emploi connaît une hausse significative dans cinq régions administratives : Montréal, la Montérégie, Laval, la Capitale-Nationale et l'Abitibi-Témiscamingue. En revanche, une baisse de l'emploi est notée dans le Bas-Saint-Laurent. Les taux de chômage les moins élevés sont enregistrés en Chaudière-Appalaches, dans la Capitale-Nationale et en Montérégie. À l'autre bout du spectre, on retrouve Montréal, le Saguenay–Lac-Saint-Jean et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, avec les taux de chômage les plus élevés.

Les comptes économiques font l'objet du cinquième chapitre, qui traite du PIB et du revenu disponible par habitant. On constate que la Côte-Nord enregistre encore le PIB par habitant le plus élevé en 2013, soit 81 184 $. Par contraste, à 24 758 $, le PIB de la région de Lanaudière est le plus faible. Par ailleurs, l'Outaouais voit son PIB par habitant augmenter de 0,2 %, soit le taux le plus faible de toutes les régions du Québec.

Le chapitre consacré aux permis de bâtir dans les régions nous informe notamment que la valeur des permis de bâtir non résidentiels se concentre à Montréal, où elle représente près de la moitié du total québécois. Elle fait en 2014 un bond spectaculaire attribuable principalement à la hausse des permis octroyés au secteur institutionnel qui est passé de 442 millions en 2012 à 2,3 milliards de dollars en 2014, probablement en raison des projets de construction ou de modernisation des grands centres hospitaliers.

Le chapitre 7 examine les grandes tendances du secteur minier. Pour une deuxième année consécutive, les investissements miniers se replient en 2014 dans deux des trois grandes régions minières du Québec, la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue qui subissent une décroissance de 63,6 % et de 6,4 % respectivement, par rapport à 2013. Seul le Nord-du-Québec, qui occupe toujours le premier rang des régions pour ce qui est de l'investissement minier, affiche une augmentation de l'investissement.

En ce qui a trait aux livraisons minérales, leurs valeurs sont en hausse dans toutes les régions où se trouvent des mines, des usines de traitement et des complexes métallurgiques, à l'exception de la Côte-Nord qui subit une diminution de 3,9 % en raison de la chute du prix du minerai de fer.

L'analyse présentée dans le chapitre sur l'industrie manufacturière montre qu'en 2012, les ventes manufacturières au Québec n'ont pas atteint le niveau de 2008, soit celui enregistré un an avant la récession, mais certaines régions ont réussi à effectuer un rattrapage complet et même à surpasser les résultats de 2008. C'est le cas du Bas-Saint-Laurent, de la Capitale-Nationale, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, de Chaudière-Appalaches et de la Montérégie.

Le chapitre consacré au tourisme dans les régions nous révèle que le taux d'occupation des résidences touristiques et des établissements hôteliers augmente en 2014 de 5,1 points de pourcentage par rapport à 2013 en Montérégie pour s'établir à 48,5 %. Il s'agit de la plus forte croissance de toutes les régions du Québec. En termes de taux d'occupation, Montréal, Laval et Québec occupent les trois premiers rangs avec des taux de 69,9 %, 68,8 % et 61,7 % respectivement.

Dans le chapitre portant sur la santé, on fait état de disparités dans le ratio de médecins par habitant. Par exemple, les régions sociosanitaires de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du regroupement des régions du Nord-du-Québec et de Montréal sont celles où le nombre de médecins pour 1 000 habitants est le plus élevé, soit 3,34, 3,27 et 3,21 médecins pour 1 000 habitants, respectivement. À l'inverse, les régions adjacentes à Montréal sont celles où la densité de médecins est la plus faible, avec des ratios variant de 1,39 à 1,61 pour 1 000 habitants.

Le chapitre 11 aborde les régions par une analyse des indicateurs de l'éducation, d'une part en présentant les niveaux de scolarité qui caractérisent les régions et, d'autre part, en rendant compte de la répartition régionale des diplômés au baccalauréat. Les données révèlent, entre autres, que près de la moitié de la population de Montréal est titulaire d'un diplôme universitaire. Les régions de Montréal, de Laval et de la Capitale-Nationale sont celles qui affichent les plus fortes proportions de leur population ayant obtenu un certificat, diplôme ou grade universitaire. Ces trois régions se caractérisent aussi par les plus faibles pourcentages de gens n'ayant aucun diplôme. Le chapitre 12 porte sur un aspect de la science, technologie et innovation, à savoir les titulaires d'un grade universitaire supérieur et les diplômés en sciences, technologies, génie ou mathématiques. Selon les plus récentes données, près de la moitié de ces diplômés habitent la région de Montréal.

Une analyse réalisée sous l'angle des dépenses de l'administration publique québécoise en culture est présentée dans le chapitre culture et communications. Elle fait remarquer que, au cours de la récente décennie, ces dépenses ont augmenté dans toutes les régions du Québec, à une exception près : la Côte-Nord est la seule à connaître une diminution. Les dépenses liées à la culture se concentrent dans les régions de Montréal et de la Capitale-Nationale, avec respectivement 55,3 % et 24,9 % du montant total injecté à la culture au Québec en 2013.

Le dernier chapitre constitue une contribution spéciale consacrée aux statistiques par MRC. On y apprend qu'il existe de fortes disparités entre les MRC d'une même région. Par exemple, au chapitre du revenu disponible par habitant, l'écart le plus important est observé sur la Côte-Nord. Une différence de plus de 17 200 $ sépare la MRC où le revenu disponible est le plus élevé, Caniapiscau, et celle où il est le plus faible, Le Golfe-du-Saint-Laurent. Si la MRC de Caniapiscau se classe première des MRC du Québec pour ce qui est du taux de travailleurs, Le Golfe-du-Saint-Laurent enregistre le déclin démographique le plus marqué.

Le découpage territorial

Ce Panorama des régions intègre les plus récentes données statistiques disponibles, région par région, en faisant ressortir les tendances, les régions qui se démarquent selon les divers domaines abordés. Comme les éditions précédentes, cette publication couvre les 17 régions administratives dont les limites territoriales ont été fixées en 1987, à l'exception de la Mauricie et du Centre-du-Québec qui, jusqu'en 1997, formaient une seule région. Il faut noter que le découpage géographique des régions analysées diffère quelque peu selon les thèmes. Le chapitre 9, sur le tourisme, porte sur les 22 régions touristiques comme définies par le ministère du Tourisme. Le chapitre 10, sur la santé, présente des données selon les 18 régions sociosanitaires,

conformément au découpage géographique et à la définition du ministère de la Santé et des Services sociaux. Sauf Montréal et Laval, chaque région administrative est subdivisée en municipalités régionales de comté (MRC). Au Québec, on dénombre 104 MRC géographiques[1]. Les 104 MRC font l'objet de tableaux présentés à la fin de publication, dans la section Coup d'œil sur les régions.

Pour une analyse plus détaillée sur une région en particulier, le lecteur est invité à consulter le *Bulletin statistique régional* publié par l'ISQ pour chacune des régions administratives. La publication de l'édition 2015 de ces bulletins est prévue pour septembre ou octobre selon la région.

Les données sur le site de l'ISQ

Le *Panorama des régions du Québec* est une publication qui fournit aux utilisateurs de statistiques officielles une vue d'ensemble d'une multitude de données statistiques régionales disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec. Un volet du site de l'ISQ désigné « Coup d'œil sur les régions et les MRC » est consacré aux données régionales présentées sous forme de tableaux et de publications, le tout organisé selon les grands thèmes qui composent cette publication. À la fin de la plupart des chapitres du *Panorama*, une série d'hyperliens offrent un accès direct à une panoplie de tableaux et aux publications en relation avec les analyses.

1. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.

1. Démographie

par Anne Binette Charbonneau, Direction des statistiques sociodémographiques

La dynamique démographique varie grandement d'une région à l'autre. Dans chacune d'entre elles, fécondité, mortalité et mouvements migratoires s'amalgament différemment, déterminant l'intensité de leur croissance ou, dans certains cas, de leur déclin. Le présent chapitre compare l'évolution de la population des 17 régions au cours des dernières années. La structure par âge et par sexe est également présentée, en mettant notamment l'accent sur le rythme variable du vieillissement des populations régionales.

Évolution de la population

La population du Québec est estimée à 8 215 000 habitants au 1er juillet 2014. Selon les données provisoires, la population s'est accrue de 207 000 personnes depuis 2011. En termes relatifs, cette hausse équivaut à un taux d'accroissement annuel moyen de 8,5 pour mille pour les trois années de la période 2011-2014 (tableau 1.1). La croissance démographique du Québec a légèrement ralenti par rapport à la période 2006-2011 (9,6 pour mille), mais demeure plus élevée que celle de 2001-2006 (6,3 pour mille). Après avoir connu une accélération à partir de la fin des années 1990, la croissance démographique du Québec enregistre un certain essoufflement au cours de la période récente.

Le cycle de production des estimations démographiques : prudence avec les données provisoires

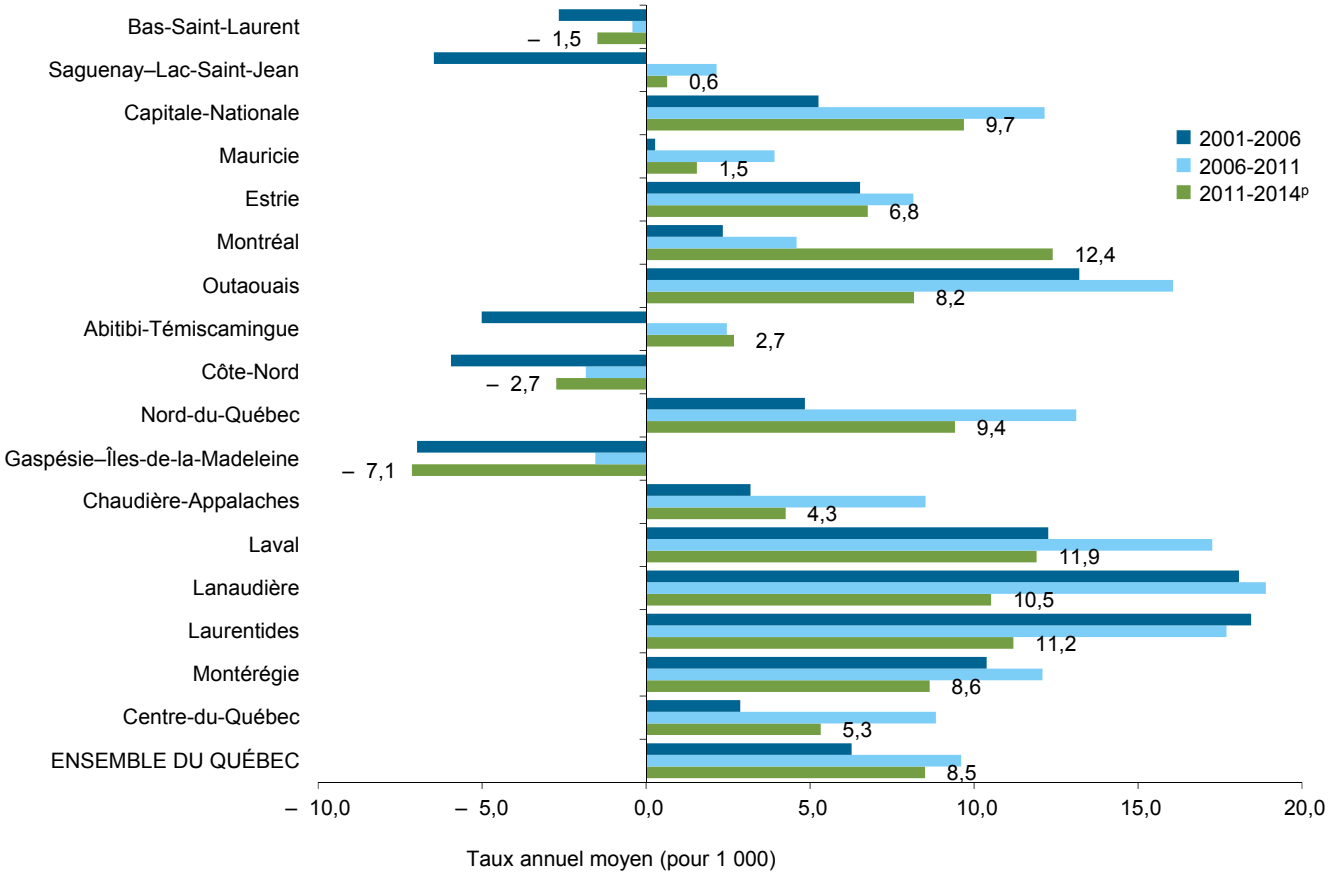
Les estimations de population ont comme point d'ancrage les comptes du recensement le plus récent[1], rajustés pour le sous-dénombrement net et les réserves indiennes partiellement sous-dénombrées. Entre deux recensements, les données disponibles sur les différentes composantes du bilan démographique (naissances, décès et mouvements migratoires) sont ajoutées pour produire les estimations de population annuelles. Les estimations produites par cette méthode dite des composantes font l'objet d'une révision importante tous les cinq ans pour s'arrimer aux comptes de population du nouveau recensement corrigés du sous-dénombrement net.

Actuellement, les données antérieures à 2011 peuvent être considérées comme finales[2]. Les estimations de 2011 à 2014 sont quant à elles basées sur les comptes du Recensement de 2011 et ne sont pas définitives : elles feront l'objet d'une révision à la suite du Recensement de 2016. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente de la population. De fait, la révision des données entraîne parfois des changements non négligeables pour certains territoires. Par exemple, les données provisoires de la période 2006-2011 (avant la révision qui a suivi le Recensement de 2011) avaient grandement surestimé la croissance démographique de Montréal. Pour plus d'information sur la révision des données de 2006 à 2011, veuillez consulter l'édition 2014 du Panorama des régions du Québec (p. 15-16).

À l'échelle des régions, le bilan démographique connaît des évolutions contrastées. Selon les données provisoires, Montréal et les trois régions qui lui sont adjacentes au nord, soit Laval, Lanaudière et les Laurentides, sont celles qui ont connu la plus forte croissance de leur population entre 2011 et 2014 (figure 1.1). Ces régions présentent toutes un taux d'accroissement annuel moyen d'un peu plus de 10 pour mille (ou 1 %) durant cette période. La croissance des régions de la Capitale-Nationale et du Nord-du-Québec a été presque aussi importante, autour de 9,5 pour mille. À l'exception de Montréal[3], toutes les régions précédemment mentionnées ont vu leur croissance ralentir comparativement aux années 2006-2011.

1. Le recensement de la population est réalisé tous les cinq ans par Statistique Canada. Le plus récent a eu lieu en mai 2011.
2. Les révisions ultérieures que pourrait faire Statistique Canada ne devraient avoir que des répercussions mineures sur les données de cette période.
3. Au cours des dernières années, les estimations provisoires ont eu tendance à surestimer la croissance démographique de Montréal. S'il est probable que son bilan démographique se soit amélioré en 2011-2014 comparativement à la période 2006-2011, l'ampleur de cette amélioration pourrait être révisée à la baisse. Pour plus de détails sur la révision des estimations de population, voir l'encadré ci-dessus et l'édition 2014 du Panorama des régions du Québec (p. 15-16).

Figure 1.1
Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2014



Source : Tableau 1.1.

La Montérégie et l'Outaouais affichent un taux d'accroissement annuel moyen semblable à celui du Québec entre 2011 et 2014, soit d'un peu plus de 8 pour mille. La croissance a été plus modérée en Estrie, dans le Centre-du-Québec et dans Chaudière-Appalaches, entre 4 et 7 pour mille. L'Abitibi-Témiscamingue, la Mauricie et le Saguenay–Lac-Saint-Jean figurent aussi du côté des régions en croissance, mais la hausse des effectifs y est modeste, entre 1 et 3 pour mille. Le maintien de taux positifs peut toutefois être vu comme un bilan favorable pour ces trois régions qui ont connu des épisodes de déclin dans les années 1990 et 2000.

Enfin, trois régions continuent de voir leur population diminuer. Il s'agit du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Cette dernière région affiche les pertes les plus importantes entre 2011 et 2014, son taux d'accroissement annuel moyen étant de – 7,1 pour mille, selon les données provisoires.

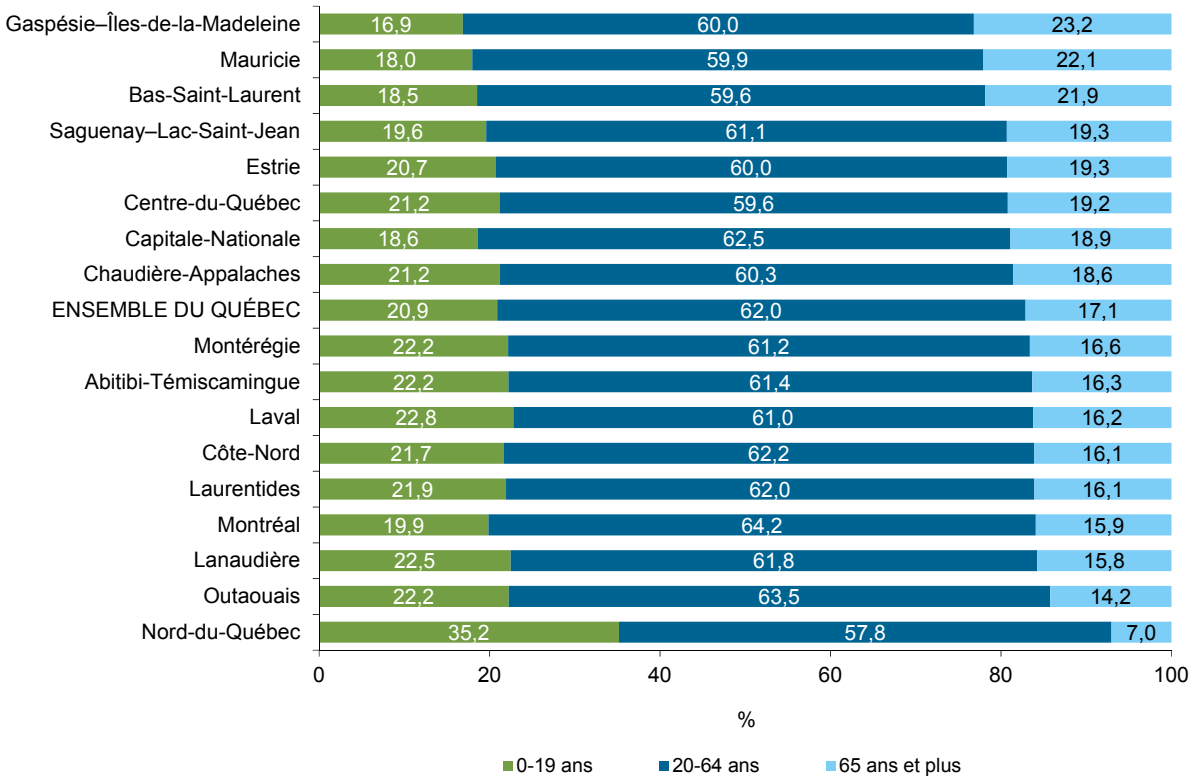
Structure par âge et par sexe

Un vieillissement de la population caractérise l'évolution de la structure par âge au Québec depuis le début des années 1970. La baisse de la fécondité qui a suivi le *baby-boom* des années 1946-1966, de même que l'élévation de l'espérance de vie contribuent à ce phénomène (Institut de la statistique du Québec, 2014). La hausse de l'âge médian illustre bien le vieillissement de la population : entre 1971 et 2014, il a augmenté d'un peu plus de 16 années, passant de 25,6 ans à 41,8 ans. Durant cette période, la part des personnes âgées de 65 ans et plus s'est élevée de 7 % à 17 %. Elle continuera d'augmenter au cours des prochaines années, avec l'arrivée progressive des générations nombreuses du *baby-boom* dans ce groupe d'âge.

Des écarts quant à l'intensité de la fécondité, de la mortalité et de la migration, de même que le profil par âge des migrants ont façonné différemment la structure par âge des régions au fil des années, ce qui explique que le vieillissement soit plus avancé dans certaines d'entre elles. C'est notamment le cas en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. En 2014, presque un résidant sur quatre est âgé de 65 ans et plus (23,2 %), correspondant, comme le montre la figure 1.2, à une part plus importante de personnes âgées que de jeunes de moins de 20 ans (16,9 %). Dans cette région, l'âge médian atteint 50,8 ans, soit le plus élevé du Québec (figure 1.3). La Mauricie et le Bas-Saint-Laurent figurent aussi parmi les régions les plus âgées du Québec. À l'instar de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, ces deux régions comptent davantage de personnes âgées de 65 ans et plus que de jeunes de moins de 20 ans. En 2014, l'âge médian y varie entre 48 et 49 ans. Dans ces trois régions, le maintien d'une fécondité assez faible pendant plusieurs années et un profil migratoire caractérisé par des pertes chez les jeunes adultes et des gains chez les personnes en âge de prendre leur retraite ont contribué à un vieillissement plus rapide qu'ailleurs au Québec. Depuis 2001, l'âge médian en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine s'est élevé de près de 9 ans, comparativement à 3 ans dans l'ensemble du Québec. Dans le Bas-Saint-Laurent et en Mauricie, l'augmentation est respectivement d'environ 8 et 6 années.

Figure 1.2

Répartition de la population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2014



Note : Données provisoires
Source : Tableau 1.2.

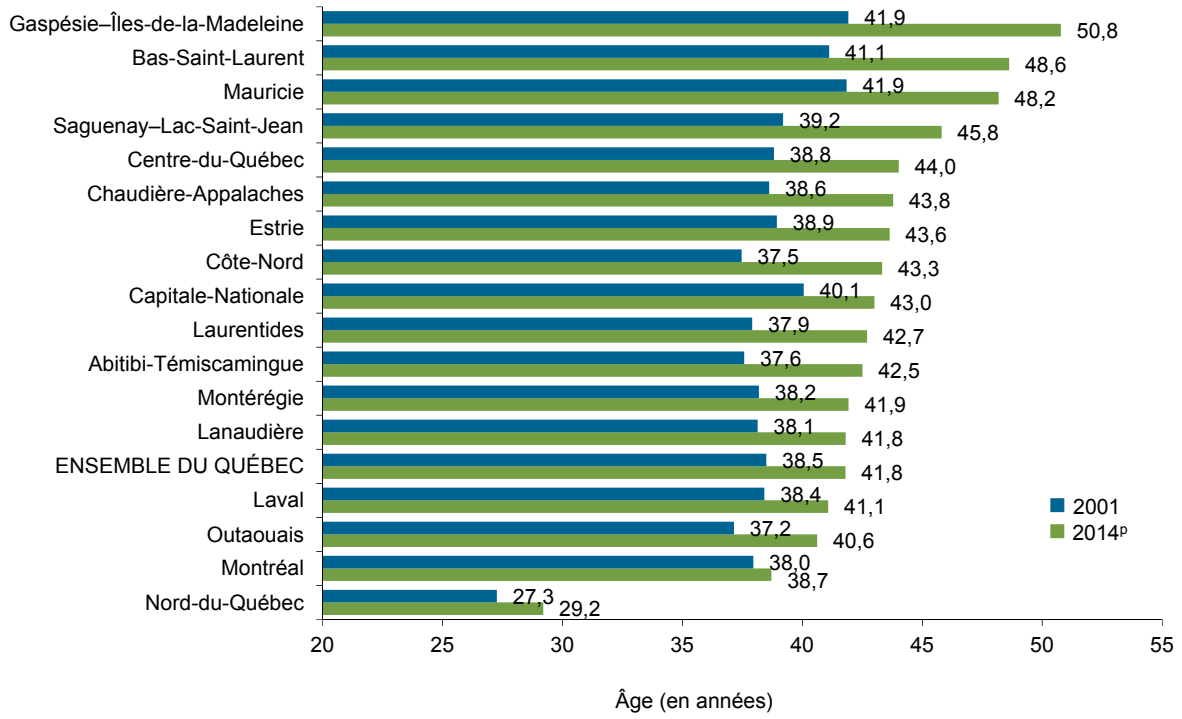
Les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de l'Estrie, du Centre-du-Québec, de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches apparaissent aussi plus âgées que la moyenne québécoise, avec une proportion de personnes de 65 ans et plus qui se situe autour de 19 % en 2014. La proportion des moins de 20 ans est comparable à la moyenne, sauf dans la Capitale-Nationale et au Saguenay–Lac-Saint-Jean, où elle est parmi les plus faibles, soit respectivement 18,6 % et 19,6 %. Soulignons que selon les données provisoires, la Capitale-Nationale compterait maintenant un peu plus de personnes âgées de 65 ans et plus que de jeunes de moins de 20 ans, alors qu'au Saguenay–Lac-Saint-Jean, ils sont presque aussi nombreux. L'âge médian des cinq régions de ce groupe varie entre 43 et 46 ans.

À l'autre bout du spectre, le Nord-du-Québec se distingue comme étant, de loin, la plus jeune région du Québec. Plus d'une personne sur trois (35,2 %) y a moins de 20 ans en 2014, tandis que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 7 % de la population. Cette structure relativement jeune – l'âge médian y est de 29,2 ans – s'explique par une fécondité plus élevée que la moyenne et une espérance de vie plus faible.

Avec un âge médian de 38,7 ans, Montréal est aussi plus jeune que la plupart des autres régions. Son profil par âge est unique : la part des moins de 20 ans y est parmi les plus faibles (19,9 %), mais elle compte sur la plus importante proportion d'individus dits d'âge actif, les 20-64 ans représentant plus de 64 % de sa population. Les données détaillées, non illustrées ici, montrent par ailleurs que sa population d'âge actif est concentrée chez les 20 à 44 ans. Le maintien d'un bassin de jeunes adultes y est assuré par l'accueil d'immigrants internationaux, majoritairement âgés dans la vingtaine et la trentaine lors de leur établissement au Québec, de même que par l'arrivée de jeunes issus des autres régions du Québec. Quant aux 65 ans et plus, ils représentent environ 16 % des Montréalais. Cette part a très peu changé depuis 2001, tandis qu'elle s'est accrue de quelques points de pourcentage dans toutes les autres régions (tableau 1.2). L'âge médian a également peu bougé en comparaison de ce qui s'observe ailleurs au Québec, ayant augmenté de moins d'une année depuis 2001. Montréal est la région dont la structure par âge est la plus stable depuis le début des années 2000, ce qui lui permet de demeurer relativement jeune par rapport aux autres régions.

Figure 1.3

Âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 et 2014



Source : Tableau 1.2.

L'Outaouais est aussi relativement jeune en comparaison de la plupart des autres régions. Les jeunes de moins de 20 ans (22,2 %) sont proportionnellement plus nombreux que dans l'ensemble du Québec, alors que la part des personnes âgées (14,2 %) est la seconde plus faible. L'Outaouais se distingue en outre par une proportion de 20-64 ans (63,5 %) comparable à celle de Montréal. En 2014, l'âge médian y est de 40,6 ans.

Dans les six autres régions, la part des moins de 20 ans est un peu plus élevée que celle de l'ensemble du Québec, tandis que la part des 65 ans et plus est légèrement inférieure. De manière générale, on compte environ 22 % de jeunes, alors que les personnes plus âgées représentent autour de 16 % de la population. Dans ces régions, l'âge médian est de 41 ans à 43 ans.

En fait de répartition par sexe de la population québécoise, les femmes sont un peu plus nombreuses que les hommes. Selon les données provisoires, on compte 4 134 000 femmes contre 4 081 000 hommes en 2014 (tableau 1.3). Cette légère surreprésentation féminine correspond à un rapport de féminité de 101 femmes pour 100 hommes. Ce niveau varie peu d'une région à l'autre; il est le plus élevé à Laval et à Montréal, où l'on compte 104 femmes pour 100 hommes, alors que le Nord-du-Québec affiche le rapport de féminité le plus faible, soit 95. En plus du Nord-du-Québec, cinq régions ont légèrement moins de femmes que d'hommes au sein de leur population, soit la Côte-Nord, l'Abitibi-Témiscamingue, Chaudière-Appalaches, le Saguenay–Lac-Saint-Jean et le Centre-du-Québec.

Bien qu'il naisse plus de garçons que de filles, le rapport de féminité tend généralement à s'accroître et à s'inverser avec l'âge, principalement en raison de la surmortalité masculine. En 2014, le rapport de féminité du Québec est de 96 chez les moins de 20 ans et de 98 chez les 20-64 ans, alors que chez les 65 ans et plus, on compte plus de femmes que d'hommes, avec un rapport de 124. Ce dernier groupe d'âge est le seul pour lequel on constate des différences notables entre les régions. Montréal affiche le rapport de féminité le plus élevé parmi les 65 ans et plus, avec 139 femmes pour 100 hommes. Suivent les régions de la Capitale-Nationale et de Laval, dont le rapport de féminité respectif est de 132 et 129. La Mauricie (125 femmes pour 100 hommes) affiche quant à elle une valeur comparable à la moyenne québécoise. À l'opposé, le Nord-du-Québec est la seule région où l'on compte moins de femmes que d'hommes parmi les 65 ans et plus, avec 97 femmes pour 100 hommes. Rappelons toutefois que le nombre de personnes âgées y est faible (1 534 femmes et 1 577 hommes). La Côte-Nord affiche pour sa part un rapport de féminité de 108, alors qu'il varie entre 112 et 120 dans les autres régions.

Références

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2014). *Le Bilan démographique du Québec. Édition 2014*, Québec, 163 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2015). « La population des régions administratives, des MRC et des municipalités du Québec en 2014 », *Coup d'œil sociodémographique*, février 2015, nº 36, 10 p.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées sur la structure par âge et sexe de la population du Québec et des régions sont disponibles sur le site Web de l'Institut. D'autres données sont également disponibles sur le site, notamment des données concernant les composantes démographiques qui façonnent la taille et la structure de la population (naissances, décès et mouvements migratoires), ainsi que des projections démographiques.

Tableau 1.1

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population totale, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2014

Région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]			Part	
	2001	2006	2011	2014p	2001-2006	2006-2011	2011-2014p	2001	2014p
	n				pour 1 000			%	
Bas-Saint-Laurent	204 296	201 600	201 184	200 292	– 2,7	– 0,4	– 1,5	2,8	2,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	283 304	274 286	277 249	277 786	– 6,5	2,1	0,6	3,8	3,4
Capitale-Nationale	651 583	668 948	710 861	731 838	5,3	12,2	9,7	8,8	8,9
Mauricie	260 048	260 407	265 557	266 794	0,3	3,9	1,5	3,5	3,2
Estrie	291 389	301 058	313 582	320 008	6,5	8,2	6,8	3,9	3,9
Montréal	1 850 357	1 872 136	1 915 617	1 988 243	2,3	4,6	12,4	25,0	24,2
Outaouais	322 967	345 027	373 905	383 182	13,2	16,1	8,2	4,4	4,7
Abitibi-Témiscamingue	148 564	144 887	146 683	147 868	– 5,0	2,5	2,7	2,0	1,8
Côte-Nord	99 484	96 569	95 688	94 906	– 5,9	– 1,8	– 2,7	1,3	1,2
Nord-du-Québec	39 327	40 291	43 023	44 256	4,8	13,1	9,4	0,5	0,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	98 589	95 206	94 473	92 472	– 7,0	– 1,5	– 7,1	1,3	1,1
Chaudière-Appalaches	390 856	397 133	414 427	419 755	3,2	8,5	4,3	5,3	5,1
Laval	350 332	372 495	406 098	420 870	12,3	17,3	11,9	4,7	5,1
Lanaudière	396 378	433 901	476 937	492 234	18,1	18,9	10,5	5,4	6,0
Laurentides	472 932	518 664	566 683	586 051	18,4	17,7	11,2	6,4	7,1
Montérégie	1 313 263	1 383 294	1 469 505	1 508 127	10,4	12,1	8,6	17,8	18,4
Centre-du-Québec	222 746	225 971	236 184	239 990	2,9	8,8	5,3	3,0	2,9
Ensemble du Québec	**7 396 415**	**7 631 873**	**8 007 656**	**8 214 672**	**6,3**	**9,6**	**8,5**	**100,0**	**100,0**

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Notes : Les taux de la période 2011-2014 couvrent une période de trois ans, alors que l'amplitude des deux périodes précédentes est de cinq ans. Les taux d'accroissement sont toutefois annualisés, ce qui permet la comparaison du rythme de la croissance d'une période à l'autre.

Les périodes sont définies en fonction des années de recensement qui balisent les estimations de population utilisées. Les estimations démographiques ont été révisées par Statistique Canada afin de s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011 rajustés pour le sous-dénombrement net du recensement et pour les réserves indiennes partiellement dénombrées.

Les estimations actuellement disponibles pour les années 2011 à 2014 ne sont pas définitives. Elles feront l'objet d'une révision à la suite du Recensement de 2016. Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions au cours de cette période.

Source : Statistique Canada, *Estimations démographiques* (série de février 2015), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.2

Population par grand groupe d'âge et âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 et 2014

Région administrative	Groupe d'âge								Âge médian
	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	
	n				%				
2001	**1 773 496**	**4 661 273**	**961 646**	**7 396 415**	**24,0**	**63,0**	**13,0**	**100,0**	**38,5**
Bas-Saint-Laurent	47 357	125 514	31 425	204 296	23,2	61,4	15,4	100,0	41,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	70 563	177 438	35 303	283 304	24,9	62,6	12,5	100,0	39,2
Capitale-Nationale	138 319	422 379	90 885	651 583	21,2	64,8	13,9	100,0	40,1
Mauricie	56 999	160 907	42 142	260 048	21,9	61,9	16,2	100,0	41,9
Estrie	71 348	179 570	40 471	291 389	24,5	61,6	13,9	100,0	38,9
Montréal	393 188	1 180 897	276 272	1 850 357	21,2	63,8	14,9	100,0	38,0
Outaouais	84 027	206 225	32 715	322 967	26,0	63,9	10,1	100,0	37,2
Abitibi-Témiscamingue	40 303	91 446	16 815	148 564	27,1	61,6	11,3	100,0	37,6
Côte-Nord	25 995	63 895	9 594	99 484	26,1	64,2	9,6	100,0	37,5
Nord-du-Québec	15 001	22 612	1 714	39 327	38,1	57,5	4,4	100,0	27,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22 326	61 031	15 232	98 589	22,6	61,9	15,4	100,0	41,9
Chaudière-Appalaches	97 638	243 180	50 038	390 856	25,0	62,2	12,8	100,0	38,6
Laval	85 861	218 915	45 556	350 332	24,5	62,5	13,0	100,0	38,4
Lanaudière	106 568	247 765	42 045	396 378	26,9	62,5	10,6	100,0	38,1
Laurentides	124 400	297 179	51 353	472 932	26,3	62,8	10,9	100,0	37,9
Montérégie	337 786	825 766	149 711	1 313 263	25,7	62,9	11,4	100,0	38,2
Centre-du-Québec	55 817	136 554	30 375	222 746	25,1	61,3	13,6	100,0	38,8
2014[p]	**1 716 773**	**5 091 980**	**1 405 919**	**8 214 672**	**20,9**	**62,0**	**17,1**	**100,0**	**41,8**
Bas-Saint-Laurent	37 112	119 372	43 808	200 292	18,5	59,6	21,9	100,0	48,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	54 465	169 657	53 664	277 786	19,6	61,1	19,3	100,0	45,8
Capitale-Nationale	136 416	457 052	138 370	731 838	18,6	62,5	18,9	100,0	43,0
Mauricie	47 958	159 831	59 005	266 794	18,0	59,9	22,1	100,0	48,2
Estrie	66 216	192 113	61 679	320 008	20,7	60,0	19,3	100,0	43,6
Montréal	395 060	1 276 817	316 366	1 988 243	19,9	64,2	15,9	100,0	38,7
Outaouais	85 251	243 452	54 479	383 182	22,2	63,5	14,2	100,0	40,6
Abitibi-Témiscamingue	32 864	90 855	24 149	147 868	22,2	61,4	16,3	100,0	42,5
Côte-Nord	20 588	59 012	15 306	94 906	21,7	62,2	16,1	100,0	43,3
Nord-du-Québec	15 576	25 569	3 111	44 256	35,2	57,8	7,0	100,0	29,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	15 594	55 437	21 441	92 472	16,9	60,0	23,2	100,0	50,8
Chaudière-Appalaches	88 896	252 945	77 914	419 755	21,2	60,3	18,6	100,0	43,8
Laval	95 984	256 524	68 362	420 870	22,8	61,0	16,2	100,0	41,1
Lanaudière	110 655	304 047	77 532	492 234	22,5	61,8	15,8	100,0	41,8
Laurentides	128 573	363 242	94 236	586 051	21,9	62,0	16,1	100,0	42,7
Montérégie	334 614	923 096	250 417	1 508 127	22,2	61,2	16,6	100,0	41,9
Centre-du-Québec	50 951	142 959	46 080	239 990	21,2	59,6	19,2	100,0	44,0

Source : Statistique Canada, *Estimations démographiques* (série de février 2015), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.3

Population selon le sexe par grand groupe d'âge et rapport de féminité, régions administratives et ensemble du Québec, 2014

Région administrative	Groupe d'âge							
	0-19		20-64		65 et plus		Total	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	n							
Bas-Saint-Laurent	19 160	17 952	60 714	58 658	20 130	23 678	100 004	100 288
Saguenay–Lac-Saint-Jean	27 735	26 730	87 680	81 977	24 382	29 282	139 797	137 989
Capitale-Nationale	69 640	66 776	232 265	224 787	59 752	78 618	361 657	370 181
Mauricie	24 628	23 330	81 410	78 421	26 272	32 733	132 310	134 484
Estrie	34 258	31 958	97 611	94 502	28 079	33 600	159 948	160 060
Montréal	200 793	194 267	643 836	632 981	132 215	184 151	976 844	1 011 399
Outaouais	43 524	41 727	121 787	121 665	24 891	29 588	190 202	192 980
Abitibi-Témiscamingue	16 848	16 016	47 099	43 756	11 307	12 842	75 254	72 614
Côte-Nord	10 439	10 149	30 563	28 449	7 374	7 932	48 376	46 530
Nord-du-Québec	7 991	7 585	13 099	12 470	1 577	1 534	22 667	21 589
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	7 981	7 613	27 812	27 625	9 979	11 462	45 772	46 700
Chaudière-Appalaches	45 372	43 524	130 167	122 778	35 928	41 986	211 467	208 288
Laval	48 998	46 986	127 798	128 726	29 899	38 463	206 695	214 175
Lanaudière	56 685	53 970	153 794	150 253	36 241	41 291	246 720	245 514
Laurentides	65 580	62 993	183 513	179 729	44 368	49 868	293 461	292 590
Montérégie	170 869	163 745	464 677	458 419	113 698	136 719	749 244	758 883
Centre-du-Québec	26 162	24 789	73 564	69 395	21 025	25 055	120 751	119 239
Ensemble du Québec	**876 663**	**840 110**	**2 577 389**	**2 514 591**	**627 117**	**778 802**	**4 081 169**	**4 133 503**

	Rapport de féminité (nombre de femmes pour 100 hommes)			
Bas-Saint-Laurent	94	97	118	100
Saguenay–Lac-Saint-Jean	96	93	120	99
Capitale-Nationale	96	97	132	102
Mauricie	95	96	125	102
Estrie	93	97	120	100
Montréal	97	98	139	104
Outaouais	96	100	119	101
Abitibi-Témiscamingue	95	93	114	96
Côte-Nord	97	93	108	96
Nord-du-Québec	95	95	97	95
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	95	99	115	102
Chaudière-Appalaches	96	94	117	98
Laval	96	101	129	104
Lanaudière	95	98	114	100
Laurentides	96	98	112	100
Montérégie	96	99	120	101
Centre-du-Québec	95	94	119	99
Ensemble du Québec	**96**	**98**	**124**	**101**

Note : Données provisoires.
Source : Statistique Canada, *Estimations démographiques* (série de février 2015), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

2. Environnement

par Stéphanie Uhde et Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Comptes des terres

Ce chapitre présente quelques données issues du projet de comptes des terres du Québec méridional de l'Institut de la statistique du Québec, dont le rapport sera diffusé en 2016[1]. Les comptes des terres estiment la superficie des terres par type de couverture terrestre (p. ex., surfaces artificielles, terres agricoles, milieux humides, forêts) et la superficie où se produisent les changements de couverture terrestre au cours d'une période de référence. Le portrait des régions esquissé dans cette section n'aborde pas les transformations de la couverture terrestre comme le feront les données complètes des comptes de terres, lorsqu'elles seront disponibles. Les données présentées procurent une description de l'état du territoire, tel un instantané pris à la fin de la période de référence.

Les comptes des terres sont une composante du Cadre central du Système de comptabilité économique et environnementale (Cadre central du SCEE). Le SCEE, ou comptes de l'environnement, forme un cadre statistique complet, détaillé et cohérent pour la mesure du capital naturel[2]. Il élargit le domaine de mesure du Système de comptabilité nationale (SCN) pour améliorer la connaissance de la dégradation du capital naturel et des interactions entre l'économie et l'environnement.

Aperçu du cadre méthodologique et précautions dans l'interprétation des données

Le cadre méthodologique des comptes des terres du Québec méridional a été élaboré sur la base d'une première proposition méthodologique testée lors de la réalisation d'un projet pilote pour la région administrative de Chaudière-Appalaches[3]. La méthodologie est en cours de révision afin d'obtenir les meilleures estimations possible des changements de couverture terrestre à partir des données de l'inventaire écoforestier du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

Les comptes des terres sont des comptes d'actifs qui enregistrent le stock des terres au début et à la fin d'une période, ainsi que les changements dans le stock au cours de cette période. Dans le cas des comptes des terres du Québec méridional, ce stock est mesuré par la superficie en hectares des terres par type de couverture terrestre. Les comptes des terres du Québec méridional sont fondés sur un système d'information géographique (SIG) à partir des données des 3e et 4e inventaires écoforestiers. Dans cette section, seules les données relatives à la fin de la période de référence, soit celles du 4e inventaire, sont présentées.

Parce qu'elles couvrent tout le territoire du Québec méridional et qu'elles sont précises spatialement, ces données sont les meilleures disponibles pour constituer les comptes des terres du Québec méridional. Le cadre méthodologique des comptes des terres se base sur le respect des standards du SCEE, ainsi que sur les bonnes pratiques en matière de géomatique.

Limites géographiques du territoire d'étude et découpage administratif

Les limites géographiques du territoire d'étude sont définies au nord par la couverture géographique du 4e inventaire écoforestier, lorsqu'il sera achevé, dont la limite correspond approximativement au 51e parallèle, et à l'ouest, au sud et à l'est par le Système sur les découpages administratifs (SDA) du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec (MERN). Les limites géographiques comprennent l'aire totale du territoire d'étude, qui équivaut au stock total de terres du Québec méridional. Le fleuve Saint-Laurent et le golfe du Saint-Laurent, qui sont considérés comme des eaux

1. UHDE et KEITH (à paraître).
2. *System of Environmental-Economic Accounting (SEEA) – Central Framework*. Pour de l'information en français au sujet des comptes de l'environnement, voir la version française du Cadre central, ainsi que Uhde et autres (2010).
3. UHDE et LEBLANC (2014)

intérieures, font partie de l'aire totale du territoire et sont comptabilisés dans le stock de terres. Les régions administratives du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec ne sont que partiellement couvertes par le territoire d'étude. Le tableau 2.1 montre dans quelle proportion le territoire d'étude couvre chaque région administrative.

Années de référence

L'année de référence est déterminée par l'année des photos aériennes utilisées pour la réalisation du 4e inventaire écoforestier. Puisque l'inventaire écoforestier est effectué secteur par secteur sur plus d'une décennie, l'année de référence varie par secteur. De plus, les limites des secteurs (ou unités d'aménagement) ne correspondent pas au découpage administratif. Chaque région administrative comprend des prises de vue qui s'échelonnent sur plusieurs années. Pour chaque région, l'année de référence est la médiane des années de prise de vue représentées à l'intérieur de la région, pondérée selon la part de couverture de ces prises de vue à l'intérieur de la région. La médiane pondérée permet d'obtenir l'année la plus représentative des prises de vue par région. Le tableau ci-dessus montre l'année de référence pour chaque région. Elle varie de 2002 à 2013.

Tableau 2.1

Part des superficies couvertes par le territoire d'étude et année de référence, régions administratives, 2002-2013

Région administrative	Part couverte par le territoire d'étude*	Année de référence
	%	
Bas-Saint-Laurent	100,0	2004
Saguenay–Lac-Saint-Jean	67,4	2008
Capitale-Nationale	100,0	2002
Mauricie	99,9	2008
Estrie	100,0	2007
Montréal	99,9	2007
Outaouais	99,9	2003
Abitibi-Témiscamingue	99,8	2005
Côte-Nord	16,0	2013
Nord-du-Québec	9,2	2011
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	99,7	2004
Chaudière-Appalaches	100,0	2003
Laval	99,9	2007
Lanaudière	99,9	2008
Laurentides	99,9	2005
Montérégie	99,6	2009
Centre-du-Québec	100,0	2006

*excluant les superficies classées « Pas de données » et « En attente de traitement ».

Sources : Institut de la statistique du Québec, exploitation des cartes et des données écoforestières du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, février 2015; ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs, janvier 2014, et mosaïque d'images satellites RapidEye (2010-2013).

La classification simplifiée de la couverture terrestre du Québec, qui découle de la classification complète de la couverture terrestre du Québec adaptée par l'ISQ à partir de la classification standard du SCEE[4] , sert à traduire l'information des données écoforestières en un nombre réduit de classes de couverture. La définition des classes de couverture terrestre est fournie à la section Concepts et définitions, à la fin de ce document.

4. UHDE et LEBLANC, 2014, p. 30-32.

À l'échelle du Québec méridional, selon les données du 4e inventaire écoforestier et la classification simplifiée de la couverture terrestre, 56,9 % du territoire est occupé par des forêts à couvert fermé, incluant principalement des forêts de conifères, mais aussi des forêts de feuillus et des forêts mixtes (carte 2.1 et tableau 2.2). Les forêts à couvert fermé occupent la plus grande partie de plusieurs régions qui s'étendent vers le nord. C'est le cas de l'Abitibi-Témiscamingue, de l'Outaouais, des Laurentides, de Lanaudière, de la Mauricie, de la Capitale-Nationale et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (partie). À celles-ci, il faut ajouter l'Estrie et Chaudière-Appalaches, dont 70,2 % et 63,6 % de la superficie, respectivement, sont occupées par des forêts à couvert fermé. D'ailleurs, l'industrie de la foresterie et l'exploitation forestière fait partie des principales bases économiques de quatre de ces neuf régions : l'Outaouais, la Mauricie, le Saguenay–Lac-Saint-Jean et l'Abitibi-Témiscamingue[5].

Les milieux humides boisés, herbacés ou arbustifs totalisent 11,3 % du territoire du Québec méridional. Ces écosystèmes sont présents dans toutes les régions administratives dans des proportions variables, mais l'Abitibi-Témiscamingue se distingue avec 20,3 % de son territoire qui en est couvert.

Les terres agricoles représentent 4,5 % de la superficie du Québec méridional. Sans surprise, les régions de la Montérégie et du Centre-du-Québec dominent largement à ce chapitre avec 53,9 % et 40,9 %, respectivement, de leur territoire classé dans cette catégorie. Suivent, loin derrière, les régions de Chaudière-Appalaches, de Laval et de l'Estrie dont le territoire est couvert de terres agricoles dans des pourcentages variant entre 15 % et 20 %.

Selon les estimations, les surfaces artificielles, correspondant notamment aux zones urbanisées et industrielles[6], comptent pour 1,2 % du territoire du Québec méridional. À l'échelle régionale, plus de la moitié de la superficie des régions de Montréal et de Laval est dominée par ce type de surface. Ces deux régions se particularisent par la forte densité de leur population et leur croissance démographique accélérée. La troisième place revient à la Montérégie, avec 8,6 % de son territoire qui est occupé par des surfaces artificielles.

Il est important de préciser que le quart des surfaces couvertes par les comptes des terres pour le Québec méridional est constitué par des plans et des cours d'eau. Comme cette dernière classe comprend le fleuve et le golfe Saint-Laurent, les régions côtières comme la Côte-Nord, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ressortent par la proportion relativement élevée de leur territoire correspondant à cette catégorie.

Ce survol de la couverture terrestre des régions du Québec méridional donne un avant-goût du projet de comptes des terres du Québec méridional de l'ISQ[7]. En plus de fournir une description détaillée de la couverture terrestre pour chaque région du Québec à la fin de la période de référence, ce rapport procurera des données qui jetteront un éclairage inédit sur les changements environnementaux qui s'y produisent.

5. Voir la section 5.1 Produit intérieur brut et Coup d'œil sur les régions à la fin de ce document.
6. Pour des précisions sur la définition des classes, voir la section Concepts et définitions, à la fin de ce document, ainsi que UHDE et LEBLANC (2010).
7. UHDE et KEITH (à paraître).

Références

MINISTÈRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS DU QUÉBEC (février 2015). *Cartes et données écoforestières*.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES (janvier 2014). *Système sur les découpages administratifs*.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES (2010-2013). *Mosaïque d'images satellites RapidEye*.

UHDE, Stéphanie, et Maxime KEITH (à paraître). *Comptes des terres du Québec méridional*, Institut de la statistique du Québec.

UHDE, Stéphanie, et Hugo LEBLANC (2014). Comptes des terres : région de Chaudière-Appalaches, Projet pilote Institut de la statistique du Québec, 99 p.

UNITED NATIONS, EUROPEAN UNION, FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS, INTERNATIONAL MONETARY FUND, ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT et THE WORLD BANK (2014). System of Environmental-Economic Accounting 2012 – Central Framework, 346 p.

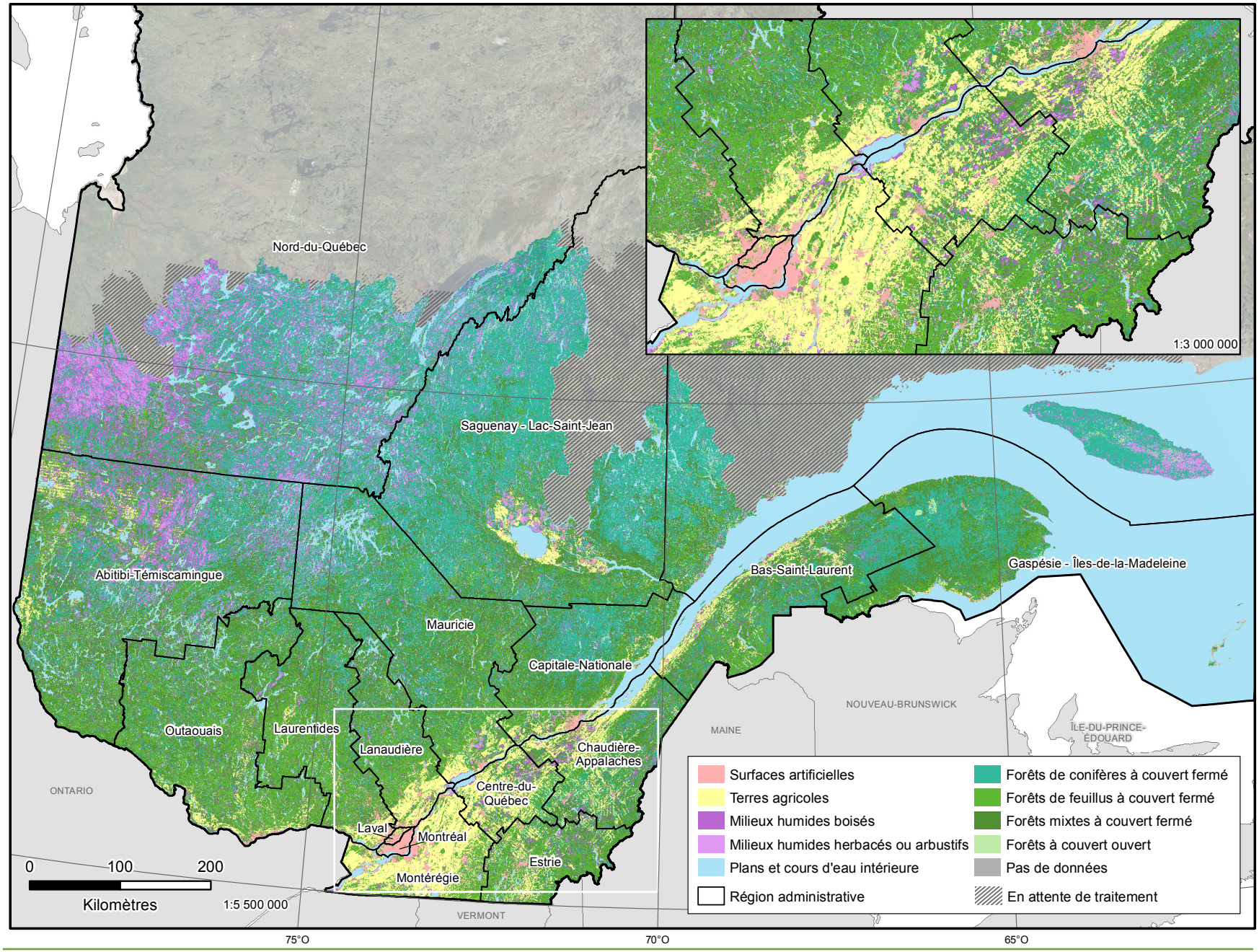
UHDE, Stéphanie, Guillaume MARCHAND, Sophie BREHAIN et Richard BARBEAU (2010). Les comptes de l'environnement et l'approche par capitaux pour appuyer la mesure du développement durable au Québec. Institut de la statistique du Québec, 52 p.

Informations complémentaires

Des explications détaillées et des données sur l'environnement sont disponibles sur le site Web de l'ISQ.

Carte 2.1

Carte de la couverture terrestre, Québec méridional (2002-2013)



Sources : Institut de la statistique du Québec, exploitation des cartes et des données écoforestières du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, février 2015; ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs, janvier 2014, et mosaïque d'images satellites RapidEye (2010-2013).

Tableau 2.2

Superficie des terres par classe de couverture terrestre, régions administratives et ensemble du Québec méridional, 2002-2013

	Région et année de référence	Unité	Surfaces artificielles	Terres agricoles	Milieux humides boisés	Milieux humides herbacés ou arbustifs
01	Bas-Saint-Laurent (2004)	ha	29 535	229 966	117 938	21 168
		%	1,0	8,1	4,2	0,7
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean (partie)(2008)[3]	ha	65 789	136 453	253 478	392 954
		%	0,9	1,9	3,5	5,5
03	Capitale-Nationale (2002)	ha	57 183	84 262	46 286	36 822
		%	2,7	4,0	2,2	1,8
04	Mauricie (2008)	ha	35 465	102 880	137 914	164 697
		%	0,9	2,6	3,5	4,1
05	Estrie (2007)	ha	34 664	173 144	60 506	14 267
		%	3,3	16,5	5,8	1,4
06	Montréal (2007)	ha	44 893	895	448	7
		%	71,9	1,4	0,7	0,0
07	Outaouais (2003)	ha	30 193	122 479	157 451	72 547
		%	0,9	3,6	4,6	2,1
08	Abitibi-Témiscamingue (2005)	ha	31 981	147 598	720 314	584 733
		%	0,5	2,3	11,2	9,1
09	Côte-Nord (partie de) (2013)[3]	ha	15 522	4 132	61 961	193 162
		%	0,3	0,1	1,0	3,2
10	Nord-du-Québec (partie de) (2011)[3]	ha	28 271	2 418	1 286 153	1 517 321
		%	0,4	0,0	16,2	19,1
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (2004)	ha	19 346	34 766	27 275	12 667
		%	0,2	0,4	0,3	0,2
12	Chaudière-Appalaches (2003)	ha	45 869	314 762	87 258	34 736
		%	2,8	19,5	5,4	2,2
13	Laval (2007)	ha	15 125	4 413	611	4
		%	56,7	16,6	2,3	0,0
14	Lanaudière (2008)	ha	41 412	131 972	48 612	25 560
		%	3,1	9,8	3,6	1,9
15	Laurentides (2005)	ha	58 393	92 626	78 091	43 114
		%	2,6	4,1	3,5	1,9
16	Montérégie (2009)	ha	102 031	636 625	35 646	10 993
		%	8,6	53,9	3,0	0,9
17	Centre-du-Québec (2006)	ha	26 258	297 225	54 356	10 311
		%	3,6	40,9	7,5	1,4
	Québec méridional	**ha**	**681 930**	**2 516 616**	**3 174 298**	**3 135 063**
		%	**1,2**	**4,5**	**5,7**	**5,6**

1. Pour les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la superficie des plans et cours d'eau intérieure comprend l'étendue d'eau du fleuve et du golfe du Saint-Laurent.
2. La superficie totale des régions peut diverger de celle qui est présentée dans la section Coup d'œil sur les régions, à la fin de ce document, à caude de la méthodologie spécifique aux comptes des terres.
3. En raison de la couverture partielle du territoire d'étude, les données relatives à cette région doivent être interprétées avec prudence.

Sources : Institut de la statistique du Québec, exploitation des cartes et des données écoforestières du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, février 2015, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs, janvier 2014, et mosaïque d'images satellites RapidEye (2010-2013).

Plans et cours d'eau intérieure[1]	Forêts de conifères à couvert fermé	Forêts de feuillus à couvert fermé	Forêts mixtes à couvert fermé	Forêts à couvert ouvert	Total[2]	
619 483	608 893	371 713	835 413	5 524	2 839 632	01
21,8	21,4	13,1	29,4	0,2	100,0	
687 541	3 761 817	341 283	1 452 579	90 114	7 182 008	02
9,6	52,4	4,8	20,2	1,3	100,0	
229 101	566 125	277 050	782 847	16 771	2 096 446	03
10,9	27,0	13,2	37,3	0,8	100,0	
439 009	1 095 466	602 164	1 407 818	4 963	3 990 374	04
11,0	27,5	15,1	35,3	0,1	100,0	
30 052	124 912	279 160	333 747	203	1 050 656	05
2,9	11,9	26,6	31,8	0,0	100,0	
12 642	28	3 409	136	0	62 457	06
20,2	0,0	5,5	0,2	0,0	100,0	
350 221	309 207	1 071 934	1 289 952	991	3 404 976	07
10,3	9,1	31,5	37,9	0,0	100,0	
712 881	1 462 406	827 930	1 947 053	22 175	6 457 069	08
11,0	22,6	12,8	30,2	0,3	100,0	
4 107 989	1 195 462	86 914	338 695	81 791	6 085 627	09
67,5	19,6	1,4	5,6	1,3	100,0	
822 751	3 328 060	198 920	681 753	61 978	7 927 625	10
10,4	42,0	2,5	8,6	0,8	100,0	
5 787 339	785 823	211 293	898 203	20 611	7 797 322	11
74,2	10,1	2,7	11,5	0,3	100,0	
104 638	262 376	241 080	521 809	236	1 612 763	12
6,5	16,3	14,9	32,4	0,0	100,0	
2 057	74	4 179	200	0	26 661	13
7,7	0,3	15,7	0,8	0,0	100,0	
117 405	156 826	368 958	458 855	1 131	1 350 728	14
8,7	11,6	27,3	34,0	0,1	100,0	
191 144	224 729	748 679	813 383	584	2 250 741	15
8,5	10,0	33,3	36,1	0,0	100,0	
72 283	18 914	233 921	69 982	356	1 180 750	16
6,1	1,6	19,8	5,9	0,0	100,0	
33 515	56 306	123 202	124 781	29	725 982	17
4,6	7,8	17,0	17,2	0,0	100,0	
14 320 051	**13 957 424**	**5 991 789**	**11 957 206**	**307 457**	**56 041 817**	
25,6	**24,9**	**10,7**	**21,3**	**0,5**	**100,0**	

3. Conditions de vie

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Cette section se divise en deux parties. Dans la première, on décrit, en fonction des régions administratives, les taux de faible revenu de 2012, ainsi que l'évolution de ces taux, soit à court terme entre 2011 et 2012, et à plus long terme entre 2008 et 2012. Ces descriptions sont ensuite ventilées selon le type de famille et sont effectuées dans la population particulière des enfants, c'est-à-dire des personnes âgées de 0 à 17 ans. Dans la seconde partie, on examine, toujours en fonction des régions administratives, le revenu médian après impôt des couples et des familles monoparentales en 2012, ainsi que l'évolution de ce revenu entre 2011 et 2012.

Données et méthodes

La présente section a été préparée à partir de tableaux sur les familles de recensement, dont la source est le Fichier des familles T1 (FFT1). Il s'agit de données fiscales, extraites des déclarations de revenus des particuliers. Plus particulièrement, le faible revenu est ici calculé d'après la Mesure du faible revenu (MFR) après impôt. Une famille est à faible revenu lors d'une année si son revenu ajusté après impôt est inférieur au seuil correspondant à la moitié du revenu médian ajusté après impôt de l'ensemble des familles et des personnes hors famille du Québec durant la même année. Les données sur le revenu médian des familles sont extraites du même fichier.

3.1 Taux de faible revenu des familles

En 2012, la distribution du taux de faible revenu après impôt des familles selon les régions administratives révèle certaines disparités (tableau 3.1.1, volet 1). D'un côté, les régions de Montréal et du Nord-du-Québec affichent de loin les taux les plus élevés, soit 15,1 % et 14,5 % respectivement. Les troisième et quatrième régions où ce taux est le plus élevé sont l'Outaouais (7,9 %) et la Mauricie (7,8 %). D'un autre côté, c'est en Chaudière-Appalaches (3,9 %), dans la Capitale-Nationale (4,9 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (5,0 %), le Bas-Saint-Laurent (5,3 %), l'Abitibi-Témiscamingue (5,8 %) et dans les régions périphériques de Montréal, soit les Laurentides (6,5 %), Lanaudière (6,7 %) et la Montérégie (6,8 %) qu'on trouve, en pourcentage, le moins de familles à faible revenu. La région de Laval affiche un taux de 7,5 %.

Entre 2011 et 2012, une légère diminution survient dans toutes les régions. La plus élevée concerne les régions de Montréal, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 0,7 point), tandis que la plus faible concerne la Capitale-Nationale et l'Outaouais (– 0,2 point).

Si l'on considère l'évolution à plus long terme, soit entre 2008 et 2012, on voit que le faible revenu diminue dans toutes les régions; cette diminution s'élève à au moins 2 points de pourcentage dans les régions suivantes : Saguenay–Lac-Saint-Jean et Bas-Saint-Laurent (– 2,0 points), Abitibi-Témiscamingue (– 2,2 points), Côte-Nord (– 2,5 points) et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 2,6 points). Dans toutes les autres régions, la diminution se situe entre 1,1 et 1,9 point, à l'exception de la Montérégie (– 0,9 point), Laval (– 0,6 point) et le Nord-du-Québec (– 0,4 point) où elle est inférieure à 1 point.

Taux de faible revenu selon le type de famille

La comparaison des taux régionaux de 2012 par type de famille (tableau 3.1.1, volets 2, 3 et 4) révèle que les familles monoparentales sont à faible revenu dans une proportion beaucoup plus élevée que les couples avec ou sans enfants, quelle que soit la région. Les taux des couples sans enfants et avec enfants sont relativement comparables.

Entre 2011 et 2012, dans toutes les régions, à l'exception de la Capitale-Nationale où le taux de faible revenu reste stable, on assiste à une diminution de ce taux parmi les couples sans enfants. La diminution maximale est redevable aux régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de Chaudière-Appalaches (– 0,5 point), tandis que la diminution minimale l'est à Laval (– 0,1 point). La conclusion est sensiblement du même ordre pour les couples avec enfants, en ce sens que le taux diminue dans toutes les régions entre ces deux années, sauf pour deux régions où celui-ci demeure stable (Capitale-Nationale

et Outaouais). Les diminutions s'étendent de 0,6 point (Montréal) à 0,1 point (Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches et Lanaudière). Pour ce qui est des familles monoparentales, la diminution du taux entre ces deux années concerne toutes les régions. Le Centre-du-Québec affiche la plus grande baisse (– 2,4 points), tandis que le Bas-Saint-Laurent enregistre la plus faible (– 0,5 point).

Au cours de la période plus longue comprise entre 2008 et 2012, les conclusions sont pratiquement les mêmes. Le taux de faible revenu chez les couples sans enfants est en diminution dans toutes les régions, avec une intensité maximale de 2,9 points (Nord-du-Québec) et minimale de 0,4 point (Laval).

Aussi, c'est dans 16 régions sur 17 que le faible revenu des couples avec enfants diminue. Les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord arrivent en tête de liste avec une diminution de 1,5 point; la plus faible diminution est redevable à Laval et à l'Outaouais (– 0,3 point), et on assiste à une augmentation de deux dixièmes de point dans le Nord-du-Québec.

Enfin, c'est dans toutes les régions que le taux de faible revenu des familles monoparentales diminue : la plus forte diminution concerne l'Abitibi-Témiscamingue (– 6,1 points), et la plus faible le Nord-du-Québec (– 1,8 point).

Taux de faible revenu des enfants et nombre d'enfants à faible revenu

À l'instar de ce que l'on observe dans l'ensemble des familles, la région de Montréal présente, en ce qui concerne les enfants, c'est-à-dire les personnes âgées de 0 à 17 ans, le taux le plus élevé de toutes les régions en 2012, soit 23,1 % (tableau 3.1.2, volet 1). Viennent ensuite les régions du Nord-du-Québec (18,9 %) et de la Mauricie (15,7 %). Les taux sont moins élevés dans Chaudière-Appalaches (5,9 %), la Capitale-Nationale (7,5 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean et le Bas-Saint-Laurent (8,2 %). Les régions périphériques de Montréal, soit la Montérégie et les Laurentides (10,1 %), Lanaudière (10,6 %) et Laval (11,2 %) présentent des taux intermédiaires.

Entre 2011 et 2012, le pourcentage des enfants vivant dans des familles à faible revenu diminue dans toutes les régions à l'exception de l'Outaouais où il demeure stable. C'est dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et à Montréal que cette diminution, en point de pourcentage, est la plus élevée : 1,3 point, soit 14,6 % en 2011 contre 13,3 % en 2012 pour la première, et 24,4 % contre 23,1 % en 2012 pour la seconde. La diminution la moins élevée se chiffre à 0,3 point, et est attribuable aux régions du Bas-Saint-Laurent (de 8,5 % à 8,2 %) et de Laval (de 11,5 % à 11,2 %).

À plus long terme, soit entre 2008 et 2012, la diminution du taux de faible revenu des enfants est observée également dans toutes les régions, sauf une exception, le Nord-du-Québec, où le taux augmente. La plus forte diminution concerne la Côte-Nord et se chiffre à 4,0 points (de 19,1 % en 2008 à 15,1 % en 2012); la plus faible s'élève à 0,8 point et concerne deux régions : l'Outaouais (de 13,8 % à 13,1 %) et Laval (de 12,0 % à 11,2 %).

Entre 2011 et 2012, l'effectif des enfants à faible revenu décroît dans toutes les régions, à l'exception de l'Outaouais où il demeure stable à 10 090. La plus forte diminution, en pourcentage, est attribuable à la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, où cet effectif passe de 2 230 à 1 970, une baisse de 11,7 %; cette baisse surpasse de beaucoup celle du nombre total d'enfants (– 0,1 %, soit de 193 121 à 193 024). La plus faible diminution est redevable à la région de Laval, où le nombre d'enfants à faible revenu décroît de 2,4 % (soit 9 990 en 2011 contre 9 750 en 2012).

En considérant l'évolution entre 2008 et 2012, remarquons qu'une diminution du nombre d'enfants à faible revenu touche toutes les régions, à l'exception du Nord-du-Québec où ce nombre augmente de 8,2 % (de 2 560 en 2008 à 2 770 en 2012). C'est dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine que la diminution est la plus prononcée; celle-ci atteint 27,8 % (soit 2 730 en 2008 contre 1 970 en 2012) et elle excède de beaucoup celle du nombre total d'enfants (– 3,6 %, soit respectivement 45 480 contre 43 820). Quant à la diminution la moins prononcée, elle concerne la région de Laval. En effet, l'effectif des enfants à faible revenu diminue de 4,3 % dans cette région, passant de 10 190 en 2008 à 9 750 en 2012.

Tableau 3.1.1

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles[1] et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Région administrative	VOLET 1 : ensemble des familles							VOLET 2 : couples sans enfants						
	2008	2009	2010	2011	2012	Écart 2012 -2011	Écart 2012 -2008	2007	2008	2009	2010	2011	Écart 2012 -2011	Écart 2012 -2008
	%					point de %		%					point de %	
Bas-Saint-Laurent	7,3	6,9	6,1	5,6	5,3	– 0,3	– 2,0	6,1	5,5	4,7	4,2	3,9	– 0,3	– 2,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7,0	6,7	6,0	5,5	5,0	– 0,5	– 2,0	5,0	4,7	4,0	3,6	3,3	– 0,3	– 1,6
Capitale-Nationale	5,9	5,9	5,5	5,1	4,9	– 0,2	– 1,1	4,2	4,4	4,0	3,6	3,7	0,0	– 0,6
Mauricie	9,7	9,6	8,9	8,3	7,8	– 0,5	– 1,9	6,1	5,9	5,3	4,5	4,1	– 0,4	– 2,0
Estrie	9,0	9,1	8,7	8,0	7,5	– 0,5	– 1,5	5,9	6,2	5,7	5,0	4,6	– 0,4	– 1,3
Montréal	16,7	17,0	16,6	15,8	15,1	– 0,7	– 1,7	11,4	11,8	11,3	10,6	10,3	– 0,3	– 1,1
Outaouais	9,0	8,9	8,4	8,1	7,9	– 0,2	– 1,1	5,4	5,3	4,9	4,5	4,3	– 0,2	– 1,2
Abitibi-Témiscamingue	8,1	8,0	7,1	6,4	5,8	– 0,6	– 2,2	5,2	5,1	4,3	3,8	3,5	– 0,3	– 1,8
Côte-Nord	10,0	9,7	8,5	8,1	7,5	– 0,5	– 2,5	4,1	3,5	3,0	2,7	2,4	– 0,3	– 1,7
Nord-du-Québec	14,9	16,0	15,4	15,2	14,5	– 0,7	– 0,4	7,0	6,0	4,8	4,6	4,2	– 0,4	– 2,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	10,0	9,7	8,8	8,2	7,5	– 0,7	– 2,6	7,0	6,9	5,9	5,4	4,9	– 0,5	– 2,1
Chaudière-Appalaches	5,5	5,4	4,8	4,4	3,9	– 0,5	– 1,6	4,6	4,2	3,7	3,3	2,8	– 0,5	– 1,7
Laval	8,1	8,4	8,1	7,8	7,5	– 0,3	– 0,6	5,9	6,0	5,7	5,6	5,5	– 0,1	– 0,4
Lanaudière	8,0	8,1	7,5	7,0	6,7	– 0,4	– 1,3	5,4	5,7	5,1	4,8	4,5	– 0,2	– 0,9
Laurentides	7,9	7,9	7,3	7,0	6,5	– 0,5	– 1,4	5,4	5,6	4,8	4,6	4,3	– 0,3	– 1,1
Montérégie	7,8	8,0	7,5	7,2	6,8	– 0,3	– 0,9	5,5	6,0	5,4	5,2	5,0	– 0,3	– 0,5
Centre-du-Québec	8,4	8,6	7,8	7,2	6,7	– 0,5	– 1,7	5,9	6,2	5,2	4,7	4,4	– 0,3	– 1,6
Ensemble du Québec	**9,7**	**9,8**	**9,3**	**8,8**	**8,3**	**– 0,5**	**– 1,4**	**6,6**	**6,8**	**6,2**	**5,8**	**5,5**	**– 0,3**	**– 1,1**

Région administrative	VOLET 3 : couples avec enfants							VOLET 4 : familles monoparentales						
	2008	2009	2010	2011	2012	Écart 2012 -2011	Écart 2012 -2008	2008	2009	2010	2011	2012	Écart 2012 -2011	Écart 2012 -2008
	%					point de %		%					point de %	
Bas-Saint-Laurent	4,0	3,7	3,4	3,1	2,9	– 0,1	– 1,1	23,3	22,8	20,9	19,7	19,2	– 0,5	– 4,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3,5	3,3	2,9	2,6	2,4	– 0,2	– 1,1	27,2	26,9	25,2	23,3	21,3	– 2,0	– 5,9
Capitale-Nationale	3,3	3,3	3,0	2,9	2,9	0,0	– 0,5	19,6	18,7	18,2	17,2	15,8	– 1,4	– 3,8
Mauricie	5,7	5,7	5,2	5,2	5,0	– 0,2	– 0,7	30,3	30,5	29,5	28,3	26,6	– 1,8	– 3,8
Estrie	6,2	6,0	5,8	5,4	5,1	– 0,3	– 1,1	27,2	28,0	27,0	25,8	24,4	– 1,4	– 2,8
Montréal	15,0	15,4	15,1	14,4	13,8	– 0,6	– 1,2	33,5	33,2	33,1	32,0	30,1	– 1,9	– 3,3
Outaouais	5,6	5,6	5,4	5,3	5,3	0,0	– 0,3	26,6	26,3	25,3	25,1	24,2	– 0,9	– 2,3
Abitibi-Témiscamingue	4,2	4,3	3,8	3,3	3,0	– 0,3	– 1,2	28,0	27,8	25,7	24,1	21,8	– 2,3	– 6,1
Côte-Nord	5,3	5,3	4,3	4,1	3,8	– 0,3	– 1,5	35,4	35,7	32,1	31,6	30,1	– 1,5	– 5,3
Nord-du-Québec	6,7	7,8	7,2	7,3	6,9	– 0,4	0,2	37,4	39,6	38,9	37,7	35,6	– 2,1	– 1,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	5,7	5,1	4,8	4,5	4,2	– 0,3	– 1,5	27,8	27,6	26,0	24,1	22,5	– 1,5	– 5,3
Chaudière-Appalaches	2,8	2,7	2,4	2,1	2,0	– 0,1	– 0,8	19,4	19,8	18,5	17,1	15,4	– 1,7	– 4,0
Laval	6,1	6,5	6,2	6,0	5,8	– 0,2	– 0,3	21,7	22,0	21,7	21,5	19,8	– 1,7	– 1,9
Lanaudière	4,9	4,8	4,4	4,1	4,0	– 0,1	– 0,9	25,7	25,8	24,7	23,8	22,2	– 1,7	– 3,5
Laurentides	4,6	4,7	4,3	4,1	3,8	– 0,3	– 0,8	25,0	25,0	23,7	23,0	21,5	– 1,5	– 3,6
Montérégie	4,8	4,9	4,5	4,3	4,1	– 0,2	– 0,6	24,4	24,7	23,7	22,6	21,5	– 1,1	– 2,9
Centre-du-Québec	4,9	4,9	4,5	4,0	3,9	– 0,2	– 1,0	27,6	27,9	26,7	25,8	23,3	– 2,4	– 4,2
Ensemble du Québec	**6,9**	**7,0**	**6,6**	**6,3**	**6,1**	**– 0,2**	**– 0,8**	**27,1**	**27,0**	**26,2**	**25,2**	**23,6**	**– 1,6**	**– 3,5**

1. Selon le concept de la famille de recensement.
Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.1.2

Taux de faible revenu des enfants, nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Région administrative	2008	2009	2010	2011	2012	Écart 2012-2011	Écart 2012-2008
	VOLET 1 : taux de faible revenu des enfants (0-17 ans)						
	%					point de %	
Bas-Saint-Laurent	10,4	10,1	9,3	8,5	8,2	– 0,3	– 2,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10,5	10,3	9,8	8,8	8,2	– 0,6	– 2,3
Capitale-Nationale	9,3	8,9	8,6	7,9	7,5	– 0,5	– 1,9
Mauricie	17,5	17,5	16,9	16,5	15,7	– 0,8	– 1,8
Estrie	14,3	14,4	14,1	13,5	12,7	– 0,8	– 1,6
Montréal	25,8	25,9	25,6	24,4	23,1	– 1,3	– 2,7
Outaouais	13,8	13,9	13,5	13,1	13,1	0,0	– 0,8
Abitibi-Témiscamingue	12,9	12,8	12,0	10,9	9,9	– 1,0	– 3,0
Côte-Nord	19,1	18,7	16,9	16,0	15,1	– 0,9	– 4,0
Nord-du-Québec	18,0	20,3	19,7	19,6	18,9	– 0,7	0,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	16,8	16,0	15,4	14,6	13,3	– 1,3	– 3,5
Chaudière-Appalaches	7,9	7,9	7,2	6,5	5,9	– 0,6	– 2,0
Laval	12,0	12,5	12,1	11,5	11,2	– 0,3	– 0,8
Lanaudière	12,2	12,3	11,7	11,0	10,6	– 0,4	– 1,6
Laurentides	11,6	11,7	11,3	10,7	10,1	– 0,6	– 1,4
Montérégie	11,5	11,8	11,2	10,7	10,1	– 0,6	– 1,4
Centre-du-Québec	13,0	13,2	12,5	11,6	10,7	– 0,9	– 2,3
Ensemble du Québec	**15,0**	**15,1**	**14,6**	**13,9**	**13,2**	**– 0,7**	**– 1,8**

Région administrative	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	Variation 2012/2008
	VOLET 2 : nombre d'enfants (0-17 ans) à faible revenu						
	n					%	
Bas-Saint-Laurent	3 720	3 560	3 200	2 940	2 810	– 4,4	– 24,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	5 460	5 290	4 930	4 380	4 080	– 6,8	– 25,3
Capitale-Nationale	11 030	10 460	10 120	9 450	8 940	– 5,4	– 18,9
Mauricie	7 950	7 880	7 490	7 280	6 890	– 5,4	– 13,3
Estrie	8 620	8 630	8 430	8 030	7 550	– 6,0	– 12,4
Montréal	87 940	87 830	87 720	84 050	80 210	– 4,6	– 8,8
Outaouais	10 630	10 640	10 380	10 090	10 090	0,0	– 5,1
Abitibi-Témiscamingue	3 980	3 880	3 610	3 280	2 960	– 9,8	– 25,6
Côte-Nord	3 890	3 760	3 360	3 150	2 950	– 6,3	– 24,2
Nord-du-Québec	2 560	2 920	2 850	2 870	2 770	– 3,5	8,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 730	2 560	2 390	2 230	1 970	– 11,7	– 27,8
Chaudière-Appalaches	6 410	6 350	5 810	5 250	4 750	– 9,5	– 25,9
Laval	10 190	10 680	10 490	9 990	9 750	– 2,4	– 4,3
Lanaudière	12 350	12 430	11 750	11 120	10 690	– 3,9	– 13,4
Laurentides	13 560	13 620	13 070	12 420	11 670	– 6,0	– 13,9
Montérégie	34 790	35 490	33 530	31 960	30 350	– 5,0	– 12,8
Centre-du-Québec	6 180	6 280	5 890	5 470	5 060	– 7,5	– 18,1
Ensemble du Québec	**231 970**	**232 270**	**225 000**	**213 950**	**203 450**	**– 4,9**	**– 12,3**

Tableau 3.1.2 (suite)

Taux de faible revenu des enfants, nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Région administrative	VOLET 3 : nombre total d'enfants (0-17 ans)						
	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	Variation 2012/2008
	n					%	
Bas-Saint-Laurent	35 680	35 110	34 560	34 440	34 230	– 0,6	– 4,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	51 870	51 130	50 320	49 960	49 750	– 0,4	– 4,1
Capitale-Nationale	118 280	117 960	118 220	118 890	119 980	0,9	1,4
Mauricie	45 480	44 930	44 320	43 990	43 820	– 0,4	– 3,6
Estrie	60 200	59 760	59 700	59 530	59 580	0,1	– 1,0
Montréal	340 640	339 420	342 460	344 160	346 730	0,7	1,8
Outaouais	76 870	76 760	76 880	77 170	77 230	0,1	0,5
Abitibi-Témiscamingue	30 750	30 400	30 110	29 970	29 870	– 0,3	– 2,9
Côte-Nord	20 350	20 070	19 840	19 630	19 480	– 0,8	– 4,3
Nord-du-Québec	14 260	14 360	14 470	14 630	14 670	0,3	2,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	16 290	15 980	15 520	15 240	14 810	– 2,8	– 9,1
Chaudière-Appalaches	81 010	80 350	80 290	80 270	80 550	0,3	– 0,6
Laval	85 110	85 620	86 440	86 770	86 980	0,2	2,2
Lanaudière	101 090	101 040	100 700	100 900	101 090	0,2	0,0
Laurentides	117 230	116 730	116 020	115 570	115 200	– 0,3	– 1,7
Montérégie	302 820	301 480	300 430	300 070	300 700	0,2	– 0,7
Centre-du-Québec	47 530	47 410	47 260	47 040	47 090	0,1	– 0,9
Ensemble du Québec	**1 545 480**	**1 538 500**	**1 537 510**	**1 538 200**	**1 541 740**	**0,2**	**– 0,2**

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

3.2 Revenu médian des familles

Le revenu des familles comptant un couple est plus élevé que celui des familles monoparentales. Bien sûr, les premières sont plus susceptibles que les secondes de bénéficier de la présence d'un pourvoyeur additionnel de revenu, en l'occurrence le conjoint ou la conjointe. L'indicateur utilisé dans cette section est le revenu médian après impôt; il confirme toujours cette réalité en 2012 (tableau 3.2.1).

Attirons plutôt l'attention, pour commencer, sur le fait qu'entre les familles comptant un couple et les familles monoparentales, ce ne sont pas les mêmes régions qui détiennent le revenu médian après impôt le plus élevé comme le plus faible. Parmi les familles comptant un couple, la région du Nord-du-Québec présente, en 2012, le revenu médian le plus élevé (76 320 $). Les régions de la Côte-Nord et de l'Outaouais suivent, avec des revenus respectifs de 75 650 $ et de 72 520 $. À l'inverse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se caractérise en 2012 par le revenu des couples le moins élevé de toutes les régions (57 730 $). Les positions du Centre-du-Québec et de Montréal se classent également parmi les moins avantageuses, le revenu médian des couples y étant respectivement de 58 970 $ et de 59 220 $. Cela dit, et pour quantifier la plus grande différence de revenu médian entre deux régions, mentionnons que celui de la région la moins avantagée (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine) représente environ les trois quarts (75,6 %) de celui de la région la plus avantagée (Nord-du-Québec).

Si l'on se tourne du côté des familles monoparentales, on se rend compte que c'est dans la Capitale-Nationale (44 670 $) que le revenu médian de 2012 est le plus élevé, suivie de Chaudière-Appalaches (42 990 $) et de Laval (42 780 $). À l'opposé, le Nord-du-Québec (35 740 $), Montréal (36 310 $) et la Mauricie (36 680 $) constituent les régions où ce revenu est le plus faible.

Il ressort principalement de ces faits que la situation relative des couples et des familles monoparentales diffère radicalement dans la région du Nord-du-Québec. En effet, il s'agit de la première région où le revenu médian des couples est le plus élevé, mais de la première où celui des familles monoparentales est le plus faible.

Un autre indicateur illustre cette différence radicale : il s'agit du revenu médian après impôt des familles monoparentales, tel qu'exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple (tableau 3.2.1, dernière colonne). Ainsi, dans la région du Nord-du-Québec, le revenu médian des familles monoparentales ne représente pas la moitié de celui des familles comptant un couple (46,8 %). Il s'agit du pourcentage le plus faible de toutes les régions. Toutes les autres régions, à l'exception de la Côte-Nord (49,4 %), montrent des pourcentages supérieurs à la moitié. Dans six régions, les pourcentages arrondis oscillent entre 58 % et 62 % inclusivement. C'est au Bas-Saint-Laurent (65,3 %) et en Chaudière-Appalaches (65,0 %) que le revenu médian des familles monoparentales se rapproche le plus de celui des couples.

Considérons pour terminer l'évolution du revenu médian entre 2011 et 2012 dans ces deux types de familles (tableau 3.2.2). On constate que dans le cas des familles comptant un couple, toutes les régions, à l'exception de l'Outaouais, affichent une augmentation de ce revenu en termes réels[1]. En effet, dans l'Outaouais, ce revenu diminue de 1,0 %, passant de 73 246 $ à 72 520 $. Parmi les 16 régions qui affichent une augmentation, la plus élevée concerne la Côte-Nord (+ 2,3 %, soit de 73 961 $ en 2011 à 75 650 $ en 2012) et l'Abitibi-Témiscamingue (+ 2,3 % aussi, soit de 68 569 $ à 70 130 $) et la plus faible Laval (+ 0,4 %, de 67 813 $ à 68 070 $).

Dans le cas des familles monoparentales, une augmentation du revenu médian réel, entre 2011 et 2012, touche la totalité des régions. La plus forte augmentation concerne le Nord-du-Québec (+ 6,1 %, de 33 687 $ à 35 740 $), et la plus faible l'Outaouais (+ 1,9 %, de 40 886 $ à 41 680 $).

1. L'indice des prix à la consommation (IPC) du Québec a été utilisé; le revenu médian est présenté en dollars constants de 2012.

Tableau 3.2.1

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

Région administrative	Familles comptant un couple	Familles monoparentales	Comparaison[1]
	$		%
Bas-Saint-Laurent	60 080	39 260	65,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	64 700	39 490	61,0
Capitale-Nationale	70 840	44 670	63,1
Mauricie	59 470	36 680	61,7
Estrie	60 820	38 020	62,5
Montréal	59 220	36 310	61,3
Outaouais	72 520	41 680	57,5
Abitibi-Témiscamingue	70 130	40 180	57,3
Côte-Nord	75 650	37 390	49,4
Nord-du-Québec	76 320	35 740	46,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	57 730	37 130	64,3
Chaudière-Appalaches	66 140	42 990	65,0
Laval	68 070	42 780	62,8
Lanaudière	66 180	40 480	61,2
Laurentides	66 610	40 240	60,4
Montérégie	69 080	41 510	60,1
Centre-du-Québec	58 970	37 900	64,3
Ensemble du Québec	**65 450**	**39 850**	**60,9**

1. Il s'agit du revenu médian après impôt des familles monoparentales, exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple.
Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.2.2

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2012

Région administrative	Familles comptant un couple			Familles monoparentales		
	2011	2012	Variation 2012/2011	2011	2012	Variation 2012/2011
	$ constants de 2012		%	$ constants de 2012		%
Bas-Saint-Laurent	59 328	60 080	1,3	38 109	39 260	3,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	64 403	64 700	0,5	38 058	39 490	3,8
Capitale-Nationale	70 366	70 840	0,7	43 143	44 670	3,5
Mauricie	58 909	59 470	1,0	35 280	36 680	4,0
Estrie	60 114	60 820	1,2	36 720	38 020	3,5
Montréal	58 572	59 220	1,1	34 821	36 310	4,3
Outaouais	73 246	72 520	– 1,0	40 886	41 680	1,9
Abitibi-Témiscamingue	68 569	70 130	2,3	38 609	40 180	4,1
Côte-Nord	73 961	75 650	2,3	35 842	37 390	4,3
Nord-du-Québec	74 706	76 320	2,2	33 687	35 740	6,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	56 908	57 730	1,4	35 423	37 130	4,8
Chaudière-Appalaches	65 199	66 140	1,4	41 244	42 990	4,2
Laval	67 813	68 070	0,4	41 642	42 780	2,7
Lanaudière	65 741	66 180	0,7	38 966	40 480	3,9
Laurentides	66 139	66 610	0,7	38 915	40 240	3,4
Montérégie	68 641	69 080	0,6	40 222	41 510	3,2
Centre-du-Québec	58 296	58 970	1,2	36 230	37 900	4,6
Ensemble du Québec	**64 913**	**65 450**	**0,8**	**38 476**	**39 850**	**3,6**

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

4. Marché du travail

par Julie Rabemananjara[1], Direction des statistiques du travail et de la rémunération

Note méthodologique

Les données présentées dans ce chapitre sont des estimations tirées de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada, et fondées sur un échantillon. Les estimations régionales sont sujettes à une plus grande variabilité que les tendances observées sur des territoires plus grands (provincial, national). En outre, les estimations se caractérisent également par une variabilité d'autant plus importante lorsqu'elles sont ventilées selon le sexe, l'âge, les industries, etc. Pour plus d'information, se référer à la publication *Information sur la population active*, section relative à la qualité des données (numéro au catalogue 71-001-X) de Statistique Canada.

Dans cette section, des coefficients de variation (CV) approximatifs ont été produits à partir du modèle élaboré par Statistique Canada dans son Guide de l'*Enquête sur la population active* (numéro au catalogue 71-543-G, section 7 : *Qualité des données*) pour les données de l'emploi selon le sexe, le groupe d'âge et le secteur d'activité. L'approche utilisée étant conservatrice, les CV calculés tendent à être surestimés. Pour les autres données, les CV fournis par Statistique Canada ont été utilisés. Des tests statistiques ont été réalisés avec un niveau de confiance de 95 % afin de vérifier si les différences étaient significatives. Seules les variations statistiquement significatives sont présentées dans l'analyse.

Il est à noter que les données régionales de l'EPA portent sur le lieu de résidence des personnes en emploi et non pas sur le lieu de travail.

Les données de 2001 à 2014 de l'EPA ont fait l'objet d'une révision par Statistique Canada en janvier 2015. La révision comprend une mise à jour des estimations de l'EPA afin de rendre compte des estimations de population les plus récentes provenant notamment du recensement de 2011, une mise à jour des limites géographiques, des améliorations méthodologiques de l'imputation, ainsi qu'une mise à jour de la désaisonnalisation. Les informations présentées dans ce document sont basées sur les données révisées.

Ce chapitre dresse le portrait du marché du travail au Québec et dans les différentes régions administratives du Québec pour la période 2009-2014. Rappelons que l'année 2009 a été marquée par une récession qui a eu un impact sur l'emploi.

Emploi au Québec

En 2014, on dénombre 4 059 700 emplois au Québec, dont 814 400 sont à temps partiel, soit le cinquième (20,1 %). Le nombre d'emplois s'élève à 2 106 300 chez les hommes (51,9 %), tandis que les jeunes de 15-29 ans occupent 971 100 emplois, soit près du quart de l'emploi total (23,9 %). Le secteur des services compte 3 196 900 emplois, alors qu'un emploi sur cinq se trouve dans le secteur des biens (21,3 %). En 2014, le taux d'emploi s'établit à 59,7 %.

De 2009 à 2014, l'emploi a augmenté de 205 500 au Québec. Cette hausse s'observe dans l'emploi à temps plein (+ 119 300) et dans celui à temps partiel (+ 86 300). Les hommes (+ 104 900) tout comme les femmes (+ 100 700) bénéficient de cette croissance. Les gains d'emplois se concentrent presque exclusivement chez les 30 ans et plus (+ 204 600) ainsi que dans le secteur des services (+ 203 900). Au cours des cinq dernières années, le taux de chômage a diminué de 0,9 point pour se fixer à 7,7 % en 2014.

1. Avec la collaboration de Marc-André Demers.

Emploi dans les régions administratives

Au cours de la période 2009 à 2014, l'emploi connaît une hausse statistiquement significative dans cinq régions, soit celle de Montréal, de la Montérégie, de Laval, de la Capitale-Nationale et de l'Abitibi-Témiscamingue. Une baisse de l'emploi est notée dans le Bas-Saint-Laurent.

L'emploi dans la région de Montréal atteint 947 300 en 2014. De 2009 à 2014, Montréal connaît une croissance de 42 200 emplois. Cette progression profite surtout aux travailleurs à temps partiel (+ 32 100). En outre, elle touche seulement le secteur des services (+ 43 000). Le taux de chômage et le taux d'emploi de la région de Montréal se fixent respectivement à 9,8 % et à 57,3 % en 2014.

La région de Laval regroupe 226 900 emplois en 2014. Par rapport à 2009, la hausse de l'emploi se chiffre à 27 500. Cette croissance se concentre notamment chez les travailleurs de 30 ans et plus (+ 22 000) et dans le secteur des services (+ 21 800). Le taux d'emploi et le taux de chômage s'élèvent respectivement à 65,2 % et à 7,1 % en 2014.

En 2014, il y a 784 800 emplois en Montérégie. Sur la période de 2009 à 2014, cette région présente une progression de 58 600 emplois. Les femmes connaissent une hausse de 38 000 emplois. La croissance de l'emploi s'observe seulement chez les personnes de 30 ans et plus (+ 62 400) et dans le secteur des services (+ 71 600). La majorité des gains d'emplois sont à temps plein (+ 38 200). En 2014, le taux de chômage se fixe à 6,5 %, alors que le taux d'emploi s'établit à 63,2 %.

La Capitale-Nationale compte 388 700 emplois en 2014. Au cours de la période 2009-2014, l'emploi augmente de 29 400. Cette hausse touche surtout le secteur des services qui voit l'emploi croître de 28 200. En 2014, le taux de chômage de la Capitale-Nationale s'élève à 5,5 % tandis que le taux d'emploi atteint 63,4 %.

Le nombre d'emplois en Abitibi-Témiscamingue s'élève à 74 700 en 2014. Par rapport à 2009, l'emploi augmente de 8 700. Cette hausse se concentre chez les travailleurs à temps plein (+ 7 200). Le taux de chômage de l'Abitibi-Témiscamingue se fixe à 7,2 % en 2014. Quant au taux d'emploi, il s'établit à 62,1 %.

En 2014, on dénombre 85 100 emplois dans le Bas-Saint-Laurent. De 2009 à 2014, l'emploi dans cette région diminue de 7 400. Durant cette période, les pertes d'emplois affectent surtout les travailleurs à temps plein (– 6 700). Le taux de chômage atteint à 9,0 % en 2014, alors que le taux d'emploi se fixe à 49,9 %.

Taux d'emploi dans les régions administratives

En 2014, le taux d'emploi des régions du Québec se situe entre 47,5 % et 65,2 %. Six régions se distinguent par un taux d'emploi significativement plus bas que celui de l'ensemble du Québec (59,7 %). Il s'agit de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (47,5 %), du Bas-Saint-Laurent (49,9 %), de la Mauricie (50,8 %), de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (53,1 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (54,6 %) ainsi que de Montréal (57,3 %). À l'opposé, les quatre régions suivantes ont un taux d'emploi significativement supérieur à celui du Québec : Montérégie (63,2 %), Capitale-Nationale (63,4 %), Chaudière-Appalaches (64,1 %) et Laval (65,2 %).

Taux de chômage dans les régions administratives

En 2014, le taux de chômage des régions du Québec varie entre 5,3 % et 16,4 %. Les régions de Chaudière-Appalaches (5,3 %), de la Capitale-Nationale (5,5 %) et de la Montérégie (6,5 %) enregistrent un taux significativement plus bas que l'ensemble du Québec (7,7 %). À l'opposé, les régions de Montréal (9,8 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (9,9 %) ainsi que de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (16,4 %) affichent un taux significativement plus élevé que le Québec.

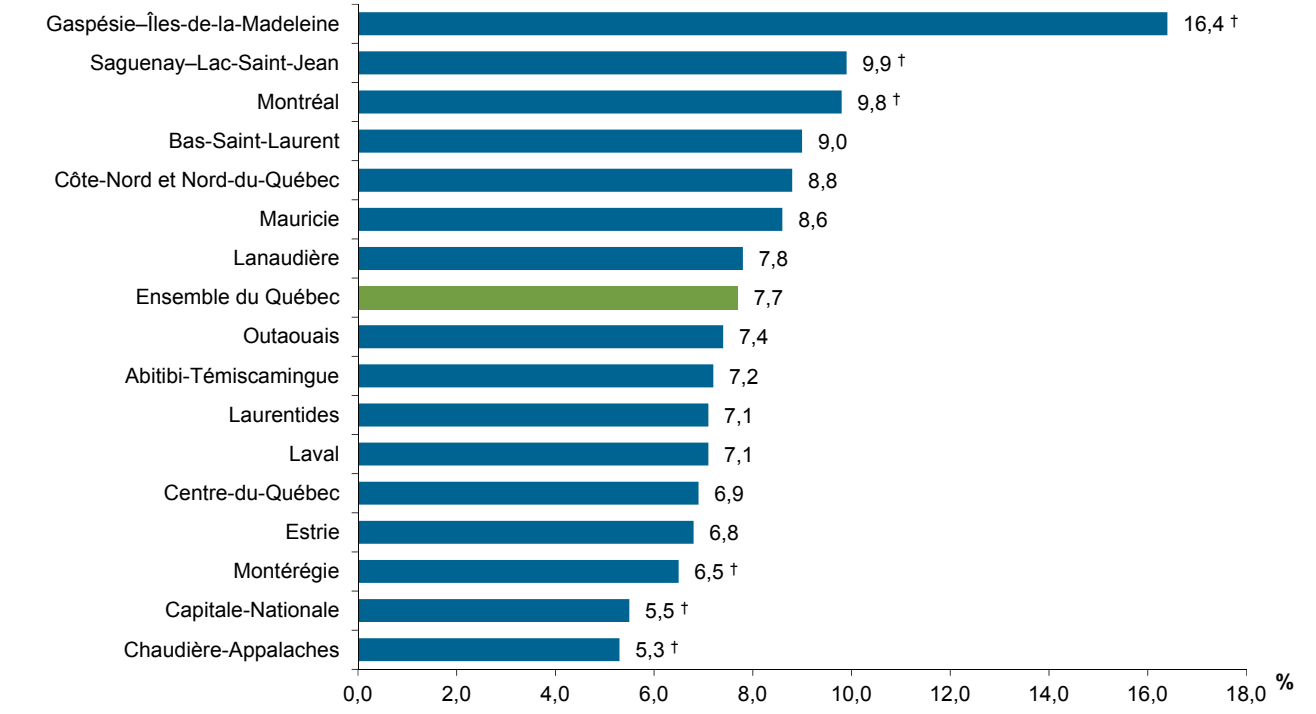
Figure 4.1

Taux d'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2014

† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 % entre la région et l'ensemble du Québec.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2014, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 4.2

Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2014



† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 % entre la région et l'ensemble du Québec.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2014, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.1

Emploi selon le régime de travail, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2014

Région administrative	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[r]	2014	Part du temps partiel en 2014	Écart 2014-2009	Variation 2014/2009
			k				%	k	%
Bas-Saint-Laurent	92,5	90,8	91,6	95,6	88,9	85,1		– 7,4	– 8,0†
Temps plein	74,4	71,7	71,8	77,5	71,9	67,7		– 6,7	– 9,0†
Temps partiel	18,1	19,1	19,8	18,1	17,0	17,4	20,4	– 0,7	– 3,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	123,7	123,6	123,8	129,7	128,0	127,0		3,3	2,7
Temps plein	95,4	95,8	96,1	102,7	101,6	99,4		4,0	4,2
Temps partiel	28,3	27,7	27,7	27,1	26,4	27,6	21,7	– 0,7	– 2,5
Capitale-Nationale	359,3	370,2	379,0	387,3	386,8	388,7		29,4	8,2†
Temps plein	289,4	295,1	307,6	311,7	315,0	310,3		20,9	7,2
Temps partiel	69,9	75,1	71,4	75,6	71,9	78,4	20,2	8,5	12,2
Mauricie	114,6	117,0	120,6	114,6	109,3	114,9		0,3	0,3
Temps plein	90,2	90,8	94,1	91,7	85,6	88,0		– 2,2	– 2,4
Temps partiel	24,4	26,2	26,5	22,9	23,8	26,9	23,4	2,5	10,2
Estrie	153,9	147,5	155,8	146,9	155,5	155,8		1,9	1,2
Temps plein	123,2	116,7	121,6	115,2	122,8	120,1		– 3,1	– 2,5
Temps partiel	30,8	30,8	34,2	31,7	32,7	35,7	22,9	4,9	15,9
Montréal	905,1	941,3	929,3	935,3	963,3	947,3		42,2	4,7†
Temps plein	735,5	751,2	747,8	753,2	763,9	745,6		10,1	1,4
Temps partiel	169,6	190,1	181,5	182,1	199,4	201,7	21,3	32,1	18,9†
Outaouais	191,3	191,6	193,5	196,0	192,7	192,6		1,3	0,7
Temps plein	161,3	160,0	160,2	163,3	159,3	160,2		– 1,1	– 0,7
Temps partiel	30,0	31,6	33,3	32,8	33,4	32,4	16,8	2,4	8,0
Abitibi-Témiscamingue	66,0	68,6	71,8	70,2	74,7	74,7		8,7	13,2†
Temps plein	54,3	55,5	58,6	59,1	59,4	61,5		7,2	13,3†
Temps partiel	11,8	13,1	13,1	11,1	15,3	13,2	17,7	1,4	11,9
Côte-Nord et Nord-du-Québec	48,6	54,4	52,8	51,9	53,0	48,9		0,3	0,6
Temps plein	40,8	46,5	43,0	42,9	44,3	40,6		– 0,2	– 0,5
Temps partiel	7,8	7,9	9,7	9,0	8,6	8,3	17,0	0,5	6,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	34,7	37,0	38,6	36,7	36,2	37,4		2,7	7,8
Temps plein	27,9	30,8	31,9	30,2	29,3	30,3		2,4	8,6
Temps partiel	6,9	6,2	6,7	6,6	6,9	7,1	19,0	0,2	2,9
Chaudière-Appalaches	210,9	220,2	225,5	218,9	218,8	223,4		12,5	5,9
Temps plein	169,0	178,5	185,8	182,2	181,9	178,7		9,7	5,7
Temps partiel	41,9	41,7	39,7	36,7	36,9	44,7	20,0	2,8	6,7
Laval	199,4	203,1	205,5	212,1	221,0	226,9		27,5	13,8†
Temps plein	160,5	161,3	164,1	171,8	175,2	176,3		15,8	9,8†
Temps partiel	38,9	41,8	41,4	40,3	45,8	50,6	22,3	11,7	30,1†
Lanaudière	236,0	239,6	249,6	240,6	245,2	245,9		9,9	4,2
Temps plein	194,8	201,0	208,6	193,6	205,3	200,6		5,8	3,0
Temps partiel	41,2	38,5	41,0	46,9	39,9	45,3	18,4	4,1	10,0
Laurentides	277,0	285,3	289,9	301,7	307,1	295,2		18,2	6,6
Temps plein	220,3	224,4	236,5	240,2	244,8	240,7		20,4	9,3
Temps partiel	56,7	60,8	53,4	61,5	62,3	54,5	18,5	– 2,2	– 3,9
Montérégie	726,2	738,4	738,0	760,8	768,7	784,8		58,6	8,1†
Temps plein	597,2	600,9	593,2	624,3	630,8	635,4		38,2	6,4†
Temps partiel	129,0	137,5	144,9	136,6	137,9	149,4	19,0	20,4	15,8†
Centre-du-Québec	114,9	109,5	110,4	107,5	111,6	111,2		– 3,7	– 3,2
Temps plein	92,0	86,9	88,7	86,5	86,8	90,0		– 2,0	– 2,2
Temps partiel	23,0	22,6	21,7 *	21,0	24,8	21,2	19,1*	– 1,8	– 7,8
Ensemble du Québec	3 854,2	3 937,9	3 975,6	4 005,9	4 060,8	4 059,7		205,5	5,3†
Temps plein	3 126,0	3 167,0	3 209,8	3 245,9	3 277,8	3 245,3		119,3	3,8†
Temps partiel	728,1	770,8	765,8	760,0	783,0	814,4	20,1	86,3	11,9†

* : Coefficient de variation se situant entre 15 % et 24,9 %; interpréter avec prudence.
† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2014, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.2
Emploi selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2014

Région administrative	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[r]	2014	Part des femmes en 2014	Écart 2014-2009	Variation 2014/2009
			k				%	k	%
Bas-Saint-Laurent									
Hommes	48,8	45,4	46,4	50,3	46,2	42,4		– 6,4	– 13,1
Femmes	43,8	45,4	45,2	45,3	42,7	42,7	50,2	– 1,1	– 2,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean									
Hommes	66,5	64,2	68,1	69,8	67,5	68,5		2,0	3,0
Femmes	57,2	59,4	55,7	59,9	60,5	58,6	46,1	1,4	2,4
Capitale-Nationale									
Hommes	180,2	188,2	193,7	196,4	201,2	196,6		16,4	9,1
Femmes	179,1	181,9	185,3	190,9	185,7	192,1	49,4	13,0	7,3
Mauricie									
Hommes	60,5	61,4	62,2	59,6	56,7	59,9		– 0,6	– 1,0
Femmes	54,1	55,6	58,4	54,9	52,6	54,9	47,8	0,8	1,5
Estrie									
Hommes	81,3	76,3	81,9	77,7	82,1	77,5		– 3,8	– 4,7
Femmes	72,6	71,2	74,0	69,2	73,4	78,3	50,3	5,7	7,9
Montréal									
Hommes	467,7	488,8	486,6	495,9	507,4	495,5		27,8	5,9
Femmes	437,4	452,5	442,7	439,4	455,9	451,8	47,7	14,4	3,3
Outaouais									
Hommes	96,2	95,7	99,0	99,4	99,2	99,2		3,0	3,1
Femmes	95,0	95,9	94,6	96,6	93,5	93,4	48,5	– 1,6	– 1,7
Abitibi-Témiscamingue									
Hommes	35,5	36,8	39,4	36,5	40,3	40,3		4,8	13,5
Femmes	30,6	31,8	32,4	33,7	34,4	34,4	46,1	3,8	12,4
Côte-Nord et Nord-du-Québec									
Hommes	25,5	29,4	29,4	27,8	28,4	25,4		– 0,1	– 0,4
Femmes	23,1	25,0	23,4	24,2	24,6	23,6	48,3	0,5	2,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine									
Hommes	16,9	17,9	19,4	17,4	17,7	17,9		1,0	5,9
Femmes	17,9	19,0	19,1	19,4	18,5	19,5	52,1	1,6	8,9
Chaudière-Appalaches									
Hommes	111,4	117,5	121,5	114,3	115,4	116,1		4,7	4,2
Femmes	99,5	102,8	104,1	104,5	103,4	107,2	48,0	7,7	7,7
Laval									
Hommes	98,4	109,3	105,7	107,1	115,1	113,5		15,1	15,3
Femmes	101,0	93,8	99,8	105,0	105,9	113,4	50,0	12,4	12,3
Lanaudière									
Hommes	123,6	133,7	134,7	130,1	129,3	129,5		5,9	4,8
Femmes	112,4	105,8	114,9	110,5	115,9	116,5	47,4	4,1	3,6
Laurentides									
Hommes	144,5	148,1	151,0	156,8	157,2	160,3		15,8	10,9
Femmes	132,5	137,2	138,9	145,0	149,9	134,9	45,7	2,4	1,8
Montérégie									
Hommes	382,9	388,9	385,3	394,3	397,9	403,5		20,6	5,4
Femmes	343,3	349,5	352,8	366,5	370,8	381,3	48,6	38,0	11,1[†]
Centre-du-Québec									
Hommes	61,6	55,0	59,4	59,4	61,1	60,2		– 1,4	– 2,3
Femmes	53,4	54,5	51,0	48,1	50,5	51,0	45,9	– 2,4	– 4,5
Ensemble du Québec									
Hommes	2 001,4	2 056,6	2 083,5	2 092,7	2 122,7	2 106,3		104,9	5,2[†]
Femmes	1 852,8	1 881,3	1 892,1	1 913,2	1 938,0	1 953,5	48,1	100,7	5,4[†]

[†] : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2014, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.3

Emploi selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2014

Région administrative	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[r]	2014	Part des 15-29 ans en 2014	Écart 2014-2009	Variation 2014/2009
			k				%	k	%
Bas-Saint-Laurent									
15-29 ans	19,3	24,2	22,5	23,1	17,6	18,2	21,4	– 1,1	– 5,7
30 ans et +	73,2	66,6	69,1	72,5	71,3	66,9		– 6,3	– 8,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean									
15-29 ans	31,4	32,0	31,6	33,4	31,7	31,8	25,0	0,4	1,3
30 ans et +	92,3	91,6	92,2	96,3	96,3	95,2		2,9	3,1
Capitale-Nationale									
15-29 ans	94,5	106,5	104,2	106,1	95,2	102,1	26,3	7,6	8,0
30 ans et +	264,8	263,7	274,8	281,2	291,6	286,6		21,8	8,2
Mauricie									
15-29 ans	30,3	27,2	26,5	27,4	23,8	25,8	22,5	– 4,5	– 14,9
30 ans et +	84,3	89,8	94,1	87,2	85,5	89,1		4,8	5,7
Estrie									
15-29 ans	35,0	34,5	36,0	32,6	37,8	37,2	23,9	2,2	6,3
30 ans et +	118,9	113,0	119,8	114,3	117,7	118,6		– 0,3	– 0,3
Montréal									
15-29 ans	242,4	251,3	235,5	247,7	257,5	252,3	26,6	9,9	4,1
30 ans et +	662,7	690,0	693,8	687,6	705,8	695,0		32,3	4,9
Outaouais									
15-29 ans	48,8	51,5	49,6	48,5	45,1	43,3	22,5	– 5,5	– 11,3
30 ans et +	142,5	140,1	143,9	147,5	147,6	149,3		6,8	4,8
Abitibi-Témiscamingue									
15-29 ans	14,8	17,4	18,9	15,9	18,7	17,9	24,0	3,1	20,9
30 ans et +	51,2	51,2	52,9	54,3	56,0	56,8		5,6	10,9
Côte-Nord et Nord-du-Québec									
15-29 ans	9,6	11,8	10,6	11,8	13,1	10,8	22,1	1,2	12,5
30 ans et +	39,0	42,6	42,2	40,1	39,9	38,1		– 0,9	– 2,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine									
15-29 ans	6,7	6,3	7,5	6,3	6,6	6,7	17,9	0,0	0,0
30 ans et +	28,0	30,7	31,1	30,4	29,6	30,7		2,7	9,6
Chaudière-Appalaches									
15-29 ans	58,2	55,4	55,7	53,7	50,1	50,1	22,4	– 8,1	– 13,9
30 ans et +	152,7	164,8	169,8	165,2	168,7	173,3		20,6	13,5[†]
Laval									
15-29 ans	49,3	48,1	55,7	53,3	49,2	54,8	24,2	5,5	11,2
30 ans et +	150,1	155,0	149,8	158,8	171,8	172,1		22,0	14,7[†]
Lanaudière									
15-29 ans	56,0	53,1	53,3	49,2	57,8	53,9	21,9	– 2,1	– 3,8
30 ans et +	180,0	186,5	196,3	191,4	187,4	192,0		12,0	6,7
Laurentides									
15-29 ans	63,7	68,5	67,0	68,3	71,1	61,8	20,9	– 1,9	– 3,0
30 ans et +	213,3	216,8	222,9	233,4	236,0	233,4		20,1	9,4
Montérégie									
15-29 ans	182,9	185,4	182,5	183,1	180,6	179,1	22,8	– 3,8	– 2,1
30 ans et +	543,3	553,0	555,5	577,7	588,1	605,7		62,4	11,5[†]
Centre-du-Québec									
15-29 ans	27,2	25,8	26,8	28,6	28,8	25,2	22,7	– 2,0	– 7,4
30 ans et +	87,7	83,7	83,6	78,9	82,8	86,0		– 1,7	– 1,9
Ensemble du Québec									
15-29 ans	970,2	999,1	983,8	988,9	985,0	971,1	23,9	0,9	0,1
30 ans et +	2 884,0	2 938,8	2 991,8	3 017,0	3 075,8	3 088,6		204,6	7,1[†]

[†] : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2014, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.4

Emploi selon le secteur d'activité, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2014

Région administrative	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[r]	2014	Part du secteur des biens en 2014	Écart 2014-2009	Variation 2014/2009
			k				%	k	%
Bas-Saint-Laurent									
Secteur des biens	23,0	21,5	21,6	24,2	23,0	23,5	27,6	0,5	2,2
Secteur des services	69,5	69,3	70,0	71,4	65,9	61,5		– 8,0	– 11,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean									
Secteur des biens	30,9	29,1	33,6	35,5	32,4	31,3	24,6	0,4	1,3
Secteur des services	92,9	94,5	90,2	94,2	95,7	95,7		2,8	3,0
Capitale-Nationale									
Secteur des biens	50,9	47,4	56,5	47,7	50,2	52,1	13,4	1,2	2,4
Secteur des services	308,4	322,8	322,6	339,5	336,6	336,6		28,2	9,1[†]
Mauricie									
Secteur des biens	32,7	30,8	29,8	30,7	24,1	26,0	22,6	– 6,7	– 20,5
Secteur des services	81,9	86,2	90,7	83,9	85,2	88,9		7,0	8,5
Estrie									
Secteur des biens	46,2	43,0	43,1	40,3	45,0	42,1	27,0	– 4,1	– 8,9
Secteur des services	107,8	104,5	112,7	106,6	110,5	113,7		5,9	5,5
Montréal									
Secteur des biens	133,5	127,0	135,5	130,8	148,7	132,8	14,0	– 0,7	– 0,5
Secteur des services	771,5	814,3	793,8	804,5	814,6	814,5		43,0	5,6[†]
Outaouais									
Secteur des biens	26,5	24,8	29,3	27,1	29,5	29,5	15,3	3,0	11,3
Secteur des services	164,8	166,8	164,2	168,9	163,2	163,1		– 1,7	– 1,0
Abitibi-Témiscamingue									
Secteur des biens	18,2	19,2	22,6	23,6	20,9	21,1	28,2	2,9	15,9
Secteur des services	47,9	49,4	49,2	46,6	53,8	53,6		5,7	11,9
Côte-Nord et Nord-du-Québec									
Secteur des biens	13,6	17,0	15,0	16,3	14,8	11,2	22,9	– 2,4	– 17,6
Secteur des services	35,0	37,4	37,8	35,6	38,2	37,7		2,7	7,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine									
Secteur des biens	7,2	7,6	9,7	8,2	8,1	7,9	21,2	0,7	9,7
Secteur des services	27,5	29,4	28,9	28,6	28,1	29,4		1,9	6,9
Chaudière-Appalaches									
Secteur des biens	69,6	72,0	73,1	70,9	72,3	72,8	32,6	3,2	4,6
Secteur des services	141,3	148,2	152,5	147,9	146,4	150,6		9,3	6,6
Laval									
Secteur des biens	36,2	39,1	39,5	35,9	37,7	41,9	18,5	5,7	15,7
Secteur des services	163,2	164,0	166,0	176,2	183,3	185,0		21,8	13,4[†]
Lanaudière									
Secteur des biens	64,5	66,1	64,3	68,8	67,7	66,4	27,0	1,9	2,9
Secteur des services	171,5	173,4	185,3	171,7	177,5	179,6		8,1	4,7
Laurentides									
Secteur des biens	60,7	70,3	69,8	75,5	79,9	76,8	26,0	16,1	26,5
Secteur des services	216,2	214,9	220,1	226,2	227,1	218,4		2,2	1,0
Montérégie									
Secteur des biens	201,8	198,6	181,2	190,1	189,8	188,8	24,1	– 13,0	– 6,4
Secteur des services	524,4	539,8	556,8	570,7	578,9	596,0		71,6	13,7[†]
Centre-du-Québec									
Secteur des biens	45,5	43,4	40,9	44,5	41,5	38,3	34,4	– 7,2	– 15,8
Secteur des services	69,5	66,0	69,5	63,0	70,1	72,9		3,4	4,9
Ensemble du Québec									
Secteur des biens	861,2	856,8	865,6	870,2	885,6	862,8	21,3	1,6	0,2
Secteur des services	2 993,0	3 081,1	3 109,9	3 135,7	3 175,2	3 196,9		203,9	6,8[†]

[†] : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2014, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

5. Comptes économiques

5.1 Produit intérieur brut

par Marianne Bernier, Direction des statistiques économiques

Le produit intérieur brut constitue l'un des principaux indicateurs de la situation économique d'un pays ou d'une région. Le produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants (PIB) est la valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'un pays ou d'une région, au cours d'une période donnée, peu importe le lieu de résidence de ceux qui en reçoivent le revenu.

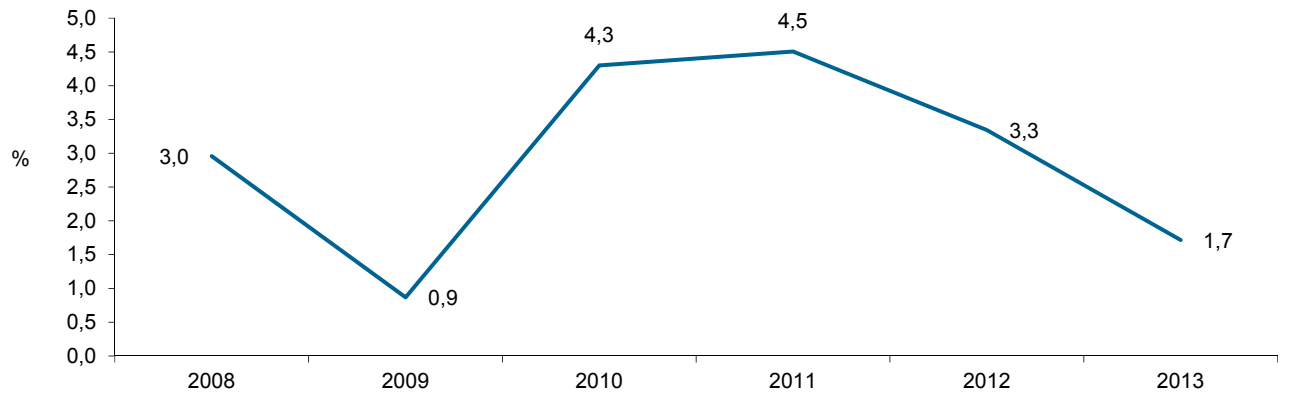
L'économie du Québec : une hausse de 1,7 % en 2013

Le produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants de l'ensemble du Québec se chiffre à 339,5 G$ en 2013. Sa croissance est de 1,7 %, un taux moindre que celui observé au cours des années précédentes. En effet, à l'exception de 2009, moment fort de la crise économique et financière, la hausse annuelle du PIB se situe entre 3,0 % et 4,5 % pour les années 2008 à 2012.

Deux régions administratives se distinguent du fait que leur PIB croît davantage en 2013 qu'en 2012. C'est le cas de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, en hausse de 3,5 % et de 1,6 % respectivement. Il s'agit des deux régions qui avaient le plus faible taux de croissance en 2012; la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine affichait même un recul de 1,2 %. Enfin, les quinze autres régions enregistrent une croissance moindre que l'année précédente.

Figure 5.1.1

Croissance annuelle du PIB aux prix de base, ensemble du Québec, 2008 à 2013



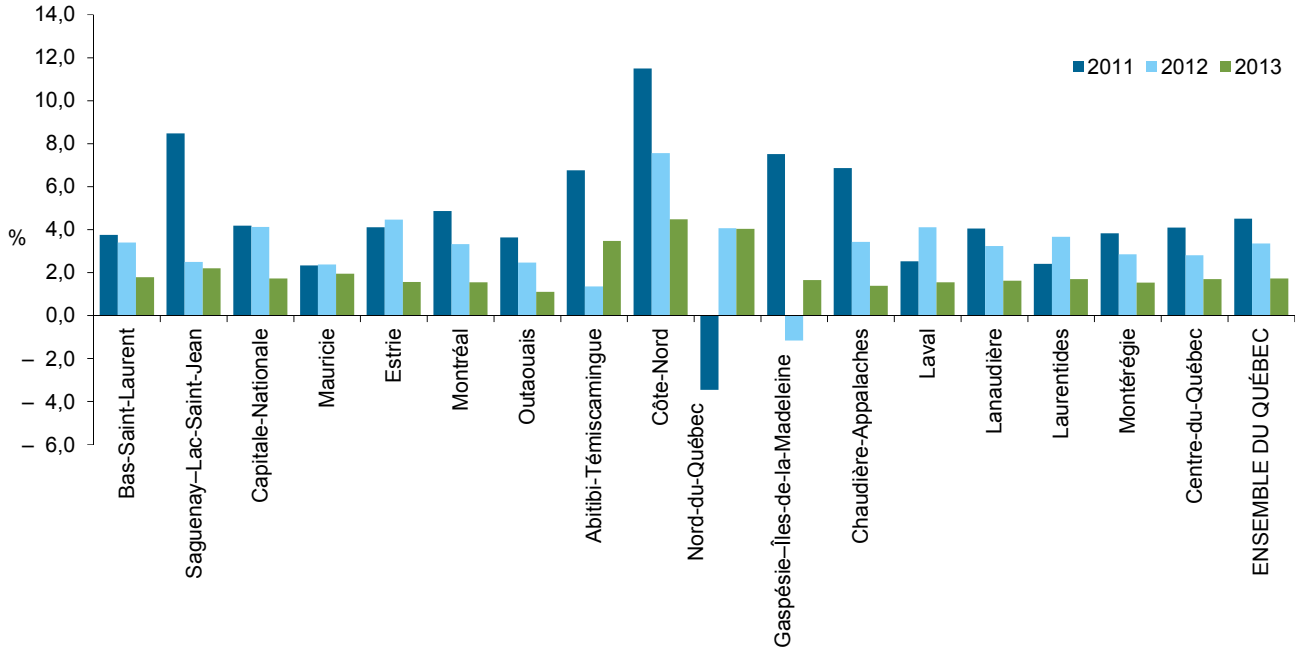
Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Croissance économique : la Côte-Nord encore la région la plus rapide

La Côte-Nord se situe au premier rang en termes de croissance économique parmi les dix-sept régions du Québec pour une quatrième année consécutive (+ 4,5 %). Le Nord-du-Québec et l'Abitibi-Témiscamingue suivent avec un taux de croissance respectif de 4,0 % et de 3,5 %. L'économie du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 2,2 %), de la Mauricie (+ 1,9 %) et du Bas-Saint-Laurent (+ 1,8 %) augmente également à une vitesse supérieure à celle de l'ensemble du Québec, tandis que les régions administratives de la Capitale-Nationale, des Laurentides et du Centre-du-Québec affichent une hausse semblable (+ 1,7 %). Sous la moyenne québécoise, on trouve les régions de l'Estrie (+ 1,6 %), de la Gaspésie–Île-de-la-Madeleine(+ 1,6 %), de Lanaudière (+ 1,6 %), de Montréal (+ 1,5 %), de Laval (+ 1,5 %) et de la Montérégie (+ 1,5 %). Enfin, Chaudière-Appalaches (+ 1,4 %) et l'Outaouais (+ 1,1 %) sont celles qui croissent le moins rapidement.

Figure 5.1.2

Croissance annuelle du PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2011, 2012 et 2013



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Le PIB par habitant : 41 631 $ dans l'ensemble du Québec

En 2013, le PIB par habitant dans l'ensemble des régions administratives du Québec s'élève à 41 631 $, une hausse de 0,8 % relativement à l'année précédente. En fait, l'augmentation du PIB a été moins rapide que celle de la population, ce qui explique pourquoi le PIB par habitant croît de 0,8 % malgré une hausse du PIB de 1,7 %. En regard de 2007, il s'agit d'un accroissement de 12,2 %, alors que le PIB de l'ensemble du Québec a augmenté de 19,0 %.

Ce sont les trois régions minières qui enregistrent la plus forte progression du PIB par habitant en 2013 : 4,5 % sur la Côte-Nord, 3,0 % en Abitibi-Témiscamingue et 2,9 % dans le Nord-du-Québec. La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine présente un taux de croissance de son PIB par habitant de 2,4 %, le quatrième plus élevé au Québec et nettement supérieur à l'augmentation de son PIB (+ 1,6 %). À l'inverse, la région administrative de l'Outaouais voit son PIB par habitant augmenter de 0,2 %, soit le taux de la plus faible ampleur parmi les dix-sept régions du Québec.

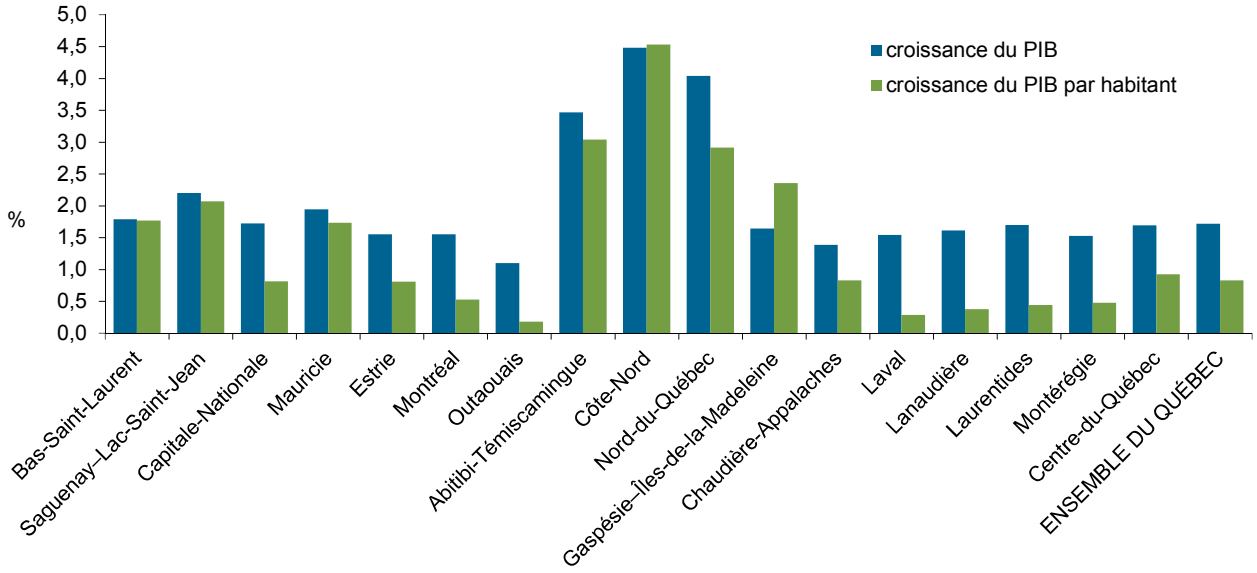
Produit intérieur brut selon l'industrie : le secteur des services performe de manière plus uniforme à travers les régions du Québec

L'analyse des données de 2012 selon les industries[1] nous montre que la croissance du PIB en 2012 découle à la fois du secteur de production des biens (+ 2,1 %) et de celui des services (+ 3,8 %). En particulier, les régions de la Côte-Nord (+ 8,3 %) et de l'Outaouais (+ 8,2 %) voient leur production de biens grimper de plus de 8 %, tandis que la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine enregistre une baisse de 10,6 %. Du côté des services, les changements en 2012 sont plus homogènes entre les régions : le taux de croissance varie de 1,3 % en Outaouais à 5,9 % sur la Côte-Nord.

1. Les données du PIB régional ainsi que celles du PIB par habitant pour les différentes régions sont disponibles jusqu'à l'année 2013, tandis que les données du PIB régional par industrie sont disponibles jusqu'à l'année 2012 seulement.

Figure 5.1.3

Croissance annuelle du PIB aux prix de base et du PIB par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2013



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Après trois années de décroissance et un bond de 11,8 % en 2011, l'industrie de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse affiche une hausse de 3,4 % dans l'ensemble du Québec. Cette augmentation découle notamment de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de l'Estrie, plus particulièrement de leur industrie des cultures agricoles et de l'élevage qui constitue une base économique[2] dans ces régions. L'industrie de la pêche, de la chasse et du piégeage fait un saut de plus de 10 % pour une deuxième année consécutive au Québec (19,2 % en 2011 et 12,5 % en 2012).

L'industrie de l'extraction minière et de l'extraction pétrolière et gazière performe moins bien en 2012 (– 7,4 %). On observe un recul dans les régions minières de l'Abitibi-Témiscamingue (– 15,4 %) et de la Côte-Nord (– 2,5 %), alors que le Nord-du-Québec enregistre une hausse de la production du secteur (+ 2,1 %). Cette hausse fait toutefois suite à une chute de 13,9 % dans la région en 2011. Les services publics affichent également un résultat négatif dans l'ensemble du Québec en 2012 (– 0,3 %).

La construction fait un saut de 10,4 %, la plus forte augmentation parmi les grands agrégats industriels du Québec. Sa production passe de 22,4 à 24,8 G$, ce qui constitue 7,4 % du PIB total québécois en 2012. Cette industrie a explosé au cours des dernières années dans la région de la Côte-Nord (+ 47,5 % en 2012), du fait de l'effervescence du secteur minier. À l'inverse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine voit la production du secteur diminuer de 30,0 %. On remarque souvent une relation positive entre la santé de l'industrie de la construction et la performance économique d'une région.

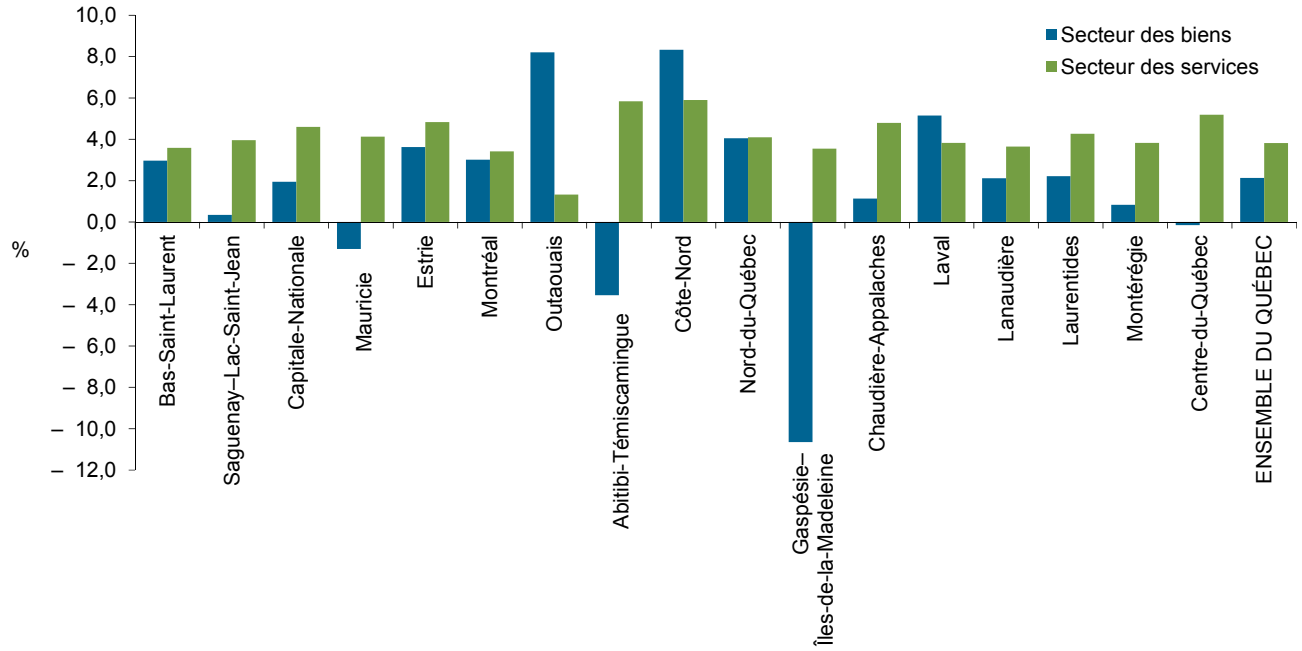
Dans l'ensemble du Québec, la fabrication fléchit légèrement de 0,3 %, et ce résultat varie grandement entre les différentes industries qu'elle regroupe et entre les régions du Québec. Par exemple, la fabrication de produits en bois affiche une croissance de 7,8 %, après une dure année 2011 (– 4,0 %). Ce secteur augmente particulièrement dans les régions dont il constitue une base économique : la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 18,9 %), la Mauricie (+ 17,9 %), les Laurentides (+ 15,6 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 10,6 %), le Centre-du-Québec (+ 8,7 %), Chaudière-Appalaches (+ 8,6 %), le Nord-du-Québec (+ 7,7 %)

2. Dans cette analyse, une industrie est considérée comme une industrie de base d'une région si une partie au moins de sa production de biens ou de services répond, directement ou indirectement, à la demande d'acheteurs situés à l'extérieur de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire.

et le Bas-Saint-Laurent (+ 6,8 %). De leur côté, la fabrication de machines (+ 68,9 %) et de produits minéraux non métalliques (+ 45,9 %) bondit dans la région de la Côte-Nord en 2012. À l'opposé, la première transformation des métaux, qui occupe une place importante dans l'économie québécoise (1,3 % de son PIB), recule de 2,6 % au Québec. Cette industrie enregistre également des pertes de 2,6 % en Montérégie où elle constitue une base économique.

Figure 5.1.4

Croissance annuelle du PIB aux prix de base selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2012



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Toutes les industries du secteur des services présentent une hausse de leur production en 2012 au Québec. Les services d'hébergement et de restauration enregistrent une importante croissance de 6,3 %, nettement plus élevée que celle de 2011 (+ 1,8 %). À l'échelle régionale, Montréal et la Capitale-Nationale sont touchées par la hausse de cette base économique (respectivement 7,4 % et 6,8 %). Les autres services, sauf les administrations publiques (+ 5,7 %), les services d'enseignement (+ 5,2 %) et les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 4,5 %) enregistrent également une croissance élevée à l'échelle du Québec. Les trois principales industries en termes économiques — les soins de santé et l'assistance sociale; le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers; les administrations publiques — voient leur production augmenter respectivement de 4,5 %, de 4,1 % et de 2,7 %. En outre, le commerce de gros et de détail croît respectivement de 4,1 % et de 1,9 % en 2012. Le commerce de gros constitue d'ailleurs une industrie clé pour le Centre-du-Québec (+ 5,8 %), Laval (+ 4,2 %) et Montréal (+ 3,5 %).

Tableau 5.1.1

PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2013

Région administrative	2007[r]	2008[r]	2009[r]	2010[er]	2011[er]	2012[e]	2013[ep]
				M$			
Bas-Saint-Laurent	5 874 951	5 957 561	5 997 138	6 095 678	6 323 942	6 538 943	6 655 819
Saguenay–Lac-Saint-Jean	9 299 359	9 714 760	8 929 246	9 489 778	10 294 386	10 550 911	10 782 817
Capitale-Nationale	27 535 324	28 710 606	29 928 269	30 813 466	32 100 592	33 424 582	34 000 857
Mauricie	7 888 651	8 212 137	8 027 063	8 033 270	8 220 396	8 415 717	8 579 375
Estrie	9 315 571	9 520 793	9 532 308	9 720 778	10 120 170	10 572 145	10 736 181
Montréal	98 631 964	100 916 397	103 145 424	106 815 944	112 013 679	115 739 503	117 532 341
Outaouais	10 047 724	10 560 310	11 077 451	11 252 702	11 660 553	11 947 461	12 079 022
Abitibi-Témiscamingue	5 252 967	5 403 057	5 561 874	6 276 871	6 700 575	6 791 274	7 026 764
Côte-Nord	5 000 358	5 247 096	4 852 602	6 191 464	6 902 906	7 424 521	7 757 321
Nord-du-Québec	2 702 575	2 916 002	2 565 968	3 072 845	2 966 522	3 087 045	3 211 699
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 140 391	2 286 562	2 327 341	2 507 461	2 695 900	2 664 263	2 708 047
Chaudière-Appalaches	13 112 766	13 113 210	13 085 303	12 859 618	13 742 607	14 213 457	14 410 344
Laval	11 685 375	12 236 432	12 284 907	12 741 532	13 062 400	13 599 622	13 809 377
Lanaudière	9 995 409	10 411 545	10 534 004	11 091 776	11 539 812	11 913 120	12 104 962
Laurentides	15 173 668	15 777 497	15 781 737	16 871 576	17 278 112	17 911 407	18 215 651
Montérégie	43 844 032	44 898 005	44 737 859	47 203 552	49 011 851	50 406 074	51 174 848
Centre-du-Québec	7 827 396	7 884 739	7 947 967	8 020 658	8 348 174	8 582 289	8 727 576
Ensemble du Québec[1]	**285 328 481**	**293 766 710**	**296 316 462**	**309 058 968**	**322 982 576**	**333 782 335**	**339 513 000**

1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie, CANSIM, tableau 379-0030, novembre 2013.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.1.2

PIB aux prix de base par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2013

Région administrative	2007[r]	2008[r]	2009[r]	2010[er]	2011[er]	2012[e]	2013[ep]
				$/hab.			
Bas-Saint-Laurent	29 199	29 602	29 781	30 278	31 434	32 523	33 099
Saguenay–Lac-Saint-Jean	34 064	35 349	32 416	34 352	37 130	37 991	38 777
Capitale-Nationale	40 895	41 991	43 221	43 906	45 157	46 514	46 892
Mauricie	30 261	31 265	30 461	30 329	30 955	31 640	32 188
Estrie	30 786	31 194	30 974	31 299	32 273	33 455	33 724
Montréal	52 410	53 874	54 644	56 158	58 474	59 651	59 966
Outaouais	28 821	29 724	30 640	30 589	31 186	31 630	31 687
Abitibi-Témiscamingue	36 256	37 145	38 169	42 932	45 681	46 099	47 500
Côte-Nord	52 145	54 962	50 817	64 823	72 140	77 665	81 184
Nord-du-Québec	66 363	70 522	61 240	72 243	68 952	70 929	72 995
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22 633	24 140	24 586	26 486	28 536	28 362	29 030
Chaudière-Appalaches	32 882	32 509	32 168	31 311	33 161	34 135	34 417
Laval	30 886	31 747	31 291	31 889	32 166	32 998	33 092
Lanaudière	22 589	22 963	22 805	23 607	24 196	24 665	24 758
Laurentides	28 839	29 258	28 781	30 219	30 490	31 217	31 354
Montérégie	31 393	31 682	31 189	32 483	33 353	33 976	34 137
Centre-du-Québec	34 441	34 318	34 263	34 260	35 346	36 146	36 480
Ensemble du Québec[1]	**37 118**	**37 849**	**37 779**	**38 977**	**40 334**	**41 289**	**41 631**

1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie, CANSIM, tableau 379-0030, novembre 2013.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.1.3

Croissance annuelle du PIB aux prix de base selon l'industrie[1], régions administratives, 2012

	Industrie	Bas-Saint-Laurent	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Montréal
				%			
1	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	***– 3,2***	***1,4***	– 0,3	***3,4***	***10,6***	x
2	Cultures agricoles et élevage	***– 5,2***	***5,0***	– 1,7	***2,4***	***11,1***	3,8
3	Foresterie et exploitation forestière	***2,3***	***– 1,3***	3,5	***2,1***	9,6	– 2,5
4	Pêche, chasse et piégeage	***8,7***	x	x	x	x	x
5	Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	***1,2***	***x***	x	***x***	***x***	x
6	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	x	***x***	– 16,9	– 28,4	x	x
7	Services publics	x	***x***	– 0,5	***x***	x	***0,4***
8	Construction	***14,3***	***6,8***	8,2	x	***8,2***	17,7
9	Fabrication	1,1	***– 2,2***	– 1,7	***– 1,1***	***1,8***	– 0,1
10	Fabrication d'aliments	***– 4,6***	x	1,1	2,0	x	***1,3***
11	Fabrication de boissons et de produits du tabac	15,5	x	***x***	3,2	6,2	***0,6***
12	Usines de textiles et de produits textiles	x	x	0,2	x	***x***	***– 1,1***
13	Fabrication de vêtements et de produits en cuir et de produits analogues	x	x	x	– 11,9	***– 11,6***	***– 9,9***
14	Fabrication de produits en bois	***6,8***	***3,7***	x	***17,9***	***x***	14,6
15	Fabrication du papier	– 11,5	***– 8,5***	6,7	***– 4,8***	***1,2***	2,7
16	Impression et activités connexes de soutien	x	x	2,3	x	x	***– 1,0***
17	Fabrication de produit du pétrole et du charbon	x	x	7,3	x	x	***x***
18	Fabrication de produits chimiques	x	x	– 2,6	– 4,1	– 6,7	***– 1,2***
19	Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	x	x	– 5,2	– 2,9	***9,9***	– 3,2
20	Fabrication de produits minéraux non métalliques	***3,9***	***– 2,5***	***0,4***	x	***0,6***	– 0,8
21	Première transformation des métaux	x	***x***	x	***x***	x	– 2,6
22	Fabrication de produits métalliques	x	7,0	4,0	***0,4***	1,2	0,1
23	Fabrication de machines	10,9	***3,5***	x	***0,3***	***1,8***	0,5
24	Fabrication de produits informatiques et électroniques	x	x	– 7,0	x	– 4,9	***– 8,7***
25	Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	x	x	1,9	– 4,1	x	***– 1,5***
26	Fabrication de matériel de transport	x	– 10,5	x	– 5,3	***x***	***x***
27	Fabrication de meubles et de produits connexes	***– 1,8***	x	– 11,9	***0,7***	***– 4,9***	– 0,8
28	Activités diverses de fabrication	3,6	x	***– 0,9***	x	***– 10,1***	***– 2,6***
29	Commerce de gros	7,5	7,3	7,2	1,1	0,8	***3,5***
30	Commerce de détail	***1,6***	– 0,9	***1,7***	– 2,0	3,4	***2,4***
31	Transport et entreposage	***4,6***	3,3	7,6	***6,6***	5,2	***1,1***
32	Industrie de l'information et industrie culturelle	***5,7***	4,2	3,2	8,2	0,7	***3,5***
33	Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	3,0	6,8	***6,3***	3,7	3,9	***3,2***
34	Services professionnels, scientifiques et techniques	4,2	– 3,1	***5,8***	6,8	7,4	***4,4***
35	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	4,3	6,8	– 2,0	2,8	0,6	***0,5***
36	Services d'enseignement	***4,4***	***3,0***	***4,4***	***4,5***	***8,8***	***4,6***
37	Soins de santé et assistance sociale	***1,8***	***4,1***	***4,1***	***4,8***	***5,7***	***4,7***
38	Arts,spectacles et loisirs	4,7	2,9	3,7	3,0	6,6	***1,0***
39	Hébergement et services de restauration	***5,4***	7,9	***6,8***	6,1	2,8	***7,4***
40	Autres services, sauf les administrations publiques	9,5	6,3	5,6	5,5	4,9	***5,6***
41	Administrations publiques	2,2	4,2	***3,1***	6,7	4,2	***3,1***
42	**Ensemble des industries**	**3,4**	**2,5**	**4,1**	**2,4**	**4,5**	**3,3**

1. La croissance annuelle régionale du PIB d'une industrie considérée comme une base économique d'une région est indiquée en caractères gras et italiques.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	Centre-du-Québec	
					%						
– 5,9	***x***	x	***x***	***19,0***	***4,8***	5,2	***6,6***	***4,7***	***2,5***	***3,4***	1
– 22,7	x	– 14,2	x	***29,7***	***4,9***	8,1	***7,6***	4,4	***2,3***	***3,2***	2
4,4	***5,3***	***3,9***	***0,7***	***– 2,3***	***6,1***	x	– 4,6	***7,6***	0,1	x	3
x	x	***x***	***x***	***18,8***	x	x	x	– 5,1	x	x	4
x	***x***	***1,5***	x	***1,9***	***x***	x	x	***3,6***	***16,1***	***x***	5
– 20,6	***– 15,4***	***– 2,5***	***2,1***	x	– 59,9	x	– 1,3	– 0,2	– 15,7	– 19,6	6
– 0,0	***x***	***x***	***x***	***x***	– 1,8	x	1,3	– 0,9	0,3	***– 3,9***	7
16,8	***x***	***47,5***	***8,3***	***– 30,0***	***3,5***	***14,5***	***3,9***	***5,6***	***5,8***	3,9	8
– 0,2	3,9	***– 2,9***	– 4,4	5,2	***1,4***	– 0,6	– 0,2	0,5	***– 1,1***	***– 0,6***	9
– 9,6	x	10,4	x	***7,0***	***2,3***	1,4	1,4	4,2	***0,5***	***– 4,8***	10
x	x	x	x	x	x	x	x	6,2	3,3	x	11
x	x	x	x	x	***x***	x	x	x	***– 2,2***	***– 4,8***	12
x	x	x	x	x	x	– 6,7	x	x	– 7,4	x	13
x	***10,6***	2,1	***7,7***	***18,9***	***8,6***	14,0	***x***	***15,6***	10,0	***8,7***	14
– 5,5	***x***	***x***	x	x	x	2,9	***x***	x	– 4,6	***– 0,2***	15
0,8	x	0,8	x	x	***x***	***– 2,4***	x	x	***– 0,2***	3,6	16
x	7,3	x	x	x	***x***	x	x	x	x	***x***	17
x	x	x	x	x	x	***x***	– 2,0	***– 1,7***	***0,3***	***– 1,3***	18
– 1,1	x	x	x	x	***– 7,0***	***– 2,0***	***– 3,8***	– 1,1	***– 2,0***	– 5,4	19
5,7	***x***	45,9	x	x	***x***	2,2	***– 1,3***	***x***	***– 3,3***	***x***	20
x	***x***	***x***	x	x	x	x	– 2,6	– 2,6	***– 2,6***	***x***	21
– 1,4	1,8	0,2	x	x	***1,8***	***0,3***	***1,1***	0,7	***– 1,0***	***4,6***	22
– 12,0	x	68,9	x	***x***	***– 1,0***	1,9	– 0,0	2,8	***1,3***	***4,5***	23
– 11,5	3,1	x	x	x	– 11,8	– 10,5	– 6,9	***– 9,2***	***– 8,8***	– 9,2	24
x	x	x	x	x	x	x	x	***– 2,3***	***– 1,2***	– 1,7	25
x	x	x	x	x	x	0,8	– 0,6	***1,0***	***x***	– 5,9	26
3,3	– 0,9	x	– 7,8	x	***x***	***0,5***	***– 0,5***	– 1,0	***– 0,5***	***– 2,0***	27
– 2,6	6,8	– 2,2	x	– 14,4	x	***– 4,3***	***– 4,6***	– 3,4	***– 4,3***	***– 3,1***	28
0,7	11,2	14,2	9,7	0,5	7,0	***4,2***	3,2	4,4	***3,1***	***5,8***	29
2,7	5,0	4,5	6,1	1,8	2,1	***2,5***	– 0,2	2,3	1,9	3,2	30
1,1	4,3	***13,0***	7,6	1,6	5,2	1,9	0,8	1,6	2,7	4,2	31
x	4,5	5,7	9,0	5,8	5,4	x	2,2	2,3	4,2	4,9	32
5,3	7,0	3,0	– 7,2	3,5	***5,7***	***3,9***	***4,2***	***4,6***	***3,9***	5,3	33
– 2,3	9,0	13,9	1,0	4,4	6,0	***3,1***	3,9	3,7	5,3	7,6	34
– 1,0	11,7	8,3	1,6	– 3,4	1,2	***0,5***	***0,4***	1,1	0,4	5,9	35
4,9	***5,0***	2,7	***5,5***	4,6	4,5	6,2	6,2	6,5	5,6	6,2	36
3,4	***2,4***	1,4	***6,6***	***3,0***	4,1	4,4	4,8	5,8	5,1	5,0	37
– 1,2	– 1,5	4,4	9,4	5,0	0,8	– 0,2	– 0,4	***– 1,8***	1,3	0,1	38
1,3	***6,5***	***9,8***	6,4	***6,3***	4,2	7,5	5,8	5,7	6,1	3,6	39
1,9	10,3	9,6	3,2	***14,2***	6,5	***6,3***	***4,6***	***6,3***	***4,9***	6,0	40
x	2,6	***3,5***	***3,0***	2,8	3,7	x	5,7	4,6	3,6	5,5	41
2,5	**1,4**	**7,6**	**4,1**	**– 1,2**	**3,4**	**4,1**	**3,2**	**3,7**	**2,8**	**2,8**	**42**

Tableau 5.1.4

Croissance annuelle du PIB aux prix de base selon l'industrie, ensemble du Québec, 2011 et 2012

Industrie	2011	2012
	%	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11,8	3,4
Cultures agricoles et élevage	14,9	3,5
Foresterie et exploitation forestière	9,0	2,8
Pêche, chasse et piégeage	19,2	12,5
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	– 2,9	2,3
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	9,2	– 7,4
Services publics	3,2	– 0,3
Construction	4,4	10,4
Fabrication	2,6	– 0,3
Fabrication d'aliments	5,9	1,0
Fabrication de boissons et de produits du tabac	– 2,0	2,0
Usines de textiles et de produits textiles	0,6	– 3,2
Fabrication de vêtements et de produits en cuir et de produits analogues	– 4,0	– 9,9
Fabrication de produits en bois	– 4,0	7,8
Fabrication du papier	3,0	– 2,6
Impression et activités connexes de soutien	– 3,5	– 0,6
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	9,2	7,3
Fabrication de produits chimiques	– 8,3	– 1,1
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	5,3	– 2,0
Fabrication de produits minéraux non métalliques	5,5	0,0
Première transformation des métaux	3,2	– 2,6
Fabrication de produits métalliques	3,6	1,0
Fabrication de machines	5,0	1,7
Fabrication de produits informatiques et électroniques	19,6	– 8,7
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	– 0,9	– 1,4
Fabrication de matériel de transport	4,1	0,0
Fabrication de meubles et de produits connexes	– 1,7	– 2,0
Activités diverses de fabrication	2,0	– 3,1
Commerce de gros	10,1	4,1
Commerce de détail	2,1	1,9
Transport et entreposage	7,0	2,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	4,3	3,7
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	5,0	4,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,9	4,5
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	4,0	0,8
Services d'enseignement	3,4	5,2
Soins de santé et assistance sociale	4,4	4,5
Arts,spectacles et loisirs	1,9	1,1
Hébergement et services de restauration	1,8	6,3
Autres services, sauf les administrations publiques	2,9	5,7
Administrations publiques	5,1	2,7
Ensemble des industries	**4,5**	**3,3**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

5.2 Revenu disponible par habitant

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

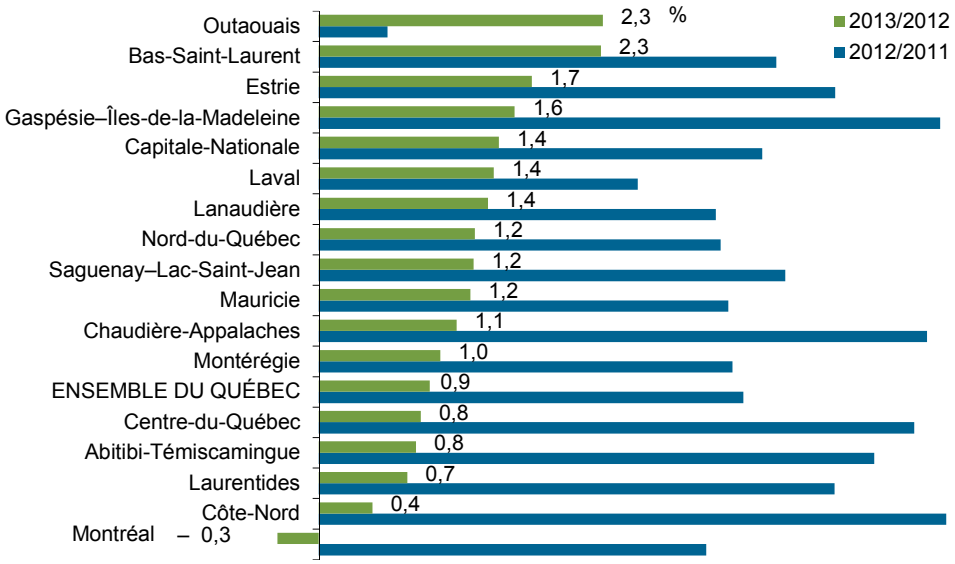
Le revenu disponible par habitant est un indicateur du Système de comptabilité nationale qui permet de mieux saisir l'évolution économique d'un territoire. Il correspond à la somme de tous les revenus reçus par les particuliers résidant dans un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels, divisés par le nombre total d'habitants du territoire donné. Plus précisément, il se compose de la rémunération des salariés, du revenu net des entreprises individuelles, du revenu des loyers et du revenu net de la propriété. À cela s'ajoutent les transferts courants que reçoivent les particuliers des non-résidents, des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ainsi que des administrations publiques, comme les prestations d'assurance-emploi, de la Sécurité de la vieillesse et de l'aide sociale moins les transferts courants que les particuliers versent aux non-résidents, aux ISBLSM (les dons) ainsi qu'aux administrations publiques, tels que les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes de l'assurance sociale. Le revenu disponible représente donc la part du revenu qui reste à la disposition des particuliers pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne.

Le pouvoir d'achat des Québécois a baissé en 2013

Selon les données provisoires les plus récentes, le revenu disponible par habitant a progressé au Québec, en dollars courants, de 0,9 % en 2013. Dans le même temps, l'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages a augmenté encore plus rapidement, soit de 1,2 %. Ce qui signifie que le pouvoir d'achat des Québécois, mesuré à l'aune du revenu réel disponible, s'est réduit en 2013 de 0,3 %, une première depuis 1996. Le revenu disponible par habitant, exprimé en termes réels, baisse en raison notamment du fait que les impôts directs et les cotisations aux régimes d'assurance sociale progressent plus rapidement que les transferts sociaux et le revenu primaire, cette dernière catégorie de revenus est composée essentiellement des salaires, des revenus de placement et des revenus nets des entreprises individuelles. Contrairement au Québec, le revenu disponible par habitant au Canada continue d'augmenter en termes réels; il a progressé de 1,3 % en 2013.

Figure 5.2.1

Taux de croissance du revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2012/2011 et 2013/2012



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Évolution du revenu disponible : année difficile pour Montréal

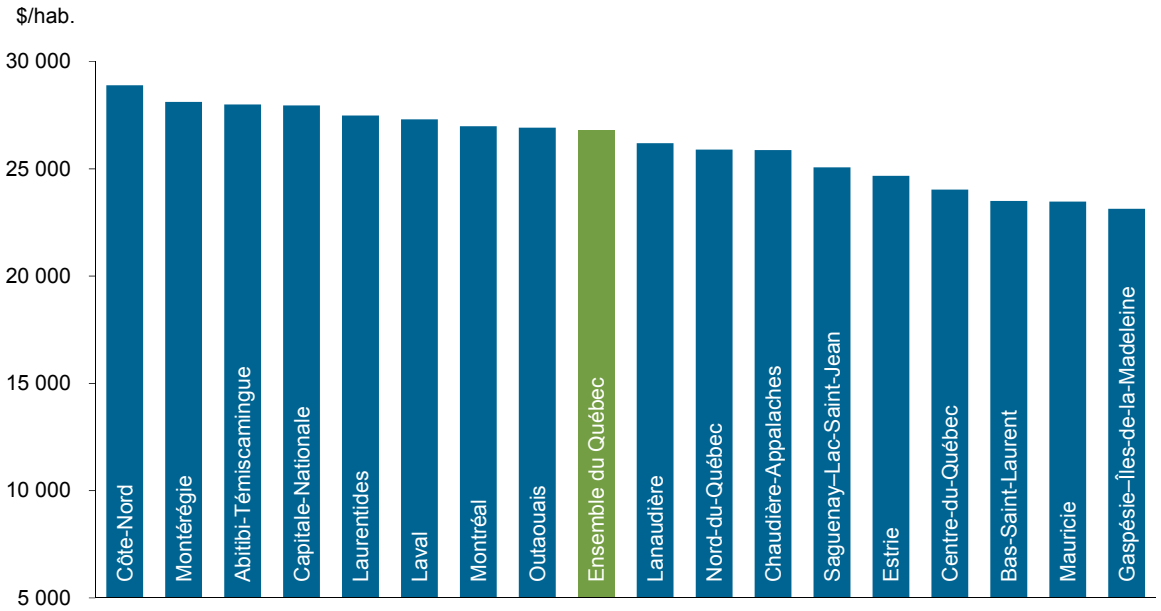
Parmi les 17 régions administratives que compte le Québec, seule Montréal subit une diminution du revenu disponible par habitant en 2013, soit une baisse, en dollars courants[1], de 0,3 %. Le fléchissement marqué du revenu net de la propriété et le ralentissement de la croissance de la rémunération des salariés ont certainement contribué au repli du revenu disponible par habitant dans la métropole.

Dans la quasi-totalité des autres régions, le revenu disponible par habitant a continué d'augmenter en 2013, mais à un rythme plus lent qu'en 2012. L'Outaouais fait toutefois figure d'exception, puisque la croissance du revenu disponible s'est accélérée en 2013 en raison de la progression plus rapide du revenu net de la propriété, du revenu des loyers et de la rémunération des salariés.

Le ralentissement de la croissance se fait surtout sentir dans les régions minières

Après avoir connu une accélération au tournant des années 2010 grâce à l'essor des activités minières, la croissance du revenu disponible par habitant des régions de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Côte-Nord semble connaître un certain essoufflement. En effet, après avoir enregistré systématiquement des augmentations de 4,0 % ou plus par année entre 2010 et 2012, ces deux régions riches en ressources minérales montrent en 2013 une hausse du revenu disponible par habitant inférieure à 0,9 %, ce qui représente un rythme de croissance plus lent que dans l'ensemble du Québec. C'est la première fois depuis 2006 que l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord enregistrent un taux de croissance annuel en deçà de celui observé dans la province. Il faut dire que les investissements miniers sont en net recul en 2013 dans ces deux régions.

Figure 5.2.2
Revenu disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2013



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

1. Il n'est pas possible de calculer la croissance du revenu disponible par habitant en termes réels selon les régions administratives, puisque Statistique Canada ne produit pas l'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages à l'échelle infraprovinciale.

La Côte-Nord demeure néanmoins en tête

Malgré une croissance relativement faible en 2013, la Côte-Nord continue de présenter, pour une quatrième année consécutive, le revenu disponible le plus élevé parmi les régions administratives; il atteint 28 890 $ par habitant. Les salaires particulièrement élevés versés par les secteurs miniers et les services publics sont les principaux facteurs qui expliquent un tel niveau de revenu dans cette région.

La Montérégie (28 115 $), l'Abitibi-Témiscamingue (27 997 $), la Capitale-Nationale (27 954 $), les Laurentides (27 484 $), Laval (27 301 $), Montréal (26 984 $) et l'Outaouais (26 915 $) sont les sept autres régions à présenter un revenu disponible au-dessus de celui du Québec (26 774 $). Dans le cas des cinq premières régions, leur bonne performance est attribuable à la forte activité sur le marché du travail et à une rémunération des salariés parmi les plus élevées du Québec. En ce qui a trait à la région de Montréal, elle se caractérise par un revenu net de la propriété par habitant particulièrement élevé : il s'élève à 3 847 $ dans la région comparativement à 2 854 $ dans l'ensemble du Québec. Quant à l'Outaouais, les salaires élevés versés par l'administration publique fédérale à ses fonctionnaires, principal employeur de la région, ne sont pas étrangers au fait qu'elle présente un revenu disponible par habitant supérieur à celui de la province.

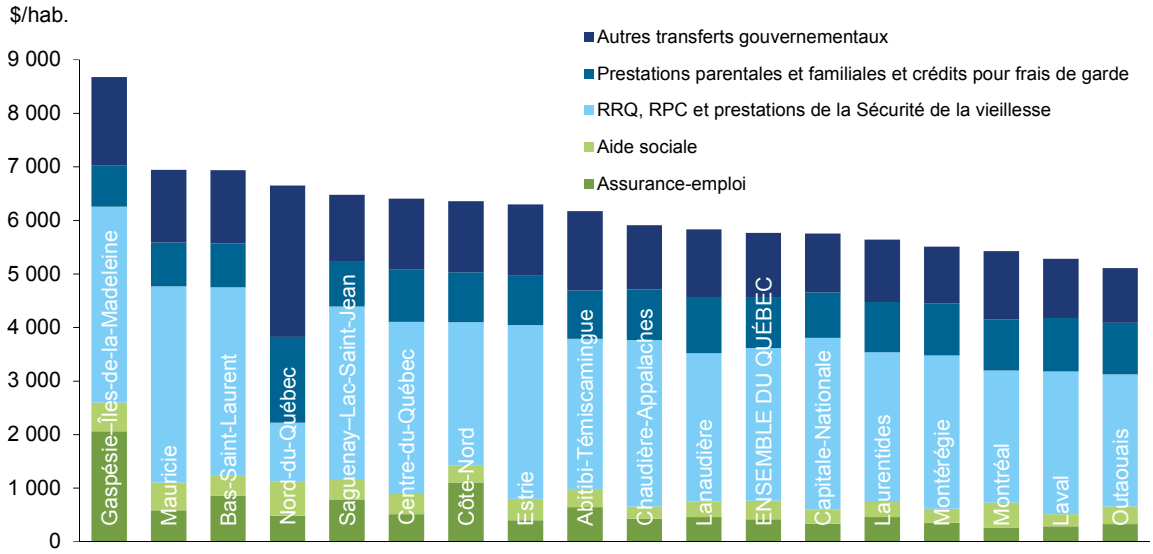
À l'opposé, les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, de la Mauricie et du Bas-Saint-Laurent continuent de se situer au bas de l'échelle, avec un revenu disponible par habitant de 23 136 $, de 23 474 $ et de 23 497 $ respectivement. Le faible niveau de revenu dans ces régions s'explique, en grande partie, par un taux d'emploi et un salaire hebdomadaire moyen des employés largement plus bas que dans le reste de la province.

Les Gaspésiens et les Madelinots reçoivent davantage en transferts gouvernementaux

Les résidants de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine sont encore ceux qui reçoivent le plus en transferts courants en provenance des administrations publiques : ils ont reçu plus de 8 600 $ par habitant en prestations sociales et crédits d'impôt remboursables en 2013. En raison d'un taux de chômage supérieur à celui observé dans l'ensemble du Québec, les habitants de la région ont davantage recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. De plus, les prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec sont particulièrement importantes en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine étant donné que la population y est relativement âgée.

Figure 5.2.3

Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2013



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Après la Gaspésie–Îles-de-la-Îles-de-la-Madeleine, les régions de la Mauricie, du Bas-Saint-Laurent et du Nord-du-Québec sont celles qui reçoivent, en moyenne, le plus en transferts des administrations publiques, soit plus 6 600 $ par habitant. Contrairement aux trois premières régions, les principaux transferts gouvernementaux que reçoivent les résidants du Nord-du-Québec sont les prestations du Régime québécois d'assurance parentale, du programme Soutien aux enfants ainsi que les prestations fiscales canadiennes pour enfants, ce qui reflète le taux de fécondité particulièrement élevé dans cette région nordique. Les programmes d'aide financière destinés aux autochtones représentent aussi une part importante des revenus de transferts dans le Nord-du-Québec.

À l'autre extrémité, les régions de l'Outaouais (5 105 $) et de Laval (5 278 $) sont celles qui reçoivent le moins en transferts sociaux. En raison d'un taux d'emploi plus élevé, les résidants de ces régions ont eu moins recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale comparativement à ceux des autres régions. Ces territoires reçoivent également moins en prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Régime des rentes du Québec, étant donné que leur population y est relativement jeune. Cependant, les prestations parentales et familiales ainsi que les crédits pour frais de garde demeurent plus élevés à Laval et en Outaouais que dans l'ensemble du Québec.

Hausse des transferts gouvernementaux au Saguenay–Lac-Saint-Jean

Le Saguenay–Lac-Saint-Jean est la région où les prestations sociales et les crédits d'impôt remboursables croissent le plus fortement par rapport à 2012, soit une hausse de 2,8 %. Cet accroissement provient essentiellement des prestations de la Sécurité de la vieillesse ainsi que du Régime des rentes du Québec. D'ailleurs, en raison du vieillissement de la population, les prestations de retraite occupent une part de plus en plus importante dans le revenu total des ménages de la région.

En revanche, les transferts en provenance des administrations publiques augmentent en 2013 plus lentement dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 1,2 %), du Nord-du-Québec (+ 1,3 %) et de Montréal (+ 1,3 %). Pendant que la plupart des prestations sociales et des crédits d'impôt remboursables poursuivaient leur hausse dans ces trois régions, les prestations d'assurance-emploi accusaient un repli par rapport à 2012.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées sur le revenu disponible pour le Québec, les régions administratives, les MRC et les régions métropolitaines de recensement sont disponibles sur le site Web de l'Institut.

Tableau 5.2.1

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Région administrative et composante du revenu	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]
			$/hab.		
Bas-Saint-Laurent					
Revenu primaire	**21 286**	**21 706**	**22 580**	**23 447**	**24 007**
Rémunération des salariés	16 984	17 519	18 356	19 270	19 549
Revenu mixte net	2 521	2 489	2 532	2 466	2 513
Revenu net de la propriété	1 781	1 698	1 692	1 710	1 944
Plus :					
Transferts courants reçus	**6 288**	**6 394**	**6 575**	**6 887**	**7 005**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	59	63	60	62	63
Des administrations publiques	6 223	6 325	6 510	6 819	6 937
Des non-résidents	6	5	5	5	5
Moins :					
Transferts courants payés	**6 300**	**6 602**	**6 988**	**7 355**	**7 516**
Égal :					
Revenu disponible	**21 274**	**21 497**	**22 168**	**22 978**	**23 497**
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
Revenu primaire	**23 607**	**24 515**	**25 769**	**26 745**	**27 075**
Rémunération des salariés	19 792	20 583	21 582	22 542	22 802
Revenu mixte net	2 357	2 372	2 571	2 580	2 598
Revenu net de la propriété	1 458	1 561	1 616	1 622	1 674
Plus :					
Transferts courants reçus	**5 947**	**5 983**	**6 089**	**6 361**	**6 536**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	52	54	52	54	54
Des administrations publiques	5 890	5 925	6 032	6 302	6 477
Des non-résidents	5	5	5	5	5
Moins :					
Transferts courants payés	**7 084**	**7 514**	**7 984**	**8 342**	**8 542**
Égal :					
Revenu disponible	**22 469**	**22 985**	**23 873**	**24 763**	**25 069**
Capitale-Nationale					
Revenu primaire	**29 300**	**29 664**	**30 675**	**31 749**	**32 323**
Rémunération des salariés	23 095	23 446	24 187	25 029	25 657
Revenu mixte net	3 417	3 513	3 703	3 737	3 792
Revenu net de la propriété	2 788	2 704	2 785	2 982	2 875
Plus :					
Transferts courants reçus	**5 278**	**5 391**	**5 485**	**5 723**	**5 865**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	78	85	86	85	85
Des administrations publiques	5 177	5 284	5 376	5 615	5 756
Des non-résidents	22	22	22	23	24
Moins :					
Transferts courants payés	**8 827**	**9 176**	**9 545**	**9 915**	**10 235**
Égal :					
Revenu disponible	**25 751**	**25 879**	**26 614**	**27 557**	**27 954**
Mauricie					
Revenu primaire	**22 102**	**22 460**	**23 184**	**23 871**	**24 084**
Rémunération des salariés	17 719	18 078	18 628	19 311	19 526
Revenu mixte net	2 328	2 363	2 451	2 486	2 443
Revenu net de la propriété	2 055	2 019	2 105	2 073	2 115
Plus :					
Transferts courants reçus	**6 256**	**6 364**	**6 509**	**6 840**	**7 008**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	52	58	54	56	56
Des administrations publiques	6 194	6 297	6 444	6 774	6 941
Des non-résidents	10	10	10	10	11
Moins :					
Transferts courants payés	**6 653**	**6 959**	**7 235**	**7 519**	**7 618**
Égal :					
Revenu disponible	**21 705**	**21 865**	**22 458**	**23 192**	**23 474**

Tableau 5.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Région administrative et composante du revenu	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]
			$/hab.		
Estrie					
Revenu primaire	**23 513**	**24 040**	**24 917**	**26 000**	**26 486**
Rémunération des salariés	17 789	18 257	19 056	19 906	20 290
Revenu mixte net	3 220	3 249	3 262	3 379	3 479
Revenu net de la propriété	2 504	2 534	2 599	2 715	2 717
Plus :					
Transferts courants reçus	**5 793**	**5 914**	**5 993**	**6 268**	**6 411**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	79	90	80	85	86
Des administrations publiques	5 685	5 795	5 884	6 155	6 296
Des non-résidents	29	29	29	29	30
Moins :					
Transferts courants payés	**6 951**	**7 288**	**7 611**	**8 008**	**8 224**
Égal :					
Revenu disponible	**22 355**	**22 666**	**23 299**	**24 260**	**24 673**
Montréal					
Revenu primaire	**28 884**	**29 154**	**30 395**	**31 283**	**31 408**
Rémunération des salariés	20 697	21 102	21 955	22 724	23 030
Revenu mixte net	4 082	4 178	4 337	4 366	4 531
Revenu net de la propriété	4 105	3 873	4 103	4 193	3 847
Plus :					
Transferts courants reçus	**5 454**	**5 551**	**5 552**	**5 728**	**5 805**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	188	211	209	206	207
Des administrations publiques	5 090	5 169	5 174	5 354	5 425
Des non-résidents	177	171	168	169	172
Moins :					
Transferts courants payés	**9 031**	**9 347**	**9 687**	**9 938**	**10 230**
Égal :					
Revenu disponible	**25 307**	**25 357**	**26 260**	**27 073**	**26 984**
Outaouais					
Revenu primaire	**29 659**	**29 947**	**30 996**	**30 956**	**31 799**
Rémunération des salariés	24 812	24 958	25 909	25 859	26 486
Revenu mixte net	3 231	3 283	3 320	3 311	3 373
Revenu net de la propriété	1 616	1 705	1 767	1 786	1 940
Plus :					
Transferts courants reçus	**4 690**	**4 806**	**4 845**	**5 088**	**5 223**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	73	80	81	80	81
Des administrations publiques	4 578	4 689	4 728	4 972	5 105
Des non-résidents	39	37	36	37	38
Moins :					
Transferts courants payés	**9 027**	**9 278**	**9 667**	**9 727**	**10 106**
Égal :					
Revenu disponible	**25 322**	**25 474**	**26 174**	**26 318**	**26 915**
Abitibi-Témiscamingue					
Revenu primaire	**25 443**	**27 316**	**29 690**	**31 288**	**31 586**
Rémunération des salariés	21 444	23 183	25 035	26 859	27 020
Revenu mixte net	2 203	2 346	2 404	2 475	2 497
Revenu net de la propriété	1 797	1 787	2 250	1 953	2 069
Plus :					
Transferts courants reçus	**6 009**	**5 890**	**5 938**	**6 114**	**6 226**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	44	47	56	50	51
Des administrations publiques	5 958	5 836	5 877	6 058	6 169
Des non-résidents	7	6	6	6	6
Moins :					
Transferts courants payés	**7 524**	**8 245**	**9 027**	**9 621**	**9 814**
Égal :					
Revenu disponible	**23 928**	**24 961**	**26 601**	**27 781**	**27 997**

Tableau 5.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Région administrative et composante du revenu	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]
			$/hab.		
Côte-Nord					
Revenu primaire	**26 747**	**28 886**	**30 396**	**32 400**	**32 593**
Rémunération des salariés	23 829	25 857	27 215	28 991	29 039
Revenu mixte net	1 709	1 769	1 885	2 046	2 153
Revenu net de la propriété	1 209	1 261	1 296	1 363	1 401
Plus :					
Transferts courants reçus	**6 030**	**6 063**	**6 156**	**6 291**	**6 403**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	40	43	42	42	43
Des administrations publiques	5 985	6 015	6 109	6 244	6 355
Des non-résidents	5	5	5	5	5
Moins :					
Transferts courants payés	**7 879**	**8 708**	**9 265**	**9 924**	**10 106**
Égal :					
Revenu disponible	**24 898**	**26 241**	**27 286**	**28 767**	**28 890**
Nord-du-Québec					
Revenu primaire	**22 128**	**22 350**	**23 212**	**24 510**	**24 889**
Rémunération des salariés	19 447	19 886	20 642	21 910	22 303
Revenu mixte net	1 802	1 568	1 580	1 663	1 741
Revenu net de la propriété	879	896	990	937	844
Plus :					
Transferts courants reçus	**6 819**	**6 891**	**6 804**	**6 626**	**6 710**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	59	54	58	59	60
Des administrations publiques	6 756	6 834	6 744	6 565	6 648
Des non-résidents	3	3	3	3	3
Moins :					
Transferts courants payés	**4 882**	**5 004**	**5 236**	**5 560**	**5 704**
Égal :					
Revenu disponible	**24 065**	**24 237**	**24 780**	**25 576**	**25 895**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
Revenu primaire	**17 845**	**18 535**	**19 809**	**20 942**	**21 282**
Rémunération des salariés	14 670	15 250	16 306	17 328	17 495
Revenu mixte net	1 993	2 067	2 167	2 238	2 289
Revenu net de la propriété	1 182	1 218	1 337	1 376	1 499
Plus :					
Transferts courants reçus	**8 044**	**8 071**	**8 248**	**8 620**	**8 723**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	42	44	46	44	45
Des administrations publiques	7 998	8 024	8 199	8 572	8 674
Des non-résidents	4	4	4	4	4
Moins :					
Transferts courants payés	**5 524**	**5 855**	**6 355**	**6 783**	**6 869**
Égal :					
Revenu disponible	**20 365**	**20 751**	**21 702**	**22 779**	**23 136**
Chaudière-Appalaches					
Revenu primaire	**25 550**	**26 087**	**26 926**	**28 257**	**28 631**
Rémunération des salariés	20 312	20 888	21 642	22 623	23 184
Revenu mixte net	2 714	2 744	2 779	2 865	2 935
Revenu net de la propriété	2 524	2 455	2 505	2 770	2 511
Plus :					
Transferts courants reçus	**5 358**	**5 461**	**5 534**	**5 828**	**5 974**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	56	60	60	60	60
Des administrations publiques	5 295	5 395	5 468	5 762	5 908
Des non-résidents	7	6	6	6	6
Moins :					
Transferts courants payés	**7 329**	**7 702**	**8 059**	**8 499**	**8 737**
Égal :					
Revenu disponible	**23 579**	**23 846**	**24 401**	**25 587**	**25 868**

Tableau 5.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Région administrative et composante du revenu	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]
			$/hab.		
Laval					
Revenu primaire	**29 090**	**29 477**	**30 479**	**31 190**	**31 734**
Rémunération des salariés	23 187	23 542	24 345	25 023	25 328
Revenu mixte net	3 191	3 169	3 307	3 370	3 509
Revenu net de la propriété	2 712	2 766	2 826	2 797	2 897
Plus :					
Transferts courants reçus	**5 086**	**5 176**	**5 163**	**5 355**	**5 447**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	69	74	73	73	74
Des administrations publiques	4 912	5 004	4 995	5 188	5 278
Des non-résidents	105	98	94	93	95
Moins :					
Transferts courants payés	**8 741**	**9 058**	**9 386**	**9 621**	**9 880**
Égal :					
Revenu disponible	**25 435**	**25 595**	**26 255**	**26 925**	**27 301**
Lanaudière					
Revenu primaire	**26 450**	**27 081**	**28 034**	**28 863**	**29 287**
Rémunération des salariés	21 635	22 144	22 881	23 708	24 058
Revenu mixte net	2 793	2 890	2 976	3 039	3 086
Revenu net de la propriété	2 022	2 048	2 177	2 116	2 142
Plus :					
Transferts courants reçus	**5 267**	**5 399**	**5 486**	**5 763**	**5 893**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	43	43	46	45	45
Des administrations publiques	5 209	5 342	5 427	5 705	5 834
Des non-résidents	15	14	14	14	14
Moins :					
Transferts courants payés	**7 719**	**8 113**	**8 476**	**8 786**	**8 990**
Égal :					
Revenu disponible	**23 998**	**24 367**	**25 045**	**25 840**	**26 189**
Laurentides					
Revenu primaire	**28 494**	**29 163**	**29 955**	**31 139**	**31 416**
Rémunération des salariés	22 164	22 607	23 423	24 541	24 665
Revenu mixte net	3 614	3 655	3 689	3 747	3 824
Revenu net de la propriété	2 716	2 901	2 843	2 851	2 928
Plus :					
Transferts courants reçus	**5 155**	**5 271**	**5 324**	**5 602**	**5 713**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	49	56	62	57	57
Des administrations publiques	5 086	5 197	5 245	5 528	5 638
Des non-résidents	20	18	17	17	17
Moins :					
Transferts courants payés	**8 329**	**8 708**	**9 069**	**9 450**	**9 645**
Égal :					
Revenu disponible	**25 320**	**25 726**	**26 210**	**27 291**	**27 484**
Montérégie					
Revenu primaire	**29 512**	**30 199**	**31 294**	**32 251**	**32 639**
Rémunération des salariés	23 474	24 011	24 964	25 791	26 112
Revenu mixte net	3 250	3 355	3 468	3 542	3 611
Revenu net de la propriété	2 787	2 833	2 862	2 918	2 916
Plus :					
Transferts courants reçus	**5 082**	**5 171**	**5 221**	**5 494**	**5 628**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	78	79	79	80	81
Des administrations publiques	4 964	5 056	5 106	5 378	5 511
Des non-résidents	39	37	36	36	36
Moins :					
Transferts courants payés	**8 803**	**9 159**	**9 561**	**9 901**	**10 152**
Égal :					
Revenu disponible	**25 790**	**26 211**	**26 953**	**27 845**	**28 115**

Tableau 5.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Région administrative et composante du revenu	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]
			$/hab.		
Centre-du-Québec					
Revenu primaire	**22 478**	**23 100**	**23 770**	**24 937**	**25 186**
Rémunération des salariés	17 701	18 142	18 798	19 685	20 041
Revenu mixte net	2 364	2 462	2 489	2 571	2 533
Revenu net de la propriété	2 413	2 496	2 483	2 682	2 612
Plus :					
Transferts courants reçus	**5 834**	**5 912**	**6 035**	**6 383**	**6 479**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	58	60	58	60	60
Des administrations publiques	5 763	5 840	5 965	6 311	6 406
Des non-résidents	13	13	12	12	13
Moins :					
Transferts courants payés	**6 438**	**6 756**	**7 053**	**7 485**	**7 636**
Égal :					
Revenu disponible	**21 874**	**22 257**	**22 752**	**23 835**	**24 029**
Ensemble du Québec					
Revenu primaire	**27 470**	**28 009**	**29 084**	**30 038**	**30 408**
Rémunération des salariés	21 411	21 911	22 779	23 614	23 972
Revenu mixte net	3 262	3 333	3 443	3 495	3 582
Revenu net de la propriété	2 797	2 764	2 862	2 928	2 854
Plus :					
Transferts courants reçus	**5 426**	**5 519**	**5 572**	**5 813**	**5 931**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	94	102	102	101	102
Des administrations publiques	5 268	5 355	5 410	5 652	5 767
Des non-résidents	64	61	60	60	62
Moins :					
Transferts courants payés	**8 259**	**8 613**	**8 988**	**9 312**	**9 565**
Égal :					
Revenu disponible	**24 638**	**24 914**	**25 668**	**26 539**	**26 774**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable.

6. Permis de bâtir

par Guillaume Marchand, Direction des statistiques économiques

Délivrés par les municipalités, les permis de bâtir octroient le droit de construire ou de rénover. L'obtention de permis de bâtir constitue habituellement l'une des premières étapes dans la réalisation d'un projet. Ainsi, la valeur des permis de bâtir révèle l'ampleur et le lieu des intentions de construction et de rénovation. Elle peut donc être considérée comme un indicateur précurseur de l'activité dans le secteur de la construction.

Méthodologie

En 2014, l'*Enquête des permis de bâtir* couvre 629 municipalités sur les 1 287 municipalités, communautés autochtones et territoires non organisés que compte le Québec. La population des municipalités répondantes à l'enquête représente 94,6 % de la population québécoise. Cette sous-couverture provient essentiellement de municipalités qui ne délivrent pas de permis de bâtir ou qui n'ont pas répondu à l'enquête.

Aucune estimation n'est produite pour les municipalités non répondantes et pour les travaux clandestins. De plus, aucune correction n'est faite pour les permis annulés ou périmés. La valeur des travaux est probablement sous-estimée par rapport à leur valeur réelle puisque le mode de tarification des permis est établi en fonction de la valeur déclarée.

Un indicateur de représentativité a été calculé pour les données régionales. Il mesure le ratio entre la population des municipalités répondantes à l'*Enquête des permis de bâtir* et la population totale pour une région administrative donnée. Une mention est faite lorsque ce ratio représente moins de 90 %.

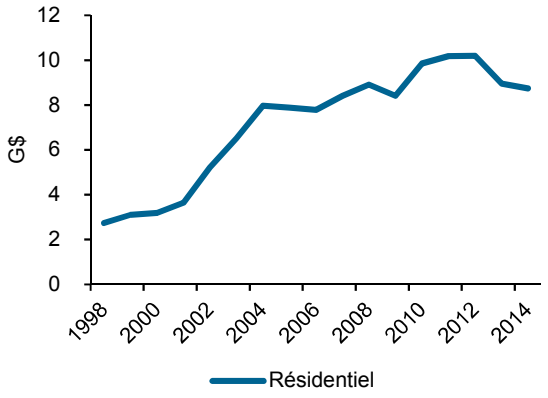
Les données sur la valeur des permis de bâtir proviennent de données nominales, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas été corrigées pour l'inflation.

Ensemble du Québec

La valeur totale des permis de bâtir émis par les municipalités québécoises en 2014 atteint 16,0 G$, en croissance de 5,4 % par rapport à 2013. Il s'agit d'une valeur supérieure à la moyenne de 2010 à 2013 (15,4 G$). Selon les composantes, la valeur des permis de bâtir du secteur institutionnel grimpe en 2014 pour atteindre 3,4 G$ (+ 81,3 %). Cette hausse est principalement attribuable à la très forte augmentation de cette composante dans la région de Montréal. Les permis de bâtir industriels sont également en hausse (+ 8,2 %), alors que les secteurs commerciaux et résidentiels sont en baisse (– 17,5 % et – 2,3 % respectivement).

Figure 6.1

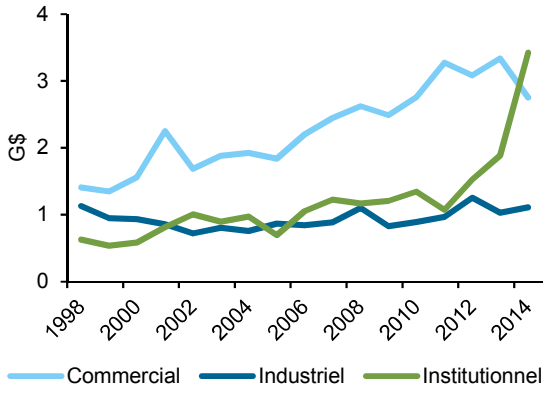
Valeur des permis de bâtir résidentiels, ensemble du Québec, 1998 à 2014



Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

Figure 6.2

Valeur des permis de bâtir non résidentiels selon le type de construction, ensemble du Québec, 1998 à 2014



Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

Secteur résidentiel

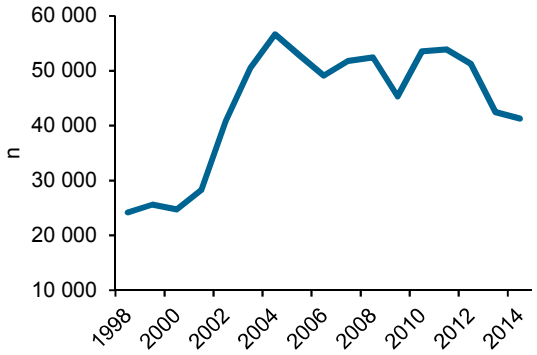
En baisse pour une deuxième année de suite (– 12,2 % en 2012 et – 2,3 % en 2013), la valeur des permis de bâtir résidentiels émis au Québec en 2014 atteint 8,7 G$ (moyenne 2010-2013: 9,8 G$). Avec 19,6 % du total de la valeur émise au Québec, Montréal est la région administrative la plus importante en termes de valeur des permis de bâtir résidentiels. Se chiffrant à 1,7 G$ en 2014, cette valeur est en perte de vitesse de 6,5 % par rapport à 2013. Elle reste cependant plus élevée que la moyenne annuelle entre 2010 et 2013 (1,6 G$). La région de la Montérégie arrive au deuxième rang à l'échelle des régions administratives, avec 1,5 G$ de valeur émise, soit 17,7 % du total québécois. Elle est en baisse de 5,6 % en 2014 et se situe nettement en dessous de la moyenne 2010-2013 (2,0 G$). Viennent ensuite les régions des Laurentides (1,0 G$, en croissance de 3,2 % en 2014 et légèrement au-dessus de la moyenne annuelle 2010-2013 : 1,0 G$) et de la Capitale-Nationale (929 M$, en croissance de 12,0 % en 2014, mais reste en dessous de la moyenne 2010-2013 : 1,0 G$). Le Nord-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, l'Estrie, le Bas-Saint-Laurent et le Saguenay–Lac-Saint-Jean sont en forte décroissance en 2014. Avec 426 M$, la région de Laval se démarque par une valeur totale des permis de bâtir résidentiels bien en deçà de la moyenne 2010-2013 (605 M$).

Nombre d'unités de logement

Les permis de bâtir émis en 2014 dans le secteur résidentiel autorisent la création de 41 300 unités de logement, en baisse pour une troisième année consécutive (– 4,9 % en 2012, – 17,1 % en 2013 et – 2,8 % en 2014). Pour cette dernière année, l'ensemble des régions se situe en dessous de leurs moyennes 2010-2013, à l'exception de la région des Laurentides qui arrive tout juste au-dessus. Les baisses les plus prononcées en 2014 par rapport à 2013 se trouvent dans les régions du Nord-du-Québec (– 72,7 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (– 40,6 %), du Bas-Saint-Laurent (– 40,4 %), de Laval (– 28,0 %), de l'Estrie (– 26,1 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 21,6 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 20,1 %). Les nombres d'unités de logement en 2014 sont en dessous de la moyenne 2010 à 2013 dans les régions du Nord-du-Québec, du Bas-Saint-Laurent, de Laval et du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Notons également que les régions de Laval et du Bas-Saint-Laurent sont en baisse pour une quatrième et troisième année de suite. Dans la région de Montréal, ce sont 8 670 nouvelles unités qui ont été autorisées en 2014, un nombre légèrement supérieur aux 8 576 unités octroyées en 2013. Finalement, les régions de la Capitale-Nationale (+ 8,9 %), de Chaudière-Appalaches (+ 8,4 %), de Lanaudière (+ 7,6 %), de l'Outaouais (+ 6,4 %), du Centre-du-Québec (+ 5,5 %), des Laurentides (+ 3,5 %) et de la Mauricie (+ 1,9 %) sont en légère hausse en 2014.

Figure 6.3

Unités de logement, ensemble du Québec, 1998 à 2014



Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

Secteur non résidentiel

Au Québec, la valeur des permis de bâtir non résidentiels émis en 2014 par les municipalités augmente de 16,5 % par rapport à 2013 pour atteindre 7,3 G$. Cette hausse est principalement attribuable à la très forte progression de 81,3 % du secteur institutionnel et gouvernemental qui se chiffre à 3,4 G$ en 2014 (moyenne 2010-2013 : 1,5 G$). Le secteur industriel augmente de 8,2 % (1,1 G$) en 2014, alors que le secteur commercial est en perte de vitesse (– 17,5 %; 2,8 G$).

La valeur des permis non résidentiels de 3,5 G$ est concentrée dans la région de Montréal où elle représente près de la moitié du total québécois (48,4 %). Elle fait un bond de 60,3 % en 2014, dû principalement à l'explosion de la valeur des permis octroyés au secteur institutionnel qui est passé de 442 M$ en 2012 à 962 M$ en 2013 (+ 117,7 %) et à 2,3 G$ en 2014 (+ 143,5 %). Ces hausses sont probablement attribuables aux projets de construction ou de modernisation du Centre hospitalier de l'Université

de Montréal (CHUM), du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) et du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine (CHU Sainte-Justine). La valeur des permis du secteur commercial en 2014 est de 990,6 M$ (– 11,3 %) et celui du secteur industriel de 195,2 M$ (+ 59,2 %).

La région de la Montérégie est également une région importante pour la valeur des permis de bâtir non résidentiels. Elle s'élève en 2014 à 1,2 G$, soit un accroissement de 19,3 %. Le secteur industriel est en croissance depuis quatre ans, passant de 149,3 M$ en 2011 à 187,5 M$ en 2012 (+ 25,6 %) et de 246,1 M$ en 2013 (+ 31,2 %) à 398,4 M$ en 2014 (+ 61,9 %). Ces résultats sont probablement explicables par les investissements dans les secteurs ferroviaire et de la première transformation de métaux.

En 2014, la valeur des permis de bâtir non résidentiels est en chute dans la Capitale-Nationale (– 56,1 %, 337,6 M$). Les grands chantiers tels que la construction d'un amphithéâtre, la modernisation de l'aéroport Jean-Lesage et le projet d'agrandissement du Musée national des beaux-arts du Québec peuvent expliquer en partie cette baisse puisque les permis pour ces chantiers ont probablement été octroyés avant 2014.

Outre Montréal et la Montérégie, trois régions affichent une croissance en 2014 et se situent au-dessus de leurs moyennes 2010-2013, soit les régions de Chaudière-Appalaches, du Centre-du-Québec et de l'Outaouais. À l'instar de la Capitale-Nationale, la valeur des permis de bâtir non résidentiels de cinq régions est en décroissance en 2014, tout en étant au-dessous de leurs moyennes 2010-2013 : les Laurentides, la Mauricie, le Bas-Saint-Laurent, l'Abitibi-Témiscamingue et l'Estrie.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées sur la valeur des permis de bâtir pour le Québec et les régions administratives sont disponibles sur le site Web de l'Institut.

Tableau 6.1

Permis de bâtir résidentiels, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2014

	Valeur des permis de bâtir						Variation annuelle				
	2010	2011	2012	2013	2014	Moyenne 2010-2013	2010 /2009	2011 /2010	2012 /2011	2013 /2012	2014 /2013
	M$						%				
Bas-Saint-Laurent*	184,0	201,5	184,7	161,1	142,0	182,8	– 3,1	9,5	– 8,3	– 12,8	– 11,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	276,8	329,1	392,0	319,7	286,5	329,4	8,7	18,9	19,1	– 18,4	– 10,4
Capitale-Nationale	1 067,6	996,0	1 101,7	829,7	929,3	998,8	4,1	– 6,7	10,6	– 24,7	12,0
Mauricie	359,1	309,5	299,7	310,0	317,6	319,6	37,1	– 13,8	– 3,2	3,4	2,5
Estrie	390,8	396,4	409,2	391,1	337,7	396,9	7,5	1,4	3,2	– 4,4	– 13,7
Montréal	1 236,0	1 811,5	1 712,6	1 828,4	1 710,0	1 647,1	31,4	46,6	– 5,5	6,8	– 6,5
Outaouais	482,8	484,7	523,8	388,2	421,3	469,9	17,3	0,4	8,1	– 25,9	8,5
Abitibi-Témiscamingue*	139,5	178,2	169,2	195,1	155,5	170,5	15,8	27,7	– 5,0	15,3	– 20,3
Côte-Nord*	71,9	75,4	106,0	63,2	60,6	79,1	– 14,7	4,9	40,7	– 40,4	– 4,1
Nord-du-Québec**	11,7	19,0	15,1	18,6	13,6	16,1	– 1,9	62,5	– 20,2	22,6	– 26,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine*	67,6	63,8	68,6	76,6	64,5	69,2	9,7	– 5,7	7,6	11,7	– 15,8
Chaudière-Appalaches*	511,0	494,8	480,0	463,3	487,0	487,3	29,7	– 3,2	– 3,0	– 3,5	5,1
Laval	643,9	635,3	673,4	467,1	426,3	605,0	7,6	– 1,3	6,0	– 30,6	– 8,7
Lanaudière	841,3	773,3	685,3	540,1	555,0	710,0	25,3	– 8,1	– 11,4	– 21,2	2,8
Laurentides	1 096,8	975,2	1 029,1	1 015,2	1 048,1	1 029,1	15,2	– 11,1	5,5	– 1,3	3,2
Montérégie	2 190,3	2 166,4	2 084,4	1 638,8	1 547,6	2 020,0	19,2	– 1,1	– 3,8	– 21,4	– 5,6
Centre-du-Québec*	275,2	264,8	261,1	244,2	241,2	261,3	20,5	– 3,8	– 1,4	– 6,5	– 1,2
Ensemble du Québec	**9 846,3**	**10 174,7**	**10 196,1**	**8 950,4**	**8 744,0**	**9 791,9**	**17,1**	**3,3**	**0,2**	**– 12,2**	**– 2,3**

Note :

* : La population des municipalités répondantes à l'*Enquête des permis de bâtir* représente entre 50 % et 90 % de la population totale du territoire donné.

** : La population des municipalités répondantes à l'*Enquête des permis de bâtir* représente moins de 50 % de la population totale du territoire donné.

Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.2

Unités de logement, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2014

	Unités de logement						Variation annuelle				
	2010	2011	2012	2013	2014	Moyenne 2010-2013	2010 /2009	2011 /2010	2012 /2011	2013 /2012	2014 /2013
	n						%				
Bas-Saint-Laurent*	959	1 162	759	676	403	889	..	21,2	– 34,7	– 10,9	– 40,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 504	1 602	2 123	1 426	1 139	1 664	..	6,5	32,5	– 32,8	– 20,1
Capitale-Nationale	6 771	5 438	6 864	4 492	4 890	5 891	..	– 19,7	26,2	– 34,6	8,9
Mauricie	2 103	1 588	1 517	1 395	1 421	1 651	..	– 24,5	– 4,5	– 8,0	1,9
Estrie	2 349	2 203	2 258	2 268	1 676	2 270	..	– 6,2	2,5	0,4	– 26,1
Montréal	7 176	10 898	8 862	8 576	8 670	8 878	..	51,9	– 18,7	– 3,2	1,1
Outaouais	3 379	3 359	3 238	2 204	2 346	3 045	..	– 0,6	– 3,6	– 31,9	6,4
Abitibi-Témiscamingue*	591	851	636	934	555	753	..	44,0	– 25,3	46,9	– 40,6
Côte-Nord*	227	248	413	156	195	261	..	9,3	66,5	– 62,2	25,0
Nord-du-Québec**	24	54	32	44	12	39	..	125,0	– 40,7	37,5	– 72,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine*	284	294	284	301	236	291	..	3,5	– 3,4	6,0	– 21,6
Chaudière-Appalaches*	2 601	2 382	2 237	2 121	2 300	2 335	..	– 8,4	– 6,1	– 5,2	8,4
Laval	2 730	2 566	2 401	1 846	1 330	2 386	..	– 6,0	– 6,4	– 23,1	– 28,0
Lanaudière	4 791	4 213	3 724	2 549	2 743	3 819	..	– 12,1	– 11,6	– 31,6	7,6
Laurentides	5 325	4 787	4 830	4 792	4 960	4 934	..	– 10,1	0,9	– 0,8	3,5
Montérégie	10 909	10 630	9 674	7 510	7 155	9 681	..	– 2,6	– 9,0	– 22,4	– 4,7
Centre-du-Québec*	1 856	1 615	1 410	1 203	1 269	1 521	..	– 13,0	– 12,7	– 14,7	5,5
Ensemble du Québec	**53 579**	**53 890**	**51 262**	**42 493**	**41 300**	**48 505**	**..**	**0,6**	**– 4,9**	**– 17,1**	**– 2,8**

Note :

* : La population des municipalités répondantes à l'*Enquête des permis de bâtir* représente entre 50 % et 90 % de la population totale du territoire donné.

** : La population des municipalités répondantes à l'*Enquête des permis de bâtir* représente moins de 50 % de la population totale du territoire donné.

Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.3

Valeur des permis de bâtir non résidentiels selon le type de construction, régions administratives et ensemble du Québec, 2014

Région administrative	Commercial		Industriel		Institutionnel		Total	
	2014	Moyenne 2010-2013	2014	Moyenne 2010-2013	2014	Moyenne 2010-2013	2014	Moyenne 2010-2013
	k$							
Bas-Saint-Laurent*	65 664	64 446	18 110	30 322	28 020	35 929	111 794	130 696
Saguenay–Lac-Saint-Jean	55 974	79 837	36 807	41 062	67 001	73 797	159 782	194 696
Capitale-Nationale	219 884	351 758	28 230	89 269	89 542	113 629	337 656	554 655
Mauricie	53 678	66 942	18 692	26 471	19 501	31 879	91 871	125 291
Estrie	89 639	114 719	38 223	41 534	68 425	64 899	196 287	221 151
Montréal	990 601	995 481	195 249	155 882	2 343 684	574 979	3 529 534	1 726 342
Outaouais	152 992	181 376	17 069	22 037	80 096	45 457	250 157	248 870
Abitibi-Témiscamingue*	50 547	44 581	14 724	31 326	14 863	28 903	80 134	104 810
Côte-Nord*	26 475	27 304	9 440	72 663	75 288	18 393	111 203	118 361
Nord-du-Québec**	3 962	4 313	2 036	12 099	9 989	4 331	15 987	20 743
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine*	25 266	22 898	6 492	8 493	12 804	14 761	44 562	46 151
Chaudière-Appalaches*	176 645	141 379	67 954	56 895	45 260	49 841	289 859	248 114
Laval	84 811	131 894	72 371	40 695	57 280	44 469	214 462	217 057
Lanaudière	121 471	155 701	39 308	39 735	57 391	54 601	218 170	250 036
Laurentides	139 262	182 383	53 427	105 594	85 366	62 374	278 055	350 351
Montérégie	437 832	466 856	398 445	200 633	333 822	222 003	1 170 099	889 492
Centre-du-Québec*	56 745	81 926	96 622	60 403	33 936	18 508	187 303	160 837
Ensemble du Québec	**2 751 448**	**3 113 789**	**1 113 199**	**1 035 110**	**3 422 268**	**1 458 752**	**7 286 915**	**5 607 651**

Note :

* : La population des municipalités répondantes à l'*Enquête des permis de bâtir* représente entre 50 % et 90 % de la population totale du territoire donné.

** : La population des municipalités répondantes à l'*Enquête des permis de bâtir* représente moins de 50 % de la population totale du territoire donné.

Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

7. Mines

par Hugo Johnston-Laberge, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

La contribution du domaine minier à l'économie québécoise s'articule autour de deux pôles principaux : l'investissement minier et la production minérale. L'investissement englobe l'ensemble des travaux liés à l'exploration et à la mise en valeur d'un dépôt minéral, les travaux d'aménagement nécessaires à sa mise en production, la construction non résidentielle et l'acquisition d'équipement et de machinerie. La production de minéraux métalliques, quant à elle, concerne aussi bien les mines d'or, les mines de métaux usuels (zinc-cuivre, nickel-cuivre), les mines de fer et de niobium. Plusieurs substances secondaires sont également produites par ces mines métalliques; argent, antimoine, cadmium, bismuth, cobalt, palladium, platine et rhodium. De plus, les fonderies et affineries présentes sur le territoire produisent des substances accessoires (souffre, tellure, sélénium) à partir de minerais traités provenant des mines québécoises. Le Québec compte également des mines d'où sont extraits des minéraux industriels tels le sel, la silice, le graphite, le mica, l'ilménite (fer de refonte et dioxyde de titane), la tourbe, le talc et le lithium. Enfin, le secteur minier québécois comprend également la production de matériaux de construction notamment la chaux, le ciment et les produits d'argile (briques) ainsi que les substances minérales de surface (pierre, sable et gravier).

Les données de 2013 présentées dans ce document sont finales, tandis que celles de 2014 sont de nature provisoire. Par ailleurs, les données d'investissement pour 2015 représentent des intentions d'investissement exprimées par les compagnies minières et les données de livraisons minérales pour 2015 sont des prévisions exprimées par les exploitants miniers. La valeur de ces livraisons est estimée en fonction des prix des métaux de 2014 ou selon les évaluations fournies par les producteurs miniers.

L'activité minière au Québec[1]

En 2014, les investissements miniers ont connu un recul pour la deuxième année consécutive et s'établissent à 3,2 G$, ce qui représente un repli de 30,1 % par rapport à 2013. Trois régions administratives se partagent 97,6 % des investissements miniers totaux au Québec. Il s'agit du Nord-du-Québec (1,6 G$), de l'Abitibi-Témiscamingue (0,8 G$) et de la Côte-Nord (0,8 G$) (figure 7.1). Selon les intentions exprimées par les compagnies minières, le niveau des investissements devrait se maintenir en 2015 et atteindre 3,3 G$.

Les livraisons minérales au Québec ont pour leur part enregistré une augmentation de 8,1 %, passant de 8,1 G$ en 2013 à 8,7 G$ en 2014. Les quatre principales régions minières du Québec, où se trouvent la plupart des mines, usines de traitement de minerai et complexes métallurgiques, sont responsables de 87,2 % des livraisons minérales du Québec. La Côte-Nord (2,7 G$), le Nord-du-Québec (1,8 G$), l'Abitibi-Témiscamingue (1,7 G$) et la Montérégie (1,4 G$) sont les régions administratives les plus importantes en ce qui a trait aux livraisons minérales en 2014 (figure 7.2).

Selon les prévisions exprimées par les compagnies minières, la valeur des livraisons minérales devrait s'établir à 8,3 G$ en 2015, en baisse de 4,6 % par rapport à l'année précédente.

L'activité minière dans les régions administratives du Québec

Côte-Nord

En 2014, la région administrative de la Côte-Nord occupe le troisième rang pour l'investissement minier avec 750 M$, en baisse de 63,6 % par rapport à 2013 (2 059 M$). Il s'agit de la première fois depuis 2010 où la Côte-Nord n'est pas en tête des régions pour l'investissement minier et que les investissements totaux sont en deçà d'un milliard de dollars. Les investissements miniers de cette région représentent tout de même 23,5 % des investissements miniers totaux réalisés au Québec en 2014.

1. En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties.

La région continue d'occuper le premier rang pour la valeur des livraisons minérales avec 2 734 M$, soit 31,2 % du total québécois. Malgré l'augmentation importante des quantités de minerai de fer livrées en 2014, la valeur des livraisons minérales de la région a diminué de 3,9 % par rapport à 2013 (2 844 M$) en raison de la chute du prix du minerai de fer. Les quantités de minerai de fer livrées ont effectivement augmenté de 25,2 % au cours de la dernière année, passant de 22,8 à 28,6 M tonnes. Selon les prévisions, la chute de la valeur des livraisons devrait se poursuivre en 2015.

En 2014, trois mines étaient en exploitation sur le territoire de la Côte-Nord : la mine de fer du Mont-Wright de la société ArcelorMittal Exploitation minière Canada (incluant le gisement d'appoint Fire Lake), la mine de fer du lac Bloom de Cliffs Natural Resources et la mine d'ilménite Tio de Rio Tinto Fer et Titane. Pour cette dernière, seules les ventes d'ilménite sont comptabilisées dans la région; la production de dioxyde de titane et de fer de refonte est rapportée par le complexe métallurgique de Sorel-Tracy en Montérégie. En 2014, quatre terminaux portuaires miniers étaient en activité sur la Côte-Nord. Il s'agit des ports d'ArcelorMittal Exploitation minière Canada, de Cliffs Natural Resources et de la compagnie minière IOC, tous situés à Sept-Îles et du port de Rio Tinto Fer et Titane situé à Havre-Saint-Pierre.

En novembre 2014, Cliffs Natural Resources a annoncé la fermeture définitive de la mine du Lac Bloom[i]. Les dernières livraisons de concentré de minerai de fer ont eu lieu en janvier 2015. En février 2014, la compagnie avait également annoncé la fermeture de la mine Scully, située au Labrador, mais dont le minerai était expédié à partir du port de Sept-Îles[ii].

De son côté, la mine Tio, située à Havre-Saint-Pierre, a de nouveau suspendu ses activités pour plusieurs semaines au cours de la dernière année. La mine a réduit sa production en raison de la faiblesse du marché du titane[iii].

Nord-du-Québec

En 2014, le Nord-du-Québec (1 591 M$) occupe le premier rang des régions administratives pour l'investissement minier. L'investissement minier du Nord-du-Québec affiche une augmentation de 3,0 % par rapport à 2013 (1 545 M$). Il s'agit de la troisième année consécutive où les investissements du secteur minier sont supérieurs à 1,5 G$ pour cette région. La région représente 49,8 % de tous les investissements miniers effectués au Québec en 2014, soit plus du double de toute autre région administrative.

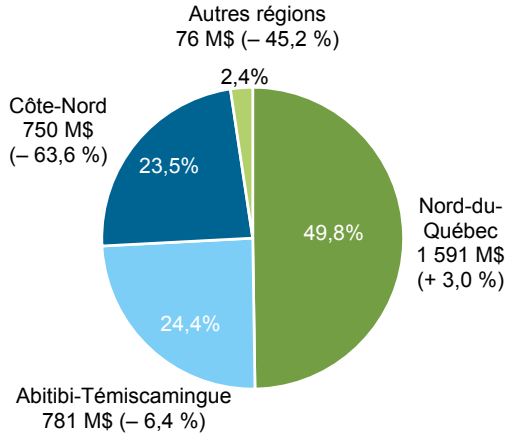
Le Nord-du-Québec occupe le deuxième rang des régions administratives pour la valeur des livraisons minérales en 2014. Ces dernières atteignent 1 838 M$, soit 21,0 % du total des livraisons minérales québécoises. Il s'agit d'une augmentation importante de 44,0 % par rapport à 2013 (1 276 M$). La production minérale y est très diversifiée. Des livraisons de nickel (761 M$), d'or (303 M$), de cuivre (284 M$), d'argent (21 M$) et de plusieurs autres métaux, dont le zinc et les platinoïdes, ont été effectuées en 2014. Le Nord-du-Québec est la région où la valeur des livraisons repose le plus sur les substances métalliques. En effet, la quasi-totalité (99,98 %) des livraisons minérales de la région sont constituées de telles substances.

En 2015, la valeur des livraisons minérales provenant du Nord-du-Québec devrait atteindre 2 285 M$, un sommet historique pour cette région. Cela constituerait une hausse de 24,3 % par rapport à 2014. Ces mêmes livraisons représenteraient 27,4 % du total des livraisons minérales du Québec en 2015, ce qui hisserait le Nord-du-Québec en tête de liste en termes de livraisons minérales au Québec.

Le 10 juillet 2014, la compagnie Stornoway Diamond Corporation annonçait sa décision de procéder à la construction de la mine de diamant Renard[iv]. Les premiers minerais devraient être livrés à l'usine au cours de la deuxième moitié de 2016 et la production commerciale est prévue pour le deuxième trimestre de 2017. La compagnie prévoit une production annuelle moyenne de diamants de 1,6 million de carats pendant les onze premières années de vie de la mine, avec une valeur moyenne de 190 $ US/carat, comme établi lors de l'évaluation de mars 2014 de WWW International Diamond Consultants Ltd[v].

Les investissements se poursuivent pour le développement de la mine Nunavik Nickel, propriété de Jilin Jien Nickel Industry, située au Nunavik à l'extrême nord du Québec. Les premières livraisons de nickel, de cobalt, d'or, d'argent, de platine et de palladium ont été effectuées en 2014[vi]. Ces substances s'ajoutent aux premières livraisons de cuivre produites en 2013[vii].

Figure 7.1
Répartition de l'investissement minier, régions administratives, 2014

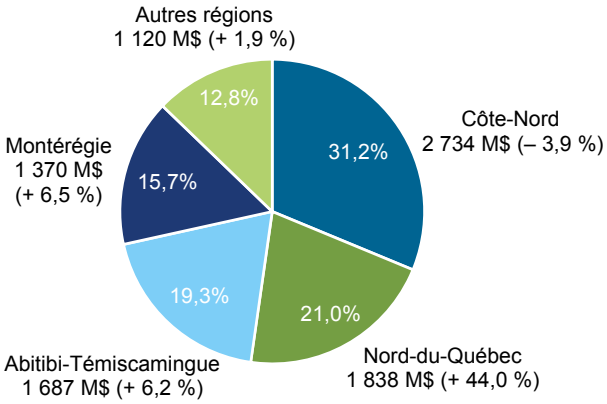


Ensemble du Québec 2014 : 3 198 M$ (– 30,1 %)

(+ – %) : Variation par rapport à 2013

Source : Institut de la statistique du Québec, *Relevé préliminaire et annuel des dépenses d'exploration minière, de mise en valeur et d'aménagement des complexes miniers*.

Figure 7.2
Répartition des livraisons minérales, régions administratives, 2014



Ensemble du Québec 2014 : 8 748 M$ (+ 8,1 %)

(+ – %) : Variation par rapport à 2013

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement préliminaire et annuel des mines, des carrières et des sablières*.

Au cours de 2014, la mine Éléonore de l'entreprise canadienne Goldcorp a poursuivi son développement. Le bail minier a été octroyé en février 2014, et la mine a produit son premier lingot d'or en octobre de la même année. La mine est officiellement en production commerciale depuis avril 2015[viii]. La production annuelle prévue s'élève à 600 000 onces d'or, et la durée de vie de la mine est actuellement évaluée à dix ans.

La mine Géant Dormant de Minéraux Maudore, par sa filiale Mines Aurbec, était de nouveau opérationnelle depuis 2013, mais a été contrainte, après avoir réduit son personnel au cours de l'été 2014, de procéder à l'arrêt définitif des opérations à la mine et à l'usine de Géant Dormant au début de novembre 2014[ix]. Minéraux Maudore a annoncé la faillite de sa filiale en janvier 2015.

Abitibi-Témiscamingue

En 2014, l'Abitibi-Témiscamingue est la deuxième région en importance au Québec pour l'investissement minier avec 781 M$, soit 24,4 % du total québécois. Ce montant représente une baisse de 6,4 % par rapport à 2013, une diminution de 53 M$.

La région, avec des livraisons minérales de 1 687 M$ en 2014, occupe le troisième rang parmi les régions administratives du Québec, et ces livraisons représentent 19,3 % du total québécois. Les livraisons minérales de la région ont augmenté de 6,2 % (+ 98 M$) par rapport à 2013. La principale substance exploitée demeure l'or (1 558 M$), qui accapare 92,3 % des livraisons minérales de la région. Les livraisons d'or de la région ont augmenté de 10,1 % (+ 143 M$) par rapport à 2013. Celles-ci représentent 83,7 % de toutes les livraisons d'or du Québec en 2014.

Selon les prévisions des producteurs miniers de la région pour 2015, les livraisons d'or devraient augmenter de 7,6 % et atteindre 1 676 M$, et les livraisons minérales totales, 1 783 M$ (+ 5,7 %). Ces sommes constitueraient de nouveaux sommets historiques pour l'Abitibi-Témiscamingue. Les livraisons minérales totales de la région prévues pour 2015 représenteraient 21,4 % du total québécois.

Après 25 années d'existence, la mine Mouska de Corporation IAMGOLD a cessé ses opérations au cours du mois d'avril 2014[x]. La compagnie a également annoncé que la mine d'or et de cuivre Westwood est entrée en production commerciale le 1er juillet 2014[xi]. La mine a une durée de vie estimée de 19 ans[xii].

En juin 2014, Agnico Eagle et Yamana ont chacune acquis une participation de 50 % dans la propriété de la mine Canadian Malartic de Corporation minière Osisko et créé une société en nom collectif, Canadian Malartic GP. Cette société détient et exploite la mine Canadian Malartic par l'entremise d'un comité de gestion mixte[xiii]. La mine exploitée depuis 2011 est actuellement la plus grande mine d'or en exploitation au Canada.

Toujours en juin, la compagnie Mines Richmont a annoncé la fin des opérations à son dépôt-satellite Zone W de la mine Beaufor. Officiellement en production commerciale depuis octobre 2013, les activités minières dans la Zone W auront eu cours sur une période de neuf mois[xiv]. Dans la prochaine année, la production à la mine Beaufor proviendra essentiellement de la Zone M (en profondeur) ainsi que de la Zone 350 (près de la surface)[xv].

En mars 2015, la compagnie QMX Gold Corporation a cessé l'extraction du minerai à sa mine Lac Herbin comme annoncé en 2013. Tout le minerai a été transporté à la surface, et la compagnie prévoit terminer l'usinage du minerai à la fin du troisième trimestre de 2015[xvi].

La mine Québec Lithium de RB Energy inc. située à La Corne a fermé ses portes au cours du mois d'octobre 2014. Après avoir arrêté puis redémarré sa production au printemps, pour ensuite annoncer la future mise en production commerciale pour le troisième trimestre de 2014, la compagnie s'est finalement mise sous la protection des tribunaux en raison de sa situation financière[xvii].

Montérégie

Malgré des investissements miniers[2] négligeables par rapport aux autres régions analysées précédemment, la Montérégie occupe le quatrième rang pour la valeur des livraisons minérales (1 370 M$) grâce à la présence de deux usines de première transformation traitant de l'ilménite (QIT-Fer-et-Titane) et du concentré de zinc (CEZinc), d'un producteur de ciment (Lafarge) et de nombreux producteurs de pierre et de sable et gravier. La valeur des expéditions de la région correspond à 15,7 % des livraisons totales du Québec. Les livraisons de la région affichent une hausse de 6,5 % par rapport à 2013 (1 287 M$). Cette région est la plus importante pour la valeur des livraisons de matériaux de construction avec 313 M$, soit 33,8 % de la valeur totale des livraisons de matériaux de construction pour le Québec en 2014. La région se classe également première pour les livraisons de pierre avec 146 M$, soit 32,1 % de toutes les livraisons de pierre au Québec. La région est aussi la plus importante pour les livraisons de minéraux industriels, principalement grâce à la production de dioxyde de titane.

En 2015, les prévisions de livraisons minérales de la région s'élèveront à 1 299 M$, soit 15,6 % du total québécois. Cela représenterait une diminution de 5,1 % de la valeur des livraisons par rapport à 2014.

L'emploi[3] dans le secteur minier

En 2014, le nombre d'emplois du secteur minier au Québec s'élève à 17 189 emplois, une diminution de 4,1 % (– 732 emplois) par rapport à 2013. Les activités reliées à l'extraction minérale (emplois primaires) génèrent 13 316 emplois. Les entreprises de forage carottier sont responsables de 495 emplois du secteur minier, et ces derniers sont également considérés comme des emplois primaires. Pour leur part, les activités reliées à la première transformation des métaux et minéraux (emplois secondaires) regroupent 3 873 emplois.

2. Les investissements effectués dans les usines de première transformation ne sont pas comptabilisés comme des investissements du secteur minier.
3. Le nombre d'emplois et les salaires moyens du secteur minier portent sur les employés des mines, carrières, sablières, compagnies de forage carottier et usines de première transformation des métaux et minéraux actives au Québec. Ces données n'incluent pas les employés des compagnies d'exploration ni ceux des mines en développement n'ayant déclaré aucune livraison au cours de l'année 2014. Le nombre d'emplois est estimé en fonction des heures payées déclarées par chacun des répondants. Pour des raisons statistiques, chaque emploi équivaut à un employé à temps plein, dont les heures payées déclarées se situent entre 40 et 60 heures par semaine. En raison des arrondissements, certains emplois peuvent cependant correspondre à moins de 40 h/semaine.

En 2014, la Côte-Nord (3 627 emplois) est la région affichant le plus de travailleurs du secteur minier au Québec, puisqu'elle regroupe 21,1 % des emplois miniers du Québec. La région affiche 171 emplois de moins que l'année dernière, soit une diminution de 4,5 %.

La deuxième région en importance au chapitre des emplois du secteur minier est l'Abitibi-Témiscamingue avec 3 515 emplois, une baisse de 5,8 % (– 217 emplois) par rapport à 2013. Le nombre d'emplois dans les mines d'or s'élève à 2 777 emplois, soit 79,0 % des emplois du secteur minier de la région. L'Abitibi-Témiscamingue compte 20,4 % des emplois du secteur minier au Québec.

La Montérégie (2 956 emplois) occupe quant à elle le troisième rang et regroupe 17,2 % des emplois du secteur minier québécois en 2014. L'emploi a diminué de 11,0 % au cours de la dernière année, une baisse de 364 emplois.

Enfin, la quatrième place est occupée par le Nord-du-Québec avec 2 885 emplois, ce qui correspond à 16,8 % des emplois du secteur minier au Québec. La région affiche une hausse de 11,1 % (+ 289 emplois) par rapport à 2013.

Le salaire annuel moyen des travailleurs du secteur minier s'élève à 99 569 $ pour l'ensemble du Québec en 2014, en hausse de 2,9 % par rapport à 2013. Parmi les quatre régions minières, la Côte-Nord est celle affichant le salaire annuel moyen le plus élevé (129 464 $), suivie du Nord-du-Québec (115 824 $), de l'Abitibi-Témiscamingue (100 801 $) et de la Montérégie (87 926 $).

Références

i. « Cliffs Natural Resources Inc. to Pursue Exit Options for its Eastern Canadian Operations », Cliffs Natural Ressources Inc., 19 novembre 2014.
ii. « Cliffs Natural Resources Inc. annonce d'importantes réductions de ses dépenses en immobilisations pour 2014 », Cliffs Natural Ressources, 11 février 2014.
iii. « Havre-Saint-Pierre : mises à pied de 31 employés à Rio Tinto Fer et Titane », Radio-Canada, 27 mars 2015.
iv. « Stornoway annonce une décision officielle concernant la production à Renard », Stornoway Diamond Corporation, 10 juillet 2014.
v. « Stornoway inaugure l'aéroport "Clarence & Abel Swallow" », Stornoway Diamond Corporation, 25 mars 2015.
vi. « Avenir de Nunavik Nickel: Couillard va aux nouvelles », Les Affaires, 30 octobre 2014.
vii. « Canadian Royalties Announces Shipment of Concentrate », Canadian Royalties, 5 novembre 2013.
viii. « Goldcorp declares commercial production at Eleonore mine in Quebec, Goldcorp Inc. », 1er avril 2105.
ix. « Maudore approuve l'arrêt de ses activités d'exploitation à Géant Dormant », Minéraux Maudore, 7 novembre 2014.
x. « Rapport annuel 2013 », Corporation IAMGOLD, 2014.
xi. « IAMGOLD annonce le début de la production commerciale de sa mine Westwood », Corporation IAMGOLD, 31 juillet 2014.
xii. « IAMGOLD dépose un rapport de ressources minérales de son projet Westwood confirmant les ressources et le commencement de la production au début de 2013 », Corporation IAMGOLD, 13 août 2012.
xiii. « Agnico Eagle et Yamana Gold concluent l'acquisition de la Corporation Minière Osisko et de la mine Canadian Malartic », Mines Agnico Eagle, 16 juin 2014.
xiv. « Mines Richmont annonce des revenus et des liquidités records provenant des opérations au deuxième trimestre de 2014 », Mines Richmont inc., 5 août 2014.
xv. « Mines Richmont présente ses objectifs 2015 et ses plans de développement qui transformeront la mine Island Gold », Mines Richmont, 15 janvier 2015.
xvi. « QMX finalise les opérations à la mine du Lac Herbin et prolonge le contrat d'usinage à forfait », QMX Gold Corporation, 19 mars 2015.
xvii. « RB Energy Provides Update », RB Energy inc., 8 octobre 2014.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées présentées sous forme de cartes, de tableaux et de figures sur l'investissement et sur la production dans le secteur minier sont disponibles sur le site Web de l'ISQ.

Tableau 7.1

Volume et valeur des livraisons minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2015[1]

Région administrative et substance	Unité	Volume			Unité	Valeur		
		2013	2014[p]	2015[pr]		2013	2014[p]	2015[pr]
Bas-Saint-Laurent		**...**	**...**	**...**	**$**	**59 858 068**	**55 382 858**	**56 632 324**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	1 380 994	1 252 413	1 266 539	$	21 079 898	20 454 293	21 679 629
Sable et gravier	t	963 506	822 903	803 738	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	5 479 826	4 299 799	4 404 202	$	32 986 552	30 553 865	30 767 570
Saguenay–Lac-Saint-Jean		**...**	**...**	**...**	**$**	**211 893 916**	**264 485 782**	**275 972 263**
Ferro-niobium	kg	4 916 361	5 479 735	5 601 000	$	x	x	x
Pierre	t	871 599	638 429	609 479	$	15 420 567	11 700 894	11 511 894
Sable et gravier	t	2 246 517	1 264 648	1 271 469	$	7 648 756	5 514 262	6 055 259
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Capitale-Nationale		**...**	**...**	**...**	**$**	**163 105 501**	**162 303 118**	**163 197 294**
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	4 719 927	4 233 968	4 188 824	$	56 309 585	51 381 364	51 452 197
Sable et gravier	t	2 773 944	1 464 696	1 522 196	$	16 906 560	9 668 404	10 113 747
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	x	-	-	$	x	-	-
Mauricie		**...**	**...**	**...**	**$**	**31 875 109**	**29 483 754**	**29 081 396**
Mica	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	890 520	813 393	812 041	$	9 521 087	8 239 051	8 248 565
Sable et gravier	t	1 718 157	1 093 696	1 032 450	$	6 776 795	4 561 957	4 193 600
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Estrie		**...**	**...**	**...**	**$**	**82 305 626**	**79 685 393**	**76 619 312**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Chrysotile	t	-	-	-	$	-	-	-
Pierre	t	2 517 396	2 361 559	2 301 664	$	31 952 897	27 555 668	26 466 901
Sable et gravier	t	1 045 093	1 552 935	1 284 843	$	5 924 383	x	x
Silice	t	x	-	-	$	x	-	-
Montréal		**...**	**...**	**...**	**$**	**x**	**x**	**x**
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	x	x	x	$	x	x	x
Outaouais		**...**	**...**	**...**	**$**	**22 915 407**	**19 085 876**	**17 883 429**
Pierre	t	1 291 953	1 125 481	1 184 154	$	13 101 386	11 387 258	12 001 077
Sable et gravier	t	1 412 755	1 094 855	1 051 400	$	9 814 021	7 698 618	5 882 352
Silice	t	-	-	-	$	-	-	-
Abitibi-Témiscamingue		**...**	**...**	**...**	**$**	**1 589 032 975**	**1 687 058 022**	**1 782 882 180**
Antimoine	kg	x	x	-	$	x	x	-
Argent	g	91 475 843	63 206 254	54 493 368	$	72 281 648	43 871 967	37 824 261
Bismuth	kg	x	x	-	$	x	x	-
Cadmium	kg	x	x	-	$	x	x	-
Cuivre	kg	4 977 410	5 148 310	5 321 994	$	37 634 197	39 312 495	40 638 746
Lithium	t	-	x	-	$	-	x	-
Or	g	30 284 360	34 433 424	37 046 325	$	1 415 309 280	1 557 905 837	1 676 123 929
Pierre		-	x	x		-	x	x
Plomb	kg	x	-	-	$	x	-	-
Sable et gravier	t	972 227	497 785	478 136	$	6 439 396	3 721 714	3 570 969
Silice	t	x	x	-	$	x	x	-
Soufre	t	x	x	x	$	x	x	x
Sélénium	kg	x	x	x	$	x	x	x
Tellure	kg	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	-	x	x	$	-	x	x
Zinc	kg	x	x	x	$	x	x	x

Tableau 7.1 (suite)

Volume et valeur des livraisons minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2015[1]

Région administrative et substance	Unité	Volume			Unité	Valeur		
		2013	2014[p]	2015[pr]		2013	2014[p]	2015[pr]
Côte-Nord		**...**	**...**	**...**	**$**	**2 844 134 923**	**2 733 505 870**	**1 848 092 263**
Ilménite	t	x	x	x	$	x	x	x
Minerai de fer	t	22 843 865	28 610 241	25 328 009	$	2 821 479 375	2 717 320 988	1 825 874 460
Pierre	t	115 798	x	x	$	1 116 984	x	x
Sable et gravier	t	404 823	x	x	$	1 251 095	x	x
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s²	1 124 390	1 254 693	1 279 330	$	6 716 346	9 996 760	10 140 503
Nord-du-Québec		**...**	**...**	**...**	**$**	**1 276 062 751**	**1 837 830 523**	**2 285 255 255**
Argent	g	26 415 016	30 600 938	27 534 981	$	20 872 406	21 240 355	19 112 251
Cadmium	kg	x	x	-	$	x	x	-
Cobalt	kg	560 000	754 823	777 975	$	16 516 640	26 550 144	27 364 493
Cuivre	kg	26 791 386	37 195 681	33 311 756	$	202 569 670	284 026 220	254 368 569
Nickel	kg	32 146 770	41 340 799	46 457 960	$	497 310 532	761 332 155	855 569 791
Or	g	5 214 119	6 697 728	16 146 530	$	243 676 639	303 032 005	730 533 602
Palladium	g	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Platine	g	x	x	x	$	x	x	x
Rhodium	g	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	145 857	51 227	57 280	$	621 755	323 133	205 102
Zinc	kg	x	x	x	$	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine		**...**	**...**	**...**	**$**	**53 124 112**	**84 982 946**	**83 745 683**
Pierre	t	x	346 133	324 000	$	xx	4 884 789	4 731 849
Sable et gravier	t	469 386	293 079	307 577	$	3 166 613	2 087 316	1 930 386
Sel	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s²	x	x	x	$	x	x	x
Chaudière-Appalaches		**...**	**...**	**...**	**$**	**51 690 730**	**42 709 371**	**38 497 454**
Pierre	t	3 962 140	3 596 015	3 126 323	$	35 865 875	33 274 622	27 953 827
Sable et gravier	t	2 469 076	1 400 056	1 567 690	$	14 499 731	8 116 812	9 235 460
Talc	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s²	x	x	x	$	x	x	x
Laval		**...**	**...**	**...**	**$**	**x**	**x**	**x**
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Lanaudière		**...**	**...**	**...**	**$**	**205 323 058**	**202 616 199**	**196 004 734**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	1 306 648	2 962 210	2 981 832	$	14 555 455	35 864 811	35 071 229
Sable et gravier	t	3 749 802	3 105 327	3 480 487	$	18 280 038	16 590 727	17 827 844
Laurentides		**...**	**...**	**...**	**$**	**103 039 296**	**84 242 186**	**89 023 747**
Graphite	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	4 728 594	3 782 345	3 972 802	$	56 768 053	41 097 994	43 796 794
Sable et gravier	t	1 724 117	1 381 672	1 425 358	$	12 195 670	9 760 102	10 326 953
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x

Tableau 7.1 (suite)

Volume et valeur des livraisons minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2015[1]

Région administrative et substance	Unité	Volume			Unité	Valeur		
		2013	2014[p]	2015[pr]		2013	2014[p]	2015[pr]
Montérégie		**...**	**...**	**...**	**$**	**1 286 555 471**	**1 369 697 682**	**1 299 461 379**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Fer de refonte	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	13 258 360	12 235 388	12 142 151	$	153 301 519	145 567 435	146 624 767
Produits d'argile (briques)	unité	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	1 712 179	1 538 849	1 600 942	$	11 246 133	8 786 072	8 852 297
Silice	t	-	x	x	$	-	x	x
Soufre	t	x	x	x	$	x	x	x
Titane (bioxyde)	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Centre-du-Québec		**...**	**...**	**...**	**$**	**33 283 857**	**31 939 563**	**33 776 015**
Pierre	t	1 175 692	999 821	962 990	$	12 647 907	10 526 989	10 262 411
Sable et gravier	t	407 538	242 449	235 751	$	1 474 101	x	x
Sel	t	x	-	-	$	x	-	-
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Ensemble du Québec		**...**	**...**	**...**	**$**	**8 095 195 732**	**8 748 096 527**	**8 341 873 267**

1. 2013 : données finales; 2014 : données provisoires; 2015 : prévisions.
2. Exprimé en sacs de 170 dm^3.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement préliminaire et annuel des mines, des carrières et des sablières.*

Tableau 7.2

Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2014[1]

Région administrative et substance	Personne-année		Salaire		Heures payées	
	2013	2014[p]	2013	2014[p]	2013	2014[p]
	n		$		n	
Bas-Saint-Laurent	**484**	**486**	**18 848 887**	**20 648 021**	**936 584**	**997 255**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	48	47	1 148 662	1 998 921	53 999	87 318
Tourbe	258	230	10 307 422	10 261 867	530 683	474 015
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**696**	**664**	**65 307 877**	**56 887 522**	**1 492 565**	**1 436 580**
Ferro-niobium	x	x	x	x	x	x
Pierre	69	69	3 236 366	3 200 872	146 679	141 555
Sable et gravier	73	50	2 478 611	2 065 925	127 037	95 330
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Capitale-Nationale	**561**	**487**	**29 432 510**	**28 517 673**	**1 118 490**	**1 024 250**
Ciment	x	x	x	x	x	x
Pierre	246	188	11 365 579	10 272 253	487 227	410 913
Sable et gravier	107	77	4 100 936	3 510 420	198 965	150 365
Silice	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	-	x	-	x	-
Mauricie	**89**	**87**	**3 595 655**	**3 880 143**	**172 313**	**181 510**
Pierre	44	39	2 138 498	1 892 755	89 749	81 455
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Silice	x	x	x	x	x	x

Tableau 7.2 (suite)

Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2014[1]

Région administrative et substance	Personne-année		Salaire		Heures payées	
	2013	2014[p]	2013	2014[p]	2013	2014[p]
	n		$		n	
Estrie	**236**	**218**	**15 359 098**	**16 910 562**	**453 918**	**444 663**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Pierre	95	79	4 648 444	4 711 448	176 128	164 003
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Montréal	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Pierre	-	x	-	x	-	x
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Outaouais	**81**	**54**	**3 338 521**	**2 647 226**	**148 013**	**107 982**
Pierre	44	33	2 233 278	1 657 168	92 882	68 284
Sable et gravier	37	21	1 105 243	990 058	55 131	39 698
Abitibi-Témiscamingue	**3 732**	**3 515**	**393 495 605**	**354 316 927**	**8 134 360**	**7 527 652**
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Lithium	x	x	x	x	x	x
Or	2 944	2 777	325 671 538	282 306 231	6 523 741	5 918 850
Sable et gravier	34	42	1 016 309	1 995 137	42 106	78 278
Silice	x	x	x	x	x	x
Côte-Nord	**3 798**	**3 627**	**477 984 284**	**469 566 637**	**8 733 487**	**8 674 498**
Fer (minerai)	x	x	x	x	x	x
Ilménite	3 347	3 257	442 033 676	441 948 875	7 904 438	7 861 155
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Silice	x	x	x	x	x	x
Tourbe	130	84	2 865 033	3 112 941	167 596	175 125
Nord-du-Québec	**2 596**	**2 885**	**308 221 023**	**334 152 529**	**5 618 105**	**6 319 560**
Nickel	x	x	x	x	x	x
Or	826	1 269	85 557 170	139 329 011	1 664 290	2 640 568
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Zinc	x	x	x	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**200**	**180**	**11 226 157**	**9 624 491**	**367 759**	**361 691**
Pierre	27	12	989 576	413 688	40 960	20 068
Sable et gravier	26	19	506 338	677 100	25 154	29 241
Sel	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Chaudière-Appalaches	**173**	**150**	**6 756 628**	**6 345 221**	**301 976**	**287 793**
Pierre	72	69	3 587 666	3 321 966	139 589	134 485
Sable et gravier	74	57	2 268 015	2 158 049	109 561	103 587
Talc	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Laval	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**
Ciment	x	x	x	x	x	x
Pierre	x	x	x	x	x	x

Tableau 7.2 (suite)

Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2014[1]

Région administrative et substance	Personne-année		Salaire		Heures payées	
	2013	2014[p]	2013	2014[p]	2013	2014[p]
	n		$		n	
Lanaudière	**338**	**322**	**30 050 891**	**29 961 487**	**686 391**	**664 554**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Ciment	x	x	x	x	x	x
Pierre	36	50	1 798 117	3 363 849	61 798	98 205
Sable et gravier	115	103	5 782 666	5 599 652	236 512	215 105
Laurentides	**325**	**303**	**17 494 404**	**17 571 418**	**665 386**	**657 634**
Graphite	x	x	x	x	x	x
Pierre	154	148	9 117 042	8 784 541	318 784	338 292
Sable et gravier	75	69	3 101 162	2 641 055	149 866	139 753
Silice	x	x	x	x	x	x
Montérégie	**3 320**	**2 956**	**263 558 400**	**259 908 407**	**6 881 442**	**6 356 542**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Ciment	x	x	x	x	x	x
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Mica	x	x	x	x	x	x
Pierre	538	471	29 634 578	25 862 492	1 112 391	983 249
Produit d'argile	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	95	63	3 434 813	2 788 533	160 032	123 072
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Centre-du-Québec	**152**	**121**	**7 230 422**	**5 975 218**	**296 729**	**243 358**
Pierre	13	14	475 769	553 910	21 430	26 237
Sable et gravier	12	x	275 379	x	13 138	x
Sel	x	-	x	-	x	-
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Forage au diamant[2]	**495**	**495**	**35 274 602**	**35 274 602**	**1 107 667**	**1 107 667**
Ensemble du Québec	**17 921**	**17 189**	**1 734 753 834**	**1 711 497 412**	**38 362 117**	**37 724 455**

1. 2013 : données finales; 2014 : données provisoires.
2. À l'enquête préliminaire, le forage carottier n'est pas enquêté. Les données proviennent du Recensement 2013.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement prélimiaire et annuel des mines, des carrières et des sablières*.

8. Industrie manufacturière

par Mario Ringuette, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Bien qu'en perte de vitesse depuis le début des années 2000, le secteur manufacturier reste tout de même un des acteurs importants de l'économie du Québec et de ses régions. En 2012, le secteur manufacturier québécois représente environ 14 % du produit intérieur brut estimé aux prix de base en dollars courants. Compte tenu de la structure économique en place, cette proportion varie considérablement d'une région à l'autre (de 1,9 % pour la région du Nord-du-Québec à 23,8 % pour celle du Centre-du-Québec).

Selon les données de l'*Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière* (EAMEF), les revenus découlant des biens fabriqués au Québec n'ont pu rejoindre en 2012 le niveau enregistré juste avant la chute drastique de 2009. De plus, les données de 2004 à 2012 indiquent qu'il y a eu des changements dans les destinations des biens produits par les fabricants québécois : recul des livraisons vers les États-Unis, ventes croissantes aux autres pays et au Québec. De telles observations, valables pour l'ensemble du secteur manufacturier du Québec, méritent d'être nuancées, chaque région ayant sa réalité qui lui est propre.

Les lignes qui suivent présentent une analyse portant sur l'évolution des ventes manufacturières du Québec, entre 2004 et 2012, en fonction de la destination des livraisons. L'analyse est effectuée d'abord pour l'ensemble du Québec, pour se poursuivre en s'intéressant à la dimension régionale.

Aperçu de l'*Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*

En 2004, l'*Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière* (EAMEF) a remplacé l'*Enquête annuelle des manufactures* et l'*Enquête annuelle de la foresterie*. Bien qu'elle couvre la même population cible que les précédentes, la nouvelle enquête comporte un certain nombre de changements sur le plan des concepts et des méthodes. En outre, deux changements ont une incidence majeure sur la comparabilité des statistiques principales relatives au secteur manufacturier. Il s'agit de la redéfinition partielle du contenu de l'enquête (en regard de certaines variables) et de la modification du seuil de couverture des statistiques publiées. Ainsi, à partir de l'année de référence 2004, les séries de données ne sont pas exactement comparables aux statistiques principales publiées auparavant.

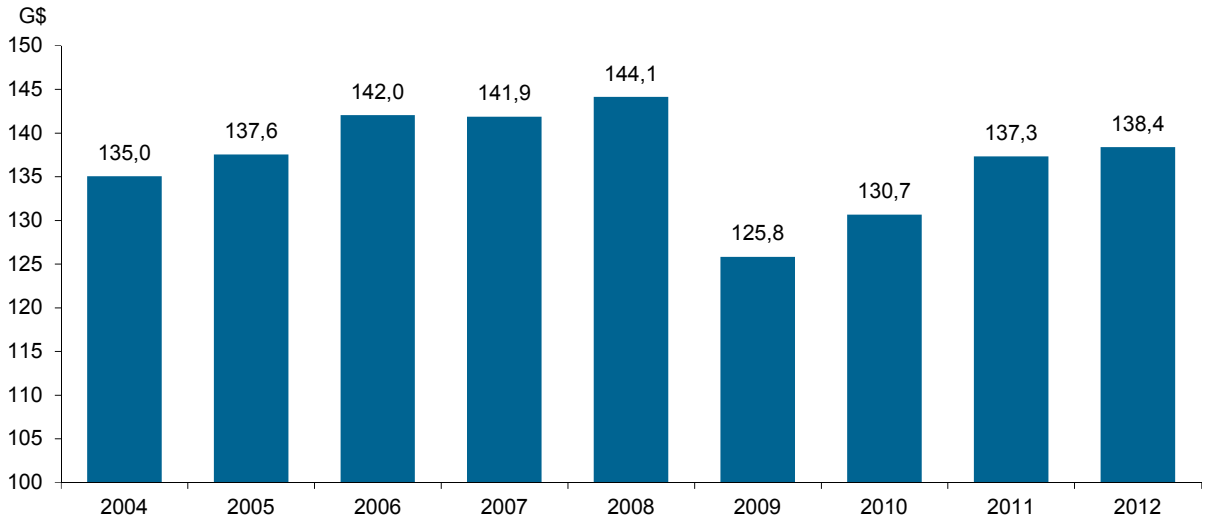
Les ventes manufacturières du Québec entre 2004 et 2012

Baisse marquée en 2009

Au cours de la période 2004-2012, l'évolution des ventes manufacturières a grandement été affectée par la situation économique défavorable en 2009. Alors que l'année 2009 fut marquée par des tensions sur les marchés financiers et des bouleversements économiques dans le monde, le Québec a subi, comme ailleurs, les contrecoups d'une baisse de la demande de produits manufacturés. La réduction de la demande, combinée à des baisses importantes de prix de certains produits, s'est répercutée sur les ventes manufacturières qui ont décliné globalement de 12,7 % (– 18,3 G$) par rapport à 2008. Pratiquement la moitié de cette variation est attribuable aux ventes à l'étranger en baisse (– 9,3 G$), alors que le fléchissement des livraisons destinées aux clients du Québec en explique près de 40 % (– 7,2 G$)[1]. Les ventes croissent à nouveau dès 2010 pour s'établir à 138,4 G$ en 2012. Elles ne rejoignent toutefois pas le niveau de 2008 (144,1 G$), mais surpassent légèrement les revenus enregistrés en 2004 (135,0 G$) et 2005 (137,6 G$) (figure 8.1).

1. La baisse des ventes manufacturières à l'étranger est principalement due aux sous-secteurs de la première transformation des métaux (– 3,9 G$), du matériel des transports (– 1,8 G$) et du papier (– 1,2 G$). La valeur des biens manufacturés livrés au Québec est en diminution en raison notamment de la fabrication des produits du pétrole et du charbon (– 3,8 G$) et de la première transformation des métaux (– 1,0 G$). Le lecteur intéressé à examiner l'évolution des ventes selon la destination par sous-secteurs peut consulter les statistiques manufacturières sur le site Web de l'ISQ.

Figure 8.1
Revenu découlant des biens fabriqués, ensemble du Québec, 2004 à 2012

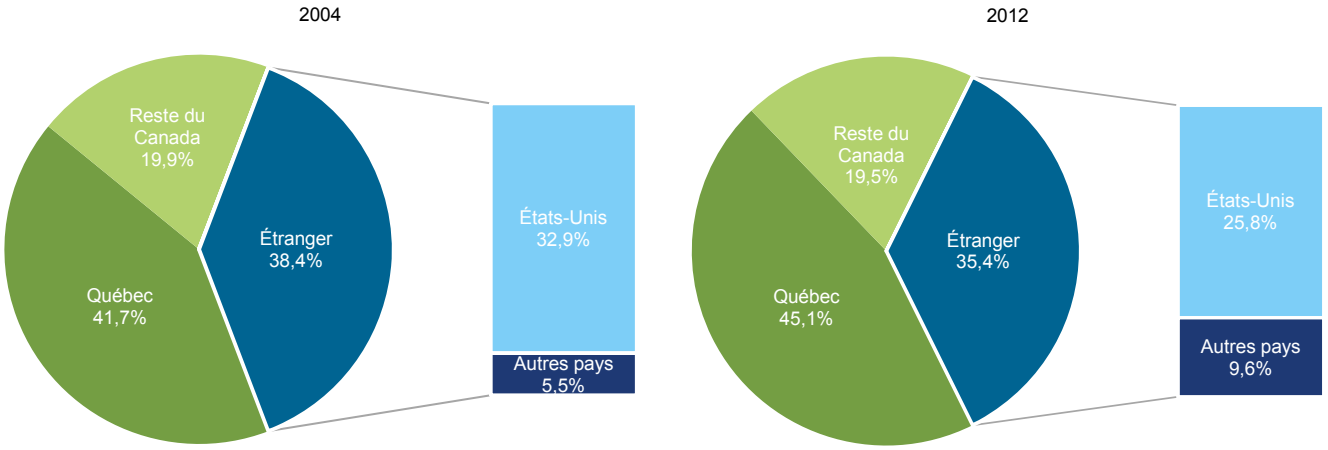


Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Changements dans les destinations des biens livrés par les établissements québécois entre 2004 et 2012

Un autre fait marquant concernant l'évolution des ventes manufacturières québécoises de 2004 à 2012 est sans aucun doute l'érosion de la part relative des livraisons vers les États-Unis. La valeur des expéditions en direction des États américains a reculé durant cette période de 8,7 G$, soit à un rythme moyen annuel de 2,7 %[2]. Ainsi, la part de cette destination dans les revenus découlant des biens fabriqués du Québec s'est amenuisée de 7,1 points de pourcentage, passant de 32,9 % à 25,8 % (figure 8.2).

Figure 8.2
Répartition des revenus découlant des biens fabriqués selon la destination[1], ensemble du Québec, 2004 et 2012



1. Première destination.
Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

2. La réduction des ventes aux États-Unis (– 8,7 G$) s'explique partiellement par l'évolution des livraisons dans les sous-secteurs des produits en bois (– 2,3 G$), du papier (– 2,3 G$), des produits informatiques et électroniques (– 1,9 G$) et du matériel de transport (– 1,5 G$). Le sous-secteur de la première transformation des métaux a compensé en partie ces pertes avec une majoration de 1,8 G$.

On observe cependant le phénomène inverse en ce qui a trait aux expéditions vers les autres pays. Elles ont progressé à un taux annuel moyen de 7,5 % pour une augmentation de 5,8 G$ entre 2004 et 2012. Cela a eu pour effet, toutes destinations étrangères considérées, d'atténuer la baisse de la part des ventes manufacturières du Québec à l'étranger évaluée à 3,0 points de pourcentage (passant de 38,4 % à 35,4 %).

Par ailleurs, grâce principalement au sous-secteur des produits du pétrole et du charbon, les ventes des fabricants québécois effectuées auprès de leurs clients du Québec se sont majorées de 6,1 G$ (taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 1,3 %) de 2004 à 2012. Cette destination atteint, en 2012, 45,1 % des revenus découlant des biens fabriqués du Québec, proportion plus élevée qu'en 2004 (41,7 %). Pendant ce temps, la valeur des expéditions dans le reste du Canada n'a que très peu changé.

Ces quelques observations sont valables pour le secteur manufacturier du Québec pris dans son ensemble. Il est intéressant d'examiner la situation sous l'angle régional, étant donné la structure industrielle particulière à chaque région. L'examen des données de l'EAMEF permet d'identifier les régions les plus affectées par le choc de 2009 et de voir s'il y a eu rattrapage ou non par la suite. De plus, il est possible d'examiner comment les livraisons ont varié en fonction des destinations et dans quelle mesure ces variations ont influé sur les ventes manufacturières régionales totales.

Évolution des ventes manufacturières dans les régions du Québec

Les régions les plus affectées en 2009

La figure 8.3 indique quelles sont les régions les plus affectées en 2009 et le tableau 8.1 ventile la variation des ventes selon la destination des biens fabriqués entre 2008 et 2009. En 2009, toutes les régions pour lesquelles les données sont disponibles ont subi une réduction des ventes manufacturières. Trois d'entre elles ont enregistré un recul nettement plus important que la moyenne québécoise (– 12,7 %) : Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 21,3 %), Outaouais (– 19,0 %) et Chaudière-Appalaches (– 18,4 %). Dans le cas de l'Outaouais, la chute des livraisons du secteur manufacturier est essentiellement due à la décroissance des ventes à l'étranger. En contrepartie, c'est plutôt l'évolution des expéditions vers le Québec qui explique la réduction des livraisons de la région de Chaudière-Appalaches.

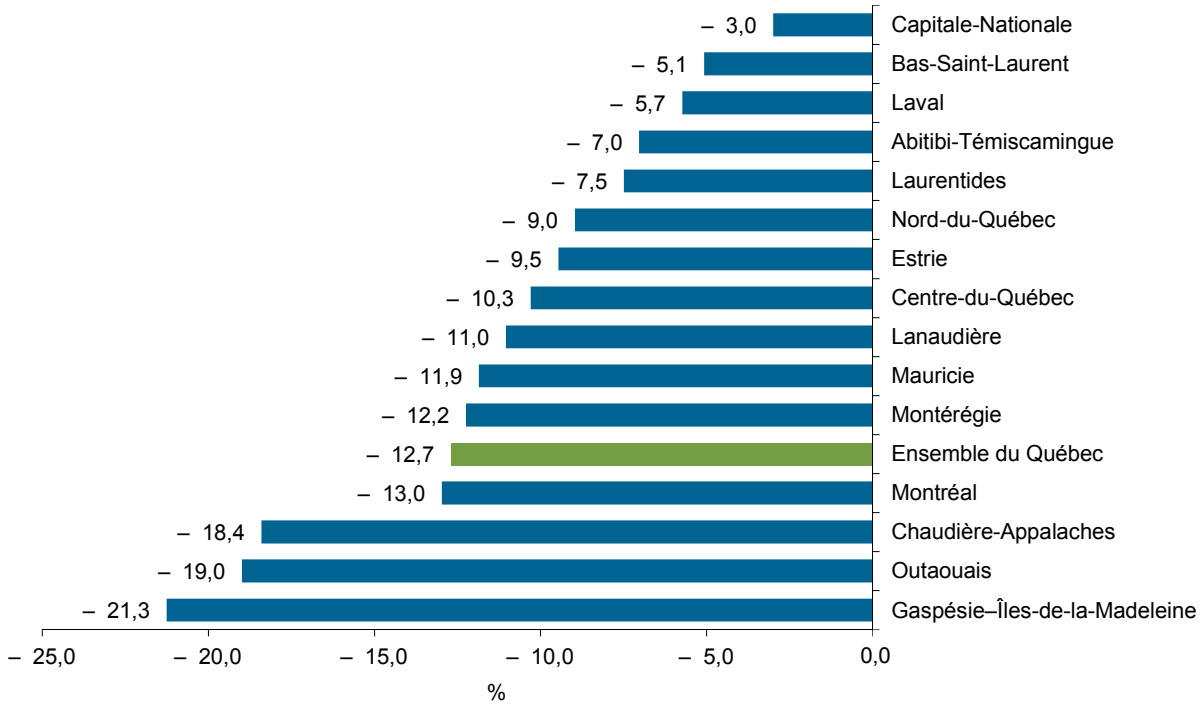
Dans les régions de la Capitale-Nationale (– 3,0 %) et du Bas-Saint-Laurent (– 5,1 %), les livraisons ont diminué de façon moins drastique en 2009, grâce à de solides performances au chapitre des ventes au reste du Canada. La région de Laval a connu également une baisse relativement modérée (– 5,7 %).

En ce qui a trait aux deux plus importantes régions du Québec en matière d'activité manufacturière, Montréal (– 13,0 %) et la Montérégie (– 12,2 %) ont enregistré des résultats près de la moyenne du Québec (– 12,7 %). Dans le cas du secteur manufacturier montréalais, les pertes sont avant tout attribuables à la baisse des ventes au Québec (– 13,6 %), suivie de la réduction enregistrée des expéditions à l'étranger (– 13,4 %). En Montérégie, ce sont plutôt les livraisons à l'étranger (– 19,2 %) qui figurent au premier plan parmi les facteurs expliquant la décroissance des ventes manufacturières totales.

Faute de données suffisantes pour les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord en 2008, on peut comparer l'évolution des ventes manufacturières entre 2007 et 2009 (tableau 8.2). Dans le cas de ces deux régions, le TCAM est évalué respectivement à – 9,7 % et à – 7,5 %, ce qui représente des baisses plus rapides que la moyenne du Québec qui est de – 5,8 %. L'affaiblissement des ventes à l'étranger contribue grandement à la réduction des livraisons de ces deux régions.

En résumé, selon le territoire considéré, le fléchissement des ventes à l'étranger en 2009 a eu un effet plus ou moins important sur les livraisons manufacturières régionales. Pour certaines régions, le recul des livraisons vers les pays étrangers représente plus de la moitié de la baisse des expéditions totales. Pour d'autres régions, c'est la baisse des ventes au Québec qui constitue un facteur dominant.

Figure 8.3
Variation annuelle des revenus découlant des biens fabriqués, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009[1]



1. Les données pour la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean et pour la région de la Côté-Nord ne sont pas disponibles.
Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Un rattrapage complet, et même plus, dans certaines régions

Comme il a été précisé récemment, le niveau des ventes manufacturières du Québec en 2012 n'a pas atteint celui de 2008. Une telle observation ne s'applique pas à l'intégralité des régions. Comme le montre le tableau 8.3, 6 régions sur 15 ont pu surpasser les niveaux de revenus découlant des biens fabriqués observés en 2008[3]. Il s'agit précisément des régions suivantes : Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Abitibi-Témiscamingue, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Chaudière-Appalaches et Montérégie.

Fait intéressant, durant cette période (2008 à 2012), le poids relatif de quelques régions a été modifié de façon notable. Alors que les parts de la région de Chaudière-Appalaches, de la Montérégie et de l'Abitibi-Témiscamingue sont en progression respectivement de 1,9, de 0,8 et de 0,5 point de pourcentage, celle de Montréal décline de 2,4 points (tableau 8.4).

L'horizon 2004-2012

Les données régionales de 2004 et 2012 sur le revenu découlant des biens fabriqués selon la première destination apportent un éclairage fort intéressant. Le tableau 8.5 présente la variation des ventes manufacturières entre ces deux années par région administrative et fait ressortir quelques faits marquants.

Sur la base des informations disponibles, les résultats concernant les ventes à l'étranger varient beaucoup d'une région à l'autre, et on ne peut conclure que la baisse observée pour l'ensemble du Québec est généralisée. La croissance est d'ailleurs positive dans 7 régions sur 15. Pour quelques cas, on observe que les livraisons à l'étranger progressent à des taux annuels moyens

3. Si l'on compare la situation de 2012 par rapport à 2007, année pour laquelle les données sont disponibles pour toutes les régions, on compte 6 régions sur 17 qui ont atteint ou surpassé en 2012 les revenus découlant des biens fabriqués de 2007.

supérieurs à 4 % (Bas-Saint-Laurent, Côte-Nord et Lanaudière). Par contre, pour d'autres régions, la valeur des expéditions à l'étranger fléchit. Citons par exemple la Mauricie et l'Outaouais, où la variation annuelle moyenne est de – 7,6 % et – 6,8 % respectivement.

Les livraisons à destination des États-Unis ont baissé de façon plus prononcée pour les régions de la Mauricie (– 8,6 %), de la Capitale-Nationale (– 6,6 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 5,7 %) et de l'Estrie (– 4,3 %). Pour sa part, la région de Montréal réduit ses ventes à ses clients américains à un rythme moyen de 3,6 % entre 2004 et 2012, soit légèrement plus rapidement que la moyenne du Québec (– 2,7 %). Pour toutes ces régions, le recul des ventes vers les États-Unis contribue fortement à la baisse globale des revenus découlant des biens fabriqués, ou en freine à tout le moins significativement la croissance[4]. À l'opposé, les régions de Lanaudière (7,3 %) et des Laurentides (1,7 %) affichent des résultats positifs quant à l'évolution des ventes aux États-Unis.

En ce qui regarde les ventes aux autres pays, on note une progression dans 10 régions sur 11, le Centre-du-Québec faisant exception (– 0,9 %). Quatre régions affichent une croissance annuelle moyenne supérieure à 10 %. Il s'agit des régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean avec un TCAM de 19,9 %, de Chaudière-Appalaches (12,9 %), de Lanaudière (12,0 %) et de Laval (10,5 %).

Pour 11 régions sur 17, les ventes au Québec sont en augmentation. Pour l'Abitibi-Témiscamingue (7,4 %) et la région de Chaudière-Appalaches (6,8 %), la hausse est particulièrement vive et elle forme la quasi-totalité de la croissance des ventes totales de ces deux régions entre 2004 et 2012. La progression des livraisons au Québec est aussi élevée pour la Côte-Nord (6,2 %).

Enfin, les ventes au reste du Canada sont, dans la plupart des régions, en régression. Pour les régions de Lanaudière (– 8,0 %), du Bas-Saint-Laurent (– 6,5 %) et de Laval (– 5,8 %), la réduction est relativement plus importante.

Informations statistiques complémentaires

Pour plus de détails sur la méthodologie, on peut consulter le site Web de l'ISQ.

Les données de l'ISQ sur le secteur manufacturier pour le Québec peuvent être consultées sur le site Web de l'ISQ.

4. Entre 2004 et 2012, la région de la Capitale-Nationale enregistre dans son ensemble une hausse des revenus découlant des biens fabriqués (0,5 GS), pendant que les ventes aux États-Unis diminuent de 0,8 G$.

Tableau 8.1

Variation[1] annuelle des revenus découlant des biens fabriqués selon la destination[2], régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009

Région administrative	Unité	**Total**	Canada		Étranger		
			Québec	Reste du Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Bas-Saint-Laurent	M$	**– 122,0**	– 38,4	147,2	– 228,3	– 2,5	– 230,8
	%	**– 5,1**	– 3,8	43,1	– 34,9	– 0,6	– 22,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	M$	**F**	F	– 212,8	F	F	F
	%	**F**	F	– 27,1	F	F	F
Capitale-Nationale	M$	**– 186,2**	– 219,5	414,4	– 376,4	– 4,7	– 381,2
	%	**– 3,0**	– 8,9	27,5	– 21,1	– 1,0	– 17,0
Mauricie	M$	**– 487,5**	25,6	– 11,9	– 535,0	33,9	– 501,1
	%	**– 11,9**	1,7	– 1,6	– 32,1	17,8	– 27,0
Estrie	M$	**– 546,0**	– 107,7	116,2	– 454,4	– 100,1	– 554,5
	%	**– 9,5**	– 6,4	11,4	– 18,9	– 15,2	– 18,1
Montréal	M$	**– 6 212,5**	– 3 081,5	– 1 029,9	– 2 351,4	250,3	– 2 101,1
	%	**– 13,0**	– 13,6	– 10,7	– 22,5	4,8	– 13,4
Outaouais	M$	**– 264,0**	– 7,5	– 0,7	x	x	– 255,8
	%	**– 19,0**	– 1,9	– 0,2	x	x	– 36,9
Abitibi-Témiscamingue	M$	**– 249,6**	– 65,9	– 50,1	x	x	– 133,5
	%	**– 7,0**	– 3,0	– 16,7	x	x	– 12,5
Côte-Nord	M$	**F**	F	– 17,8	– 135,4	x	F
	%	**F**	F	– 14,4	– 8,7	x	F
Nord-du-Québec	M$	**– 21,4**	x	x	x	x	x
	%	**– 9,0**	x	x	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	M$	**– 66,6**	x	x	x	x	x
	%	**– 21,3**	x	x	x	x	x
Chaudière-Appalaches	M$	**– 3 008,8**	– 2 544,5	– 120,8	– 209,6	– 133,9	– 343,5
	%	**– 18,4**	– 24,0	– 4,3	– 9,7	– 17,7	– 11,8
Laval	M$	**– 181,6**	22,0	– 117,5	– 88,7	2,6	– 86,1
	%	**– 5,7**	1,7	– 13,4	– 10,9	1,5	– 8,7
Lanaudière	M$	**– 462,4**	– 271,4	– 69,1	– 41,2	– 80,8	– 122,0
	%	**– 11,0**	– 13,7	– 9,4	– 3,3	– 35,3	– 8,3
Laurentides	M$	**– 499,1**	116,0	– 261,2	– 325,3	– 28,6	– 353,9
	%	**– 7,5**	5,9	– 23,8	– 11,7	– 3,5	– 9,8
Montérégie	M$	**– 3 119,3**	– 416,8	– 681,1	– 1 795,5	– 225,8	– 2 021,4
	%	**– 12,2**	– 4,6	– 11,5	– 21,2	– 11,0	– 19,2
Centre-du-Québec	M$	**– 704,5**	– 356,2	143,5	– 297,8	– 193,9	– 491,7
	%	**– 10,3**	– 12,0	8,6	– 17,9	– 35,4	– 22,2
Ensemble du Québec	**M$**	**– 18 299,0**	**– 7 192,2**	**– 1 775,4**	**– 8 531,4**	**– 800,1**	**– 9 331,4**
	%	**– 12,7**	**– 11,5**	**– 6,3**	**– 21,0**	**– 6,1**	**– 17,3**

1. Les données en % représentent le taux de croissance annuel moyen.
2. Première destination.

Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.2

Variation[1] des revenus découlant des biens fabriqués selon la destination[2], régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2009

Région administrative	Unité	**Total**	Canada		Étranger		
			Québec	Reste du Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Bas-Saint-Laurent	M$	**– 171,9**	15,3	105,2	– 310,6	18,3	– 292,3
	%	**– 3,6**	0,8	12,9	– 24,0	2,4	– 14,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	M$	**– 1 154,5**	87,4	– 154,3	– 1 137,2	49,5	– 1 087,7
	%	**– 9,7**	2,5	– 11,3	– 17,5	8,6	– 15,4
Capitale-Nationale	M$	**– 134,2**	– 101,0	430,2	– 587,6	124,1	– 463,4
	%	**– 1,1**	– 2,2	13,5	– 16,0	17,3	– 10,5
Mauricie	M$	**– 927,7**	– 168,6	– 135,5	– 688,7	65,1	– 623,6
	%	**– 10,8**	– 5,1	– 8,0	– 21,2	18,7	– 17,2
Estrie	M$	**– 551,0**	– 164,6	130,5	– 527,6	10,6	– 516,9
	%	**– 4,9**	– 4,8	6,3	– 11,3	1,0	– 8,9
Montréal	M$	**– 4 528,9**	– 1 678,3	– 477,3	– 3 167,5	794,2	– 2 373,3
	%	**– 5,0**	– 4,0	– 2,7	– 15,2	8,1	– 7,7
Outaouais	M$	**– 428,0**	– 136,6	40,7	x	x	– 332,2
	%	**– 14,9**	– 13,9	7,7	x	x	– 24,6
Abitibi-Témiscamingue	M$	**– 472,0**	– 607,6	– 74,7	x	x	210,3
	%	**– 6,5**	– 11,8	– 12,2	x	x	13,7
Côte-Nord	M$	**– 375,3**	– 1,6	– 18,3	x	x	– 355,5
	%	**– 7,5**	– 0,3	– 7,7	x	x	– 8,5
Nord-du-Québec	M$	**– 120,0**	– 49,0	x	x	x	x
	%	**– 19,7**	– 17,4	x	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	M$	**– 123,0**	– 61,2	x	x	x	x
	%	**– 18,3**	– 17,0	x	x	x	x
Chaudière-Appalaches	M$	**– 1 201,5**	– 969,5	14,8	– 470,5	223,8	– 246,7
	%	**– 4,2**	– 5,5	0,3	– 10,2	24,9	– 4,5
Laval	M$	**– 426,7**	– 56,4	– 266,3	– 86,7	– 17,2	– 103,9
	%	**– 6,5**	– 2,1	– 13,9	– 5,5	– 4,5	– 5,3
Lanaudière	M$	**– 430,0**	– 239,9	– 108,1	7,6	– 89,5	– 82,0
	%	**– 5,3**	– 6,3	– 7,2	0,3	– 21,0	– 2,9
Laurentides	M$	**– 491,0**	– 8,9	– 255,0	– 134,4	– 92,7	– 227,1
	%	**– 3,8**	– 0,2	– 12,4	– 2,6	– 5,4	– 3,3
Montérégie	M$	**– 3 815,1**	– 807,0	– 652,1	– 2 167,9	– 188,2	– 2 356,1
	%	**– 7,6**	– 4,4	– 5,7	– 13,1	– 4,8	– 11,5
Centre-du-Québec	M$	**– 693,7**	– 510,0	268,9	– 398,4	– 54,2	– 452,5
	%	**– 5,2**	– 8,5	8,4	– 12,0	– 6,9	– 11,0
Ensemble du Québec	**M$**	**– 16 044,5**	**– 5 457,5**	**– 1 215,3**	**– 10 315,9**	**944,2**	**– 9 371,8**
	%	**– 5,8**	**– 4,6**	**– 2,2**	**– 13,0**	**4,0**	**– 9,1**

1. Les données en % représentent le taux de croissance annuel moyen.
2. Première destination.
Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.3

Revenus découlant des biens fabriqués, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2012

Région administrative	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Écart	
							2012-2007	2012-2008
				M$				
Bas-Saint-Laurent	2 454,0	2 404,1	2 282,2	2 450,7	2 456,3	2 740,6	286,6	336,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6 273,3	F	5 118,8	6 120,0	6 516,3	5 215,2	– 1 058,1	F
Capitale-Nationale	6 171,5	6 223,5	6 037,3	6 714,7	6 238,8	6 270,8	99,3	47,3
Mauricie	4 552,5	4 112,3	3 624,9	3 529,7	3 569,8	3 654,8	– 897,7	– 457,5
Estrie	5 776,5	5 771,6	5 225,5	4 858,2	5 590,8	5 562,3	– 214,2	– 209,3
Montréal	46 210,2	47 893,8	41 681,3	41 971,6	42 560,9	42 654,7	– 3 555,5	– 5 239,1
Outaouais	1 554,8	1 390,8	1 126,8	976,9	1 065,9	1 160,3	– 394,5	– 230,5
Abitibi-Témiscamingue	3 774,0	3 551,6	3 302,0	3 912,6	4 140,5	4 163,0	389,0	611,4
Côte-Nord	2 613,4	F	2 238,1	3 265,3	3 640,4	3 234,9	621,5	F
Nord-du-Québec	337,5	238,9	217,5	217,0	228,4	224,6	– 112,9	– 14,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	369,8	313,4	246,8	301,7	380,1	405,3	35,5	91,9
Chaudière-Appalaches	14 547,0	16 354,3	13 345,5	13 686,4	16 780,5	18 288,6	3 741,6	1 934,3
Laval	3 414,6	3 169,6	2 988,0	2 901,6	2 916,0	2 867,8	– 546,8	– 301,8
Lanaudière	4 156,7	4 189,1	3 726,7	3 895,8	3 701,3	3 864,9	– 291,8	– 324,2
Laurentides	6 655,7	6 663,8	6 164,7	6 411,9	6 215,7	6 349,7	– 306,0	– 314,1
Montérégie	26 184,3	25 488,4	22 369,1	23 892,5	25 135,1	25 625,2	– 559,1	136,8
Centre-du-Québec	6 833,5	6 844,3	6 139,8	5 551,4	6 184,2	6 103,7	– 729,8	– 740,6
Ensemble du Québec	**141 879,4**	**144 133,9**	**125 834,9**	**130 658,0**	**137 321,1**	**138 386,4**	**– 3 493,0**	**– 5 747,5**

Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.4

Répartition en pourcentage des revenus découlant des biens fabriqués, régions administratives, 2007-2012

Région administrative	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Variation	
							2012-2007	2012-2008
			M$				Points de pourcentage	
Bas-Saint-Laurent	1,7	1,7	1,8	1,9	1,8	2,0	0,3	0,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	4,4	F	4,1	4,7	4,7	3,8	– 0,6	F
Capitale-Nationale	4,3	4,3	4,8	5,1	4,5	4,5	0,2	0,2
Mauricie	3,2	2,9	2,9	2,7	2,6	2,6	– 0,6	– 0,3
Estrie	4,1	4,0	4,2	3,7	4,1	4,0	– 0,1	0,0
Montréal	32,6	33,2	33,1	32,1	31,0	30,8	– 1,8	– 2,4
Outaouais	1,1	1,0	0,9	0,7	0,8	0,8	– 0,3	– 0,2
Abitibi-Témiscamingue	2,7	2,5	2,6	3,0	3,0	3,0	0,3	0,5
Côte-Nord	1,8	F	1,8	2,5	2,7	2,3	0,5	F
Nord-du-Québec	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,0	0,1
Chaudière-Appalaches	10,3	11,3	10,6	10,5	12,2	13,2	2,9	1,9
Laval	2,4	2,2	2,4	2,2	2,1	2,1	– 0,3	– 0,1
Lanaudière	2,9	2,9	3,0	3,0	2,7	2,8	– 0,1	– 0,1
Laurentides	4,7	4,6	4,9	4,9	4,5	4,6	– 0,1	0,0
Montérégie	18,5	17,7	17,8	18,3	18,3	18,5	0,0	0,8
Centre-du-Québec	4,8	4,7	4,9	4,2	4,5	4,4	– 0,4	– 0,3

Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.5

Variation[1] des revenus découlant des biens fabriqués selon la destination[2], régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2012

Région administrative	Unité	**Total**	Canada		Étranger		
			Québec	Reste du Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Bas-Saint-Laurent	M$	**131,7**	172,8	– 346,7	x	x	305,5
	%	**0,6**	2,1	– 6,5	x	x	4,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	M$	**– 514,6**	306,4	– 6,6	– 1 259,1	444,7	– 814,4
	%	**– 1,2**	2,0	– 0,2	– 5,7	19,9	– 3,2
Capitale-Nationale	M$	**476,2**	612,2	464,4	– 771,2	170,9	– 600,3
	%	**1,0**	3,1	3,7	– 6,6	4,4	– 3,8
Mauricie	M$	**– 1 130,9**	28,3	– 9,1	– 1 177,7	27,7	– 1 150,0
	%	**– 3,3**	0,2	– 0,1	– 8,6	2,0	– 7,6
Estrie	M$	**– 581,0**	120,2	– 50,8	– 913,5	263,0	– 650,5
	%	**– 1,2**	0,9	– 0,6	– 4,3	7,8	– 2,6
Montréal	M$	**– 3 422,2**	– 1 479,6	– 441,9	– 3 290,6	1 789,9	– 1 500,6
	%	**– 1,0**	– 0,9	– 0,6	– 3,6	5,9	– 1,2
Outaouais	M$	**– 467,2**	– 5,2	– 69,6	x	x	– 392,5
	%	**– 4,1**	– 0,1	– 3,6	x	x	– 6,8
Abitibi-Témiscamingue	M$	**1 294,7**	1 206,3	– 84,1	x	x	172,4
	%	**4,8**	7,4	– 2,9	x	x	2,2
Côte-Nord	M$	**906,2**	147,4	– 64,1	x	x	823,0
	%	**4,2**	6,2	– 5,4	x	x	4,6
Nord-du-Québec	M$	**– 456,6**	– 94,7	x	x	x	x
	%	**– 13,0**	– 7,0	x	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	M$	**– 75,8**	– 2,5	x	x	x	x
	%	**– 2,1**	– 0,1	x	x	x	x
Chaudière-Appalaches	M$	**5 722,1**	5 021,7	873,1	– 553,9	381,2	– 172,7
	%	**4,8**	6,8	4,0	– 2,8	12,9	– 0,8
Laval	M$	**– 171,2**	119,3	– 349,9	– 53,7	113,1	59,4
	%	**– 0,7**	1,1	– 5,8	– 1,0	10,5	0,9
Lanaudière	M$	**96,1**	– 58,5	– 556,1	529,1	181,5	710,7
	%	**0,3**	– 0,4	– 8,0	7,3	12,0	8,1
Laurentides	M$	**699,6**	91,5	12,2	340,8	255,2	595,9
	%	**1,5**	0,5	0,2	1,7	9,1	2,6
Montérégie	M$	**1 083,3**	72,6	961,2	– 824,6	874,1	49,5
	%	**0,5**	0,1	2,3	– 1,3	6,2	0,1
Centre-du-Québec	M$	**– 248,3**	– 123,7	– 69,4	– 33,1	– 22,1	– 55,2
	%	**– 0,5**	– 0,6	– 0,6	– 0,2	– 0,9	– 0,3
Ensemble du Québec	**M$**	**3 342,1**	**6 134,5**	**110,7**	**– 8 717,6**	**5 814,4**	**– 2 903,2**
	%	**0,3**	**1,3**	**0,1**	**– 2,7**	**7,5**	**– 0,7**

1. Les données en % représentent le taux de croissance annuel moyen.
2. Première destination.
Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.6

Part relative et variation des revenus découlant des biens fabriqués selon la destination, régions administratives et ensemble du Québec, 2004 et 2012

Région administrative	Unité	Canada		Étranger		
		Québec	Reste du Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Bas-Saint-Laurent						
2004	%	37,0	31,9	x	x	31,2
2012	%	41,5	17,7	22,8	18,1	40,8
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	4,5	– 14,2	x	x	9,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean						
2004	%	30,4	8,4	58,9	2,4	61,3
2012	%	39,2	9,1	40,5	11,1	51,7
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	8,8	0,7	– 18,4	8,7	– 9,6
Capitale-Nationale						
2004	%	37,7	23,5	31,6	7,2	38,8
2012	%	44,6	29,1	16,9	9,4	26,3
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	6,9	5,6	– 14,7	2,2	– 12,5
Mauricie						
2004	%	31,7	17,0	47,9	3,4	51,3
2012	%	42,2	22,0	30,5	5,2	35,7
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	10,5	5,0	– 17,4	1,8	– 15,6
Estrie						
2004	%	26,3	18,6	49,8	5,2	55,0
2012	%	31,2	19,7	38,6	10,5	49,1
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	4,9	1,1	– 11,2	5,3	– 5,9
Montréal						
2004	%	44,4	20,5	28,4	6,7	35,1
2012	%	44,5	21,1	23,0	11,4	34,4
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	0,1	0,6	– 5,4	4,7	– 0,7
Outaouais						
2004	%	27,3	16,9	42,6	13,2	55,7
2012	%	37,9	17,8	x	x	44,3
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	10,6	0,9	x	x	– 11,4
Abitibi-Témiscamingue						
2004	%	54,1	13,9	x	x	31,9
2012	%	66,3	7,6	x	x	26,1
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	12,2	– 6,3	x	x	– 5,8
Côte-Nord						
2004	%	10,2	7,6	x	x	82,2
2012	%	11,9	3,5	x	x	84,6
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	1,7	– 4,1	x	x	2,4
Nord-du-Québec						
2004	%	31,6	15,6	x	x	52,8
2012	%	53,6	x	x	x	x
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	22,0	x	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine						
2004	%	50,5	27,3	17,5	4,7	22,2
2012	%	59,4	x	x	x	x
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	8,9	x	x	x	x

Tableau 8.6

Part relative et variation des revenus découlant des biens fabriqués selon la destination, régions administratives et ensemble du Québec, 2004 et 2012

Région administrative	Unité	Canada		Étranger		
		Québec	Reste du Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Chaudière-Appalaches						
2004	%	57,8	18,9	21,4	1,9	23,2
2012	%	67,2	17,8	11,7	3,4	15,0
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	9,4	– 1,1	– 9,7	1,5	– 8,2
Laval						
2004	%	44,1	30,4	22,4	3,1	25,5
2012	%	50,9	20,0	21,9	7,2	29,1
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	6,8	– 10,4	– 0,5	4,1	3,6
Lanaudière						
2004	%	47,8	30,4	18,5	3,2	21,8
2012	%	45,1	15,3	31,7	7,9	39,6
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	– 2,7	– 15,1	13,2	4,7	17,8
Laurentides						
2004	%	37,2	17,2	41,1	4,5	45,6
2012	%	34,5	15,5	42,0	8,0	50,0
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	– 2,7	– 1,7	0,9	3,5	4,4
Montérégie						
2004	%	40,2	19,5	34,5	5,8	40,3
2012	%	38,8	22,5	29,8	9,0	38,8
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	– 1,4	3,0	– 4,7	3,2	– 1,5
Centre-du-Québec						
2004	%	43,2	23,7	28,0	5,1	33,1
2012	%	43,0	23,5	28,6	4,9	33,5
Écart 2012-2004	Point de pourcentage	– 0,2	– 0,2	0,6	– 0,2	0,4
Ensemble du Québec						
2004	**%**	**41,7**	**19,9**	**32,9**	**5,5**	**38,4**
2012	**%**	**45,1**	**19,5**	**25,8**	**9,6**	**35,4**
Écart 2012-2004	**Point de pourcentage**	**3,4**	**– 0,4**	**– 7,1**	**4,1**	**– 3,0**

Note : La somme des composantes peut ne pas correspondre à 100% en raison des arrondis.
Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

9. Tourisme

par Sacha Mendez-Leblond, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Cette section présente les données tirées de l'*Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement* réalisée par l'Institut de la statistique du Québec pour l'année 2014. Cette enquête mesure la performance des établissements hôteliers et des résidences de tourisme répartis selon les 22 régions touristiques du Québec. Afin d'obtenir une telle mesure, les données sur les unités d'hébergement et les revenus de location sont recueillies mensuellement auprès d'un échantillon d'environ 1 350 établissements du Québec. Seuls les établissements offrant quatre unités de location ou plus sont admissibles à l'enquête.

Le découpage géographique des régions touristiques diffère du découpage des régions administratives par l'ajout de neuf nouveaux territoires. La région administrative du Bas-Saint-Laurent se divise en deux régions touristiques, soit celle de la Gaspésie et celle du Bas-Saint-Laurent. La Capitale-Nationale, quant à elle, comprend les régions de Québec et de Charlevoix. La Côte-Nord est constituée des régions de Duplessis et de Manicouagan. La région administrative de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est divisée en deux régions touristiques, soit la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine. Le Nord-du-Québec, quant à lui, en regroupe trois, soit la Baie-James, le Nunavik et Eeyou Istchee. Enfin, la région touristique des Cantons-de-l'Est est constituée d'une partie de la Montérégie et de l'Estrie.

Précautions dans la lecture des résultats

Dans le cadre de cette analyse, il faut préciser que le total de l'ensemble du Québec ne correspond pas nécessairement à la somme des régions touristiques. Le Québec et ses régions sont estimés de manière indépendante pour des raisons de précision statistique. De plus, nous traitons uniquement des différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 95 %.

Également, il est important de mentionner que certaines variations dans les unités disponibles et louées sont causées par une baisse du nombre de résidences de tourisme admissibles à l'enquête. Ces variations ne seront pas discutées dans notre analyse, car elles proviennent, en partie, d'une modification de la réglementation par le ministère du Tourisme. Cette modification, qui date de janvier 2011, concerne la notion « d'ensemble mobilier ou immobilier » des établissements d'hébergement du Québec. Par conséquent, il n'est pas possible de dégager les effets de ce changement sur les estimations. Cette situation concerne principalement les régions de Québec, des Laurentides et de Duplessis.

L'hébergement au Québec

En 2014, le nombre des établissements d'hébergement du Québec admissibles à l'enquête est de 1 893, ce qui représente une baisse importante de 4,5 % par rapport à 2013. Il faut noter que le changement de la réglementation a contribué en partie à cette décroissance des établissements admissibles. Ainsi, le nombre de résidences de tourisme décroît de 2,6 % pour s'établir à 303 établissements et le nombre d'hôtels, quant à lui, recule de 4,8 % pour atteindre 1 590 établissements (tableau 9.1).

À l'échelle régionale, une grande part des régions touristiques enregistrent une baisse du nombre d'établissements, alors que seulement deux régions sont en hausse, soit Manicouagan (+ 3,8 %) et la Baie-James (+ 5,6 %). Outre les régions touchées par la modification de la réglementation et des critères d'admission à l'enquête, des baisses notables sont observées dans les régions de Chaudière-Appalaches (− 11,4 %), du Nunavik (− 10,0 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (− 7,5 %).

Par ailleurs, les régions qui totalisent le plus grand nombre d'établissements d'hébergement restent les mêmes qu'en 2013. Les régions de Québec et de Montréal occupent toujours les deux premiers rangs avec 206 et 187 établissements respectivement. Au troisième rang, on retrouve la Gaspésie qui compte 183 établissements et les Laurentides, au quatrième rang, avec 176 établissements. Enfin, cinquième en importance, la région des Cantons-de-l'Est regroupe 133 établissements.

Baisse de l'offre en 2014

En 2014, l'offre d'unités d'hébergement dans l'ensemble du Québec enregistre un sixième recul depuis 2008 pour atteindre 25,6 M d'unités, soit une baisse de 4,8 % par rapport à 2013 (tableau 9.2).

À l'échelle régionale, douze régions voient leur offre diminuer, notamment la Montérégie (− 9,6 %), Charlevoix (− 7,1 %) et Chaudière-Appalaches (− 6,1 %) qui enregistrent des reculs significatifs par rapport à 2013. En ce qui concerne les régions en hausse, le Nunavik (+ 5,2 %) se distingue par une croissance marquée des unités disponibles.

Après les régions de Montréal (7,4 M d'unités disponibles) et de Québec (3,9 M d'unités disponibles) qui prédominent dans l'offre d'hébergement, la région des Laurentides se positionne au troisième rang avec 2,0 M d'unités disponibles. La Montérégie, qui compte 1,5 M d'unités disponibles, se classe au quatrième rang. La région des Cantons-de-l'Est, quant à elle, se trouve au cinquième rang avec 1,3 M d'unités disponibles.

Une demande stable pour 2014

Toujours en 2014, la demande d'unités d'hébergement au Québec, mesurée par le nombre d'unités louées, demeure stable et s'établit à 14,1 M d'unités louées.

En ce qui concerne la demande dans les régions touristiques, on observe des baisses statistiquement significatives dans les régions d'Eeyou Istchee (− 11,2 %) et de Charlevoix (− 7,8 %). Du côté des hausses, la région du Nunavik se distingue avec une croissance notable de 7,7 %.

Par ailleurs, les deux principales régions touristiques du Québec représentent plus de la moitié de l'achalandage total annuel. En 2014, Montréal constitue à elle seule 5,1 M d'unités louées tandis que Québec en compte 2,4 M. Quant aux régions où la demande est moins forte, ce sont les Laurentides et la Montérégie qui dominent le classement avec 851,1 K et 743,6 K unités respectivement. Les régions plus éloignées des grands centres urbains, en particulier le Nunavik (50,5 K unités) et Eeyou Istchee (15,8 K unités), affichent des niveaux inférieurs à 100 K unités louées.

Le taux d'occupation toujours en hausse

En ce qui a trait au taux d'occupation provincial, il grimpe de 2,1 points de pourcentage et s'établit à 55,1 % en 2014. D'ailleurs, on observe une tendance à la hausse depuis 2010.

À l'échelle régionale, on observe une augmentation marquée dans la région de la Montérégie qui enregistre un taux de 48,5 %, soit une augmentation de 5,1 points de pourcentage par rapport à 2013. À l'inverse, la région d'Eeyou Istchee perd 4,8 points de pourcentage avec un taux d'occupation de 36,2 %. Il s'agit du taux le plus faible de la province après celui de Chaudière-Appalaches.

En ordre d'importance, Montréal, Laval et Québec occupent les trois premiers rangs avec des taux d'occupation de 69,9 %, 68,8 % et 61,7 % respectivement.

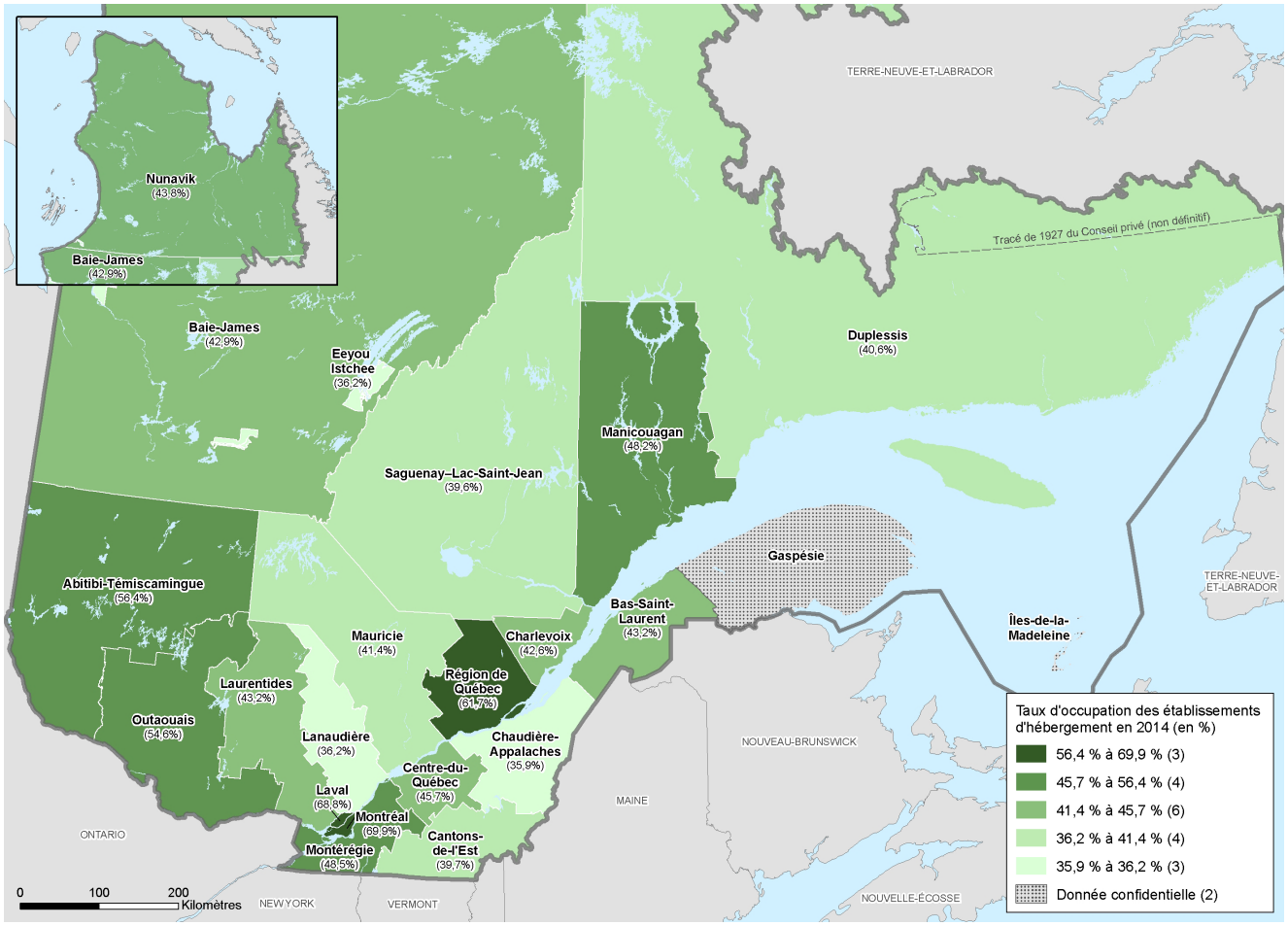
Hausse des revenus et du prix moyen de location

Suivant une tendance à la hausse depuis quelques années, les revenus de location pour l'ensemble du Québec totalisent 1,8 G$ en 2014. Ce mouvement à la hausse s'explique par une croissance soutenue du prix moyen de location depuis quelques années.

Une forte progression est enregistrée dans la région de Québec (+ 5,6 %) qui occupe le deuxième rang au chapitre des revenus, après Montréal. On observe aussi une hausse significative pour la région du Nunavik (+ 8,8 %) (tableau 9.4).

Carte 9.1

Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques du Québec, 2014



Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement;* ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

En excluant Montréal (745,3 M$) et Québec (331,7 M$), qui représentent 59 % des revenus de location dans l'ensemble de la province, les trois autres régions ayant les revenus les plus élevés sont, dans l'ordre, les Laurentides, avec 125,5 M$, l'Outaouais et la Montérégie (72,9 M$ et 71,5 M$ respectivement).

En 2014, le prix moyen de location au Québec atteint 130 $ et s'inscrit aussi dans une tendance à la hausse depuis 2010. Cette évolution est explicable en partie par une décroissance de l'offre dans l'ensemble du Québec.

Par ailleurs, on note des écarts importants quant au prix moyen de location d'une région à l'autre, allant de 197 $ pour le Nunavik à 90 $ pour la région de Chaudière-Appalaches. Outre le Nunavik, ce sont les régions des Laurentides (148 $) et de Montréal (145 $) qui présentent les prix les plus élevés.

La saison estivale

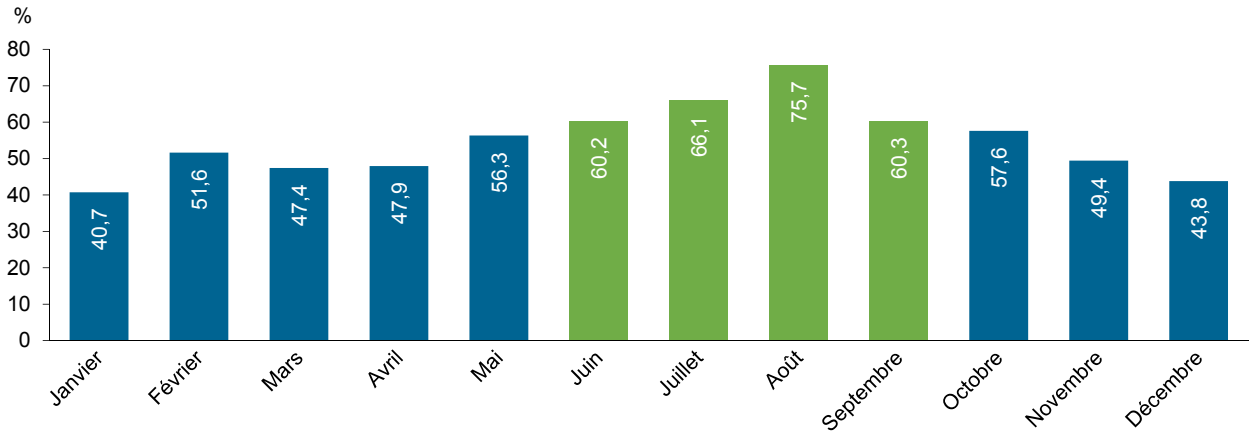
Au Québec, la saison estivale qui couvre les mois de juin à septembre représente près de 42 % de l'achalandage annuel mesuré par les unités occupées. Durant cette période de l'année 2014, le taux d'occupation s'est accru de 16 points de pourcentage, passant de 50 %, en moyenne, durant la basse saison à 66 % durant la haute saison (figure 9.1).

Comparativement à 2013, l'achalandage estival a été moins vigoureux dans l'ensemble du Québec en 2014. On observe des baisses pour les quatre mois de cette haute saison. Le mois de juillet (− 1,4 %) enregistre un écart significatif et atteint 1,5 M d'unités louées. Les mois de juin (− 1,0 %), août (− 0,4 %) et septembre (− 0,1 %) ont, pour leur part, des écarts moins marqués par rapport à 2013.

Il faut noter que certaines régions dépendent en grande partie de la période estivale pour atteindre des recettes touristiques satisfaisantes. En portant une attention particulière au taux d'occupation des Îles-de-la-Madeleine, de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent, on peut constater l'importance de cette saison dans ces régions. En effet, la région des Îles-de-la-Madeleine affiche un écart remarquable allant de 24,0 % à 56,4 % entre la basse saison et la haute saison de l'année 2014. Quant à la Gaspésie, le taux d'occupation s'élève à 51,2 % en été comparativement à 30,6 % durant la basse saison. Enfin, le Bas-Saint-Laurent présente un gain considérable de 23,8 points de pourcentage pour atteindre un taux de 57,5 % en moyenne durant l'été.

Figure 9.1

Taux d'occupation des établissements d'hébergement selon le mois, ensemble du Québec, 2014



Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*.

Tableau 9.1

Répartition des résidences de tourisme et des établissements hôteliers, régions touristiques et ensemble du Québec, 2013-2014

Région touristique	Résidences de tourisme		Établissements hôteliers		Total		Variation 2014/2013		
	2013	2014	2013	2014	2013	2014	Résidences de tourisme	Établissements hôteliers	Total
	n						%		
Îles-de-la-Madeleine	15	14	12	12	27	26	– 6,7	0,0	– 3,7
Gaspésie	39	40	152	143	191	183	2,6	– 5,9	– 4,2
Bas-Saint-Laurent	19	22	103	94	122	116	15,8	– 8,7	– 4,9
Québec	24	25	188	181	212	206	4,2	– 3,7	– 2,8
Charlevoix	21	21	78	73	99	94	0,0	– 6,4	– 5,1
Chaudière-Appalaches	10	11	95	82	105	93	10,0	– 13,7	– 11,4
Mauricie	15	14	70	66	85	80	– 6,7	– 5,7	– 5,9
Cantons-de-l'Est	16	18	120	115	136	133	12,5	– 4,2	– 2,2
Montérégie	1	1	105	100	106	101	0,0	– 4,8	– 4,7
Lanaudière	18	17	53	53	71	70	– 5,6	0,0	– 1,4
Laurentides	49	34	145	142	194	176	– 30,6	– 2,1	– 9,3
Montréal	15	16	177	171	192	187	6,7	– 3,4	– 2,6
Outaouais	15	16	74	69	89	85	6,7	– 6,8	– 4,5
Abitibi-Témiscamingue	4	3	49	46	53	49	– 25,0	– 6,1	– 7,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	31	33	84	77	115	110	6,5	– 8,3	– 4,3
Manicouagan	10	11	42	43	52	54	10,0	2,4	3,8
Duplessis	6	4	35	35	41	39	– 33,3	0,0	– 4,9
Baie-James	1	1	17	18	18	19	0,0	5,9	5,6
Laval	-	-	16	16	16	16	-	0,0	0,0
Centre-du-Québec	2	2	29	29	31	31	0,0	0,0	0,0
Nunavik	-	-	20	18	20	18	-	– 10,0	– 10,0
Eeyou Istchee	-	-	7	7	7	7	-	0,0	0,0
Ensemble du Québec	**311**	**303**	**1 671**	**1 590**	**1 982**	**1 893**	**– 2,6**	**– 4,8**	**– 4,5**

Source : Tourisme Québec, Données administratives, mars 2013 et mars 2014.

Tableau 9.2

Unités d'hébergement disponibles et louées, régions touristiques et ensemble du Québec, 2010-2014

Région touristique	2010	2011	2012	2013	2014	Variation 2014/2013
	Unités disponibles					
	k					%
Îles-de-la-Madeleine	99,6	102,1	99,1	x	x	x
Gaspésie	963,5	936,5	944,2	x	x	x
Bas-Saint-Laurent	863,0	839,1	815,3	821,2	825,9	0,6
Québec[1]	4 402,5	4 275,3	4 264,8	4 091,6	3 930,1	– 3,9
Charlevoix	792,7	780,1	783,6	761,9	707,5	– 7,1†
Chaudière-Appalaches	885,2	883,3	868,2	831,5	780,8	– 6,1†
Mauricie	926,8	922,1	917,3	882,2	861,7	– 2,3
Cantons-de-l'Est	1 388,4	1 343,2	1 308,0	1 297,1	1 285,8	– 0,9
Montérégie	1 752,6	1 740,6	1 713,0	1 695,1	1 533,0	– 9,6†
Lanaudière	546,3	544,7	572,9	557,5	561,2	0,7
Laurentides[1]	2 502,0	2 472,6	2 371,9	2 260,0	1 968,3	– 12,9
Montréal	7 864,8	7 758,8	7 905,8	7 867,5	7 350,6	– 6,6
Outaouais	1 086,8	1 083,1	1 080,6	1 029,2	1 029,4	0,0
Abitibi-Témiscamingue	551,1	549,3	544,2	516,9	523,0	1,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 055,9	1 073,9	1 060,7	1 078,4	1 049,1	– 2,7
Manicouagan	417,0	415,0	403,5	373,2	373,3	0,0
Duplessis[1]	405,6	414,4	395,0	378,5	366,9	– 3,1
Baie-James	197,3	196,6	201,4	168,4	164,0	– 2,6
Laval	627,5	562,9	556,5	553,4	551,3	– 0,4
Centre-du-Québec	444,3	444,0	463,9	461,2	465,9	1,0
Nunavik	79,7	90,7	116,2	109,6	115,3	5,2†
Eeyou Istchee	54,8	42,9	41,7	43,4	43,7	0,7
Ensemble du Québec	**27 869,1**	**27 451,4**	**27 425,2**	**26 868,8**	**25 571,8**	**– 4,8†**
	Unités louées					
Îles-de-la-Madeleine	39,2	39,5	40,1	x	x	x
Gaspésie	390,6	373,4	402,1	x	x	x
Bas-Saint-Laurent	394,2	370,9	363,5	351,1	357,2	1,7
Québec[1]	2 476,6	2 454,2	2 460,5	2 382,4	2 425,4	1,8
Charlevoix	323,2	315,1	327,2	327,0	301,4	– 7,8†
Chaudière-Appalaches	374,2	350,9	358,0	294,0*	280,1	– 4,7
Mauricie	334,7	371,4	381,3	348,6	356,7	2,3
Cantons-de-l'Est	531,1	485,5	500,9	522,5	511,0	– 2,2
Montérégie	718,8	788,7	771,5	736,4	743,6	1,0
Lanaudière	193,2	192,6	203,8	196,7	202,9	3,2
Laurentides[1]	933,1	957,5	944,0	946,2	851,1	– 10,1
Montréal	4 946,1	5 028,7	5 218,8	5 317,0	5 140,4	– 3,3
Outaouais	521,8	507,1	528,8	540,8	562,1	3,9
Abitibi-Témiscamingue	322,7	277,8	304,8	298,8	294,8	– 1,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	409,8	413,1	405,8	411,6	415,5	0,9
Manicouagan	203,1	212,9	209,2	175,9	180,1	2,4
Duplessis[1]	207,8	212,4	220,1*	192,6*	149,1	– 22,6
Baie-James	84,6	83,3	81,4*	73,8*	70,3	– 4,7
Laval	370,3	367,9	380,2	372,1	379,2	1,9
Centre-du-Québec	194,6	202,6	211,1	198,7	213,1	7,2
Nunavik	40,6	50,0	54,4	46,9	50,5	7,7†
Eeyou Istchee	24,3	20,5	17,6	17,8	15,8	– 11,2†
Ensemble du Québec	**14 028,6**	**14 091,9**	**14 407,9**	**14 257**	**14 093,1**	**– 1,1**

* : Coefficient de variation se situant entre 15 % et 25 % : interpréter avec prudence.
† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.
1. En janvier 2011, Tourisme Québec a modifié dans sa réglementation la notion « d'ensemble mobilier ou immobilier ». Ce changement a eu comme impact une diminution de la population enquêtée pour les résidences de tourisme. Par conséquent, les variations observées peuvent provenir, en tout ou en partie, de la modification du règlement et nos estimations pour ces régions ne permettent pas d'en dégager les effets; la prudence est donc de mise dans l'interprétation des données.

Source : Intitut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*, 2010-2014.

Tableau 9.3

Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques et ensemble du Québec, 2010-2014

Région touristique	2010	2011	2012	2013	2014	Écart 2014-2013
			%			point de pourcentage
Îles-de-la-Madeleine	39,4	38,7	40,5	x	x	x
Gaspésie	40,5	39,9	42,6	x	x	x
Bas-Saint-Laurent	45,7	44,2	44,6	42,8	43,2	0,5
Québec[1]	56,3	57,4	57,7	58,2	61,7	3,5
Charlevoix	40,8	40,4	41,8	42,9	42,6	– 0,3
Chaudière-Appalaches	42,3	39,7	41,2	35,4*	35,9	0,5
Mauricie	36,1*	40,3*	41,6	39,5	41,4	1,9
Cantons-de-l'Est	38,3	36,1	38,3	40,3	39,7	– 0,5
Montérégie	41,0	45,3	45,0	43,4	48,5	5,1†
Lanaudière	35,4	35,4	35,6	35,3	36,2	0,9
Laurentides[1]	37,3	38,7	39,8	41,9	43,2	1,4
Montréal	62,9	64,8	66,0	67,6	69,9	2,3
Outaouais	48,0	46,8	48,9	52,5	54,6	2,1
Abitibi-Témiscamingue	58,6	50,6	56,0	57,8	56,4	– 1,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	38,8	38,5	38,3	38,2	39,6	1,4
Manicouagan	48,7	51,3	51,8	47,1	48,2	1,1
Duplessis[1]	51,2	51,3	55,7*	50,9*	40,6	– 10,3
Baie-James	42,9	42,4	40,4*	43,8*	42,9	– 0,9
Laval	59,0	65,4	68,3	67,2	68,8	1,5
Centre-du-Québec	43,8	45,6	45,5	43,1	45,7	2,7
Nunavik	50,9	55,1	46,8	42,8	43,8	1,0
Eeyou Istchee	44,3	47,8	42,2	41,0*	36,2	– 4,8†
Ensemble du Québec	**50,3**	**51,3**	**52,5**	**53,1**	**55,1**	**2,1**

* : Coefficient de variation se situant entre 15 % et 25 % : interpréter avec prudence.

† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

1. En janvier 2011, Tourisme Québec a modifié dans sa réglementation la notion « d'ensemble mobilier ou immobilier ». Ce changement a eu comme impact une diminution de la population enquêtée pour les résidences de tourisme. Par conséquent, les variations observées peuvent provenir, en tout ou en partie, de la modification du règlement et nos estimations pour ces régions ne permettent pas d'en dégager les effets; la prudence est donc de mise dans l'interprétation des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*, 2010-2014.

Tableau 9.4

Revenus de location, régions touristiques et ensemble du Québec, 2010-2014

Région touristique	2010	2011	2012	2013	2014	Variation 2014/2013
			k$			%
Îles-de-la-Madeleine	3 790,0	3 656,8	4 012,8	x	x	x
Gaspésie	34 294,2**	31 641,9	36 715,8	x	x	x
Bas-Saint-Laurent	36 204,1	34 070,4	36 149,4	36 714,2*	35 627,6	– 3,0
Québec[1]	308 893,1	317 296,2	326 533,3	314 143,2	331 715,1	5,6†
Charlevoix	38 697,0	36 868,0	38 849,3	40 378,5	38 504,6	– 4,6
Chaudière-Appalaches	35 844,8	33 468,5*	33 197,9*	26 479,3*	25 126,2	– 5,1
Mauricie	32 027,8*	41 052,5**	45 923,2	40 768,5*	36 522,1	– 10,4
Cantons-de-l'Est	58 674,8*	55 748,2	57 943,6	58 677,9	57 273,7	– 2,4
Montérégie	73 879,2	77 753,1	72 553,3	67 375,1	71 457,3	6,1
Lanaudière	18 307,2	18 367,6	19 239,5	19 377,7	19 978,4	3,1
Laurentides[1]	131 719,9	135 747,8	136 226,6	135 557,6	125 496,2	– 7,4
Montréal	620 849,2	649 041,1	685 406,6	701 328,2	745 297,7	6,3
Outaouais	64 395,0	62 107,3	65 883,5*	71 032,5	72 867,7	2,6
Abitibi-Témiscamingue	29 980,0	23 966,7	30 047,2*	32 361,9*	33 667,0	4,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	37 216,2	38 924,6	39 643,2	40 705,8	42 190,2	3,6
Manicouagan	18 690,1	18 347,3	19 122,2	16 543,5	17 908,7	8,3
Duplessis[1]	17 676,0*	18 098,0	20 211,3*	19 698,0	16 705,6	– 15,2
Baie-James	7 169,8	7 273,3*	6 667,0*	7 398,3*	7 443,1	0,6
Laval	38 628,4	39 044,1	39 535,5	39 173,9	41 065,7	4,8
Centre-du-Québec	19 020,3	18 686,6	18 553,0	21 357,0*	24 023,2*	12,5
Nunavik	7 774,5	9 379,7	10 572,1	9 150,8	9 954,0	8,8†
Eeyou Istchee	3 340,1	2 451,1	1 989,2*	2 159,2	2 187,6	1,3
Ensemble du Québec	**1 640 561,0**	**1 670 835,0**	**1 747 629,0**	**1 757 953,0**	**1 826 216,0**	**3,9**

* : Coefficient de variation se situant entre 15% et 25% : interpréter avec prudence.
**: Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.
1. En janvier 2011, Tourisme Québec a modifié dans sa réglementation la notion « d'ensemble mobilier ou immobilier ». Ce changement a eu comme impact une diminution de la population enquêtée pour les résidences de tourisme. Par conséquent, les variations observées peuvent provenir, en tout ou en partie, de la modification du règlement et nos estimations pour ces régions ne permettent pas d'en dégager les effets; la prudence est donc de mise dans l'interprétation des données.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*, 2010-2014.

Tableau 9.5

Prix moyen de location, régions touristiques et ensemble du Québec, 2010-2014

Région touristique	2010	2011	2012	2013	2014	Variation 2014/2013
			$			%
Îles-de-la-Madeleine	97	93	100	x	x	x
Gaspésie	88**	85*	91*	x	x	x
Bas-Saint-Laurent	92	92*	100*	105*	100	– 4,6
Québec[1]	125	129	133	132	137	3,7†
Charlevoix	120	117	119	124	128	3,4
Chaudière-Appalaches	96*	95*	93**	90*	90	– 0,4
Mauricie	96**	111**	120*	117*	102*	– 12,4
Cantons-de-l'Est	111*	115	116*	112*	112	– 0,2
Montérégie	103	99	94	92	96	5,0
Lanaudière	95	95	94	99	99	0,0
Laurentides[1]	141	142	144	143	148	2,9
Montréal	126	129	131	132	145	9,9
Outaouais	123	123	125*	131	130	– 1,3
Abitibi-Témiscamingue	93*	86*	99*	108*	114	5,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	91*	94	98	99	102	2,6
Manicouagan	92	86	91*	94	100	5,9
Duplessis[1]	85*	85	92**	102*	112	9,5
Baie-James	85*	87*	82**	100**	106	5,7
Laval	104	106	104	105	108	2,8
Centre-du-Québec	98*	92	88*	108*	113*	4,8
Nunavik	192	188	194	195	197	0,9†
Eeyou Istchee	137	119	113*	122*	139	14,1
Ensemble du Québec	**117**	**119**	**121**	**123**	**130**	**5,1**

* : Coefficient de variation se situant entre 15 % et 25 % : interpréter avec prudence.
** : Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.
1. En janvier 2011, Tourisme Québec a modifié dans sa réglementation la notion « d'ensemble mobilier ou immobilier ». Ce changement a eu comme impact une diminution de la population enquêtée pour les résidences de tourisme. Par conséquent, les variations observées peuvent provenir, en tout ou en partie, de la modification du règlement et nos estimations pour ces régions ne permettent pas d'en dégager les effets; la prudence est donc de mise dans l'interprétation des données.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*, 2010-2014.

10. Santé

par Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le découpage géographique utilisé dans ce chapitre est celui des régions sociosanitaires telles qu'elles ont été délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005. Deux différences sont à considérer entre ce découpage et celui des régions administratives : dans les régions sociosanitaires, 1) la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule région et 2) le Nord-du-Québec est divisé en trois régions, soit le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James1[1].

Ce chapitre présente d'abord des statistiques sur la proportion de la population inscrite à un médecin de famille dans les régions sociosanitaires du Québec. Par la suite, il dresse un portrait statistique de l'offre de services dans le système de santé québécois en s'appuyant sur des données relatives au personnel de la santé et sa répartition selon les grandes catégories professionnelles dans chaque région sociosanitaire.

10.1 Inscription auprès d'un médecin de famille[2]

L'inscription auprès d'un médecin de famille est volontaire et il n'est pas nécessaire d'être inscrit pour recevoir des services médicaux. Une personne peut consulter un médecin de famille sans être inscrite auprès d'un médecin de famille. Elle peut aussi recevoir des services médicaux de médecins pour lesquels l'inscription de clientèle ne s'applique pas (par exemple, un médecin spécialiste ou un omnipraticien non participant au régime d'assurance-maladie). Dans ce cas, la personne est exclue des données présentées dans cette section, mais elle fait tout de même partie du dénominateur.

Il est important de souligner que, même s'il peut témoigner de l'accès à un médecin de famille, le taux d'inscription n'équivaut pas à la proportion de personnes ayant accès à des services médicaux. De plus, le taux de non-inscription obtenu par la différence inclut ceux qui ne souhaitent pas être inscrits auprès d'un médecin de famille, ceux qui n'en ressentent pas le besoin ou encore ceux qui ont accès à des services médicaux sans être inscrits. Précisons que les ratios sont calculés à partir du nombre total de personnes inscrites selon le territoire de résidence, divisé par la population totale de ce territoire.

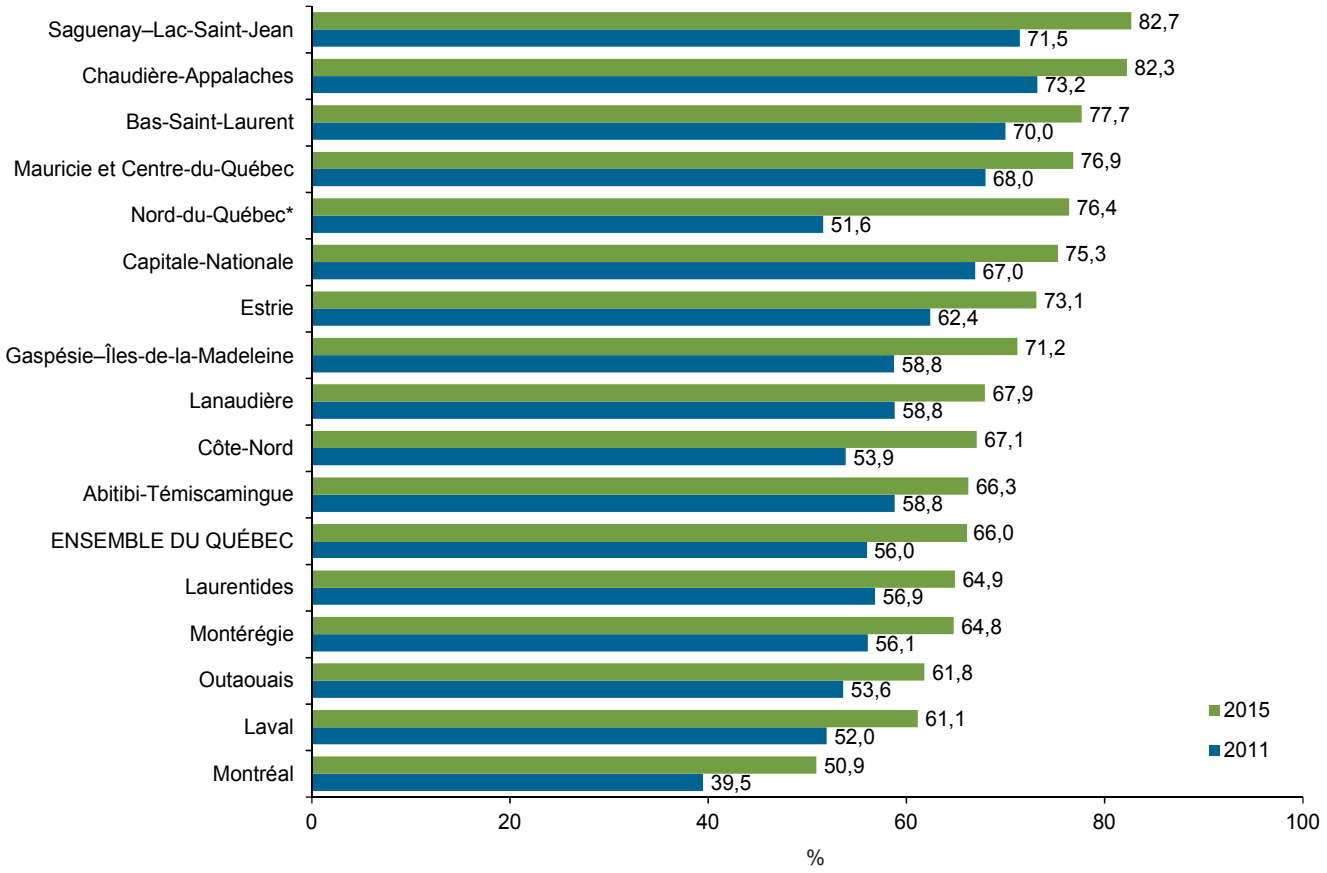
Au 1er janvier 2015, près des deux tiers de l'ensemble de la population québécoise étaient inscrits auprès d'un médecin de famille (figure 10.1.1). Par rapport à 2011, cela représente une augmentation de 18 %. À l'échelle des régions sociosanitaires, on note des différences tant dans les proportions de personnes inscrites à un médecin de famille que dans la croissance de ces proportions au cours des quatre dernières années. Les régions de Saguenay–Lac-Saint-Jean et de Chaudière-Appalaches arrivent en tête pour ce qui est des inscriptions en 2015 avec des taux dépassant les 80 %. Suivent les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Mauricie et du Centre-du-Québec, des régions regroupées du Nord-du-Québec et de la Capitale-Nationale où plus des trois quarts de la population sont inscrits à un médecin de famille. À l'inverse, c'est la région de Montréal qui ressort avec le plus faible taux d'inscription. Certaines régions périphériques de Montréal, comme Laval, la Montérégie et les Laurentides, sont parmi celles qui comptent les plus faibles taux d'inscription, avec l'Outaouais.

Par rapport à 2011, une croissance du taux d'inscription est observée dans toutes les régions sociosanitaires. Dans les régions regroupées du Nord-du-Québec, le taux d'inscription à un médecin de famille s'est accru de 48,1 % en quatre ans, soit la plus forte augmentation au Québec. Montréal arrive deuxième quant à la croissance du taux d'inscription entre 2011 et 2015, avec une hausse de 29 %. Mais malgré cette évolution, la population montréalaise est, proportionnellement, celle qui compte encore le moins de personnes inscrites à un médecin de famille.

1. Dans cette section, les trois régions sociosanitaires Nord-du-Québec, Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James sont regroupées sous la désignation *Nord-du-Québec,* pour des raisons statistiques.
2. Pour la définition d'un médecin de famille, voir la section Concepts et définitions, à la fin de ce document.

Figure 10.1.1

Proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2011 et 2015



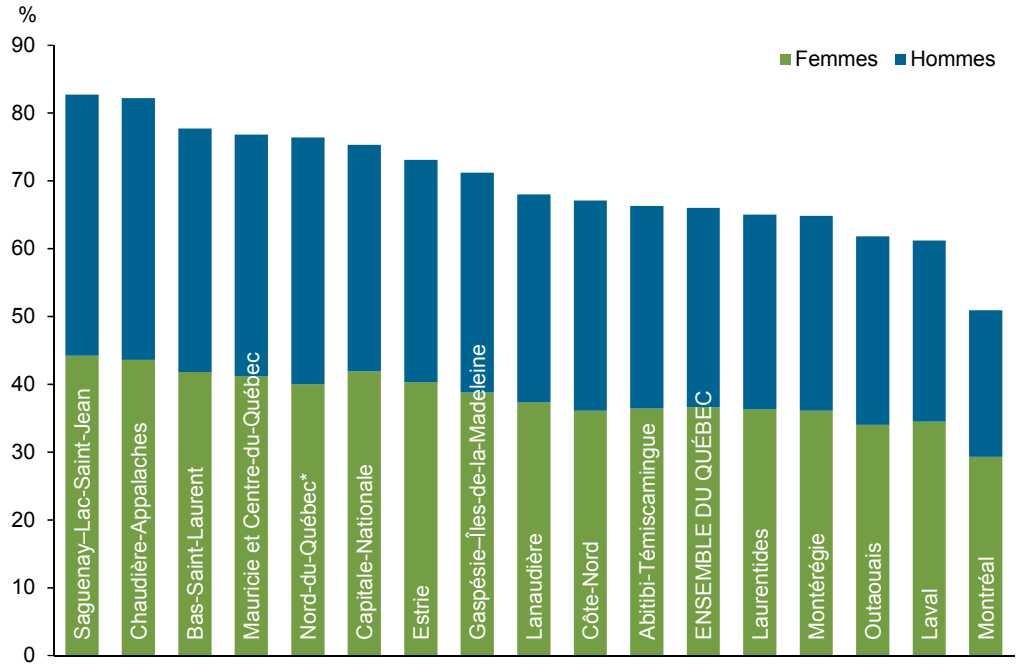
* Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.
Note : Le ratio correspond au nombre de personnes inscrites auprès d'un médecin de famille au 1er janvier de l'année divisé par la population totale du Québec.
Source : Régie de l'assurance maladie du Québec; compilation par le ministère de la Santé et des Services sociaux, 2015.

Dans l'ensemble du Québec, le taux d'inscription auprès d'un médecin de famille est plus élevé chez les femmes que chez les hommes, soit 36,6 % de la population totale contre 29,4 %, un écart de 7,2 points de pourcentage. Dans toutes les régions sociosanitaires, la proportion de femmes inscrites est supérieure à celle des hommes (figure 10.1.2). On remarque toutefois que l'écart varie selon les régions. C'est dans les régions éloignées des grands centres (régions regroupées du Nord-du-Québec, Côte-Nord, Saguenay–Lac-Saint-Jean, Bas-Saint-Laurent) ou intermédiaires (Chaudière-Appalaches, Mauricie et Centre-du-Québec) que les taux d'inscription des hommes et des femmes tendent le plus vers l'égalité. À l'inverse, les différences les plus importantes ressortent dans les régions de la Capitale-Nationale, de Laval, de Montréal et des Laurentides. Il faut préciser que dans presque toutes ces régions le rapport de féminité est plus élevé que celui de l'ensemble du Québec[3], ce qui peut fournir un facteur d'explication à ces observations. Seule la région des Laurentides fait exception, les femmes y étant aussi nombreuses que les hommes.

3. Le rapport de féminité se définit par le nombre de femmes pour 100 hommes. Voir la section Démographie, page 23.

Figure 10.1.2

Proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille, selon le sexe, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2015



* Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Note : Le ratio correspond au nombre de personnes inscrites auprès d'un médecin de famille au 1er janvier de l'année divisé par la population totale du Québec.

Source : Régie de l'assurance maladie du Québec; compilation par le ministère de la Santé et des Services sociaux, 2015.

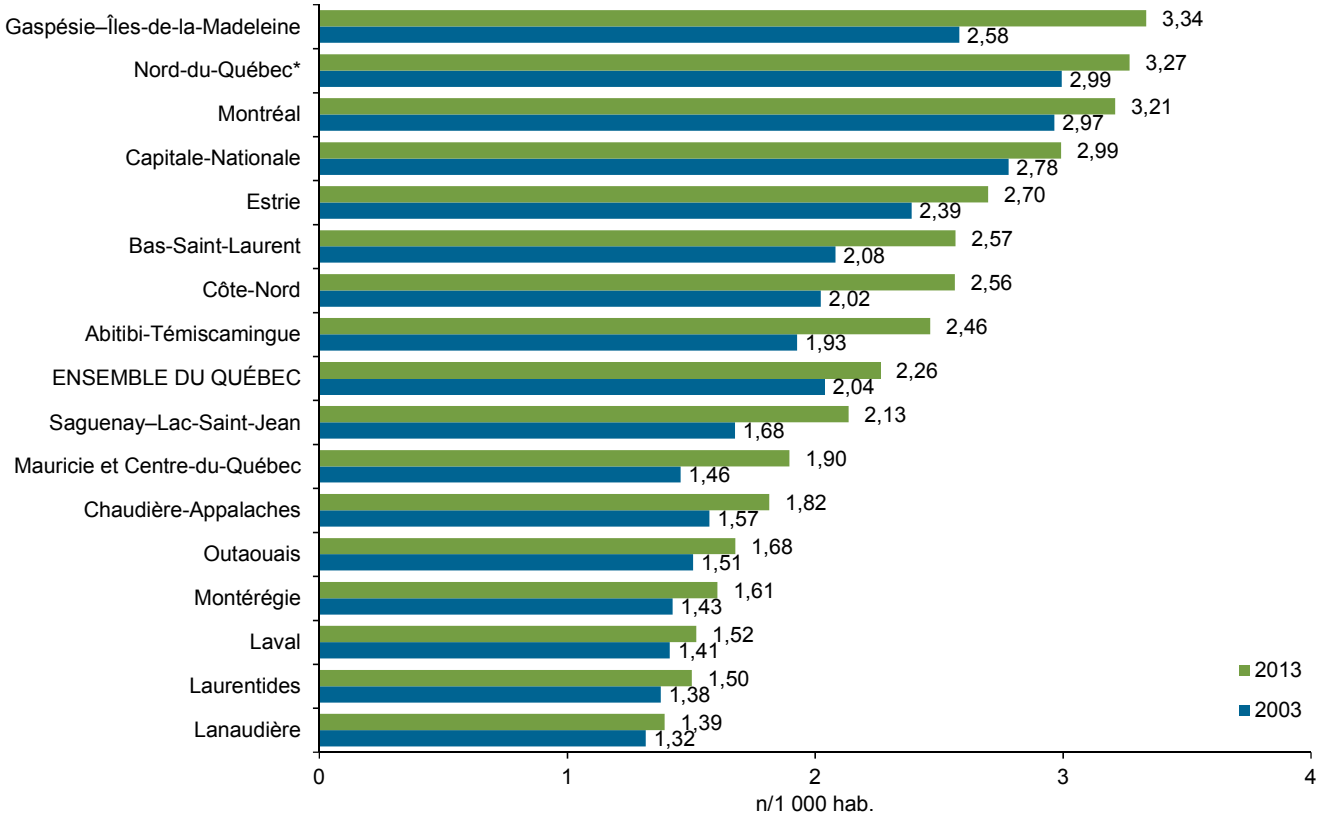
10.2 Personnel de la santé

Médecins omnipraticiens et spécialistes

Au Québec, en 2013, on compte 18 455 médecins, dont 8 720 omnipraticiens et 9 735 médecins spécialistes. Cela représente un ratio de 2,26 médecins pour 1 000 habitants, soit 1,07 omnipraticien et 1,19 spécialiste[4]. Des variations sont observées entre les régions sociosanitaires quant au ratio de médecins par habitant. Le nombre le plus élevé de médecins pour 1 000 habitants est enregistré en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, suivie du regroupement des régions du Nord-du-Québec. Dans les régions de Montréal et de la Capitale-Nationale, des taux relativement élevés de médecins sont également notés. À l'autre bout du spectre, on retrouve les quatre régions des ceintures nord et sud de Montréal. Les régions de Lanaudière, des Laurentides et de Laval affichent les plus faibles ratios de médecins, suivies de la Montérégie. La faible concentration de médecins dans ces régions s'explique par la proximité de Montréal où la disponibilité des ressources et équipements en santé est plus grande.

Figure 10.2.1

Nombre de médecins pour 1 000 habitants, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2003 et 2013



* Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.
Source : Régie de l'assurance maladie du Québec, 2015.

Entre 2003 et 2013, soit sur une période de dix ans, le ratio de médecins pour 1 000 habitants a connu une hausse dans toutes les régions sociosanitaires du Québec (figure 10.2.1). La région sociosanitaire de la Mauricie et du Centre-du-Québec présente un accroissement du ratio particulièrement élevé, attribuable à la hausse du nombre de médecins plus rapide que celle de la population. Outre cette région, les plus fortes croissances concernent des régions éloignées des grands centres,

4. Pour plusieurs raisons, les ratios médecins/population par région ne doivent pas être interprétés comme des indicateurs d'accès aux services médicaux de la région analysée. Parmi ces raisons, la principale tient au fait que les populations de plusieurs régions reçoivent une partie importante des services qui leur sont fournis de médecins d'une région autre que celle dans laquelle résident ces populations. C'est le cas notamment des populations des régions situées en périphérie de Montréal et de Québec.

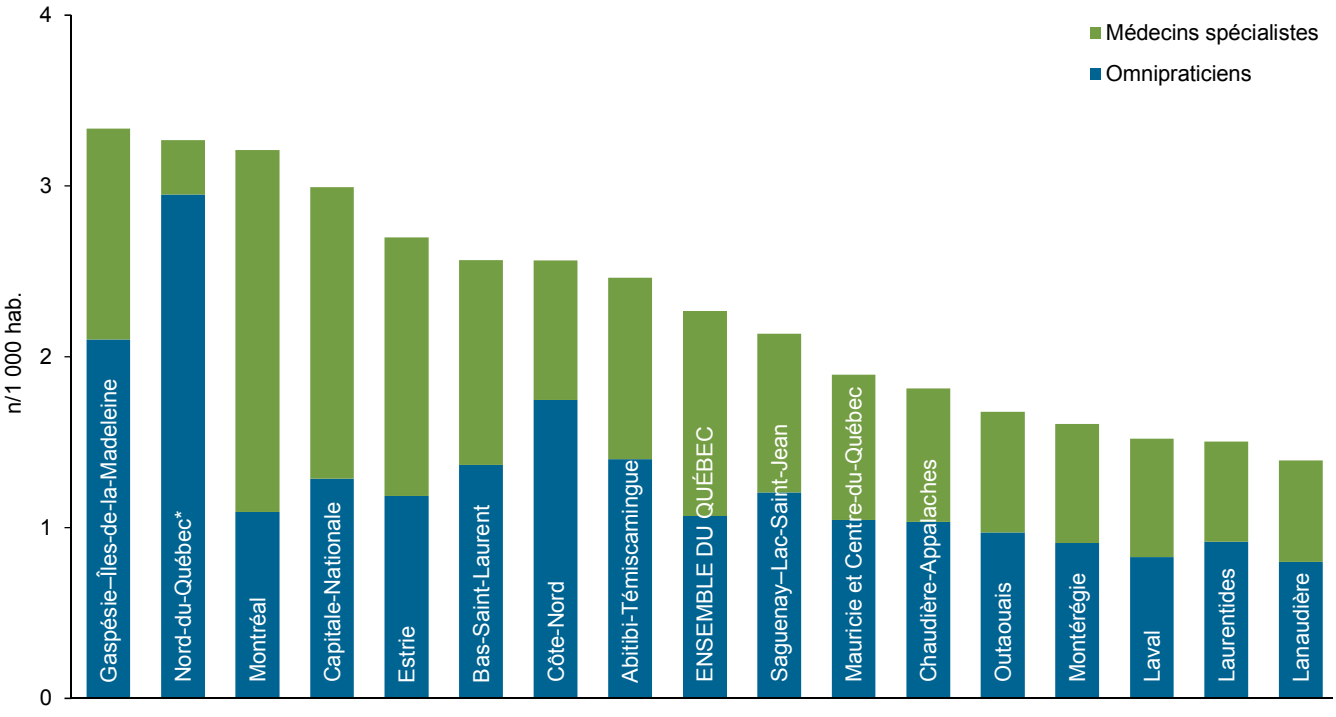
soit dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, de l'Abitibi-Témiscamingue, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Côte-Nord et du Bas-Saint-Laurent. En plus de présenter une croissance démographique faible ou négative, ces régions se distinguent par un vieillissement plus rapide de la population, ce qui peut se traduire par des besoins accrus en services de santé. En contrepartie, les régions de Lanaudière, de Laval et de la Capitale-Nationale connaissent les plus faibles croissances du nombre de médecins pour 1 000 habitants.

Entre 2009 et 2013, l'augmentation du nombre de médecins au Québec provient davantage de l'accroissement du nombre de spécialistes (tableau 10.2.1). Dans presque toutes les régions sociosanitaires, le nombre de spécialistes varie suivant une croissance supérieure à celle des omnipraticiens. Deux régions font exception : la Côte-Nord et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, où ce sont les omnipraticiens qui ont le plus augmenté leur effectif. Pour ce qui est des spécialistes, on note la plus forte croissance dans la région des Laurentides.

La répartition de l'effectif selon la catégorie de médecins révèle de fortes disparités régionales. Dans le regroupement des régions du Nord-du-Québec, le ratio d'omnipraticiens est largement supérieur à celui de l'ensemble du Québec, soit 2,95 pour 1 000 habitants, comparativement à 1,07 pour 1 000 habitants à l'échelle québécoise (figure 10.2.2). En contrepartie, cette région accueille le plus faible ratio de médecins spécialistes de toutes les régions du Québec (0,32 pour 1 000 habitants). Par contraste avec les régions regroupées du Nord-du-Québec, la région de Montréal est celle qui compte le plus grand ratio de médecins spécialistes. En fait, elle est la seule région à compter plus de deux médecins spécialistes pour 1 000 habitants. Cette densité de médecins spécialistes s'explique par le fait que la métropole dispose d'une forte concentration d'équipements hautement spécialisés et d'infrastructures de pointe. Dans les régions périphériques de Montréal, les spécialistes sont légèrement moins nombreux que les médecins omnipraticiens. En revanche, ces derniers prédominent dans les régions éloignées des grands centres, telles que la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et la Côte-Nord, tout comme dans les régions regroupées du Nord-du-Québec.

Figure 10.2.2

Nombre de médecins pour 1 000 habitants selon la catégorie, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2013



* Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.
Source : Régie de l'assurance maladie du Québec, 2015.
Note : Le ratio correspond au nombre de médecins inscrits à la RAMQ divisé par la population totale du Québec au 1er juillet.

L'analyse de la répartition des médecins selon le sexe permet de voir que le fossé entre les hommes et les femmes tend à se combler, mais cette tendance s'avère plus rapide du côté des omnipraticiens que des spécialistes. Entre 2003 et 2013, la proportion de médecins féminins est passée de 37 % à 46 %. Si l'on considère uniquement les omnipraticiens, les femmes en représentaient 43 % en 2003, comparativement à 53 % dix ans plus tard (figure 10.2.3). C'est en 2010 que la parité était atteinte dans l'effectif des omnipraticiens. Du côté des spécialistes, la croissance de la proportion des femmes est continue, même si elles demeurent moins nombreuses. En 2003, 30 % des spécialistes étaient des femmes, alors qu'elles sont 39 % en 2013. Le taux de croissance annuel moyen pour ces dix années est de 2,7 %.

Figure 10.2.3

Évolution des proportions de l'effectif des médecins selon le sexe et la catégorie, ensemble du Québec, de 2003 à 2013

Source : Régie de l'assurance maladie du Québec, 2015.

Personnel infirmier

Au Québec, le personnel infirmier du réseau de la santé et des services sociaux compte, en 2013-2014, 112 973 personnes, comprenant des infirmières, des infirmières cliniciennes et praticiennes, des infirmières auxiliaires et des préposées aux bénéficiaires[5], soit près de 14 pour 1 000 habitants (tableau 10.2.2). En examinant les données pondérées par la démographie des régions sociosanitaires, on remarque que les effectifs les plus nombreux se trouvent dans quatre régions sociosanitaires, dont deux régions éloignées des grands centres et deux régions centrales. Le regroupement des régions du Nord-du-Québec arrive en tête, suivi de Montréal, de la Capitale-Nationale et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Ces quatre régions disposent en 2013-2014 de plus de 17 travailleurs pour 1 000 habitants. Les régions adjacentes à la région montréalaise comme Laval, Lanaudière et la Montérégie ressortent comme celles où le personnel infirmier est le moins nombreux.

Entre 2009-2010 et 2013-2014, à l'échelle du Québec, le personnel du réseau de la santé et des services sociaux a connu une augmentation de 6,5 % ou, sur la base du nombre de l'effectif pour 1 000 habitants, de 2,4 %. Des disparités sont constatées entre les régions sociosanitaires. La plus forte croissance touche l'Outaouais en plus de deux régions voisines de Montréal, soit les Laurentides et la Montérégie. Les régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec ainsi que l'Estrie affichent également

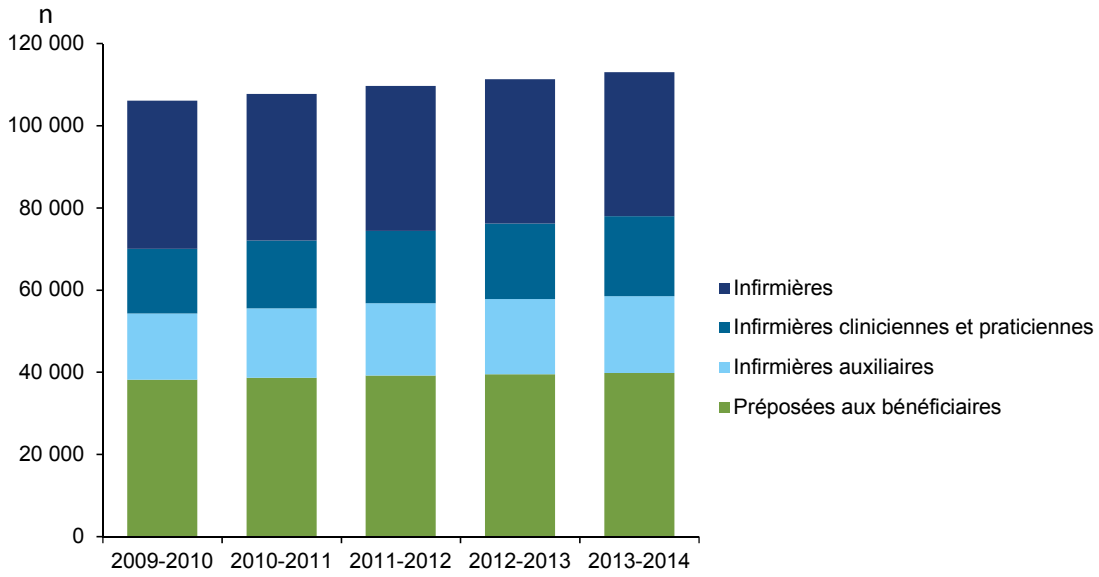
5. Bien que regroupant une grande majorité de femmes, les données sur les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires incluent également les hommes.

des taux de variation relativement élevés. Une seule région, la Côte-Nord, a vu une réduction de son personnel infirmier. En considérant le nombre pour 1 000 habitants, l'écart entre 2013-2014 et 2009-2010 est négatif dans les régions regroupées du Nord-du-Québec, de Laval, de Chaudière-Appalaches, de la Capitale-Nationale et de la Côte-Nord.

Les quatre catégories du personnel infirmer se répartissent ainsi[6] : les infirmières qui représentent 31 % de l'effectif total pour le Québec, les infirmières cliniciennes et praticiennes et les infirmières auxiliaires (17 % chacun de ces deux groupes) et enfin les préposées aux bénéficiaires, les plus nombreux avec 35 %. La figure 10.2.4 montre les variations dans la croissance du personnel infirmier selon les catégories entre 2009-2010 et 2013-2014. Le groupe des infirmières cliniciennes et des infirmières praticiennes est la catégorie qui a connu la plus grande croissance. Les infirmières auxiliaires ont, elles aussi, connu une augmentation importante de leur effectif. Par contre, le nombre d'infirmières a diminué de 3 %, passant de 36 087 à 35 011. Quant aux préposées aux bénéficiaires, leur nombre a augmenté un peu moins rapidement que l'ensemble du personnel infirmier.

Figure 10.2.4

Effectif du réseau de la santé et des services sociaux selon certaines catégories du personnel infirmier, ensemble du Québec, 2009-2010 et 2013-2014[1]



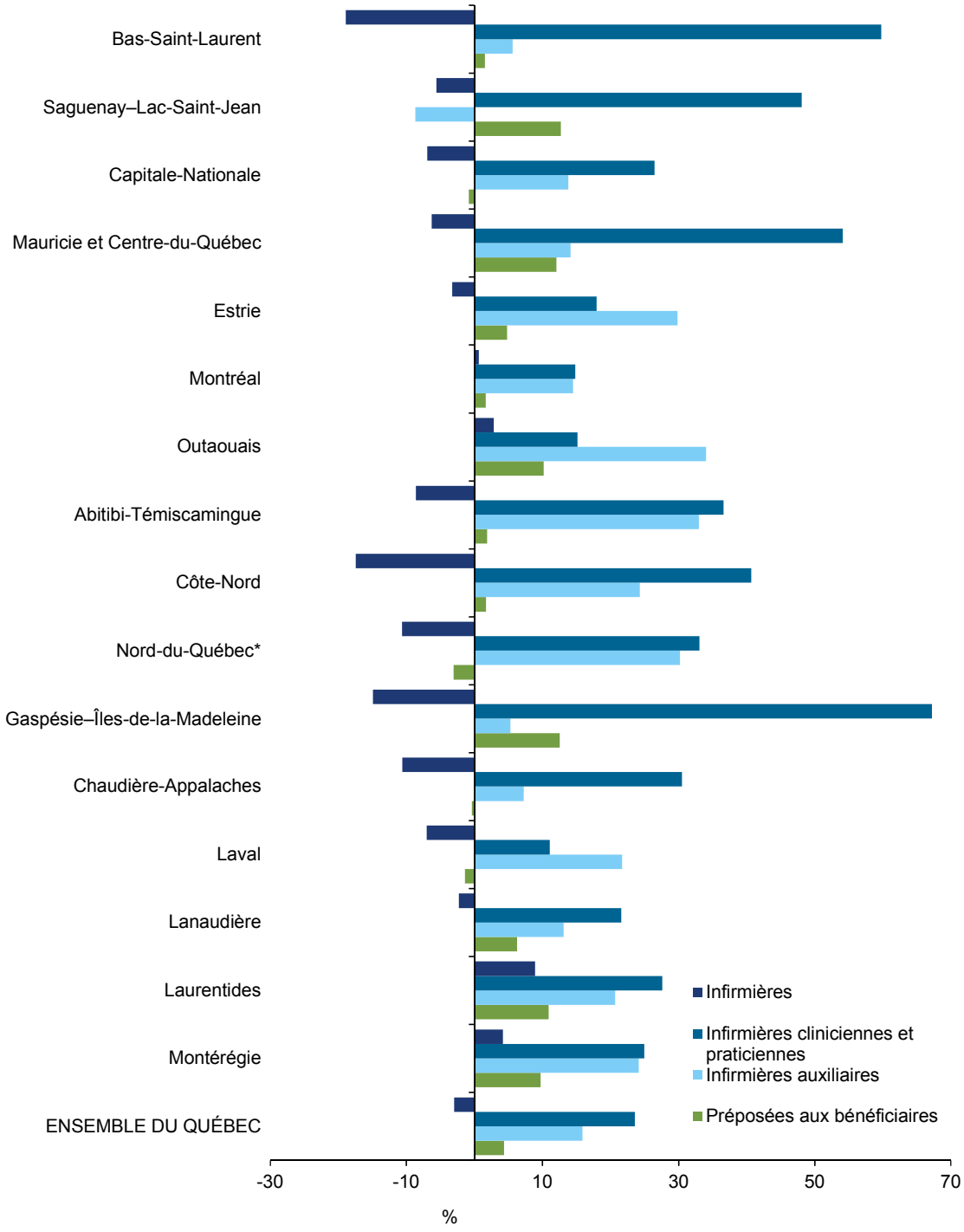
Note : Bien que regroupant une grande majorité de femmes, les données sur les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires incluent également les hommes.
1. Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).
Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2015.

Les variations dans la composition du personnel infirmier ont suivi des tendances différentes d'une région à l'autre. Si dans la plupart des régions le personnel infirmier s'est accru entre 2009-2010 et 2013-2014, cette croissance est particulièrement prononcée chez les infirmières cliniciennes et praticiennes. Celles-ci se démarquent par des taux de croissance plus élevés que les autres catégories du personnel infirmier, et ce, dans presque toutes les régions (figure 10.2.5). Seule la région de l'Outaouais se démarque par la croissance du nombre d'infirmières auxiliaires qui dépasse celui des infirmières cliniciennes et praticiennes. Dans les régions qui accusent un recul de l'ensemble de l'effectif infirmier, la diminution du nombre d'infirmières, enregistrée de façon générale à travers l'ensemble du Québec, se manifeste plus fortement. C'est notamment le cas de la Côte-Nord, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du regroupement des régions du Nord-du-Québec et de la Capitale-Nationale. En ce qui a trait aux préposées aux bénéficiaires, leur nombre a augmenté de façon modérée dans la majorité des régions sociosanitaires. Les régions de la Capitale-Nationale, de Laval, de Chaudière-Appalaches et le regroupement des régions du Nord-du-Québec font exception en accusant un recul de cette catégorie de personnel.

6. Pour les définitions des catégories de personnel, voir la section Concepts et définitions, à la fin de ce document.

Figure 10.2.5

Variation dans l'effectif de certaines catégories du personnel infirmier, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2009-2010 à 2013-2014



* Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.
Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2015.

Références

BANQUE DE DONNÉES DES STATISTIQUES OFFICIELLES SUR LE QUÉBEC (2015). Les indicateurs de l'occupation et de la vitalité des territoires. *Proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille*.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (2015). *Professionnels rémunérés par la Régie de l'assurance maladie du Québec (médecins, pharmaciens, etc.) – 1998 à 2013.*

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (2015). *L'effectif du réseau de la santé et des services sociaux.*

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (2013). *Portrait sommaire de l'effectif du réseau de la santé et des services sociaux, 2013*.

Informations statistiques complémentaires

Des données régionales détaillées sur le nombre de médecins et l'effectif du réseau de la santé et des services sociaux selon certaines catégories du personnel infirmier sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 10.2.1

Nombre de médecins, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2009 et 2013

	Nombre de médecins[1]			Nombre pour 1 000 habitants[2]		
	2009	2013	Variation[3] 2013/2009	2009	2013	Écart 2013-2009
	n		%	n pour 1 000 habitants		point pour 1 000
Bas-Saint-Laurent	**477**	**515**	**8,0**	**2,37**	**2,57**	**0,20**
Omnipraticiens	271	274	1,1	1,35	1,37	0,02
Spécialistes	206	241	17,0	1,02	1,20	0,18
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**521**	**593**	**13,8**	**1,89**	**2,13**	**0,24**
Omnipraticiens	299	335	12,0	1,09	1,21	0,12
Spécialistes	222	258	16,2	0,81	0,93	0,12
Capitale-Nationale	**2 014**	**2 173**	**7,9**	**2,91**	**2,99**	**0,08**
Omnipraticiens	873	934	7,0	1,26	1,29	0,03
Spécialistes	1 141	1 239	8,6	1,65	1,71	0,06
Mauricie et Centre-du-Québec	**847**	**957**	**13,0**	**1,71**	**1,90**	**0,19**
Omnipraticiens	475	527	10,9	0,96	1,04	0,08
Spécialistes	372	430	15,6	0,75	0,85	0,10
Estrie	**781**	**859**	**10,0**	**2,54**	**2,70**	**0,16**
Omnipraticiens	360	377	4,7	1,17	1,18	0,01
Spécialistes	421	482	14,5	1,37	1,51	0,14
Montréal	**5 842**	**6 306**	**7,9**	**3,09**	**3,21**	**0,12**
Omnipraticiens	2 026	2 144	5,8	1,07	1,09	0,02
Spécialistes	3 816	4 162	9,1	2,02	2,12	0,10
Outaouais	**567**	**639**	**12,7**	**1,57**	**1,68**	**0,11**
Omnipraticiens	333	370	11,1	0,92	0,97	0,05
Spécialistes	234	269	15,0	0,65	0,71	0,06
Abitibi-Témiscamingue	**321**	**364**	**13,4**	**2,20**	**2,46**	**0,26**
Omnipraticiens	185	207	11,9	1,27	1,40	0,13
Spécialistes	136	157	15,4	0,93	1,06	0,13
Côte-Nord	**231**	**245**	**6,1**	**2,42**	**2,56**	**0,14**
Omnipraticiens	156	167	7,1	1,63	1,75	0,12
Spécialistes	75	78	4,0	0,79	0,82	0,03
Nord-du-Québec[4]	**130**	**144**	**10,8**	**3,10**	**3,27**	**0,17**
Omnipraticiens	119	130	9,2	2,84	2,95	0,11
Spécialistes	11	14	27,3	0,26	0,32	0,06
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**287**	**311**	**8,4**	**3,03**	**3,34**	**0,31**
Omnipraticiens	180	196	8,9	**1,90**	2,10	**0,20**
Spécialistes	107	115	7,5	**1,13**	1,23	**0,10**
Chaudière-Appalaches	**671**	**759**	**13,1**	**1,65**	**1,82**	**0,17**
Omnipraticiens	391	432	10,5	0,96	1,03	0,07
Spécialistes	280	327	16,8	0,69	0,78	0,09
Laval	**568**	**634**	**11,6**	**1,45**	**1,52**	**0,07**
Omnipraticiens	322	345	7,1	0,82	0,83	0,01
Spécialistes	246	289	17,5	0,63	0,69	0,06

Tableau 10.2.1 (suite)

Nombre de médecins, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2009 et 2013

	Nombre de médecins[1]			Nombre pour 1 000 habitants[2]		
	2009	2013	Variation[3] 2013/2009	2009	2013	Écart 2013-2009
	n		%	n pour 1 000 habitants		point pour 1 000
Lanaudière	**584**	**680**	**16,4**	**1,26**	**1,39**	**0,13**
Omnipraticiens	344	390	13,4	0,74	0,80	0,06
Spécialistes	240	290	20,8	0,52	0,59	0,07
Laurentides	**718**	**872**	**21,4**	**1,31**	**1,50**	**0,19**
Omnipraticiens	461	532	15,4	0,84	0,92	0,08
Spécialistes	257	340	32,3	0,47	0,59	0,12
Montérégie	**2 128**	**2 404**	**13,0**	**1,48**	**1,61**	**0,13**
Omnipraticiens	1247	1360	9,1	0,87	0,91	0,04
Spécialistes	881	1044	18,5	0,61	0,70	0,09
Ensemble du Québec	**16 687**	**18 455**	**10,6**	**2,13**	**2,26**	**0,13**
Omnipraticiens	8 042	8 720	8,4	1,03	1,07	0,04
Spécialistes	8 645	9 735	12,6	1,10	1,19	0,09

1. Dans les statistiques, seuls les médecins ayant reçu de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au moins un paiement pour des services médicaux rendus durant l'année visée sont pris en compte.
2. Calculé pour l'ensemble du personnel concerné par rapport à la population au 1er juillet de chaque année financière.
3. Les variations relatives au nombre de médecins sont données en pourcentage, tandis que les écarts entre les nombres pour 1 000 habitants sont en points pour 1 000.
4. Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2015.

Tableau 10.2.2

Personnel infirmier du réseau de la santé et des services sociaux, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2009-2010 et 2013-2014[1]

	Personnel infirmier[2]			Nombre pour 1 000 habitants[3]		
	2009-2010	2013-2014	Variation[4] 2013-14/2009-10	2009-2010	2013-2014	Écart 2013-14/2009-10
	n		%	n pour 1 000 habitants		point pour 1 000
Bas-Saint-Laurent	3 005	3 030	0,8	14,92	15,10	0,18
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 897	4 076	4,6	14,15	14,67	0,52
Capitale-Nationale	12 840	13 260	3,3	18,54	18,26	– 0,28
Mauricie et Centre-du-Québec	6 573	7 190	9,4	13,27	14,24	0,97
Estrie	4 862	5 231	7,6	15,80	16,43	0,63
Montréal	34 516	36 385	5,4	18,29	18,52	0,23
Outaouais	3 524	3 966	12,5	9,75	10,42	0,67
Abitibi-Témiscamingue	2 100	2 239	6,6	14,41	15,16	0,75
Côte-Nord	1 260	1 253	– 0,6	13,19	13,11	– 0,08
Nord-du-Québec[5]	870	874	0,5	20,76	19,83	– 0,93
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 614	1 658	2,7	17,05	17,78	0,73
Chaudière-Appalaches	4 851	4 903	1,1	11,93	11,73	– 0,20
Laval	3 618	3 705	2,4	9,22	8,88	– 0,34
Lanaudière	4 248	4 535	6,8	9,20	9,29	0,09
Laurentides	5 125	5 854	14,2	9,35	10,09	0,74
Montérégie	13 202	14 814	12,2	9,20	9,90	0,70
Ensemble du Québec	**106 105**	**112 973**	**6,5**	**13,53**	**13,85**	0,32

Note: Bien que regroupant une grande majorité de femmes, les données sur les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires incluent également les hommes.

1. Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars). L'effectif du réseau de la santé et des services sociaux comprend uniquement certaines catégories du personnel infirmier: les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires.
2. Le nombre de personnes à l'emploi du réseau au 31 mars de l'année. Les personnes occupant plus d'un emploi au 31 mars sont comptabilisées une seule fois, en priorisant selon le statut (d'abord temps complet régulier, puis temps partiel régulier et ensuite temps partiel occasionnel), et, pour un même statut, selon l'équivalent temps complet (ETC) (MSSS, 2012).
3. Calculé pour l'ensemble du personnel infirmier par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.
4. Les variations relatives au personnel infirmier sont données en pourcentage, tandis que les écarts entre les nombres pour 1 000 habitants sont en points pour 1 000.
5. Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2015.

Tableau 10.2.3

Effectif[1] du réseau de la santé et des services sociaux selon certaines catégories du personnel infirmier[2], régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2013-2014

	Infirmières	Infirmières cliniciennes et praticiennes	Infirmières auxiliaires	Préposées aux bénéficiaires	Total	Personnel infirmier
			n			n pour 1 000 habitants[3]
Bas-Saint-Laurent	979	556	583	912	3 030	15,10
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 553	699	779	1 045	4 076	14,67
Capitale-Nationale	4 578	2 738	1 823	4 121	13 260	18,26
Mauricie et Centre-du-Québec	2 419	1 005	1 300	2 466	7 190	14,24
Estrie	1 661	847	931	1 792	5 231	16,43
Montréal	10 688	6 916	5 392	13 389	36 385	18,52
Outaouais	1 088	661	744	1 473	3 966	10,42
Abitibi-Témiscamingue	722	347	403	767	2 239	15,16
Côte-Nord	503	166	230	354	1 253	13,11
Nord-du-Québec[4]	336	165	56	317	874	19,83
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	612	194	359	493	1 658	17,78
Chaudière-Appalaches	1 574	770	944	1 615	4 903	11,73
Laval	954	753	583	1 415	3 705	8,88
Lanaudière	1 323	704	784	1 724	4 535	9,29
Laurentides	1 674	772	1 224	2 184	5 854	10,09
Montérégie	4 347	2 181	2 520	5 766	14 814	9,90
Ensemble du Québec	**35 011**	**19 474**	**18 655**	**39 833**	**112 973**	**13,85**

Note: Bien que regroupant une grande majorité de femmes, les données sur les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires incluent également les hommes.

1. Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars). L'effectif du réseau de la santé et des services sociaux comprend uniquement certaines catégories du personnel infirmier: les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires.
2. Le nombre de personnes à l'emploi du réseau au 31 mars de l'année. Les personnes occupant plus d'un emploi au 31 mars sont comptabilisées une seule fois, en priorisant selon le statut (d'abord temps complet régulier, puis temps partiel régulier et ensuite temps partiel occasionnel), et, pour un même statut, selon l'équivalent temps complet (ETC) (MSSS, 2012).
3. Calculé pour l'ensemble du personnel infirmier par rapport à la population au 1er juillet de chaque année financière.
4. Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2015.

11. Éducation

par Suzanne Asselin, Direction des statistiques sociodémographiques

11.1 Niveau de scolarité[1]

Cette section dresse un bilan du niveau de scolarité de la population québécoise en 2014 à partir des données de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada. La population analysée est âgée de 25 à 64 ans, soit celle regroupant les personnes qui ont généralement obtenu leur formation initiale et qui forment le principal contingent de la population active. Cette tranche d'âge présente aussi l'avantage d'atténuer partiellement les effets de structure par âge lorsque l'on procède aux comparaisons interrégionales.

Le plus haut niveau de scolarité est défini à partir du plus haut certificat obtenu par la personne. Ce concept renvoie à une hiérarchie des attestations d'études. Toutefois, Statistique Canada précise à ce sujet que « dans un certain nombre de cas, les niveaux ne sont pas entièrement hiérarchiques si l'on compare les programmes de différents types d'établissement[2] ». De plus, notons que la notion de hiérarchie peut s'avérer problématique chez les diplômés d'une école de métiers. En effet, un diplôme professionnel peut être soit obtenu dans le cadre d'un programme d'études secondaires ou soit après l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.

La première catégorie, « aucun diplôme », regroupe les personnes n'ayant pas complété minimalement le diplôme d'études secondaires. La catégorie « certificat, diplôme ou grade universitaire » inclut le « certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat », le « baccalauréat » et la catégorie « diplôme universitaire supérieur au baccalauréat ». À noter que cette dernière expression comprend le diplôme de maîtrise, de doctorat ainsi que les baccalauréats professionnels tels que le diplôme en médecine. Il importe aussi de soulever la possibilité d'erreur non due à l'échantillonnage résultant du fait que l'EPA soit une enquête basée sur l'autodéclaration des répondants. Ainsi, il est possible que certains répondants aient déclaré le diplôme le plus récent comme étant celui le plus élevé.

Les différences statistiquement significatives ont été évaluées à partir de la méthode des intervalles de confiance calculés à un niveau de 95 %[3]. Des tests ont été menés lorsqu'il y avait un chevauchement partiel entre les intervalles. En raison d'une révision des données de l'enquête et d'un reclassement de personnes entre les deux niveaux de scolarité inférieurs, la série historique révisée est maintenant disponible sur le site Web de l'Institut sous la section « Éducation, formation et milieux de garde – Niveau de scolarité ».

Portrait du profil scolaire des régions administratives du Québec

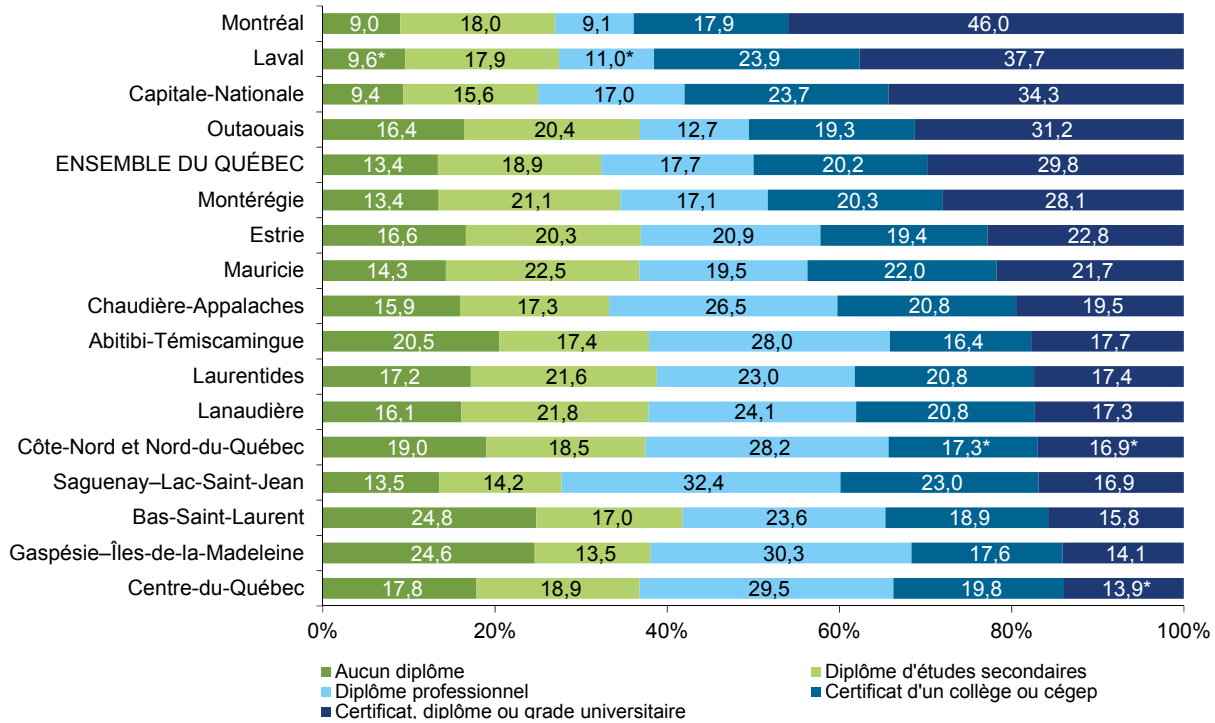
Un bref coup d'œil sur le niveau de scolarité au Québec en 2014 permet de relever des disparités entre les régions administratives (figure 11.1.1), surtout au chapitre de la scolarisation universitaire et de la population n'ayant aucun diplôme. D'un côté, les régions abritant les principaux centres urbains affichent de fortes proportions de leur population ayant obtenu un certificat, diplôme ou grade universitaire à titre de plus haut niveau de scolarité atteint. Montréal présente un profil tout à fait distinct avec près de 50 % de sa population titulaire d'un diplôme universitaire. L'importance du poids démographique des diplômés universitaires habitant sur l'île a notamment pour effet d'augmenter sensiblement la proportion de la population du Québec ayant atteint ce niveau de scolarité[4]. La Capitale-Nationale, Laval et l'Outaouais ont ainsi respectivement 34,3 %, 37,7 % et 31,2 % de leur population de 25 à 64 ans faisant partie de cette catégorie. Fait intéressant, c'est aussi à Montréal, Laval et dans la Capitale-Nationale que l'on observe les plus faibles pourcentages de gens n'ayant pas obtenu au moins le diplôme d'études

1. La mise à jour de ce chapitre s'appuie sur l'analyse rédigée par Marc-André Gauthier dans l'édition 2014 du *Panorama des régions*.
2. Statistique Canada (2011), « Classification du plus haut niveau de scolarité atteint ».
3. L'auteure tient à remercier Marie-Pier Labrie (Direction de la méthodologie et de la qualité) pour le soutien méthodologique.
4. Lorsque l'on exclut Montréal du calcul pour le Québec, on constate que la proportion de la population ayant atteint le niveau universitaire passe de 30 % à 25 % en 2014.

secondaires (autour de 9 %), soit une proportion se situant sous la barre de ce qui est estimé pour l'ensemble du Québec (13,4 %). Ces régions se retrouvent aussi avec des proportions de diplômés de niveau professionnel inférieures à celles des autres régions, ce qui tend à démontrer que Laval, la Capitale-Nationale et Montréal présentent une configuration semblable de la scolarité de leur population.

Figure 11.1.1

Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, régions administratives et ensemble du Québec, 2014



* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
Note : Les différences entre les régions ne sont pas nécessairement significatives.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Pour l'essentiel, le statut de métropole peut expliquer la forte proportion de diplômés universitaires à Montréal. À cet effet, on peut affirmer que Montréal profite de la présence de nombreuses institutions universitaires sur son territoire exerçant une force attractive chez les jeunes et d'un fort afflux d'immigrants (ISQ, 2014[5]) présentant un profil fortement scolarisé (Gauthier, 2014a et 2014b). Les caractéristiques économiques de Montréal représentent autant de facteurs méritant d'être considérés lorsque vient le temps d'interpréter le portrait de cette région.

Par rapport à Montréal, Laval et la Capitale-Nationale, les populations des autres régions québécoises présentent des profils moins scolarisés. Les chiffres sur la diplomation universitaire et la non-diplomation tendent à valider cette observation. Ainsi, les valeurs les plus proches relatives à la proportion de la population ayant obtenu une formation universitaire se retrouvent sous les 30 %, soit notamment en Montérégie (28,1 %), en Estrie (22,8 %) et en Mauricie (21,7 %). C'est sous la limite des 20 % que se retrouvent les autres régions.

Comparativement aux grands centres, les autres régions présentent une plus grande part de leur population qui est « sous-scolarisée ». Avec au moins un individu sur cinq n'étant pas titulaire du diplôme d'études secondaires, l'Abitibi-Témiscamingue (20,5 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (24,6 %) et le Bas-Saint-Laurent (24,8 %) présentent les plus fortes proportions

5. Voir l'annexe 1 de la publication (ISQ, 2014).

d'individus n'ayant aucun diplôme. Au-delà de ces chiffres, il est important de considérer que ces régions se caractérisent par des populations relativement plus âgées[6] et moins scolarisées. Encore une fois, cette situation n'est pas étrangère au fait que plusieurs jeunes quittent leurs régions afin de poursuivre leurs études sans nécessairement opérer de retour une fois leur formation obtenue (voir Leblanc et coll., 2003).

D'une région à l'autre, les pourcentages d'individus détenant un diplôme d'études secondaires ou un diplôme d'études collégiales se retrouvent plutôt près de ce qui est observé pour l'ensemble du Québec (entre 19 % et 20 %)[7]. Une telle proximité statistique ne s'applique toutefois pas du côté des diplômés professionnels. À cet égard, on remarque que six régions affichent des proportions particulièrement élevées de leur population ayant atteint le niveau professionnel : le Saguenay–Lac-Saint-Jean (32,4 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (30,3 %), le Centre-du-Québec (29,5 %), la Côte-Nord et Nord-du-Québec (28,2 %), l'Abitibi-Témiscamingue (28,0 %) et la région de Chaudière-Appalaches (26,5 %). Cette situation contraste plutôt fortement avec ce qui est observé à Montréal et Laval (environ 10 %). Ces fortes proportions reflètent sans doute le fait que ces régions reposent sur des secteurs d'activité nécessitant une main-d'œuvre de niveau professionnel.

Le niveau de scolarité selon le sexe

Au Québec, les hommes se retrouvent plus souvent que les femmes parmi la population non diplômée (15,0 % h; 11,7 % f), une situation qui tend à prévaloir pour la plupart des régions en 2014 (tableau 11.1.1)[8]. Les régions où ces différences entre hommes et femmes peu scolarisés sont les plus prononcées sont l'Outaouais et les Laurentides[9]. Par ailleurs, Montréal et la Capitale-Nationale affichent peu d'écart entre les sexes.

Du côté des diplômés issus du niveau professionnel, les différences entre les sexes apparaissent plus clairement (tableau 11.1.2). Toutes régions confondues, les hommes tendent plus souvent que les femmes à avoir atteint ce niveau de scolarité. Certaines régions présentent des contrastes importants, soit l'Abitibi-Témiscamingue (35,1 % h; 19,9 %* f), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (36,4 % h; 24,3 % f), le Bas-Saint-Laurent (29,4 % h; 17,8 %* f) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (37,9 % h; 26,7 % f). Fait intéressant, c'est dans les régions présentant les plus faibles proportions de diplômés professionnels au Québec que l'on observe les plus minces différences entre les sexes, notamment en Outaouais (14,2 % h; 11,0 % f) ou à Montréal (10,4 % h; 7,8 % f).

Le portrait s'inverse chez la population détenant un certificat, diplôme ou grade universitaire (tableau 11.1.3). En effet, les femmes tendent à être proportionnellement plus nombreuses que les hommes à détenir un diplôme de ce niveau dans l'ensemble du Québec (32,4 % f; 27,2 % h). Les différences entre les proportions sont plus marquées en Abitibi-Témiscamingue (23,3 %* f; 12,9 %* h), en Chaudière-Appalaches (24,2 % f; 14,8 %* h) et en Gaspésie–Îles–de-la-Madeleine (18,5 %* f; 9,5 %* h).

On sait que la grande majorité de la population ayant obtenu une formation universitaire a obtenu le premier grade, soit le baccalauréat. Les femmes sont généralement plus nombreuses que les hommes à être titulaires de ce type de formation (tableau 11.1.4). Dans l'ensemble, environ une personne sur cinq au Québec déclare avoir atteint ce niveau de scolarité en 2014, soit 16,5 % des hommes et 20,1 % des femmes. Montréal (28,3 %), Laval (24,0 %) et la Capitale-Nationale (20,6 %) se retrouvent en haut de l'échelle à ce chapitre. On constate d'ailleurs que la proportion de femmes bachelières de ces régions tend également à être plus élevée par rapport à celles de l'ensemble des régions administratives.

6. Par exemple, parmi la population de 25 à 64 ans, la proportion des personnes âgées de 45 à 64 ans se situe autour de 60 % en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, au Bas-Saint-Laurent, en Mauricie et au Saguenay–Lac-Saint-Jean, alors que celle-ci est de 45 % à Montréal et de 52 % respectivement pour la Capitale-Nationale et Laval (ISQ, Estimation de la population du Québec par groupe d'âge et sexe, au 1er juillet, 1996 à 2014, tableau disponible à l'adresse : [En ligne]. [http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/index.html].
7. Chez les détenteurs d'un diplôme d'études secondaires, un écart un peu plus important est mesuré au Saguenay–Lac-Saint-Jean et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, ces régions affichant une proportion inférieure à la province.
8. Cette proportion plus élevée d'hommes n'ayant aucun diplôme concorde d'ailleurs avec le taux de décrochage scolaire plus élevé des garçons (MELS, 2013).
9. La variabilité due à l'échantillonnage peut expliquer pourquoi l'on retrouve exceptionnellement des proportions de femmes sous-scolarisées supérieures à celles des hommes dans certaines régions et pourquoi seuls l'Outaouais et les Laurentides affichent des différences statistiquement significatives.

Bibliographie

GAUTHIER, Marc-André (2014a). « Regard sur deux décennies d'évolution du niveau de scolarité au Québec à partir de l'Enquête sur la population active », Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 7 p.

GAUTHIER, Marc-André (2014b). « Portrait de la scolarité des immigrants du Québec à partir de l'Enquête nationale auprès des ménages », Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 7 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2014). Le Bilan démographique du Québec. Édition 2014 , Québec, 163 p.

LEBLANC, Patrice, Camil GIRARD, Serge CÔTÉ et Dominique POTVIN (2003). « La migration des jeunes et le développement régional dans le croissant péri-nordique du Québec », Recherches sociographiques, vol. 44, n° 1, p. 35-55.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DES LOISIRS ET DU SPORT, MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE (2013). Indicateurs de l'éducation – Édition 2013, Québec, 150 p.

Tableau 11.1.1

Proportion de la population de 25 à 64 ans n'ayant aucun diplôme selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2014

	Hommes	Femmes	Les deux sexes
	%		
Bas-Saint-Laurent	28,4	21,2*	24,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	13,3	13,8	13,5
Capitale-Nationale	10,2*	8,5*	9,4
Mauricie	14,6*	13,9*	14,3
Estrie	20,2	13,1*	16,6
Montréal	9,3	8,7	9,0
Outaouais†	19,8	13,0	16,4
Abitibi-Témiscamingue	21,3*	19,4*	20,5
Côte-Nord et Nord-du-Québec	17,8*	20,2*	19,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	27,7	21,6	24,6
Chaudière-Appalaches	18,2	13,6*	15,9
Laval	10,3**	8,9**	9,6*
Lanaudière	17,3*	14,9*	16,1
Laurentides†	21,8*	12,3*	17,2
Montérégie	15,5	11,4	13,4
Centre-du-Québec	21,0*	14,6*	17,8
Ensemble du Québec†	**15,0**	**11,7**	**13,4**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation entre 25 % et 33 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† Différence statistiquement significative entre les hommes et les femmes.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 11.1.2

Proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un diplôme professionnel à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2014

	Hommes	Femmes	Les deux sexes
	%		
Bas-Saint-Laurent†	29,4	17,8*	23,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean†	37,9	26,7	32,4
Capitale-Nationale	20,2	13,9*	17,0
Mauricie	22,6	16,2*	19,5
Estrie	23,5	18,2*	20,9
Montréal	10,4	7,8	9,1
Outaouais	14,2	11,0	12,7
Abitibi-Témiscamingue†	35,1	19,9*	28,0
Côte-Nord et Nord-du-Québec	31,4*	24,7*	28,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine†	36,4	24,3	30,3
Chaudière-Appalaches	29,9	23,0	26,5
Laval	13,7*	8,5**	11,0*
Lanaudière	28,4*	19,6*	24,1
Laurentides	25,5*	20,4*	23,0
Montérégie	19,0	15,3	17,1
Centre-du-Québec	32,5*	26,4*	29,5
Ensemble du Québec†	**20,4**	**15,0**	**17,7**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation entre 25 % et 33 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† : Différence statistiquement significative entre les hommes et les femmes.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 11.1.3

Proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un certificat, diplôme ou grade universitaire à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2014

	Hommes	Femmes	Les deux sexes
	%		
Bas-Saint-Laurent	12,2*	19,3*	15,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean†	13,8	20,1	16,9
Capitale-Nationale	32,4	36,3	34,3
Mauricie	21,8	21,9	21,7
Estrie	20,0	25,5	22,8
Montréal	43,9	48,0	46,0
Outaouais	28,5	34,1	31,2
Abitibi-Témiscamingue†	12,9*	23,3*	17,7
Côte-Nord et Nord-du-Québec	13,9**	19,9*	16,9*
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine†	9,5*	18,5*	14,1
Chaudière-Appalaches†	14,8*	24,2	19,5
Laval	36,1*	39,3	37,7
Lanaudière	14,4*	20,2*	17,3
Laurentides	13,7*	21,4*	17,4
Montérégie	25,8	30,3	28,1
Centre-du-Québec	10,0**	18,0*	13,9*
Ensemble du Québec†	**27,2**	**32,4**	**29,8**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation entre 25 % et 33 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† : Différence statistiquement significative entre les hommes et les femmes.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 11.1.4

Proportion de la population de 25 à 64 ans titulaire d'un diplôme de baccalauréat à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2014

	Hommes	Femmes	Les deux sexes
	%		
Bas-Saint-Laurent	8,0**	10,8*	9,4*
Saguenay–Lac-Saint-Jean†	8,0*	14,0	11,0
Capitale-Nationale	18,5	22,6	20,6
Mauricie	14,2*	15,5*	14,8
Estrie	11,3*	14,7*	13,0
Montréal	27,1	29,6	28,3
Outaouais†	15,9	21,4	18,5
Abitibi-Témiscamingue†	7,5**	15,3*	11,0
Côte-Nord et Nord-du-Québec	F	11,5**	9,7*
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine†	6,3**	12,4*	9,4
Chaudière-Appalaches†	9,2*	15,2*	12,2
Laval	23,2*	24,7*	24,0
Lanaudière	6,5**	12,7*	9,6*
Laurentides	9,4**	12,7*	11,0*
Montérégie	15,9	18,9	17,4
Centre-du-Québec	F	10,3**	8,6*
Ensemble du Québec†	**16,5**	**20,1**	**18,3**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation entre 25 % et 33 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† : Différence statistiquement significative entre les hommes et les femmes.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

11.2 Nombre de diplômés au baccalauréat[1]

Le nombre de diplômés au baccalauréat au Québec provient des données administratives du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Les bacheliers correspondent aux nouveaux titulaires d'un diplôme d'études universitaires du baccalauréat ayant obtenu leur diplôme au cours de l'année mentionnée. Les bacheliers du baccalauréat professionnel (médecine, art dentaire, etc.) sont inclus dans cet univers. Au moment de rédiger l'étude, la plus récente année disponible est 2012.

Les bacheliers sont classés selon la région administrative de résidence déclarée au moment de leur dernière inscription en formation générale des jeunes (FGJ), c'est-à-dire par l'identification de leur code permanent unique attribué lors de leurs études secondaires. Cette approche est essentielle puisque l'information sur la région de résidence d'un étudiant n'est pas disponible pour ce qui est de l'enseignement supérieur. Pour certains diplômés, aucune information sur la présence en FGJ ni sur le lieu d'obtention du diplôme d'études secondaires n'est trouvée (par exemple les étudiants étrangers). Par conséquent, ces personnes ont été exclues des statistiques produites pour les régions administratives, ce qui représente au total l'exclusion de 7 194 diplômés au baccalauréat en 2012. Ainsi, parmi les 32 970 personnes ayant obtenu le baccalauréat en 2012, 25 776 bacheliers sont identifiés par leur région de résidence, soit près de 80 %. Par ailleurs, même si l'étudiant était inscrit en FGJ, il arrive que la variable région soit manquante. Les bacheliers qui se retrouvent dans cette situation ont été regroupés dans la catégorie « Région indéterminée ».

Les domaines d'études au baccalauréat se répartissent en quatre catégories : sciences de la santé, sciences pures et appliquées, sciences sociales et humaines et études plurisectorielles. Toutefois, les bacheliers qui ont obtenu deux baccalauréats dans la même année ou encore dont le baccalauréat est acquis par le cumul de certificats sont classés dans la catégorie « Domaine d'études indéterminé ». Précisons que cette dernière catégorie n'est pas présentée dans les tableaux ou la figure, mais qu'elle est incluse dans le total.

Enfin, certaines révisions mineures ont été apportées aux données antérieures. Par conséquent, les données historiques présentées dans cette étude prévalent sur celles diffusées dans les éditions précédentes du *Panorama des régions*.

Évolution du nombre de nouveaux bacheliers au Québec

En 2012, le nombre de nouveaux titulaires d'un diplôme au baccalauréat au Québec est de 25 776. Au cours de la période quinquennale 2008 à 2012, l'effectif des nouveaux bacheliers universitaires est en augmentation pendant les quatre premières années, avant de connaître une diminution en 2012 (tableau 11.2.1). Cette récente réduction de l'effectif (– 782 diplômés ou – 2,9 %) ramène le nombre de nouveaux titulaires formés au Québec à un niveau semblable à 2008.

La grande majorité des nouveaux diplômés en 2012 est composée de femmes (62,0 %) (tableau 11.2.2). Cette présence marquée des femmes tend à se maintenir depuis le début des années 2000 (données non présentées). Après une croissance entre 2008 et 2011, le nombre de bachelières a connu une décroissance de 2,7 % (– 450 diplômées) en 2012. Cette variation a pour effet de ramener le nombre de ces diplômées à un niveau pratiquement équivalent à 2008 (de 15 874 à 15 974). La situation est différente chez les hommes où la perte de l'effectif en 2012 (– 332 diplômés masculins ou – 3,3 %), combinée aux diminutions des années précédentes, a engendré une variation négative en moyenne par année de – 0,3 % (de 9 934 à 9 802) au cours de la période.

Comparativement aux variations annuelles observées ces dernières années, la réduction de près de 800 diplômés en 2012 s'avère importante. Rappelons-nous qu'au printemps 2012, plusieurs étudiants ont manifesté contre la hausse projetée des droits de scolarité universitaires par le gouvernement du Québec. Ces événements ont affecté le déroulement normal des cours

1.L'auteure tient à remercier Marc-André Gauthier pour ses commentaires sur la version préliminaire du texte.

de certaines institutions d'enseignement. Est-ce que certains étudiants sur le point de terminer le baccalauréat ont suspendu la poursuite de leurs études, repoussant ainsi l'obtention de ce grade? Nous ne pouvons documenter cette situation ni même son ampleur, mais cette hypothèse méritera certainement d'être considérée à la lumière des données de 2013.

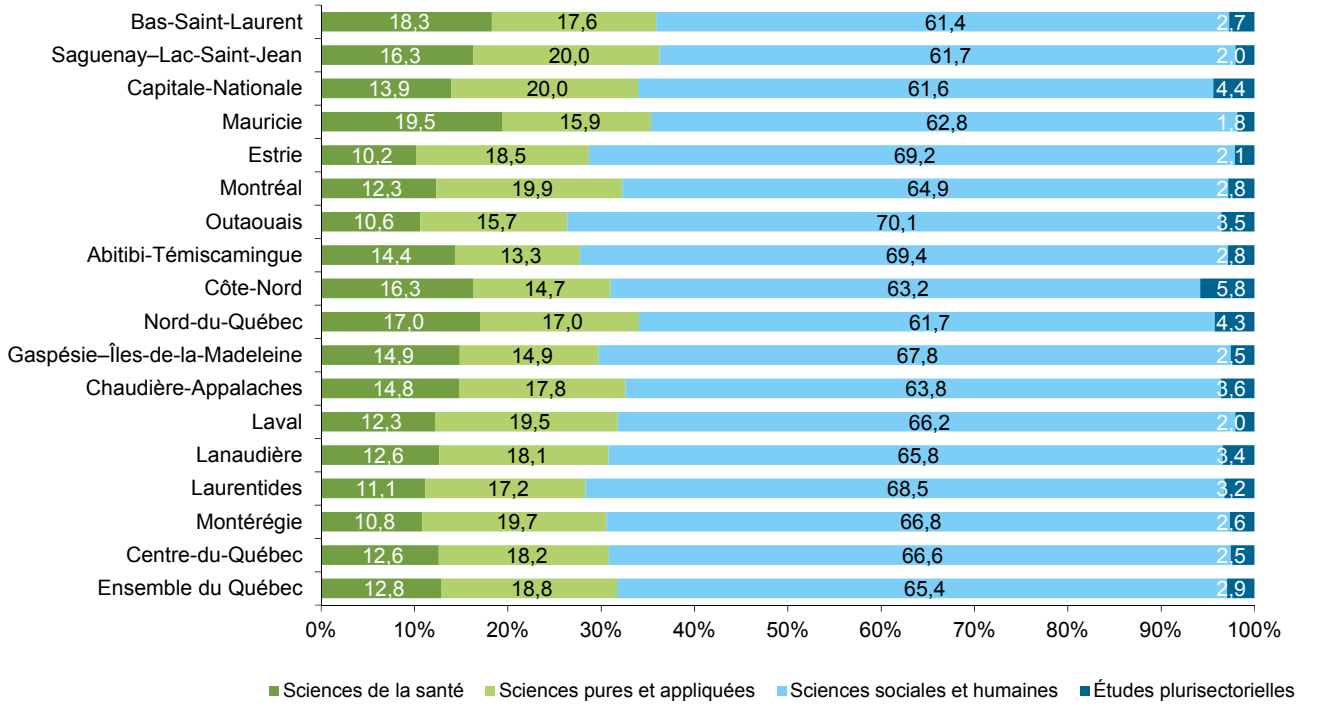
Contrastes entre les régions de résidence des diplômés

Bien que le nombre de nouveaux bacheliers se retrouve sensiblement au même niveau entre 2008 et 2012 pour l'ensemble du Québec, on peut constater des variations annuelles moyennes relativement importantes (de l'ordre de – 4 % à + 5 %) dans les régions (tableau 11.2.1). On dénote en effet une instabilité[2] de l'effectif dans la plupart des régions. Seules les régions de Montréal et de Laval se démarquent au cours de la période par un accroissement continu de leur nombre de nouveaux titulaires d'un baccalauréat.

Trois régions ressortent parmi celles étant les plus affectées par la diminution de diplômés de 2008 à 2012 : l'Abitibi-Témiscamingue (en moyenne – 3,7 % par année), le Nord-du-Québec (– 3,4 %) et Chaudière-Appalaches (– 3,3 %). Dans ces trois régions, les hommes et les femmes sont tous touchés défavorablement, à l'exception des femmes résidant dans le Nord-du-Québec. Soulignons aussi que ces trois régions font partie de celles ayant subi un repli important de leur nouvel effectif de diplômés entre 2011 et 2012. À l'autre bout du spectre, les régions de Laval (+ 5,1 %) et des Laurentides (+ 3,8 %) montrent les croissances annuelles moyennes les plus élevées; une croissance aussi favorable pour les hommes que pour les femmes. Pour sa part, Montréal enregistre une croissance plus modérée (+ 1,2 %).

Figure 11.2.1

Proportion de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ) et le domaine d'études, régions administratives et ensemble du Québec, 2012



1. Pour plus d'information concernant la détermination de la région de résidence, voir l'encadré de la page 127.
Source : Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 2015.

2. Il faut savoir que le Nord-du-Québec détient l'effectif le plus bas, rendant le nombre plus sensible à de plus grandes fluctuations annuelles.

La baisse de l'effectif au Québec en 2012 (– 2,9 %) n'est pas constatée partout à l'échelle régionale, puisque trois régions enregistrent une croissance. Le Centre-du-Québec se démarque avec un accroissement de 6,3 % de ses nouveaux bacheliers alors que Laval et Montréal ont de légères hausses. De l'autre côté, les pertes de l'effectif s'avèrent particulièrement prononcées dans les six régions suivantes : le Nord-du-Québec (– 13,0 %), l'Abitibi-Témiscamingue (– 10,4 %), la Côte-Nord (– 9,8 %), la Montérégie (– 7,9 %), Chaudière-Appalaches (– 6,3 %) et Lanaudière (– 5,4 %).

En 2012, on note que certaines régions présentent des proportions de femmes diplômées tendant à s'écarter sensiblement de celle de l'ensemble du Québec (62,0 %) (tableau 11.2.2) : soit le Nord-du-Québec (78,7 %), la Côte-Nord (72,5 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (70,5 %). En contrepartie, la présence des hommes diplômés s'avère un peu plus marquée que celle de l'ensemble du Québec (38,0 %) dans les pôles urbains de Montréal (40,6 %), Laval (39,9 %) et de la Capitale-Nationale (39,6 %).

Les domaines d'études au baccalauréat

En 2012 pour l'ensemble du Québec, près des deux tiers des bacheliers, ou plus précisément 65,4 %, graduent avec un diplôme du domaine des sciences sociales et humaines (figure 11.2.1). Depuis le début de la période étudiée, ce champ d'études est demeuré au premier rang parmi les diplômés. En 2012, cette proportion varie entre 61,4 % au Bas-Saint-Laurent et 70,1 % en Outaouais. De 2008 à 2012, la région de Laval compte le plus fort accroissement de nouveaux diplômés dans ce domaine, soit une augmentation de + 6,1 % en moyenne annuellement (tableau 11.2.3).

Les diplômés des sciences pures et appliquées constituent le second groupe en importance, représentant 18,8 % de l'ensemble des diplômés. Le poids relatif de ce groupe a toutefois diminué en 2012 comparativement à 2008 (– 2,1 points de pourcentage). Le Saguenay–Lac-Saint-Jean et la Capitale-Nationale recueillent les parts les plus élevées en 2012 (20,0 %), tandis que la moins élevée se trouve en Abitibi-Témiscamingue (13,3 %). C'est également dans cette dernière région que l'on constate la perte la plus importante de nouveaux diplômés en moyenne annuellement sur la période 2008-2012 (– 11,4 %).

Les diplômés du domaine des sciences de la santé se retrouvent au troisième rang, 12,8 % des bacheliers du Québec étant issus de ce champ d'études. Par rapport à 2008, ce domaine semble avoir gagné en popularité (+ 1,6 point de pourcentage). C'est la Mauricie qui affiche le plus fort pourcentage en 2012 (19,5 %) et le plus faible est enregistré en Estrie (10,2 %). Au cours de la période 2008-2012, les taux d'accroissement annuels moyens de nouveaux diplômés sont les plus forts à Laval (+ 9,2 %) et à Montréal (+ 9,1 %).

À l'échelle du Québec, les femmes diplômées sont plus présentes que les hommes dans le domaine des sciences sociales et humaines (70,0 % f;. 57,8 % h) ainsi que dans celui de la santé (16,6 % f; 6,7 % h), alors que le champ des sciences pures et appliquées est plus souvent sélectionné par les hommes (9,9 % f; 33,4 % h) (tableau 11.2.4).

L'université de diplomation

Environ 60 % de l'effectif diplômé au baccalauréat au Québec en 2012 proviennent des quatre plus grandes universités[3] : l'Université Laval (16,5 %), l'Université de Montréal (16,2 %), l'Université Concordia (12,9 %) et l'Université du Québec à Montréal (12,4 %) (tableau 11.2.5). On remarque d'autre part que cinq régions affichent la particularité selon laquelle la majorité de leurs bacheliers ont reçu leur formation d'une institution basée sur leur territoire de résidence. Ainsi, 71,8 % des diplômés de la Capitale-Nationale sont des diplômés de l'Université Laval. En Estrie, 57,8 % sont diplômés de l'Université de Sherbrooke. En Mauricie, 56,5 % des diplômés proviennent de l'Université du Québec à Trois-Rivières. En Chaudière-Appalaches, 53,3 % des diplômés ont obtenu leur grade à l'Université Laval. Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, 51,8 % des diplômés ont terminé leur cursus à l'Université du Québec à Chicoutimi. Toutes les autres régions montrent une dispersion du nombre de diplômés entre les diverses institutions d'enseignement.

3. Rappelons que les données concernent uniquement les diplômés résidant au Québec au moment de leur dernière inscription en formation générale des jeunes.

Tableau 11.2.1

Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ), régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Région administrative	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	Variation annuelle moyenne (TCAM) 2012/2008	Part dans le Québec en 2012
	n						%	
Bas-Saint-Laurent	715	707	740	769	738	– 4,0	0,8	2,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 167	1 133	1 193	1 160	1 136	– 2,1	– 0,7	4,4
Capitale-Nationale	2 654	2 570	2 422	2 440	2 385	– 2,3	– 2,6	9,3
Mauricie	913	904	860	903	874	– 3,2	– 1,1	3,4
Estrie	963	1 013	968	970	959	– 1,1	– 0,1	3,7
Montréal	6 403	6 440	6 589	6 698	6 708	0,1	1,2	26,0
Outaouais	746	752	785	764	762	– 0,3	0,5	3,0
Abitibi-Témiscamingue	532	564	557	511	458	– 10,4	– 3,7	1,8
Côte-Nord	268	313	274	286	258	– 9,8	– 0,9	1,0
Nord-du-Québec	54	65	62	54	47	– 13,0	– 3,4	0,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	284	267	268	278	276	– 0,7	– 0,7	1,1
Chaudière-Appalaches	1 594	1 540	1 539	1 489	1 395	– 6,3	– 3,3	5,4
Laval	1 242	1 363	1 388	1 503	1 517	0,9	5,1	5,9
Lanaudière	1 195	1 309	1 270	1 329	1 257	– 5,4	1,3	4,9
Laurentides	1 282	1 362	1 486	1 519	1 490	– 1,9	3,8	5,8
Montérégie	5 008	4 844	4 970	5 144	4 739	– 7,9	– 1,4	18,4
Centre-du-Québec	730	730	703	702	746	6,3	0,5	2,9
Région indéterminée	58	51	49	39	31	…	…	0,1
Ensemble du Québec	**25 808**	**25 927**	**26 123**	**26 558**	**25 776**	**– 2,9**	**0,0**	**100,0**

1. Pour plus d'information concernant la détermination de la région de résidence, voir l'encadré de la page 127.
Source : Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 2015.

Tableau 11.2.2

Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ) et selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Région administrative	Hommes					
				Variation	Variation annuelle moyenne (TCAM)	Part des hommes diplômés dans la région en 2012
	2008	2011	2012	2012/2011	2012/2008	
	n				%	
Bas-Saint-Laurent	244	248	245	– 1,2	0,1	33,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	411	433	421	– 2,8	0,6	37,1
Capitale-Nationale	1 038	938	945	0,7	– 2,3	39,6
Mauricie	328	317	329	3,8	0,1	37,6
Estrie	346	362	372	2,8	1,8	38,8
Montréal	2 724	2 790	2 724	– 2,4	0,0	40,6
Outaouais	260	284	252	– 11,3	– 0,8	33,1
Abitibi-Témiscamingue	165	168	135	– 19,6	– 4,9	29,5
Côte-Nord	98	102	71	– 30,4	– 7,7	27,5
Nord-du-Québec	22	13	10	– 23,1	– 17,9	21,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	94	79	84	6,3	– 2,8	30,4
Chaudière-Appalaches	580	565	534	– 5,5	– 2,0	38,3
Laval	514	588	605	2,9	4,2	39,9
Lanaudière	439	460	450	– 2,2	0,6	35,8
Laurentides	449	543	544	0,2	4,9	36,5
Montérégie	1 927	1 995	1 797	– 9,9	– 1,7	37,9
Centre-du-Québec	267	233	271	16,3	0,4	36,3
Région indéterminée	28	16	13	…	…	…
Ensemble du Québec	**9 934**	**10 134**	**9 802**	**– 3,3**	**– 0,3**	**38,0**

Région administrative	Femmes					
				Variation	Variation annuelle moyenne (TCAM)	Part des femmes diplômées dans la région en 2012
	2008	2011	2012	2012/2011	2012/2008	
	n				%	
Bas-Saint-Laurent	471	521	493	– 5,4	1,1	66,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	756	727	715	– 1,7	– 1,4	62,9
Capitale-Nationale	1 616	1 502	1 440	– 4,1	– 2,8	60,4
Mauricie	585	586	545	– 7,0	– 1,8	62,4
Estrie	617	608	587	– 3,5	– 1,2	61,2
Montréal	3 679	3 908	3 984	1,9	2,0	59,4
Outaouais	486	480	510	6,3	1,2	66,9
Abitibi-Témiscamingue	367	343	323	– 5,8	– 3,1	70,5
Côte-Nord	170	184	187	1,6	2,4	72,5
Nord-du-Québec	32	41	37	– 9,8	3,7	78,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	190	199	192	– 3,5	0,3	69,6
Chaudière-Appalaches	1 014	924	861	– 6,8	– 4,0	61,7
Laval	728	915	912	– 0,3	5,8	60,1
Lanaudière	756	869	807	– 7,1	1,6	64,2
Laurentides	833	976	946	– 3,1	3,2	63,5
Montérégie	3 081	3 149	2 942	– 6,6	– 1,1	62,1
Centre-du-Québec	463	469	475	1,3	0,6	63,7
Région indéterminée	30	23	18	…	…	…
Ensemble du Québec	**15 874**	**16 424**	**15 974**	**– 2,7**	**0,2**	**62,0**

1. Pour plus d'information concernant la détermination de la région de résidence, voir l'encadré de la page 127.
Source : Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 2015.

Tableau 11.2.3

Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ) et le domaine d'études, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Région administrative	Sciences de la santé			Sciences pures et appliquées		
	2012	Variation 2012/2011	Variation annuelle moyenne (TCAM) 2012/2008	2012	Variation 2012/2011	Variation annuelle moyenne (TCAM) 2012/2008
	n	%		n	%	
Bas-Saint-Laurent	135	3,1	4,3	130	– 2,3	2,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	185	6,9	0,0	227	– 6,2	0,0
Capitale-Nationale	332	2,2	1,6	478	– 3,6	– 5,4
Mauricie	170	0,0	1,2	139	– 12,0	– 3,9
Estrie	98	– 19,7	– 2,2	177	9,9	– 1,5
Montréal	828	14,2	9,1	1 337	1,2	– 0,9
Outaouais	81	– 10,0	3,3	120	– 12,4	1,7
Abitibi-Témiscamingue	66	6,5	0,4	61	– 31,5	– 11,4
Côte-Nord	42	– 19,2	5,4	38	– 9,5	– 6,2
Nord-du-Québec	8	– 20,0	0,0	8	– 46,7	– 2,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	41	7,9	– 3,4	41	– 19,6	– 6,2
Chaudière-Appalaches	207	7,8	– 1,7	248	– 11,1	– 7,3
Laval	186	14,8	9,2	296	5,0	1,0
Lanaudière	159	– 3,6	2,9	228	1,3	0,3
Laurentides	166	– 4,6	8,7	256	– 16,9	1,5
Montérégie	513	– 7,1	1,6	935	– 5,9	– 5,0
Centre-du-Québec	94	– 7,8	– 0,8	136	19,3	– 1,4
Région indéterminée	—	…	…	—	…	…
Ensemble du Québec	**3 312**	**1,9**	**3,5**	**4 858**	**– 3,8**	**– 2,6**

Région administrative	Sciences sociales et humaines			Études plurisectorielles		
	2012	Variation 2012/2011	Variation annuelle moyenne (TCAM) 2012/2008	2012	Variation 2012/2011	Variation annuelle moyenne (TCAM) 2012/2008
	n	%		n	%	
Bas-Saint-Laurent	453	– 7,6	– 0,4	20	33,3	– 1,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	701	– 2,5	– 0,9	23	– 11,5	– 5,6
Capitale-Nationale	1 470	– 3,5	– 2,4	105	10,5	– 4,6
Mauricie	549	– 0,5	– 0,3	16	– 30,4	– 16,6
Estrie	664	2,0	1,7	20	– 44,4	– 19,2
Montréal	4 354	– 2,4	0,7	189	– 1,6	– 1,2
Outaouais	534	3,9	– 0,5	27	17,4	10,7
Abitibi-Témiscamingue	318	– 8,4	– 2,3	13	0,0	– 9,1
Côte-Nord	163	– 10,9	– 1,0	15	66,7	0,0
Nord-du-Québec	29	16,0	– 3,2	—	—	—
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	187	5,1	1,2	7	– 36,4	3,9
Chaudière-Appalaches	890	– 8,5	– 2,6	50	11,1	0,5
Laval	1 004	– 2,1	6,1	31	– 6,1	– 2,3
Lanaudière	827	– 7,2	0,9	43	– 10,4	10,3
Laurentides	1 020	2,6	3,6	48	11,6	6,0
Montérégie	3 167	– 8,1	– 0,4	124	– 17,3	– 5,4
Centre-du-Québec	497	8,0	1,8	19	– 26,9	– 7,5
Région indéterminée	23	…	…	—	…	…
Ensemble du Québec	**16 850**	**– 3,5**	**0,3**	**756**	**– 5,0**	**– 2,9**

1. Pour plus d'information concernant la détermination de la région de résidence, voir l'encadré de la page 127.
Source : Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 2015.

Tableau 11.2.4

Proportion de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ), le sexe et le domaine d'études, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

	Hommes - Domaines d'études					Femmes - Domaines d'études				
	Sciences de la santé	Sciences pures et appliquées	Sciences sociales et humaines	Études plurisecto-rielles	Total	Sciences de la santé	Sciences pures et appliquées	Sciences sociales et humaines	Études plurisecto-rielles	Total
	%									
Bas-Saint-Laurent	9,0	37,1	50,2	3,7	100,0	22,9	7,9	66,9	2,2	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6,2	35,9	55,6	2,4	100,0	22,2	10,6	65,3	1,8	100,0
Capitale-Nationale	5,8	34,6	55,9	3,7	100,0	19,2	10,5	65,4	4,9	100,0
Mauricie	7,6	30,7	60,2	1,5	100,0	26,6	7,0	64,4	2,0	100,0
Estrie	5,1	32,5	61,3	—	100,0	13,5	9,5	74,3	2,7	100,0
Montréal	8,2	31,5	58,5	1,8	100,0	15,2	12,0	69,3	3,5	100,0
Outaouais	3,2	30,2	64,3	2,4	100,0	14,3	8,6	72,9	4,1	100,0
Abitibi-Témiscamingue	8,9	34,8	54,8	—	100,0	16,7	4,3	75,5	3,4	100,0
Côte-Nord	8,5	39,4	49,3	—	100,0	19,3	5,3	68,4	7,0	100,0
Nord-du-Québec	—	—	60,0	—	100,0	18,9	13,5	62,2	—	100,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	6,0	35,7	57,1	—	100,0	18,8	5,7	72,4	3,1	100,0
Chaudière-Appalaches	6,7	33,9	57,1	2,2	100,0	19,9	7,8	67,9	4,4	100,0
Laval	5,6	34,4	59,0	1,0	100,0	16,7	9,6	70,9	2,7	100,0
Lanaudière	6,7	33,3	57,8	2,2	100,0	16,0	9,7	70,3	4,1	100,0
Laurentides	5,1	34,4	58,5	2,0	100,0	14,6	7,3	74,2	3,9	100,0
Montérégie	6,1	34,5	57,2	2,2	100,0	13,7	10,7	72,7	2,9	100,0
Centre-du-Québec	5,2	35,4	57,2	2,2	100,0	16,8	8,4	72,0	2,7	100,0
Région indéterminée	—	—	76,9	—	100,0	—	—	72,2	—	100,0
Ensemble du Québec	**6,7**	**33,4**	**57,8**	**2,1**	**100,0**	**16,6**	**9,9**	**70,0**	**3,4**	**100,0**

1. Pour plus d'information concernant la détermination de la région de résidence, voir l'encadré de la page 127.
Source : Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 2015.

Tableau 11.2.5

Proportion de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ) et l'université de diplomation, régions administratives et ensemble du Québec, 2008 à 2012

Région administrative de résidence en FGJ	Université Laval	Université de Montréal	École des hautes études commerciales de Montréal	École Polytechnique de Montréal	Université de Sherbrooke	Université du Québec à Montréal
			%			
2012						
Bas-St-Laurent	37,3	5,4	0,8	0,8	7,6	4,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	19,9	6,4	0,7	0,5	7,2	3,5
Capitale-Nationale	71,8	5,1	0,5	0,3	2,4	3,2
Mauricie	17,2	6,8	0,6	—	5,8	3,7
Estrie	9,8	7,5	0,6	0,5	57,8	5,2
Montréal	1,6	20,1	4,1	2,2	2,3	12,3
Outaouais	7,7	12,9	2,4	1,3	7,7	7,3
Abitibi-Témiscamingue	19,7	10,3	1,5	1,7	9,6	6,1
Côte-Nord	32,9	5,0	—	—	11,6	4,3
Nord-du-Québec	12,8	—	—	—	17,0	—
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	41,7	8,0	—	—	5,4	5,4
Chaudière-Appalaches	53,3	4,4	0,5	—	9,0	3,5
Laval	2,3	27,9	8,1	4,3	3,2	20,9
Lanaudière	6,7	24,3	4,5	1,8	6,8	23,3
Laurentides	4,6	30,0	4,9	2,6	6,4	20,7
Montérégie	5,3	20,5	4,5	2,7	14,0	21,0
Centre-du-Québec	19,4	9,8	1,7	1,5	24,5	6,2
Région indéterminée	—	9,7	—	—	—	19,4
2008 à 2012						
Ensemble du Québec						
2008	17,2	16,0	3,5	1,7	9,1	14,8
2009	16,8	16,4	3,3	1,4	10,0	14,4
2010	16,2	16,4	3,3	1,6	9,3	14,5
2011	16,6	16,7	3,3	1,8	8,8	14,4
2012	**16,5**	**16,2**	**3,2**	**1,8**	**9,0**	**12,4**

Tableau 11.2.5 suite

Proportion de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ) et l'université de diplomation, régions administratives et ensemble du Québec, 2008 à 2012

Région administrative de résidence en FGJ	Université du Québec à Trois-Rivières	Université du Québec à Chicoutimi	Université du Québec à Rimouski	Université du Québec en Outaouais	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	École de technologie supérieure
			%			
2012						
Bas-St-Laurent	4,7	2,0	27,0	—	4,6	2,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	4,0	51,8	0,8	0,5	—	1,8
Capitale-Nationale	3,5	0,7	5,5	0,3	—	1,8
Mauricie	56,5	2,6	—	0,8	—	2,2
Estrie	2,4	—	0,5	0,7	—	1,1
Montréal	0,6	0,2	0,1	0,9	—	1,8
Outaouais	1,4	—	—	39,8	0,8	1,4
Abitibi-Témiscamingue	5,2	1,5	—	3,7	36,0	1,3
Côte-Nord	4,7	22,5	8,1	—	—	—
Nord-du-Québec	—	17,0	—	—	25,5	—
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4,3	1,8	18,8	—	5,4	—
Chaudière-Appalaches	5,0	0,9	16,6	0,4	—	2,5
Laval	0,9	0,4	—	3,2	—	3,3
Lanaudière	16,0	0,6	0,4	3,5	—	5,1
Laurentides	1,9	0,5	—	8,1	1,8	3,5
Montérégie	4,3	0,7	0,3	0,6	0,2	2,9
Centre-du-Québec	25,5	1,7	0,9	—	—	3,4
Région indéterminée	—	—	—	—	—	—
2008 à 2012						
Ensemble du Québec						
2008	4,9	2,7	2,5	2,5	0,8	2,7
2009	5,4	2,5	2,7	2,5	1,0	2,5
2010	5,3	2,9	2,9	2,6	1,4	2,2
2011	5,7	2,7	2,7	2,4	1,1	2,6
2012	**5,8**	**3,2**	**2,7**	**2,6**	**1,1**	**2,4**

Tableau 11.2.5 suite

Proportion de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ) et l'université de diplomation, régions administratives et ensemble du Québec, 2008 à 2012

Région administrative de résidence en FGJ	Télé-université	Université McGill	Université Concordia	Université Bishop's	Total	Total
			%			n
2012						
Bas-St-Laurent	1,2	0,9	—	—	100,0	738
Saguenay–Lac-Saint-Jean	0,9	0,6	0,8	—	100,0	1 136
Capitale-Nationale	0,9	2,1	1,1	0,6	100,0	2 385
Mauricie	0,7	1,7	0,7	—	100,0	874
Estrie	0,7	3,2	2,4	7,1	100,0	959
Montréal	0,3	20,8	32,0	0,5	100,0	6 708
Outaouais	0,7	9,2	5,1	1,4	100,0	762
Abitibi-Témiscamingue	—	—	1,1	—	100,0	458
Côte-Nord	2,3	—	3,9	—	100,0	258
Nord-du-Québec	—	—	—	—	100,0	47
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	—	—	2,2	2,9	100,0	276
Chaudière-Appalaches	1,1	0,9	1,3	0,5	100,0	1 395
Laval	0,5	7,8	16,9	—	100,0	1 517
Lanaudière	0,8	2,9	2,9	—	100,0	1 257
Laurentides	1,0	5,9	7,4	0,4	100,0	1 490
Montérégie	0,7	8,6	13,0	0,5	100,0	4 739
Centre-du-Québec	1,5	1,7	0,9	0,5	100,0	746
Région indéterminée	—	16,1	22,6	—	100,0	31
2008 à 2012						
Ensemble du Québec						
2008	0,5	8,7	11,4	1,0	100,0	**25 808**
2009	0,6	8,6	11,2	0,6	100,0	**25 927**
2010	0,6	8,7	11,6	0,7	100,0	**26 123**
2011	0,5	7,9	12,2	0,6	100,0	**26 558**
2012	**0,7**	**8,8**	**12,9**	**0,7**	**100,0**	**25 776**

1. Pour plus d'information concernant la détermination de la région de résidence, voir l'encadré de la page 127.
Source : Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 2015.

12. Science, technologie et innovation

par Christine Lessard, Direction des statistiques économiques

Titulaires d'un grade universitaire : titulaires d'un grade supérieur et diplômés en sciences, technologies, génie et mathématiques (STGM)

Les titulaires d'un grade universitaire constituent une sous-population des ressources humaines en science et technologie (RHST) telles que définies par l'OCDE dans le *Manuel de Canberra (2005)*[1]. Selon l'usage établi et pour des fins de comparaison statistique, les RHST sont définies dans la population âgée de 25 à 64 ans.

Le texte qui suit s'intéresse à la population québécoise des titulaires d'un grade universitaire, telle qu'elle est répartie dans les régions administratives. En plus de la caractériser selon le sexe, il traite des titulaires d'un grade supérieur et des diplômés en sciences, technologies, génie et mathématiques (STGM).

Les données présentées ci-après proviennent de l'*Enquête nationale auprès des ménages* (ENM), réalisée par Statistique Canada en 2011. Cette enquête, qui a remplacé la version complète du recensement de la population, s'en distingue notamment du fait qu'il n'était pas obligatoire d'y participer. Or, les enquêtes à participation volontaire présentent un risque plus élevé de biais que les enquêtes obligatoires, en raison du taux de réponse plus faible qu'elles obtiennent. De fait, au Québec, 71,9 % des ménages ont répondu à l'ENM comparativement à environ 94 % dans le cas du questionnaire complet du recensement de 2006.

Il n'est pas possible de mesurer le biais dû à la non-réponse; en revanche, on peut mesurer l'erreur due à l'échantillonnage pour établir la précision des données d'une enquête. Statistique Canada a diffusé des mesures de précision (des coefficients de variation) pour certaines données sélectionnées de l'ENM. Toutefois, comme l'agence ne fournit pas de mesures de précision dans les tableaux de données qu'elle diffuse sur son site Internet et qu'elle n'en fournit pas davantage dans les tableaux qu'elle produit sur commande, il n'est pas possible de connaître la précision des données qui s'y trouvent et, conséquemment, d'établir si une faible différence entre deux d'entre elles est statistiquement significative.

Les participants à une enquête ne répondent pas toujours à toutes les questions qui leur sont posées. Comme la non-réponse totale, la non-réponse à des questions particulières, appelée non-réponse partielle, est une source de biais potentielle. Pour limiter le risque de biais dû à la non-réponse partielle, on a généralement recours à l'imputation. Il demeure toutefois qu'un taux d'imputation élevé indique un plus grand risque de biais. Dans le cadre de l'ENM, la non-réponse partielle s'est révélée plus importante que dans le cas de la version complète du recensement de 2006, ce qui a nécessité une imputation plus fréquente. Statistique Canada signale qu'au Québec, le taux d'imputation à la question sur le certificat, diplôme ou grade universitaire est de 4,1 %, tandis que celui à la question sur le principal domaine d'études atteint 15,0 %.

À titre d'indicateur de la qualité des données, Statistique Canada a mis au point un taux global de non-réponse (TGN) qui combine la non-réponse totale et la non-réponse partielle. Dans le cadre de l'ENM, l'agence a calculé un TGN pour chaque entité géographique. Celui du Québec est de 22,4 %, tandis que ceux des régions administratives varient de 17,8 % pour la région de Laval à 32,8 % pour celle de l'Abitibi-Témiscamingue. La prudence étant de mise lorsque le TGN excède 25,0 %, il faudra donc aborder avec une certaine réserve les données pour les régions de l'Outaouais (26,4 %), de la Côte-Nord (28,1 %), du Bas-Saint-Laurent (29,0 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (29,8 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (32,8 %). Signalons qu'il n'y a pas d'indicateur de qualité équivalant au TGN pour les populations définies par d'autres caractéristiques que la géographie, par exemple la population définie par la scolarité.

1. Selon ce manuel, les RHST, définies sous l'angle de l'éducation, désignent les personnes qui ont obtenu un diplôme du troisième degré (de niveau tertiaire). Elles comprennent donc, en plus des titulaires d'un grade universitaire, toutes les personnes qui ont terminé avec succès des études postsecondaires, mais non universitaires, d'une durée d'au moins deux ans et qui préparent à l'exercice d'un métier ou d'une profession; cependant, les données de l'*Enquête nationale auprès des ménages* – tout comme celles des recensements canadiens jusqu'en 2006 – ne permettent pas de cerner cette population avec précision.

Vue d'ensemble

En 2011, selon l'*Enquête nationale auprès des ménages* de Statistique Canada, on dénombre au Québec 1 203 150 titulaires d'un grade universitaire, dont 1 018 710, ou 84,7 %, sont âgés de 25 à 64 ans[2] (tableau 12.1).

Cette population est fortement concentrée dans les trois pôles que constituent la région de Montréal et les régions adjacentes (68,1 %), celle de la Capitale-Nationale (10,1 %) et celle de l'Outaouais (5,2 %). À elles seules, les régions de Montréal (38,0 %), de Laval (5,3 %) et de la Montérégie (16,5 %) abritent près de six titulaires d'un grade universitaire sur dix (59,8 %).

Les femmes sont majoritaires parmi les titulaires d'un grade universitaire, dans l'ensemble du Québec (53,5 %), peu importe la région administrative. Leur présence est moindre qu'à l'échelle du Québec dans trois populations régionales : celles de Montréal (51,1 %), de Laval (52,3 %) et de la Capitale-Nationale (52,6 %). En revanche, elle est plus élevée dans toutes les autres, notamment celles de l'Abitibi-Témiscamingue (62,0 %), du Nord-du-Québec (61,5 %) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (60,8 %).

Dans l'ensemble du Québec, 23,3 % des personnes âgées de 25 à 64 ans sont donc titulaires d'un grade universitaire. Or, la situation varie selon la région. En proportion de la population du groupe d'âge, les titulaires d'un grade universitaire sont particulièrement nombreux dans la région de Montréal (36,7 %), mais on les trouve également en grand nombre dans les régions de la Capitale-Nationale (26,5 %), de l'Outaouais (25,4 %) et de Laval (25,0 %). Ailleurs, ils sont moins présents, notamment dans les régions du Nord-du-Québec (10,4 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (10,5 %), de la Côte-Nord (11,6 %), du Centre-du-Québec (12,2 %) et de Lanaudière (12,9 %).

Peu importe la région, les femmes sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes à détenir un grade universitaire. Dans l'ensemble du Québec, on observe ainsi un écart de scolarisation universitaire de 2,8 points de pourcentage entre les hommes (21,9 %) et les femmes (24,7 %). L'écart est moindre dans quelques régions seulement : la Mauricie (2,6 points), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (2,5 points), la Capitale-Nationale (2,2 points), Montréal (0,7 point) et Laval (0,7 point). Dans les autres régions, l'écart de scolarisation universitaire entre les sexes est plus grand, notamment dans celles de l'Abitibi-Témiscamingue (6,5 points) et du Nord-du-Québec (5,1 points).

Les titulaires d'un grade universitaire supérieur

On dénombre, au Québec, 200 615 personnes âgées de 25 à 64 ans dont le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu est une maîtrise et 37 695, dont c'est le doctorat (tableau 12.2). Autant de femmes que d'hommes détiennent une maîtrise, mais les titulaires d'un doctorat sont encore le plus souvent des hommes (39,7 %) (données non présentées). La répartition dans le territoire québécois des titulaires d'un grade universitaire supérieur révèle une forte concentration d'entre eux dans les pôles régionaux susmentionnés : Montréal et les régions adjacentes (69,7 % des titulaires d'une maîtrise et 69,0 % des titulaires d'un doctorat), la Capitale-Nationale (10,8 % et 12,3 %) et l'Outaouais (6,3 % et 5,3 %). La région de Montréal se démarque toutefois de toutes les autres : 44,9 % des titulaires d'une maîtrise et 50,8 % des titulaires d'un doctorat y résident.

Les diplômés en sciences, technologies, génie ou mathématiques (STGM)

Au Québec, 233 275 titulaires d'un grade universitaire âgés de 25 à 64 ans[3] ont obtenu leur plus haut certificat, diplôme ou grade en sciences, technologies, génie ou mathématiques (STGM) (tableau 12.3). Près de sept sur dix (69,8 %) d'entre eux sont des hommes (données non présentées). Comme dans le cas des détenteurs de grades supérieurs, on observe une forte concentration des titulaires d'un grade universitaire diplômés en STGM dans quelques régions. Ainsi, les deux tiers d'entre

2. Il est désormais question de cette population âgée de 25 à 64 ans, même lorsque le groupe d'âge n'est pas précisé.
3. Les plus perspicaces auront remarqué qu'au tableau 12.3, la population des titulaires d'un grade universitaire âgés de 25 à 64 ans est de 1 018 715 personnes, alors qu'elle est de 1 018 710 aux tableaux 12.1 et 12.2. Afin d'assurer la confidentialité, Statistique procède à l'arrondissement aléatoire des données. Il arrive donc qu'il y ait de légères divergences d'un produit de données à l'autre ou entre les sous-totaux d'un même produit.

eux habitent les régions de Montréal (44,2 %), de Laval (6,3 %) ou de la Montérégie (17,0 %) — soit un sur deux, les régions de Montréal ou de Laval. Un peu moins de un sur dix vit dans la région de la Capitale-Nationale (9,4 %) et moins de un sur vingt (4,1 %), celle de l'Outaouais.

Dans l'ensemble du Québec, ce sont donc 22,9 % des titulaires d'un grade universitaire qui sont diplômés en STGM. La proportion varie selon la région : elle est particulièrement élevée dans les régions de Laval (27,4 %), de Montréal (26,6 %) et de la Montérégie (23,6 %), là où se concentrent davantage ces diplômés. Elle est relativement faible ailleurs, notamment dans les régions de Lanaudière (15,6 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (15,7 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (16,6 %), du Centre du Québec (16,9 %), de Chaudière-Appalaches (17,0 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (17,2 %) et du Nord-du-Québec (17,2 %).

RÉFÉRENCES

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2013). *L'Enquête nationale auprès des ménages de Statistique Canada : État des connaissances à l'intention des utilisateurs du Québec*, Note d'information, 2 décembre, 13 p.

STATISTIQUE CANADA (2013). Guide de l'utilisateur de l'ENM, Enquête nationale auprès des ménages, *2011*, nº 99-001-X2011001 au catalogue, 25 p.

STATISTIQUE CANADA (2013). Guide de référence sur la scolarité, Enquête nationale auprès des ménages, *2011*, nº 99-001-X2011006 au catalogue, 15 p.

Tableau 12.1

Titulaires d'un grade universitaire âgés de 25 à 64 ans, selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2011

Région administrative	Les deux sexes			Hommes		Femmes	
	n	en % des 25 à 64 ans	répartition (%)	n	en % des 25 à 64 ans	n	en % des 25 à 64 ans
Bas-Saint-Laurent	16 180	14,8	1,6	7 035	13,0	9 150	16,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	22 225	14,6	2,2	10 255	13,4	11 970	15,9
Capitale-Nationale	103 055	26,5	10,1	48 895	25,4	54 160	27,6
Mauricie	21 515	15,1	2,1	9 805	13,8	11 710	16,4
Estrie	31 955	19,2	3,1	14 350	17,4	17 600	21,0
Montréal	387 385	36,7	38,0	189 475	36,4	197 915	37,1
Outaouais	53 415	25,4	5,2	23 720	23,1	29 695	27,6
Abitibi-Témiscamingue	11 075	13,8	1,1	4 205	10,5	6 865	17,0
Côte-Nord	6 130	11,6	0,6	2 615	9,8	3 515	13,4
Nord-du-Québec	2 155	10,4	0,2	830	7,9	1 325	13,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	5 495	10,5	0,5	2 155	8,4	3 340	12,5
Chaudière-Appalaches	35 970	15,9	3,5	15 700	13,8	20 270	18,1
Laval	53 780	25,0	5,3	25 645	24,6	28 135	25,3
Lanaudière	34 065	12,9	3,3	14 290	10,9	19 775	14,9
Laurentides	50 855	16,3	5,0	21 935	14,3	28 925	18,3
Montérégie	167 975	21,1	16,5	76 295	19,5	91 680	22,6
Centre-du-Québec	15 480	12,2	1,5	6 545	10,2	8 935	14,2
Ensemble du Québec	**1 018 710**	**23,3**	**100,0**	**473 750**	**21,9**	**544 960**	**24,7**

Note : En raison des arrondissements, le total n'égale pas nécessairement la somme des parties.
Source : Statistique Canada, *Enquête nationale auprès des ménages*, compilation spéciale, CO-1479 Tableau 1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 12.2

Titulaires d'un grade universitaire âgés de 25 à 64 ans selon le plus haut grade obtenu, régions administratives et ensemble du Québec, 2011

Région administrative	Grade universitaire		Premier grade[1]		Maîtrise		Doctorat	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	16 180	1,6	13 250	1,7	2 465	1,2	465	1,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	22 225	2,2	18 675	2,4	3 005	1,5	550	1,5
Capitale-Nationale	103 055	10,1	76 815	9,8	21 625	10,8	4 620	12,3
Mauricie	21 515	2,1	17 290	2,2	3 385	1,7	840	2,2
Estrie	31 955	3,1	23 405	3,0	6 845	3,4	1 700	4,5
Montréal	387 385	38,0	278 120	35,6	90 120	44,9	19 140	50,8
Outaouais	53 415	5,2	38 860	5,0	12 545	6,3	2 015	5,3
Abitibi-Témiscamingue	11 075	1,1	9 675	1,2	1 205	0,6	190	0,5
Côte-Nord	6 130	0,6	5 350	0,7	745	0,4	30	0,1
Nord-du-Québec	2 155	0,2	1 715	0,2	360	0,2	75	0,2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	5 495	0,5	4 590	0,6	735	0,4	170	0,5
Chaudière-Appalaches	35 970	3,5	29 470	3,8	5 715	2,8	780	2,1
Laval	53 780	5,3	43 650	5,6	9 025	4,5	1 105	2,9
Lanaudière	34 065	3,3	29 300	3,8	4 220	2,1	550	1,5
Laurentides	50 855	5,0	42 390	5,4	7 470	3,7	1 005	2,7
Montérégie	167 975	16,5	134 655	17,3	29 125	14,5	4 195	11,1
Centre-du-Québec	15 480	1,5	13 185	1,7	2 030	1,0	260	0,7
Ensemble du Québec	**1 018 710**	**100,0**	**780 400**	**100,0**	**200 615**	**100,0**	**37 695**	**100,0**

Note : En raison des arrondissements, le total n'égale pas nécessairement la somme des parties.
1. Comprend le baccalauréat, les diplômes en médecine, en art dentaire, en médecine vétérinaire ou en optométrie, ou encore un certificat ou un diplôme universitaire supérieur au baccalauréat.
Source : Statistique Canada, *Enquête nationale auprès des ménages*, compilation spéciale, CO-1479 Tableau 1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 12.3

Titulaires d'un grade universitaire âgés de 25 à 64 ans ayant obtenu leur plus haut certificat, diplôme ou grade en sciences, technologies, génie ou mathématiques (STGM), régions administratives et ensemble du Québec, 2011

Région administrative	Tous les domaines d'études[1]	Domaine d'études en STGM		
	n	n	%	répartition (%)
Bas-Saint-Laurent	16 185	2 915	18,0	1,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	22 225	3 690	16,6	1,6
Capitale-Nationale	103 055	21 830	21,2	9,4
Mauricie	21 515	4 045	18,8	1,7
Estrie	31 950	6 130	19,2	2,6
Montréal	387 385	103 045	26,6	44,2
Outaouais	53 415	9 650	18,1	4,1
Abitibi-Témiscamingue	11 070	1 900	17,2	0,8
Côte-Nord	6 130	1 145	18,7	0,5
Nord-du-Québec	2 155	370	17,2	0,2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	5 495	865	15,7	0,4
Chaudière-Appalaches	35 970	6 125	17,0	2,6
Laval	53 780	14 760	27,4	6,3
Lanaudière	34 070	5 320	15,6	2,3
Laurentides	50 860	9 250	18,2	4,0
Montérégie	167 975	39 620	23,6	17,0
Centre-du-Québec	15 475	2 620	16,9	1,1
Ensemble du Québec	**1 018 715**	**233 275**	**22,9**	**100,0**

Note : En raison des arrondissements, le total n'égale pas nécessairement la somme des parties.
1. Classification des programmes d'enseignement 2011.
Source : Statistique Canada, *Enquête nationale auprès des ménages*, compilation spéciale, CO-1479 Tableau 1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

13. Culture et communications

Par Gaëtane Dubé, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Dépenses en culture de l'administration publique québécoise

Les statistiques présentées dans cette section concernent les dépenses en culture effectuées par les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Québec au cours de l'exercice financier 2012-2013. Les données proviennent de l'*Enquête sur les dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture* menée annuellement par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec[1]. Ces dépenses sont rapportées en dollars courants plutôt qu'en dollars constants parce qu'elles sont mises en rapport avec les dépenses totales du gouvernement, lesquelles sont consignées dans les comptes publics en dollars courants. Deux catégories de dépenses en culture sont examinées : les dépenses internes de fonctionnement et d'investissement[2] réalisées par les ministères et organismes gouvernementaux pour leur propre compte; puis, les dépenses externes de fonctionnement et d'investissement qui comprennent les subventions, contributions et transferts versés par les ministères et organismes gouvernementaux à des entités non gouvernementales, des particuliers ou des municipalités. Le présent chapitre porte en premier lieu sur la répartition régionale des dépenses internes et externes en 2012-2013 (tableau 13.1). Il traite ensuite les dépenses en dollars par habitant (figure 13.1). Enfin, l'évolution des dépenses sur la dernière décennie selon la région administrative est analysée (figure 13.2).

En 2012-2013, les dépenses de l'administration publique québécoise en culture totalisent 989 M$. Plus des deux tiers de ces dépenses sont faites dans les domaines *Bibliothèques* (22,4 %), *Patrimoine, institutions muséales et archives* (21,3 %), *Arts de la scène* (12,9 %) et *Radio et télévision* (10,6 %). Depuis 1985, les sommes versées en matière de culture augmentent de 3,5 % par année en moyenne. En parallèle, les dépenses gouvernementales selon les comptes publics progressent de 4,5 % par an en moyenne. En presque trois décennies, la proportion des dépenses dédiées à la culture dans les dépenses consolidées des comptes publics passe de 1,4 % (1985-1986) à 1,1 % (2012-2013).

Les dépenses en culture se concentrent à Montréal et dans la Capitale-Nationale

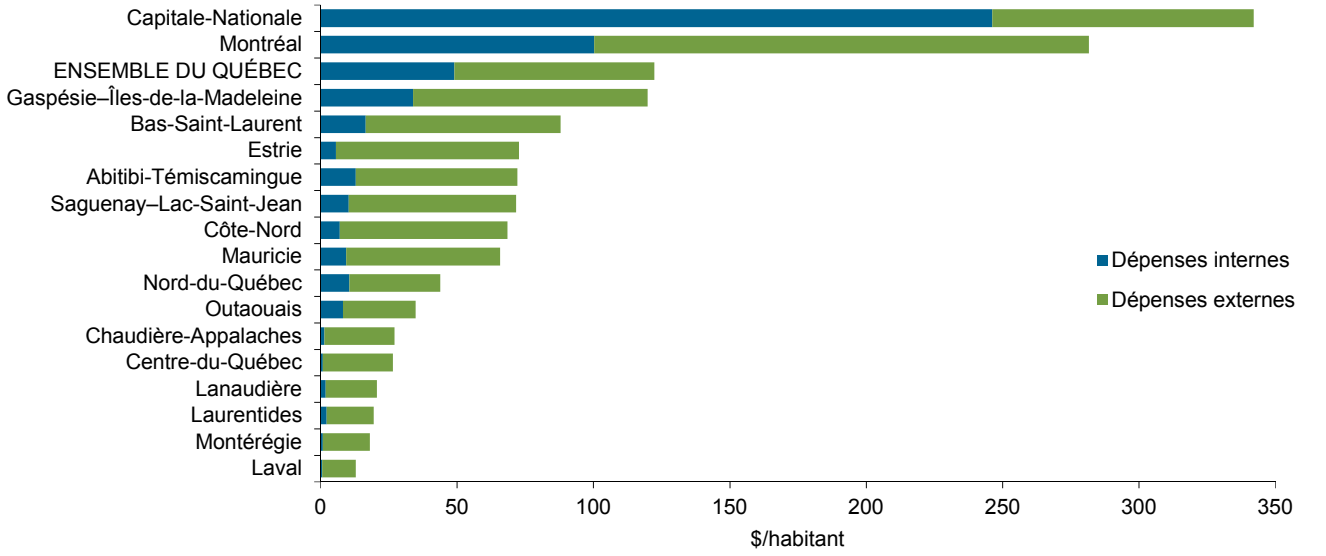
En 2012-2013, c'est principalement dans les régions administratives de Montréal et de la Capitale-Nationale que sont effectuées les dépenses en culture des ministères et organismes, avec respectivement 55,3 % (546,6 M$) et 24,9 % (245,8 M$) du montant total injecté dans l'ensemble du Québec. Les dépenses effectuées dans les autres régions se situent entre 1,9 M$ (Nord-du-Québec) et 26,8 M$ (Montérégie).

Pour toutes les régions, à l'exception de celle de la Capitale-Nationale, les sommes engagées par l'administration publique consistent principalement en des dépenses externes. Pour ce qui est de cette catégorie de dépenses, la région de Montréal reçoit 351,9 M$ (59,4 %) et celle de la Capitale-Nationale, 68,8 M$ (11,6 %). Les régions où les dépenses externes sont les plus importantes, en dehors des deux régions centrales, sont celles de la Montérégie (25,6 M$) et de l'Estrie (21,2 M$). Quant aux dépenses internes, on note que les régions de Montréal (194,7 M$) et de la Capitale-Nationale (177 M$) recueillent la quasi-totalité de celles-ci et qu'elles sont plus spécifiquement liées au fonctionnement (salaires et traitements du personnel; achats de biens et services). Cette situation s'explique par la présence dans ces deux régions de grandes institutions culturelles publiques, de ministères, de bureaux d'organismes gouvernementaux et de sociétés d'État dont l'action couvre l'ensemble du territoire québécois.

1. Pour des explications complètes sur la méthodologie, veuillez consulter le site Web de l'OCCQ.
2. Pour les définitions des catégories de dépenses, voir la section Concepts et définitions à la fin de ce document.

Figure 13.1

Dépenses en culture de l'administration publique québécoise en dollars par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-2013

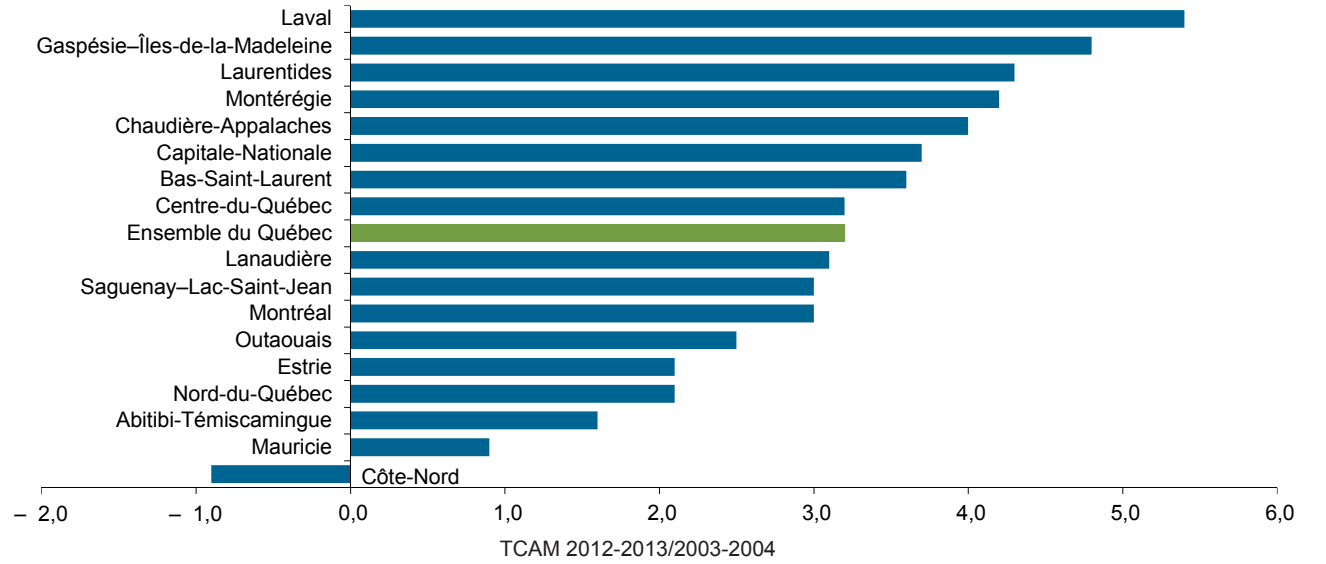


Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Lorsque l'on met en relation les dépenses avec la taille de la population, on constate qu'en 2012-2013 une somme de 122,34 $ par habitant[3] est investie au chapitre de la culture pour l'ensemble du Québec. Cette somme est de 281,64 $ par habitant pour la région de Montréal et de 342,01 $ par habitant pour la région de la Capitale-Nationale. Dans les autres régions, les sommes dédiées à la culture oscillent entre 12,95 $ par habitant (Laval) et 119,95 $ par habitant (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine).

Figure 13.2

Taux de croissance annuel moyen des dépenses en culture de l'administration publique québécoise, régions administratives et ensemble du Québec, 2003-2004 à 2012-2013



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

3. Tant pour la province que pour la région examinée, le montant est basé sur la taille de la population au 1er juillet 2012.

Évolution des dépenses en culture : le rythme de croissance varie selon les régions

La figure 13.2 montre l'évolution des dépenses liées à la culture par région administrative sur la décennie 2003-2004 à 2012-2013. On remarque à cet égard que la région de Laval enregistre le plus haut taux de croissance annuel moyen (TCAM) sur la période étudiée (5,4 %). La région de la Côte-Nord est la seule à connaître une diminution des dépenses sur la récente décennie (TCAM de – 0,9 %). Lorsque l'on compare cette croissance à celle sur les dix années précédentes (de 1994-1995 à 2003-2004 – tableau 13.2), on constate que les dépenses progressent plus rapidement sur la récente décennie que sur la précédente dans la région de Laval (5,4 % comparativement à 0,3 %), des Laurentides (4,3 % comparativement à 2,9 %), de la Montérégie (4,2 % comparativement à 3,2 %), de la Capitale-Nationale (3,7 % comparativement à 2,3 %) et de l'Estrie (2,1 % comparativement à 0,04 %). Les autres régions présentent soit un taux de croissance sur la récente décennie relativement similaire à celui de la décennie précédente (c'est le cas, par exemple, de la région de Montréal : 3,0 % comparativement à 3,3 %), soit un ralentissement dans la croissance de leurs dépenses au cours de la récente décennie (c'est le cas, par exemple, de la région de Lanaudière : 3,1 % comparativement à 6,6 %).

Références

DUBÉ, Gaëtane, et Marie-Hélène PROVENÇAL (2015). « Les dépenses en culture de l'administration publique québécoise depuis 1985 », Optique culture, no 38, Québec, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, février, 16 p.

Informations statistiques complémentaires

Données de l'OCCQ sur les dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture.

Tableau 13.1

Dépenses en culture de l'administration publique québécoise selon la catégorie de dépenses, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-2013

	Dépenses internes			Dépenses externes			Dépenses directes
	Fonctionnement	Investissement	Sous-Total	Fonctionnement	Investissement	Sous-Total	Total
	k $						
Bas-Saint-Laurent	3 117,8	213,2	3 330,9	9 447,5	4 920,4	14 367,9	**17 698,8**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 842,0	17,9	2 859,9	12 264,4	4 778,9	17 043,3	**19 903,2**
Capitale-Nationale	156 661,4	20 315,5	176 976,9	53 769,9	15 034,6	68 804,5	**245 781,4**
Mauricie	2 433,8	54,9	2 488,7	11 641,4	3 379,5	15 020,9	**17 509,7**
Estrie	1 784,8	16,7	1 801,4	19 024,8	2 164,3	21 189,1	**22 990,5**
Montréal	165 136,2	29 518,1	194 654,3	219 259,8	132 655,5	351 915,4	**546 569,7**
Outaouais	3 098,6	7,5	3 106,2	7 638,6	2 442,5	10 081,1	**13 187,3**
Abitibi-Témiscamingue	1 675,0	224,8	1 899,8	7 196,2	1 527,0	8 723,1	**10 622,9**
Côte-Nord	673,2	–	673,2	4 211,2	1 671,1	5 882,3	**6 555,5**
Nord-du-Québec	462,6	–	462,6	1 285,5	160,6	1 446,1	**1 908,6**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 836,3	345,9	3 182,1	5 806,0	2 280,1	8 086,0	**11 268,2**
Chaudière-Appalaches	589,7	10,0	599,6	7 133,1	3 542,9	10 676,0	**11 275,7**
Laval	232,2	–	232,2	3 894,1	1 210,3	5 104,5	**5 336,6**
Lanaudière	626,4	301,5	927,9	5 896,7	3 176,8	9 073,4	**10 001,3**
Laurentides	770,4	536,3	1 306,7	8 049,5	1 833,6	9 883,1	**11 189,8**
Montérégie	938,6	258,2	1 196,8	19 800,7	5 771,8	25 572,5	**26 769,3**
Centre-du-Québec	204,3	–	204,3	4 506,4	1 594,8	6 101,2	**6 305,5**
Hors Québec	903,6	152,9	1 056,6	3 118,9	–	3 118,9	**4 175,5**
Ensemble du Québec	**344 986,7**	**51 973,4**	**396 960,1**	**403 944,7**	**188 144,7**	**592 089,4**	**989 049,5**

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 13.2

Évolution des dépenses directes[1] en culture de l'administration publique québécoise, régions administratives et ensemble du Québec, 1994-1995 à 2012-2013

	1994-1995	2003-2004	2012-2013	TCAM 2003-2004 /1994-1995	TCAM 2012-2013 /2003-2004	TCAM 2012-2013 /1994-1995
	k $			%		
Bas-Saint-Laurent	9 649,3	12 860,8	17 698,8	3,2	3,6	3,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11 514,6	15 251,3	19 903,2	3,2	3,0	2,9
Capitale-Nationale	144 104,4	177 291,3	245 781,4	2,3	3,7	2,8
Mauricie[2]	14 399,0	16 113,6	17 509,7	1,3	0,9	1,0
Estrie	18 977,8	19 056,2	22 990,5	0,0	2,1	1,0
Montréal	312 287,8	418 170,0	546 569,7	3,3	3,0	3,0
Outaouais	8 047,3	10 546,9	13 187,3	3,1	2,5	2,6
Abitibi-Témiscamingue	7 735,3	9 214,6	10 622,9	2,0	1,6	1,7
Côte-Nord	5 364,4	7 120,5	6 555,5	3,2	– 0,9	1,1
Nord-du-Québec	1 208,6	1 586,0	1 908,6	3,1	2,1	2,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 122,9	7 388,6	11 268,2	6,7	4,8	5,4
Chaudière-Appalaches	5 965,6	7 899,1	11 275,7	3,2	4,0	3,4
Laval	3 226,0	3 313,2	5 336,6	0,3	5,4	2,7
Lanaudière	4 279,9	7 630,6	10 001,3	6,6	3,1	4,6
Laurentides	5 916,3	7 658,0	11 189,8	2,9	4,3	3,4
Montérégie	13 960,0	18 496,5	26 769,3	3,2	4,2	3,5
Centre-du-Québec[2]	…	4 748,2	6 305,5	…	3,2	…
Hors Québec	2 719,2	4 809,5	4 175,5	6,5	– 1,6	2,3
Ensemble du Québec	**573 478,4**	**749 154,9**	**989 049,5**	**3,0**	**3,2**	**2,9**

1. En milliers de dollars courants.
2. Jusqu'à 1995-1996, les régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec étaient regroupées.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec,.

14. Statistiques par MRC

Ce chapitre du *Panorama des régions du Québec* offre une analyse à l'échelle des municipalités régionales de comté (MRC). Au Québec, le territoire se divise en 104 MRC géographiques. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE. L'accent de ce chapitre a été mis sur l'étude de trois thématiques interreliées, soit la démographie, le revenu disponible et le taux de travailleurs.

Il est à noter que pour la MRC d'Eeyou Istchee, le toponyme est provisoire et désigne un espace géostatistique pour les Cris dans le Nord-du-Québec[1]; conséquemment, un nouveau toponyme officiel est à venir. Également, il importe de mentionner le cas unique des régions administratives de Montréal et Laval qui sont respectivement composées d'une MRC identique au territoire régional.

Par ailleurs, les variables sont analysées suivant le découpage géographique et la dénomination au 1er juillet 2014 pour la démographie, tandis que, pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, l'analyse est faite selon le découpage géographique et la dénomination au 31 décembre 2013. Fait à noter, dans la région administrative du Nord-du-Québec, le nom de la MRC de Kativik a changé pour celui de la MRC de l'Administration régionale Kativik, à partir du 1er janvier 2014, date d'entrée en vigueur de ce changement.

L'intérêt d'une analyse à l'échelle supralocale réside dans la comparaison qui est effectuée entre des territoires d'une même région ou d'une région limitrophe. En effet, la conception de ce type d'étude permet, par exemple, d'apporter des nuances au portrait d'une région administrative, ou bien même de faire ressortir les territoires supralocaux qui se démarquent de par leur situation.

14.1 Démographie

par Anne Binette Charbonneau, Direction des statistiques sociodémographiques

La dynamique démographique varie grandement d'une région administrative à l'autre, mais également à l'intérieur de chaque région. Pour illustrer ces contrastes, la carte 14.1.1 présente les taux d'accroissement annuels moyens des MRC entre 2011 et 2014. Le tableau 14.1.1 contient quant à lui les données détaillées de chaque MRC pour les périodes 2001-2006, 2006-2011 et 2011-2014 (voir également l'encadré ci-après qui donne des précisions sur les données utilisées).

Entre 2011 et 2014, les MRC qui ont enregistré une croissance supérieure ou égale à 15 pour mille (ou 1,5 %) se situent en périphérie de Montréal, de Québec ou de Gatineau, de même qu'une dans le Nord-du-Québec. Trois de ces six MRC à forte croissance sont regroupées dans une zone au nord de Montréal, soit Mirabel et La Rivière-du-Nord, dans la région des Laurentides, ainsi que Montcalm, dans Lanaudière. Précisons que la MRC de Mirabel affiche la croissance annuelle moyenne la plus élevée du Québec, avec un taux de 34,2 pour mille au cours de la période 2011-2014, selon les données provisoires. Les autres MRC dont la croissance est supérieure à 15 pour mille sont La Jacques-Cartier, dans la région de la Capitale-Nationale, l'Administration régionale Kativik, dans le Nord-du-Québec et Les Collines-de-l'Outaouais, en Outaouais.

Entre 2011 et 2014, 36 des MRC du Québec ont connu une croissance se situant entre 5 et 14,9 pour mille. Parmi celles-ci se trouvent les MRC de Montréal, Québec, Laval, Gatineau, Longueuil, Sherbrooke et Lévis, qui comprennent les municipalités du même nom, ainsi que plusieurs des MRC situées à proximité. De ce groupe, seulement trois MRC se trouvent dans des régions éloignées des principaux centres urbains, soit Eeyou Istchee, dans le Nord-du-Québec, Le Fjord-du-Saguenay, au Saguenay–Lac-Saint-Jean et Rimouski-Neigette, dans le Bas-Saint-Laurent.

1. Ce territoire géostatistique comprend les réserves autochtones cries (Terres réservées aux Cris) et les municipalités de village cri (VC), ainsi que l'établissement amérindien d'Oujé-Bougoumou.

Toutes les régions administratives comptent au moins une MRC dont la population s'est réduite entre 2011 et 2014 (excluant les régions de Montréal et de Laval dont le territoire est composé d'une seule MRC). Si on se concentre toutefois sur les 18 MRC ayant enregistré les déclins de population les plus marqués, on constate qu'elles se situent principalement dans l'est du Québec. Parmi ces MRC, cinq sont dans le Bas-Saint-Laurent (La Matapédia, La Mitis, Les Basques, Témiscouata et Kamouraska), cinq en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (La Haute-Gaspésie, Le Rocher-Percé, Les Îles-de-la-Madeleine, La Côte-de-Gaspé et Bonaventure) et deux sur la Côte-Nord (Le Golfe-du-Saint-Laurent et La Haute-Côte-Nord). Les autres MRC qui connaissent des pertes substantielles se trouvent en Mauricie (Mékinac et Shawinigan), dans Chaudière-Appalaches (Les Etchemins et Montmagny), en Estrie (Les Sources) et en Outaouais (Pontiac). Soulignons que la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est la seule région où toutes les MRC voient leur population diminuer entre 2011 et 2014, selon les données provisoires.

Le cycle de production des estimations démographiques : prudence avec les données provisoires

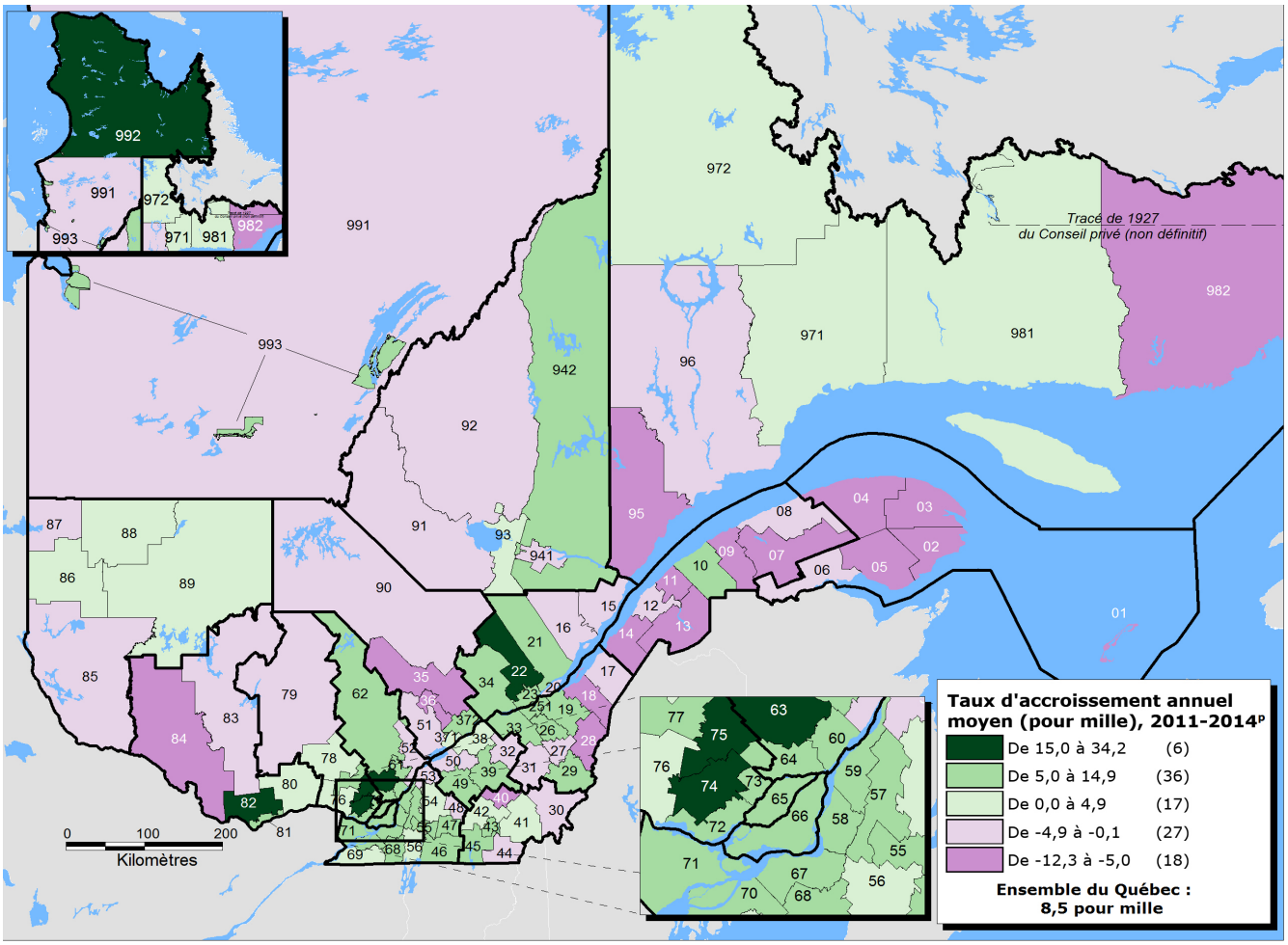
Les estimations de population ont comme point d'ancrage les comptes du recensement le plus récent[2], rajustés pour le sous-dénombrement net et les réserves indiennes partiellement sous-dénombrées. Entre deux recensements, les données disponibles sur les différentes composantes du bilan démographique (naissances, décès et mouvements migratoires) sont ajoutées pour produire les estimations de population annuelles. Les estimations produites par cette méthode dite des composantes font l'objet d'une révision importante tous les cinq ans pour s'arrimer aux comptes de population du nouveau recensement corrigés du sous-dénombrement net.

Actuellement, les données antérieures à 2011 peuvent être considérées comme finales[3]. Les estimations de 2011 à 2014 sont quant à elles basées sur les comptes du Recensement de 2011 et ne sont pas définitives : elles feront l'objet d'une révision à la suite du Recensement de 2016. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente de la population. De fait, la révision des données entraîne parfois des changements non négligeables pour certains territoires. Par exemple, les données provisoires de la période 2006-2011 (avant la révision qui a suivi le Recensement de 2011) avaient grandement surestimé la croissance démographique de Montréal. Pour plus d'information sur la révision des données de 2006 à 2011, veuillez consulter l'édition 2014 du Panorama des régions du Québec (p. 15-16).

2. Le recensement de la population est réalisé tous les cinq ans par Statistique Canada. Le plus récent a eu lieu en mai 2011.
3. Les révisions ultérieures que pourrait faire Statistique Canada ne devraient avoir que des répercussions mineures sur les données de cette période.

Carte 14.1.1

Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC du Québec, 2011-2014



Note : La correspondance entre les codes de MRC et les noms de MRC se trouve dans le tableau 14.1.1.

Sources : Statistique Canada, *Estimations démographiques* (série de février 2015), adapté par l'Institut de la statistique du Québec; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Tableau 14.1.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2014

Code	MRC[1] par région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[2]		
		2001	2006	2011	2014p	2001-2006	2006-2011	2011-2014p
		n				pour 1 000		
01	**Bas-Saint-Laurent**	**204 296**	**201 600**	**201 184**	**200 292**	**– 2,7**	**– 0,4**	**– 1,5**
7	La Matapédia	20 271	19 257	18 653	18 107	– 10,3	– 6,4	– 9,9
8	La Matanie	22 905	22 344	21 891	21 594	– 5,0	– 4,1	– 4,6
9	La Mitis	19 669	19 383	19 032	18 548	– 2,9	– 3,7	– 8,6
10	Rimouski-Neigette	53 288	53 539	55 593	57 169	0,9	7,5	9,3
11	Les Basques	10 003	9 481	9 155	8 939	– 10,7	– 7,0	– 8,0
12	Rivière-du-Loup	32 434	33 578	34 664	34 475	6,9	6,4	– 1,8
13	Témiscouata	22 813	21 843	20 626	20 247	– 8,7	– 11,5	– 6,2
14	Kamouraska	22 913	22 175	21 570	21 213	– 6,5	– 5,5	– 5,6
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**283 304**	**274 286**	**277 249**	**277 786**	**– 6,5**	**2,1**	**0,6**
91	Le Domaine-du-Roy	33 442	32 151	32 063	31 924	– 7,9	– 0,5	– 1,4
92	Maria-Chapdelaine	27 374	25 928	25 395	25 061	– 10,9	– 4,2	– 4,4
93	Lac-Saint-Jean-Est	52 700	51 512	52 939	53 093	– 4,6	5,5	1,0
941	Saguenay	149 757	144 532	146 033	145 990	– 7,1	2,1	– 0,1
942	Le Fjord-du-Saguenay	20 031	20 163	20 819	21 718	1,3	6,4	14,1
03	**Capitale-Nationale**	**651 583**	**668 948**	**710 861**	**731 838**	**5,3**	**12,2**	**9,7**
15	Charlevoix-Est	16 929	16 443	16 337	16 161	– 5,8	– 1,3	– 3,6
16	Charlevoix	13 419	13 225	13 400	13 301	– 2,9	2,6	– 2,5
20	L'Île-d'Orléans	6 904	6 869	6 743	6 680	– 1,0	– 3,7	– 3,1
21	La Côte-de-Beaupré	21 413	23 263	26 408	27 164	16,6	25,3	9,4
22	La Jacques-Cartier	27 016	30 254	37 494	40 445	22,6	42,7	25,2
23	Québec	520 072	532 102	560 659	576 176	4,6	10,5	9,1
34	Portneuf	45 830	46 792	49 820	51 911	4,2	12,5	13,7
04	**Mauricie**	**260 048**	**260 407**	**265 557**	**266 794**	**0,3**	**3,9**	**1,5**
35	Mékinac	13 044	12 698	12 962	12 673	– 5,4	4,1	– 7,5
36	Shawinigan	52 997	52 050	50 263	49 428	– 3,6	– 7,0	– 5,6
371	Trois-Rivières	124 719	127 292	132 592	134 561	4,1	8,2	4,9
372	Les Chenaux	17 500	17 039	17 998	18 532	– 5,3	10,9	9,7
51	Maskinongé	35 644	35 799	36 528	36 491	0,9	4,0	– 0,3
90	La Tuque	16 144	15 529	15 214	15 109	– 7,8	– 4,1	– 2,3
05	**Estrie**	**291 389**	**301 058**	**313 582**	**320 008**	**6,5**	**8,2**	**6,8**
30	Le Granit	22 199	22 481	22 305	22 120	2,5	– 1,6	– 2,8
40	Les Sources	14 813	14 499	14 822	14 448	– 4,3	4,4	– 8,5
41	Le Haut-Saint-François	21 815	21 724	22 194	22 258	– 0,8	4,3	1,0
42	Le Val-Saint-François	28 920	29 240	29 838	30 022	2,2	4,0	2,0
43	Sherbrooke	141 684	148 952	156 759	162 638	10,0	10,2	12,3
44	Coaticook	18 773	18 592	18 949	18 873	– 1,9	3,8	– 1,3
45	Memphrémagog	43 185	45 570	48 715	49 649	10,7	13,3	6,3
06	**Montréal**	**1 850 357**	**1 872 136**	**1 915 617**	**1 988 243**	**2,3**	**4,6**	**12,4**
66	Montréal	1 850 357	1 872 136	1 915 617	1 988 243	2,3	4,6	12,4
07	**Outaouais**	**322 967**	**345 027**	**373 905**	**383 182**	**13,2**	**16,1**	**8,2**
80	Papineau	20 797	21 987	22 756	22 916	11,1	6,9	2,3
81	Gatineau	231 356	244 868	268 838	276 338	11,3	18,7	9,2
82	Les Collines-de-l'Outaouais	36 012	42 470	46 910	49 065	32,9	19,9	15,0
83	La Vallée-de-la-Gatineau	19 980	20 933	20 935	20 689	9,3	0,0	– 3,9
84	Pontiac	14 822	14 769	14 466	14 174	– 0,7	– 4,1	– 6,8

Tableau 14.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2014

Code	MRC[1] par région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[2]		
		2001	2006	2011	2014p	2001-2006	2006-2011	2011-2014p
		n				pour 1 000		
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**148 564**	**144 887**	**146 683**	**147 868**	**– 5,0**	**2,5**	**2,7**
85	Témiscamingue	17 813	17 081	16 279	16 271	– 8,4	– 9,6	– 0,2
86	Rouyn-Noranda	40 323	40 264	41 439	41 926	– 0,3	5,8	3,9
87	Abitibi-Ouest	22 327	20 902	21 131	20 957	– 13,2	2,2	– 2,8
88	Abitibi	25 033	24 433	24 551	24 895	– 4,9	1,0	4,6
89	La Vallée-de-l'Or	43 068	42 207	43 283	43 819	– 4,0	5,0	4,1
09	**Côte-Nord**	**99 484**	**96 569**	**95 688**	**94 906**	**– 5,9**	**– 1,8**	**– 2,7**
95	La Haute-Côte-Nord	13 133	12 352	11 607	11 249	– 12,3	– 12,4	– 10,4
96	Manicouagan	34 191	33 250	32 339	31 984	– 5,6	– 5,6	– 3,7
971	Sept-Rivières	35 381	35 012	35 628	35 703	– 2,1	3,5	0,7
972	Caniapiscau	4 241	3 996	4 298	4 324	– 11,9	14,6	2,0
981	Minganie	6 829	6 414	6 655	6 672	– 12,5	7,4	0,9
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	5 709	5 545	5 161	4 974	– 5,8	– 14,3	– 12,3
10	**Nord-du-Québec**	**39 327**	**40 291**	**43 023**	**44 256**	**4,8**	**13,1**	**9,4**
991	Jamésie	16 576	14 946	14 284	14 147	– 20,7	– 9,1	– 3,2
992	Administration régionale Kativik	9 834	10 978	12 211	12 862	22,0	21,3	17,3
993	Eeyou Istchee[3]	12 917	14 367	16 528	17 247	21,3	28,0	14,2
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**98 589**	**95 206**	**94 473**	**92 472**	**– 7,0**	**– 1,5**	**– 7,1**
1	Les Îles-de-la-Madeleine	13 055	13 165	12 844	12 484	1,7	– 4,9	– 9,5
2	Le Rocher-Percé	19 605	18 474	18 037	17 494	– 11,9	– 4,8	– 10,2
3	La Côte-de-Gaspé	18 854	17 953	18 076	17 770	– 9,8	1,4	– 5,7
4	La Haute-Gaspésie	12 934	12 361	12 130	11 762	– 9,1	– 3,8	– 10,3
5	Bonaventure	18 597	17 997	18 068	17 789	– 6,6	0,8	– 5,2
6	Avignon	15 544	15 256	15 318	15 173	– 3,7	0,8	– 3,2
12	**Chaudière-Appalaches**	**390 856**	**397 133**	**414 427**	**419 755**	**3,2**	**8,5**	**4,3**
17	L'Islet	19 726	18 956	18 609	18 363	– 8,0	– 3,7	– 4,4
18	Montmagny	23 864	23 296	23 052	22 701	– 4,8	– 2,1	– 5,1
19	Bellechasse	33 991	33 700	35 627	36 587	– 1,7	11,1	8,9
251	Lévis	124 524	131 498	140 137	142 887	10,9	12,7	6,5
26	La Nouvelle-Beauce	31 296	31 799	35 473	36 692	3,2	21,8	11,3
27	Robert-Cliche	19 147	18 935	19 422	19 412	– 2,2	5,1	– 0,2
28	Les Etchemins	18 069	17 676	17 338	16 850	– 4,4	– 3,9	– 9,5
29	Beauce-Sartigan	48 837	50 095	51 505	52 418	5,1	5,6	5,9
31	Les Appalaches	44 045	43 527	43 342	42 962	– 2,4	– 0,9	– 2,9
33	Lotbinière	27 357	27 651	29 922	30 883	2,1	15,8	10,5
13	**Laval**	**350 332**	**372 495**	**406 098**	**420 870**	**12,3**	**17,3**	**11,9**
65	Laval	350 332	372 495	406 098	420 870	12,3	17,3	11,9
14	**Lanaudière**	**396 378**	**433 901**	**476 937**	**492 234**	**18,1**	**18,9**	**10,5**
52	D'Autray	39 177	40 662	41 941	41 767	7,4	6,2	– 1,4
60	L'Assomption	105 969	110 832	120 983	123 455	9,0	17,5	6,7
61	Joliette	55 277	58 831	64 174	66 813	12,5	17,4	13,4
62	Matawinie	44 042	49 911	50 210	51 141	25,0	1,2	6,1
63	Montcalm	39 520	43 135	48 918	51 543	17,5	25,1	17,4
64	Les Moulins	112 393	130 530	150 711	157 515	29,9	28,7	14,7

Tableau 14.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2014

Code	MRC[1] par région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[2]		
		2001	2006	2011	2014p	2001-2006	2006-2011	2011-2014p
		n				pour 1 000		
15	**Laurentides**	**472 932**	**518 664**	**566 683**	**586 051**	**18,4**	**17,7**	**11,2**
72	Deux-Montagnes	84 409	89 759	98 219	100 199	12,3	18,0	6,7
73	Thérèse-De Blainville	133 461	144 977	155 543	158 419	16,5	14,1	6,1
74	Mirabel	27 992	35 342	42 607	47 209	46,4	37,3	34,2
75	La Rivière-du-Nord	92 337	102 741	116 626	124 730	21,3	25,3	22,4
76	Argenteuil	29 501	30 210	32 353	32 456	4,7	13,7	1,1
77	Les Pays-d'en-Haut	31 656	36 791	40 547	41 962	30,0	19,4	11,4
78	Les Laurentides	39 445	43 215	45 441	45 917	18,2	10,0	3,5
79	Antoine-Labelle	34 131	35 629	35 347	35 159	8,6	– 1,6	– 1,8
16	**Montérégie**	**1 313 263**	**1 383 294**	**1 469 505**	**1 508 127**	**10,4**	**12,1**	**8,6**
46	Brome-Missisquoi	52 741	53 099	55 985	57 129	1,4	10,6	6,7
47	La Haute-Yamaska	75 064	80 180	85 839	87 495	13,2	13,6	6,4
48	Acton	15 457	15 414	15 486	15 435	– 0,6	0,9	– 1,1
53	Pierre-De Saurel	50 982	50 165	51 244	51 037	– 3,2	4,3	– 1,3
54	Les Maskoutains	80 487	81 403	85 012	86 148	2,3	8,7	4,4
55	Rouville	30 555	31 743	36 079	36 772	7,6	25,6	6,3
56	Le Haut-Richelieu	102 786	109 942	115 375	117 008	13,5	9,6	4,7
57	La Vallée-du-Richelieu	98 100	107 981	117 877	121 759	19,2	17,5	10,8
58	Longueuil	379 401	388 756	403 342	416 522	4,9	7,4	10,7
59	Marguerite-D'Youville	65 368	70 676	75 124	76 996	15,6	12,2	8,2
67	Roussillon	149 413	161 170	173 856	179 785	15,1	15,1	11,2
68	Les Jardins-de-Napierville	23 279	24 421	26 496	27 044	9,6	16,3	6,8
69	Le Haut-Saint-Laurent	24 926	25 026	24 486	24 539	0,8	– 4,4	0,7
70	Beauharnois-Salaberry	60 296	61 171	62 485	63 679	2,9	4,3	6,3
71	Vaudreuil-Soulanges	104 408	122 147	140 819	146 779	31,3	28,4	13,8
17	**Centre-du-Québec**	**222 746**	**225 971**	**236 184**	**239 990**	**2,9**	**8,8**	**5,3**
32	L'Érable	24 459	23 265	23 499	23 418	– 10,0	2,0	– 1,2
38	Bécancour	19 429	18 926	20 241	20 313	– 5,2	13,4	1,2
39	Arthabaska	65 335	66 778	69 841	71 311	4,4	9,0	6,9
49	Drummond	89 591	93 885	99 674	102 028	9,4	12,0	7,8
50	Nicolet-Yamaska	23 932	23 117	22 929	22 920	– 6,9	– 1,6	– 0,1
	Ensemble du Québec	**7 396 415**	**7 631 873**	**8 007 656**	**8 214 672**	**6,3**	**9,6**	**8,5**

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2014.
2. Calculé par rapport à la population moyenne de la période.
3. Nouveau toponyme officiel à venir.

Notes : Les taux de la période 2011-2014 couvrent une période de trois ans, alors que l'amplitude des deux périodes précédentes est de cinq ans. Les taux d'accroissement sont toutefois annualisés, ce qui permet la comparaison du rythme de la croissance d'une période à l'autre.

Les périodes sont définies en fonction des années de recensement qui balisent les estimations de population utilisées. Les estimations démographiques ont été révisées par Statistique Canada afin de s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011 rajustés pour le sous-dénombrement net du recensement et pour les réserves indiennes partiellement dénombrées. Lorsque nécessaire, les estimations par division de recensement produites par Statistique Canada ont été adaptées au découpage géographique des MRC du Québec par l'Institut de la statistique du Québec.

Les estimations actuellement disponibles pour les années 2011 à 2014 ne sont pas définitives. Elles feront l'objet d'une révision à la suite du Recensement de 2016. Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions au cours de cette période.

Source: Statistique Canada, *Estimations démographiques* (série de février 2015), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

14.2 Revenu disponible

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Au chapitre 5.2, il est question de l'évolution récente du revenu disponible par habitant dans l'ensemble des régions administratives. Afin d'obtenir un portrait plus complet, la présente section traite du revenu disponible à une échelle géographique plus fine, soit les MRC. En plus de faire ressortir les points saillants des données provisoires de 2013 sur le revenu disponible par habitant, la présente section met en relief les disparités qui subsistent entre les MRC de certaines régions administratives.

Baisse du revenu disponible dans 12 MRC

À l'échelle des MRC, le revenu disponible par habitant évolue de manière contrastée. En 2013, 12 territoires supralocaux subissent une baisse du revenu disponible, dont L'Île-d'Orléans (– 4,3 %), Beauce-Sartigan (– 2,7 %) et Robert-Cliche (– 2,7 %). La diminution dans ces trois MRC situées en périphérie de Québec est attribuable au repli marqué du revenu net de la propriété.

En revanche, 92 MRC connaissent une augmentation du revenu disponible par habitant entre 2012 et 2013. Parmi celles-ci, 72 affichent un taux de croissance annuel supérieur à celui observé dans l'ensemble du Québec (+ 0,9 %). Avec une augmentation de 4,4 %, la MRC de Coaticook, située dans la région de l'Estrie, est celle qui enregistre la hausse la plus prononcée en 2013. Elle est suivie, à cet égard, par la MRC du Témiscouata (+ 3,9 %) dans le Bas-Saint-Laurent et La Côte-de-Beaupré (+ 3,9 %), située dans la Capitale-Nationale. Il importe de signaler que depuis 2008, le revenu disponible par habitant de cette dernière MRC qui jouxte Québec croît à un rythme sans cesse plus rapide que celui de la province.

Regain de la croissance en Outaouais

Par ailleurs, les cinq MRC de la région de l'Outaouais font bonne figure au chapitre de la croissance du revenu disponible par habitant. Contrairement à 2012, toutes les MRC de la région enregistrent en 2013 un taux de croissance supérieur à celui observé au Québec, particulièrement Pontiac (+ 3,6 %), Papineau (+ 2,7 %) et Gatineau (+ 2,2 %). La hausse dans cette dernière MRC fait contraste avec la légère baisse enregistrée un an plus tôt.

Le revenu disponible par habitant est également en forte progression dans la plupart des MRC du Bas-Saint-Laurent. Les augmentations les plus remarquables sont observées dans les territoires supralocaux du Témiscouata (+ 3,9 %), de Rivière-du-Loup (+ 3,0 %) et de Rimouski-Neigette (+ 2,6 %). En fait, La Mitis (+ 0,2 %) et La Matanie (+ 0,4 %) sont les deux seules MRC, parmi les huit que compte la région, à enregistrer un taux de croissance inférieur à celui du Québec (+ 0,9 %), en raison principalement d'une hausse anémique de la rémunération des salariés et d'une diminution des revenus mixtes nets. Dans le cas de La Matanie, il faut remonter en 2010 pour voir cette MRC présenter un taux de croissance supérieur à celui de la province.

Essoufflement de la croissance dans les MRC de la Côte-Nord

Les années 2010 à 2012 furent marquées par une très forte augmentation du revenu disponible par habitant dans tous les territoires supralocaux de la Côte-Nord. Au cours de cette période, il n'était pas rare de voir les MRC de cette région afficher un taux de croissance annuel de deux à trois fois supérieur à celui observé dans l'ensemble de la province. Or, en 2013, la hausse du revenu disponible a nettement ralenti dans les territoires nord-côtiers, en raison notamment du repli des activités minières. D'ailleurs, deux MRC subissent une légère baisse en 2013, à savoir La Haute-Côte-Nord (– 0,1 %) et Manicouagan (– 0,2 %), sous l'effet conjugué d'une diminution de la rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible, et d'une augmentation des impôts et des cotisations sociales payés par les particuliers.

Caniapiscau continue d'afficher le revenu le plus élevé

En dépit d'une faible hausse en 2013, la MRC de Caniapiscau, dont la principale municipalité est Fermont, occupe toujours la tête des territoires supralocaux, grâce à un revenu disponible de 40 651 $ par habitant. Elle est suivie, de loin, à ce chapitre par La Jacques-Cartier (33 262 $) et La Vallée-du-Richelieu (32 352 $). D'ailleurs, comme l'illustre la carte 14.2.1, les MRC les plus prospères continuent de se concentrer essentiellement dans les régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de Gatineau ainsi que dans les régions administratives de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue.

À l'inverse, les territoires supralocaux qui présentent les revenus disponibles par habitant les plus faibles se concentrent principalement dans la péninsule gaspésienne, au Bas-Saint-Laurent, dans le sud-est de l'Estrie, dans le nord de l'Outaouais, dans le sud-est de la région de Chaudière-Appalaches ainsi qu'en Haute-Mauricie. D'ailleurs, c'est la MRC de La Haute-Gaspésie qui affiche en 2013 le revenu disponible par habitant le plus bas de la province, soit 20 011 $. Outre La Haute-Gaspésie, 74 territoires supralocaux présentent un revenu disponible par habitant inférieur à celui de l'ensemble du Québec (26 774 $).

Tableau 14.2.1

Les MRC présentant les revenus disponibles par habitant les plus élevés et les plus faibles, 2013

MRC	Région administrative	Revenu disponible $/hab.	MRC	Région administrative	Revenu disponible $/hab.
Les plus élevés			Les plus faibles		
Caniapiscau	Côte-Nord	40 651	La Haute-Gaspésie	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	20 011
La Jacques-Cartier	Capitale-Nationale	33 262	Pontiac	Outaouais	20 460
La Vallée-du-Richelieu	Montérégie	32 352	Le Haut-Saint-Laurent	Montérégie	20 622
L'Île-d'Orléans	Capitale-Nationale	31 519	Les Sources	Estrie	21 205
Thérèse-De Blainville	Laurentides	31 417	Témiscouata	Bas-Saint-Laurent	21 328
Les Collines-de-l'Outaouais	Outaouais	31 099	Les Etchemins	Chaudière-Appalaches	21 358
Sept-Rivières	Côte-Nord	31 060	La Vallée-de-la-Gatineau	Outaouais	21 462
Marguerite-d'Youville	Montérégie	31 014	La Tuque	Mauricie	21 550
Jamésie	Nord-du-Québec	30 947	Les Basques	Bas-Saint-Laurent	21 578
Les Pays-d'en-Haut	Laurentides	30 720	La Matapédia	Bas-Saint-Laurent	21 600

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

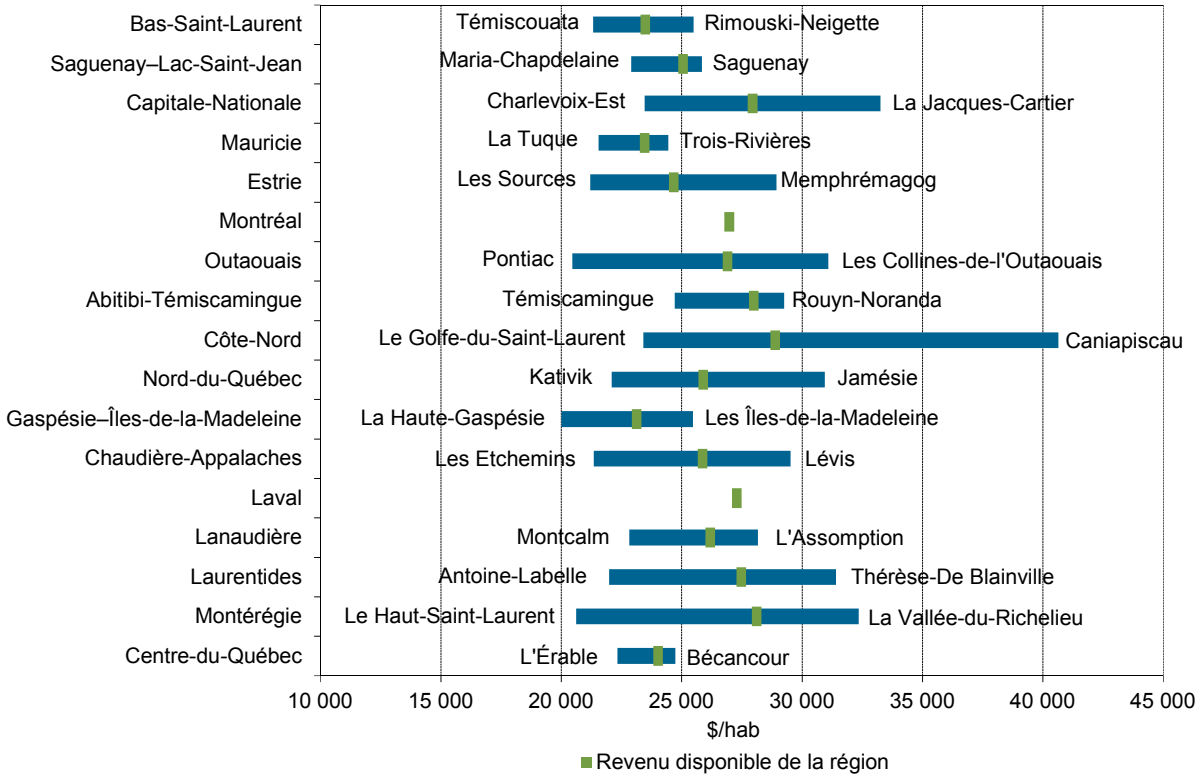
Les disparités demeurent importantes à l'intérieur de plusieurs régions

Comme en témoigne la figure 14.2.1, le niveau de revenu des MRC varie considérablement d'une région administrative à l'autre. L'écart le plus important entre les territoires supralocaux d'une même région est observé encore une fois sur la Côte-Nord. Dans cette région côtière, la différence de revenu est de plus de 17 200 $ entre la MRC qui affiche le revenu disponible le plus élevé, Caniapiscau (40 651 $), et celle présentant le revenu le plus faible, Le Golfe-du-Saint-Laurent (23 421 $).

Les régions de la Montérégie et de l'Outaouais continuent, elles aussi, à être marquées par de fortes disparités de revenu. En Montérégie, les différences de revenu demeurent fortes, notamment entre les territoires supralocaux qui sont à proximité de l'île de Montréal, comme La Vallée-du-Richelieu (32 352 $), Marguerite-D'Youville (31 014 $) ainsi que Vaudreuil-Soulanges (29 589 $) et les MRC plus éloignées, telles que Le Haut-Saint-Laurent (20 622 $) et Acton (22 693 $). Quant à la région de l'Outaouais, elle se caractérise par un clivage important entre les MRC situées près de la capitale fédérale et les plus éloignées. À preuve, les territoires supralocaux du nord de cette région comme Pontiac (20 460 $) et de La Vallée-de-la-Gatineau (21 462 $) montrent un revenu disponible par habitant bien en deçà de celui des MRC des Collines-de-l'Outaouais (31 099 $) et de Gatineau (27 282 $), ces dernières étant situées tout près d'Ottawa.

Figure 14.2.1

Écarts entre les MRC affichant le revenu disponible par habitant le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2013



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Les disparités de revenu sont aussi relativement importantes entre les territoires supralocaux de la Capitale-Nationale. Les deux MRC de l'est de la région, à savoir Charlevoix-Est (23 462 $) et Charlevoix (23 944 $), ont un revenu disponible largement inférieur à celles de La Jacques-Cartier (33 262 $) et de L'Île-d'Orléans (31 519 $). Le retard historique des deux MRC de l'est de la Capitale-Nationale est attribuable, en grande partie, à la rémunération des salariés et au taux de travailleurs qui sont largement moindres que dans le reste de la région.

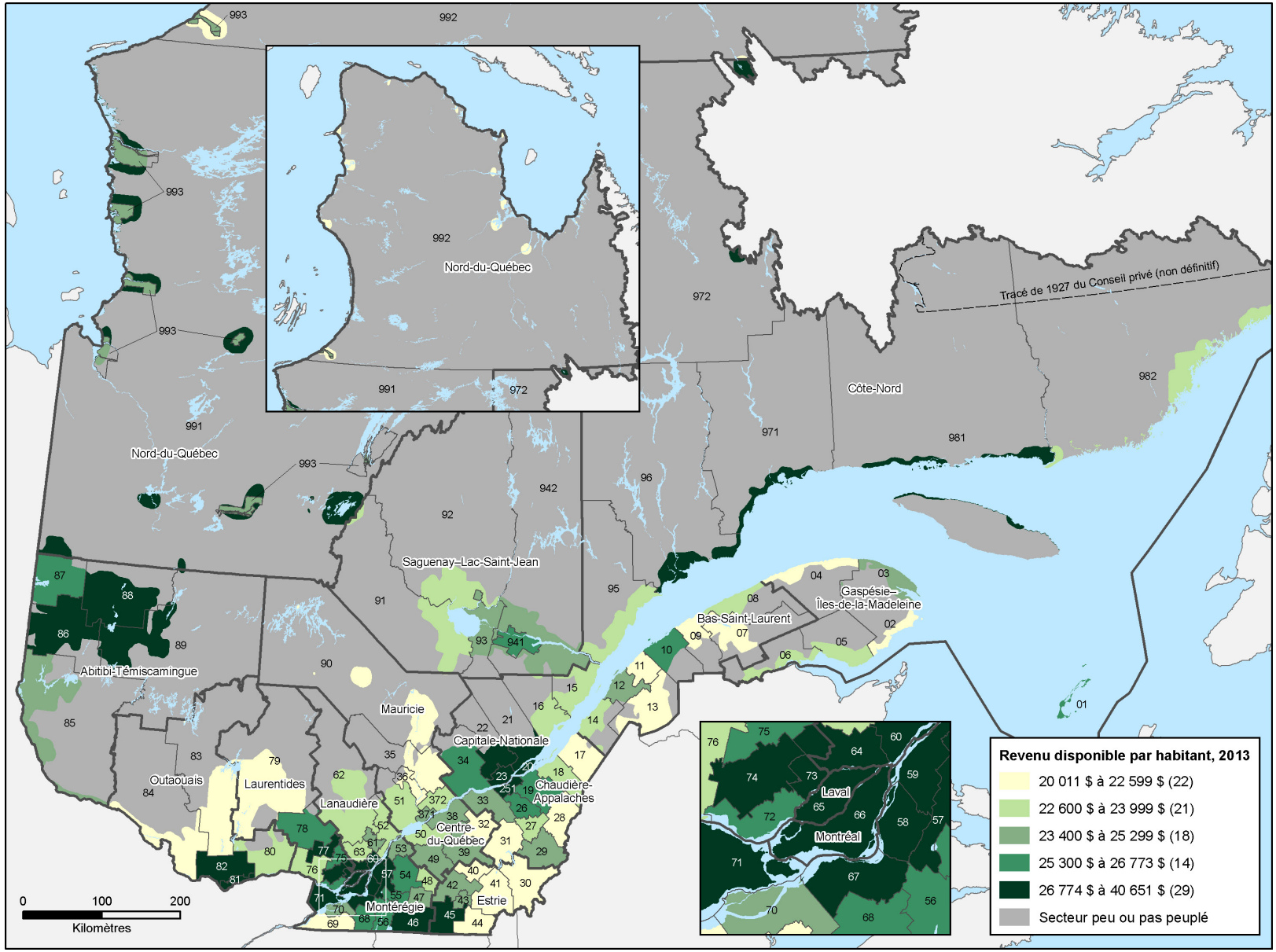
À l'opposé, les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Mauricie et du Centre-du-Québec se caractérisent par un niveau de revenu relativement homogène. À l'intérieur de chacune de ces régions, l'écart de revenu est de moins de 3 000 $ entre la MRC présentant la valeur la plus élevée et celle affichant la valeur la plus faible. Par contre, l'ensemble des MRC de ces trois régions continue d'afficher un revenu disponible inférieur à celui observé au Québec.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées sur le revenu disponible pour le Québec, les régions administratives, les MRC et les régions métropolitaines de recensement sont disponibles sur le site Web de l'Institut.

Carte 14.2.1

Revenu disponible par habitant selon les limites de l'écoumène, MRC du Québec, 2013



Sources :

Données sur le revenu : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Hydrographie et limites administratives : ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Écoumène de la population : Statistique Canada, écoumène de 2011, modifié par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 14.2.2

Revenu disponible par habitant, MRC[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Code	MRC par région administrative	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]	Classement des MRC en 2013[2]	Variation 2013/2012
		$/hab.					rang	%
01	**Bas-Saint-Laurent**	**21 274**	**21 497**	**22 168**	**22 978**	**23 497**	**...**	**2,3**
07	La Matapédia	18 879	19 259	20 044	21 078	21 600	95	2,5
08	La Matanie	20 729	21 574	22 177	22 905	23 005	73	0,4
09	La Mitis	19 879	20 108	20 745	21 582	21 622	94	0,2
10	Rimouski-Neigette	23 521	23 337	24 199	24 865	25 504	40	2,6
11	Les Basques	19 373	19 740	20 493	21 112	21 578	96	2,2
12	Rivière-du-Loup	22 548	22 712	23 054	23 931	24 650	52	3,0
13	Témiscouata	18 905	19 282	19 819	20 525	21 328	100	3,9
14	Kamouraska	20 609	20 870	21 547	22 606	22 993	75	1,7
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**22 469**	**22 985**	**23 873**	**24 763**	**25 069**	**...**	**1,2**
91	Le Domaine-du-Roy	21 491	21 972	22 800	23 709	23 762	66	0,2
92	Maria-Chapdelaine	20 648	20 788	21 988	22 773	22 906	76	0,6
93	Lac-Saint-Jean-Est	22 298	22 761	23 475	24 294	24 735	50	1,8
941	Saguenay	23 252	23 801	24 579	25 539	25 849	35	1,2
942	Le Fjord-du-Saguenay	21 195	22 110	23 887	24 540	25 058	45	2,1
03	**Capitale-Nationale**	**25 751**	**25 879**	**26 614**	**27 557**	**27 954**	**...**	**1,4**
15	Charlevoix-Est	21 441	21 539	22 059	23 010	23 462	69	2,0
16	Charlevoix	21 452	22 348	22 668	24 028	23 944	62	– 0,3
20	L'Île-d'Orléans	29 521	30 252	30 817	32 923	31 519	4	– 4,3
21	La Côte-de-Beaupré	25 940	26 267	27 493	28 707	29 830	12	3,9
22	La Jacques-Cartier	29 865	30 337	31 714	32 305	33 262	2	3,0
23	Québec	25 957	25 985	26 618	27 536	27 891	24	1,3
34	Portneuf	22 495	23 019	24 256	25 269	25 552	38	1,1
04	**Mauricie**	**21 705**	**21 865**	**22 458**	**23 192**	**23 474**	**...**	**1,2**
35	Mékinac	19 956	20 121	20 461	21 461	21 763	93	1,4
36	Shawinigan	20 474	20 368	20 934	21 762	22 053	89	1,3
371	Trois-Rivières	22 774	22 949	23 564	24 150	24 454	59	1,3
372	Les Chenaux	21 671	22 133	22 650	23 849	23 904	63	0,2
51	Maskinongé	21 056	21 309	21 886	22 733	23 000	74	1,2
90	La Tuque	19 722	19 973	20 697	21 276	21 550	97	1,3
05	**Estrie**	**22 355**	**22 666**	**23 299**	**24 260**	**24 673**	**...**	**1,7**
30	Le Granit	20 495	20 545	21 333	21 953	22 227	86	1,2
40	Les Sources	19 524	19 094	19 639	20 899	21 205	101	1,5
41	Le Haut-Saint-François	19 012	19 361	20 034	21 356	21 858	92	2,3
42	Le Val-Saint-François	23 137	23 015	23 889	25 050	25 246	44	0,8
43	Sherbrooke	22 468	22 797	23 418	24 259	24 556	54	1,2
44	Coaticook	19 666	20 179	20 434	21 472	22 410	84	4,4
45	Memphrémagog	25 880	26 609	27 170	28 236	28 949	18	2,5
06	**Montréal**	**25 307**	**25 357**	**26 260**	**27 073**	**26 984**	**...**	**– 0,3**
66	Montréal	25 307	25 357	26 260	27 073	26 984	29	– 0,3
07	**Outaouais**	**25 322**	**25 474**	**26 174**	**26 318**	**26 915**	**...**	**2,3**
80	Papineau	20 403	20 712	21 372	22 052	22 639	82	2,7
81	Gatineau	25 957	26 054	26 691	26 689	27 282	27	2,2
82	Les Collines-de-l'Outaouais	29 138	29 033	30 121	30 483	31 099	6	2,0
83	La Vallée-de-la-Gatineau	19 779	20 226	20 691	21 117	21 462	98	1,6
84	Pontiac	18 043	18 648	19 269	19 742	20 460	103	3,6

Tableau 14.2.2 (suite)

Revenu disponible par habitant, MRC[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Code	MRC par région administrative	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]	Classement des MRC en 2013[2]	Variation 2013/2012
		$/hab.					rang	%
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**23 928**	**24 961**	**26 601**	**27 781**	**27 997**	**...**	**0,8**
85	Témiscamingue	21 532	22 088	23 442	24 526	24 716	51	0,8
86	Rouyn-Noranda	25 297	26 468	28 680	28 970	29 262	16	1,0
87	Abitibi-Ouest	21 056	21 855	23 211	25 004	25 308	43	1,2
88	Abitibi	23 843	24 789	26 070	27 447	28 144	21	2,5
89	La Vallée-de-l'Or	25 001	26 234	27 754	29 395	29 221	17	– 0,6
09	**Côte-Nord**	**24 898**	**26 241**	**27 286**	**28 767**	**28 890**	**...**	**0,4**
95	La Haute-Côte-Nord	20 730	21 793	22 763	23 916	23 890	64	– 0,1
96	Manicouagan	24 545	25 414	26 231	27 337	27 288	26	– 0,2
971	Sept-Rivières	26 178	28 005	28 998	30 830	31 060	7	0,7
972	Caniapiscau	34 419	36 137	37 948	40 445	40 651	1	0,5
981	Minganie	25 167	26 508	27 967	29 646	29 937	11	1,0
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	20 083	21 323	22 494	23 112	23 421	70	1,3
10	**Nord-du-Québec**	**24 065**	**24 237**	**24 780**	**25 576**	**25 895**	**...**	**1,2**
991	Jamésie	26 731	26 789	28 568	30 406	30 947	9	1,8
992	Kativik	21 293	21 506	22 222	22 288	22 107	87	– 0,8
993	Eeyou Istchee[3]	23 643	23 956	23 397	23 898	24 493	56	2,5
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**20 365**	**20 751**	**21 702**	**22 779**	**23 136**	**...**	**1,6**
01	Les Îles-de-la-Madeleine	22 977	23 146	24 201	25 192	25 478	41	1,1
02	Le Rocher-Percé	19 166	19 526	20 387	21 646	21 874	91	1,1
03	La Côte-de-Gaspé	21 645	21 888	22 890	23 825	24 475	58	2,7
04	La Haute-Gaspésie	17 770	18 115	18 977	19 973	20 011	104	0,2
05	Bonaventure	20 447	20 861	21 936	22 978	23 486	68	2,2
06	Avignon	20 040	20 794	21 636	22 823	23 116	72	1,3
12	**Chaudière-Appalaches**	**23 579**	**23 846**	**24 401**	**25 587**	**25 868**	**...**	**1,1**
17	L'Islet	19 935	20 404	20 572	21 567	22 058	88	2,3
18	Montmagny	20 601	20 968	21 670	22 710	23 238	71	2,3
19	Bellechasse	22 633	23 060	23 687	24 750	25 617	36	3,5
251	Lévis	27 190	27 275	28 057	29 145	29 532	15	1,3
26	La Nouvelle-Beauce	24 034	24 062	24 470	25 866	25 930	34	0,2
27	Robert-Cliche	21 451	21 330	21 862	23 323	22 694	80	– 2,7
28	Les Etchemins	18 872	19 250	19 301	20 628	21 358	99	3,5
29	Beauce-Sartigan	22 384	22 952	23 383	25 191	24 500	55	– 2,7
31	Les Appalaches	20 550	20 653	21 083	21 819	22 500	83	3,1
33	Lotbinière	22 665	23 446	23 687	24 612	24 975	48	1,5
13	**Laval**	**25 435**	**25 595**	**26 255**	**26 925**	**27 301**	**...**	**1,4**
65	Laval	25 435	25 595	26 255	26 925	27 301	25	1,4
14	**Lanaudière**	**23 998**	**24 367**	**25 045**	**25 840**	**26 189**	**...**	**1,4**
52	D'Autray	21 365	21 796	22 530	23 514	23 823	65	1,3
60	L'Assomption	26 093	26 443	27 074	28 003	28 176	19	0,6
61	Joliette	23 260	23 400	23 732	24 232	24 436	60	0,8
62	Matawinie	20 716	21 164	22 011	22 397	22 881	77	2,2
63	Montcalm	20 500	20 866	21 536	22 269	22 837	78	2,6
64	Les Moulins	25 639	26 059	26 825	27 735	28 174	20	1,6

Tableau 14.2.2 (suite)

Revenu disponible par habitant, MRC[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Code	MRC par région administrative	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]	Classement des MRC en 2013[2]	Variation 2013/2012
		$/hab.					rang	%
15	**Laurentides**	**25 320**	**25 726**	**26 210**	**27 291**	**27 484**	**...**	**0,7**
72	Deux-Montagnes	24 693	24 914	25 481	26 406	26 726	30	1,2
73	Thérèse-De Blainville	28 804	29 389	29 840	31 611	31 417	5	– 0,6
74	Mirabel	24 582	25 247	26 299	27 417	27 916	23	1,8
75	La Rivière-du-Nord	23 242	23 490	24 082	24 822	25 339	42	2,1
76	Argenteuil	20 986	21 251	21 765	22 420	22 813	79	1,8
77	Les Pays-d'en-Haut	29 583	30 564	30 114	31 038	30 720	10	– 1,0
78	Les Laurentides	24 003	24 201	24 582	25 296	25 529	39	0,9
79	Antoine-Labelle	20 202	20 269	20 861	21 493	21 989	90	2,3
16	**Montérégie**	**25 790**	**26 211**	**26 953**	**27 845**	**28 115**	**...**	**1,0**
46	Brome-Missisquoi	24 254	24 895	25 931	26 709	27 191	28	1,8
47	La Haute-Yamaska	23 002	23 375	23 859	24 490	24 975	47	2,0
48	Acton	19 976	20 920	21 333	22 280	22 693	81	1,9
53	Pierre-De Saurel	22 903	22 763	23 583	24 542	25 013	46	1,9
54	Les Maskoutains	23 361	23 769	24 564	25 432	25 567	37	0,5
55	Rouville	24 306	24 387	24 966	25 953	26 723	31	3,0
56	Le Haut-Richelieu	24 174	24 658	25 053	26 051	26 404	32	1,4
57	La Vallée-du-Richelieu	29 028	29 753	30 922	32 042	32 352	3	1,0
58	Longueuil	27 458	27 892	28 603	29 370	29 542	14	0,6
59	Marguerite-D'Youville	28 710	29 051	29 555	30 990	31 014	8	0,1
67	Roussillon	25 570	25 978	26 690	27 644	27 975	22	1,2
68	Les Jardins-de-Napierville	22 930	23 572	24 652	25 627	25 931	33	1,2
69	Le Haut-Saint-Laurent	18 925	19 211	19 840	20 650	20 622	102	– 0,1
70	Beauharnois-Salaberry	22 398	22 599	23 122	24 008	24 487	57	2,0
71	Vaudreuil-Soulanges	27 585	27 895	28 860	29 535	29 589	13	0,2
17	**Centre-du-Québec**	**21 874**	**22 257**	**22 752**	**23 835**	**24 029**	**...**	**0,8**
32	L'Érable	20 484	20 855	21 253	21 805	22 337	85	2,4
38	Bécancour	22 565	23 032	23 705	24 729	24 747	49	0,1
39	Arthabaska	22 248	22 796	23 121	24 325	24 573	53	1,0
49	Drummond	22 019	22 214	22 736	23 915	24 019	61	0,4
50	Nicolet-Yamaska	20 960	21 580	22 392	23 269	23 499	67	1,0
	Ensemble du Québec	**24 638**	**24 914**	**25 668**	**26 539**	**26 774**	**...**	**0,9**

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.
2. Les 104 MRC du Québec sont classées par ordre décroissant du revenu disponible par habitant de 2013.
3. Nouveau toponyme officiel à venir.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable.

14.3 Taux de travailleurs

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

La présente section fait un survol de la situation du marché du travail des 104 MRC du Québec, à l'aune du taux de travailleurs des 25-64 ans. Le taux de travailleurs est le rapport entre le nombre de travailleurs, c'est-à-dire les particuliers ayant déclaré des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenus, et le nombre de particuliers ayant produit une déclaration de revenus à Revenu Québec. En plus de comparer les données de 2013 avec celles de 2012 afin de mieux cerner l'évolution récente du marché du travail, la présente analyse met en exergue les disparités, souvent importantes, qui existent entre les territoires supralocaux d'une même région. Enfin, il sera question, dans la dernière partie, des écarts parfois importants qui subsistent entre les hommes et les femmes en matière de taux de travailleurs, différences dont l'ampleur varie considérablement d'une MRC à l'autre.

La situation du marché du travail continue de s'améliorer dans la majorité des MRC

Le taux de travailleurs de 25-64 ans grimpe au Québec de 0,4 point de pourcentage en 2013 et atteint un sommet historique de 76,2 %. Il s'agit toutefois d'une augmentation moins élevée qu'au cours des deux années précédentes.

Selon les données provisoires de 2013, le taux de travailleurs continue de progresser dans la très grande majorité des MRC, bien qu'à des degrés divers. Les hausses les plus marquées, entre 2012 et 2013, sont observées principalement dans les MRC de l'est de la province aux prises avec un déclin important de la population en âge de travailler, comme Le Golfe-du-Saint-Laurent (+ 4,2 points), Le Rocher-Percé (+ 2,1 points), La Haute-Gaspésie (+1,9 point), La Côte-de-Gaspé (+ 1,7 point), Montmagny (+ 1,6 point) et Témiscouata (+ 1,6 point). La forte augmentation dans ces six territoires supralocaux est attribuable à l'effet conjugué d'une croissance du nombre de travailleurs des 25-64 ans et d'une baisse du nombre de déclarants de ce groupe d'âge. Fait à souligner, toutes les MRC des régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine connaissent, en 2013, une croissance supérieure à celle enregistrée dans l'ensemble du Québec.

En Estrie, le marché du travail a aussi poursuivi son embellie. Dans toutes les MRC de la région, le taux de travailleurs croît en 2013 à un rythme bien plus rapide que celui noté dans l'ensemble de la province. Le Haut-Saint-François (+ 1,1 point), Memphrémagog (+ 1,0 point) et Les Sources (+ 0,9 point) se distinguent en montrant les hausses les plus importantes. Cela constitue un contraste marquant par rapport à la situation observée au milieu des années 2000, où ces trois MRC enregistraient des reculs notables du taux de travailleurs.

Le taux de travailleurs est aussi en forte progression dans les territoires supralocaux de la Capitale-Nationale, particulièrement dans la MRC de Charlevoix où il grimpe de 1,4 point de pourcentage par rapport à 2012. Grâce à cette hausse marquée, cette dernière affiche, pour la première fois, un taux de travailleurs supérieur à celui de l'ensemble du Québec.

À l'autre bout du spectre, le taux de travailleurs demeure inférieur à ce qu'il était en 2012 dans neuf MRC. Les baisses les plus importantes, entre 2012 et 2013, sont relevées dans Eeyou Istchee (– 1,4 point) et Les Collines-de-l'Outaouais (– 0,7 point), en raison d'une croissance plus rapide du nombre de déclarants que du nombre de travailleurs. Il s'agit d'une deuxième baisse annuelle consécutive pour ces deux territoires. Le taux de travailleurs se contracte également dans les MRC de La Tuque (– 0,6 point), d'Argenteuil (– 0,6 point) et de Manicouagan (– 0,5 point), mais dans leurs cas, la baisse est attribuable tout simplement à une diminution du nombre de travailleurs.

Les MRC des couronnes de Montréal et de Québec occupent, avec Caniapiscau et Kativik, le haut du classement

Le classement des MRC en regard du taux de travailleurs a peu changé au cours des dernières années. Ce sont souvent les mêmes MRC qui font mieux, ou moins bien, que le taux de travailleurs affiché dans l'ensemble du Québec. En 2013, 41 MRC ont un taux de travailleurs supérieur ou égal à celui que l'on observe au Québec, ce qui est presque le même nombre qu'en 2008, soit un an avant la dernière récession économique.

Pour la quatrième année consécutive, la MRC de Caniapiscau, dont la principale municipalité est Fermont, arrive en haut du classement grâce à un taux de travailleurs de 87,8 % en 2013. Elle est suivie à ce chapitre, comme en 2012, par Kativik, La Jacques-Cartier et Marguerite-D'Youville. D'ailleurs, comme l'illustre la carte 14.3.1, les territoires supralocaux qui enregistrent les taux de travailleurs les plus élevés se concentrent, encore une fois, autour de l'île de Montréal, dans la région métropolitaine de Québec ainsi que dans les régions minières. Parmi les 25 MRC affichant les taux les plus élevés, douze sont situées dans la couronne de Montréal, sept se trouvent dans la région métropolitaine de Québec, trois dans la région du Nord-du-Québec et deux sur la Côte-Nord, l'exception étant la MRC de Lotbinière située à l'extrémité ouest de la région de Chaudière-Appalaches.

Tableau 14.3.1

Les MRC ayant les plus hauts et les plus bas taux de travailleurs de 25-64 ans, 2013

MRC	Région administrative	Taux de travailleurs %	MRC	Région administrative	Taux de travailleurs %
Les plus hauts			Les plus bas		
Caniapiscau	Côte-Nord	87,8	Le Rocher-Percé	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	58,2
Kativik	Nord-du-Québec	85,1	La Haute-Gaspésie	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	58,5
La Jacques-Cartier	Capitale-Nationale	84,5	Pontiac	Outaouais	63,3
Marguerite-D'Youville	Montérégie	83,5	La Vallée-de-la-Gatineau	Outaouais	64,1
Mirabel	Laurentides	83,1	Antoine-Labelle	Laurentides	64,7
La Vallée-du-Richelieu	Montérégie	83,1	Matawinie	Lanaudière	65,2
Lévis	Chaudière-Appalaches	82,4	Avignon	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	65,2
La Nouvelle-Beauce	Chaudière-Appalaches	82,3	Shawinigan	Mauricie	65,5
Roussillon	Montérégie	81,9	Les Îles-de-la-Madeleine	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	65,9
Les Moulins	Lanaudière	81,8	Papineau	Outaouais	66,5

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

En revanche, les MRC de la péninsule gaspésienne, du Bas-Saint-Laurent, du nord de l'Outaouais et de Lanaudière ainsi que celles de la Haute-Mauricie font moins bonne figure et continuent d'être à la traîne. Bien qu'ayant connu une forte progression entre 2012 et 2013, Le Rocher-Percé continue de présenter le taux de travailleurs le plus faible de la province, soit 58,2 %.

Contrairement à ses MRC voisines, Montréal performe relativement moins bien. Parmi les 104 MRC qui composent le Québec, Montréal arrive au 55e rang avec un taux de travailleurs de 74,2 %. Elle accuse ainsi un retard de deux points de pourcentage par rapport au taux de travailleurs de l'ensemble du Québec. Cependant, c'est sur l'île de Montréal que l'on trouve le plus grand nombre de travailleurs âgés de 25 à 64 ans, soit 776 844. Elle est suivie, de loin, à cet égard par Québec (237 492), Laval (175 374), Longueuil (170 218) Gatineau (112 758) et Roussillon (75 073).

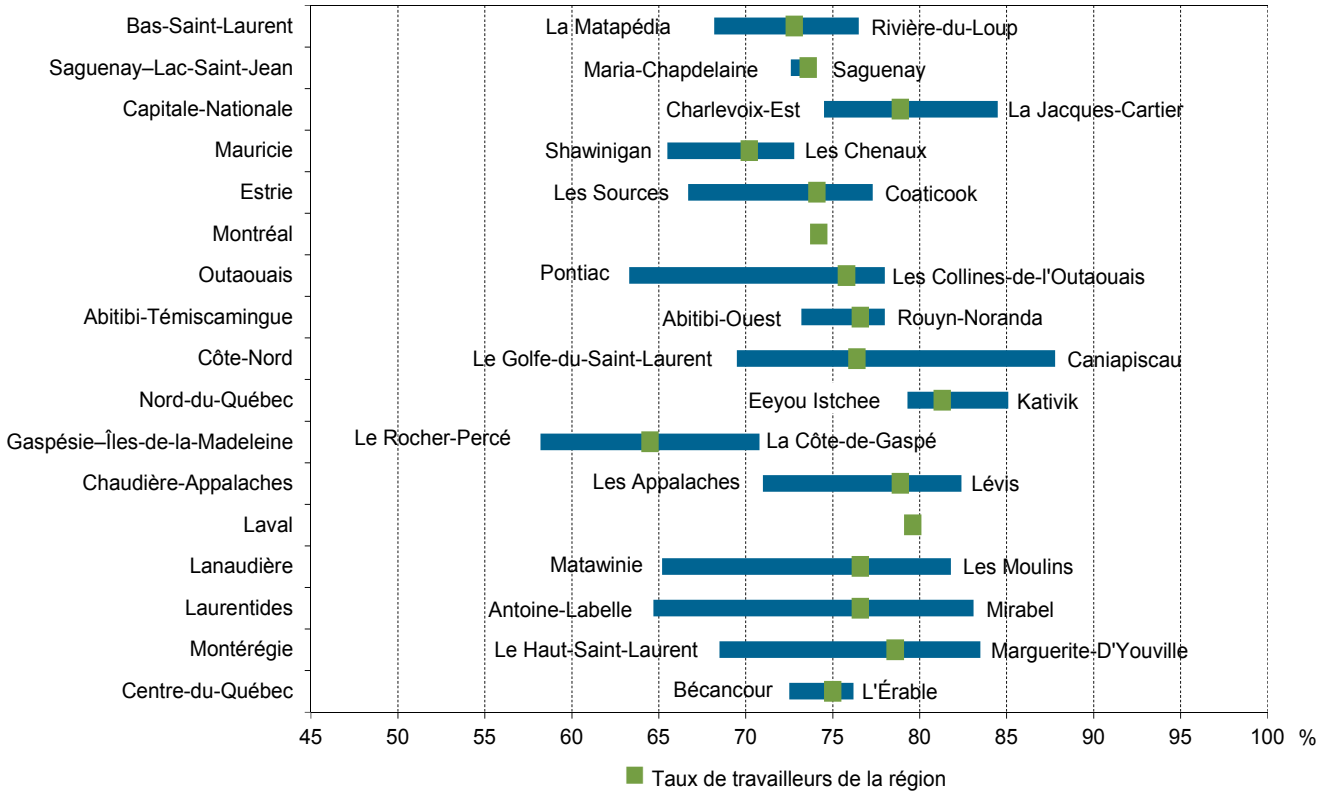
Disparités infrarégionales importantes

À l'instar du revenu disponible par habitant, les disparités en matière de taux de travailleurs entre les MRC diffèrent énormément d'une région à l'autre. En 2013, l'écart le plus important entre les territoires supralocaux d'une même région administrative est observé dans les Laurentides; la MRC de Mirabel, qui se classe bonne première dans la région, affiche un taux de travailleurs de 18,4 points de pourcentage supérieur à celle qui occupe le dernier rang, à savoir Antoine-Labelle.

De fortes disparités sont aussi relevées entre les MRC de la Côte-Nord, de même que dans les régions de Lanaudière et de l'Outaouais où elles marquent un clivage territorial important. Notons que les inégalités entre les MRC de ces régions, bien que relativement persistantes, ont reculé légèrement depuis la récession de 2009.

Figure 14.3.1

Écarts entre les MRC affichant le plus haut et le plus bas taux de travailleurs de 25 à 64 ans pour chacune des régions administratives, 2013



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Les taux de travailleurs sont, par contre, plus uniformes à l'intérieur de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean; la différence est de seulement 1,3 point de pourcentage entre Saguenay, qui est en tête dans la région avec un taux de travailleurs de 73,9 %, et la MRC de Maria-Chapdelaine (72,6 %), qui situe au bas de l'échelle.

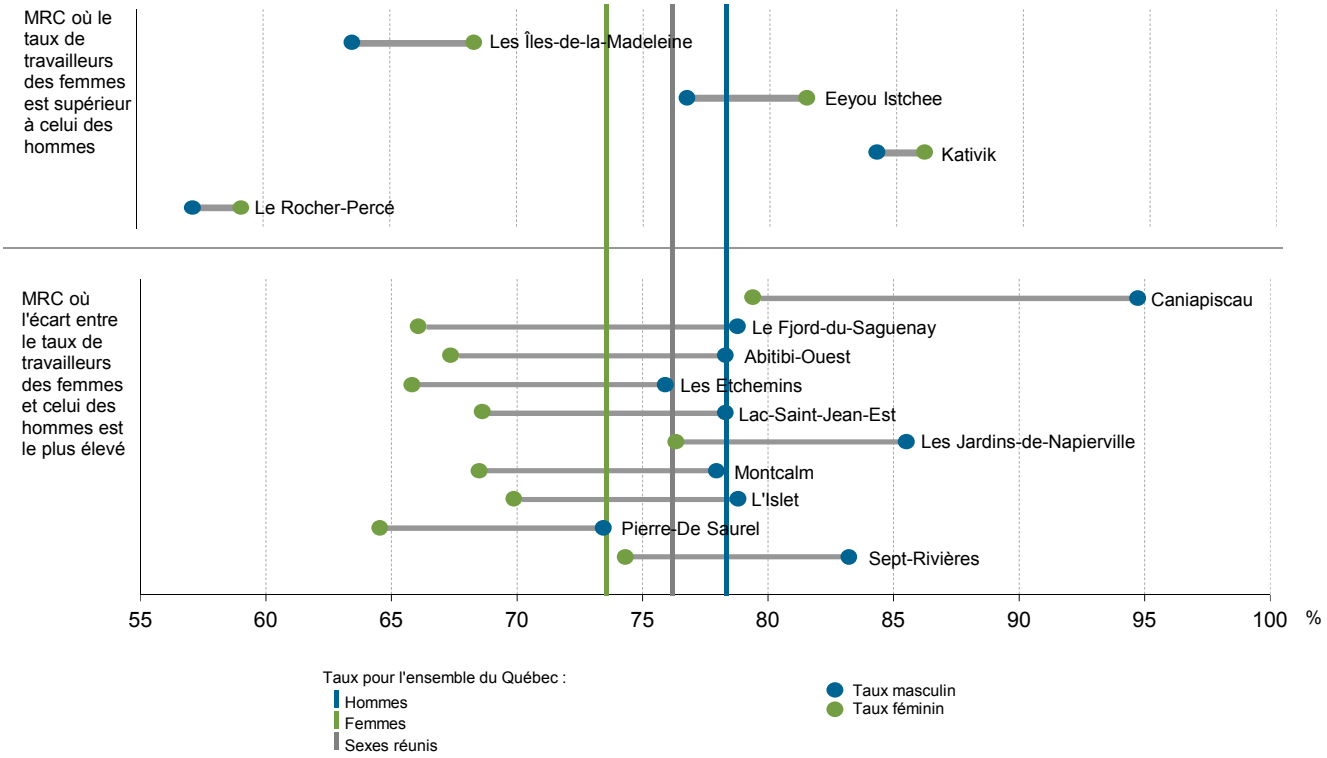
Le taux de travailleurs croît plus rapidement chez les femmes

En 2013, au Québec, le taux de travailleurs chez les femmes de 25-64 ans grimpe de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2012 et atteint un niveau record de 73,7 %, tandis que chez les hommes, il croît plus timidement, soit de 0,2 point pour s'établir à 78,6 %. Entre 2012 et 2013, le taux de travailleurs chez les hommes est en progression dans 81 MRC, tandis que chez les femmes, il s'accroît dans un plus grand nombre de territoires supralocaux, soit 93. Le territoire cri d'Eeyou Istchee dans le Nord-du-Québec est la MRC qui connaît la baisse la plus marquée du taux de travailleurs, et ce, tant chez les hommes (– 1,8 point) que chez les femmes (– 1,0 point). À l'inverse, Le Golfe-du-Saint-Laurent enregistre la plus forte augmentation du taux de travailleurs masculins (+ 3,9 points) et féminins (+ 4,5 points).

Le taux de travailleurs est plus faible chez les femmes que chez les hommes dans 100 des 104 MRC du Québec. Les seuls endroits où les femmes font meilleure figure que les hommes sont aux Îles-de-la-Madeleine, à Eeyou Istchee, à Kativik et au Rocher-Percé. Par ailleurs, ce sont également les MRC éloignées des grands centres urbains qui affichent les écarts les plus importants entre les sexes. Cet écart, à l'avantage des hommes, est particulièrement grand à Caniapiscau et dans Le Fjord-du-Saguenay où il atteint plus de 12 points de pourcentage. Néanmoins, la différence entre les hommes et les femmes au chapitre du taux de travailleurs tend à se resserrer depuis les cinq dernières années dans ces deux territoires.

Figure 14.3.2

Écarts entre les taux de travailleurs de 25-64 ans masculins et féminins pour certaines MRC, 2013

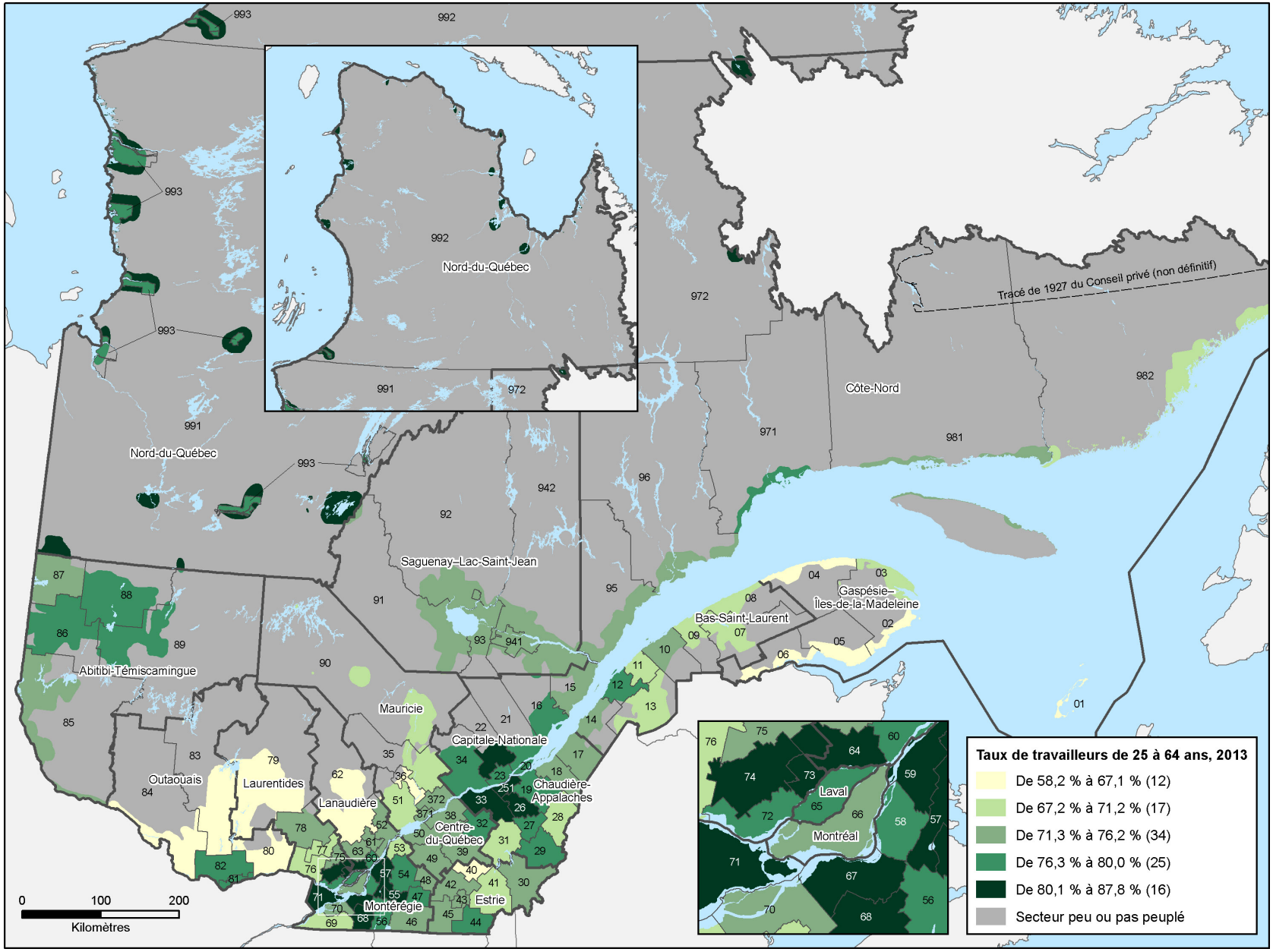


Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Enfin, soulignons que les MRC de La Haute-Gaspésie et du Rocher-Percé continuent de montrer en 2013 les taux de travailleurs les plus faibles, tant chez les hommes que chez les femmes. À l'opposé, le taux de travailleurs le plus élevé chez les femmes est relevé dans Kativik, alors que chez les hommes, il est observé dans Caniapiscau.

Carte 14.3.1

Taux de travailleurs de 25-64 ans selon les limites de l'écoumène, MRC du Québec, 2013



Sources :
Taux de travailleurs : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.
Hydrographie et limites administratives : ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Écoumène de la population : Statistique Canada, écoumène de 2011, modifié par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 14.3.2

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2009-2013

Code	MRC par région administrative	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]	Classement des MRC en 2013[2]	Écart 2013-2012
		%					rang	point de %
01	**Bas-Saint-Laurent**							
07	La Matapédia	62,8	64,7	65,9	67,1	68,2	89	1,1
	Hommes	63,1	66,5	67,0	68,9	70,8	89	1,9
	Femmes	62,6	62,7	64,7	65,3	65,6	92	0,3
08	La Matanie	65,3	66,0	67,5	68,3	69,1	86	0,8
	Hommes	68,1	69,2	70,7	71,4	71,9	83	0,5
	Femmes	62,4	62,7	64,3	65,3	66,4	85	1,1
09	La Mitis	66,6	66,5	67,9	68,6	69,3	85	0,7
	Hommes	69,3	69,3	70,6	70,6	71,5	84	0,9
	Femmes	63,7	63,6	64,9	66,4	67,0	83	0,6
10	Rimouski-Neigette	74,0	73,5	74,3	74,8	75,4	45	0,6
	Hommes	75,6	75,3	76,1	76,8	77,1	56	0,3
	Femmes	72,5	71,8	72,6	72,8	73,7	38	0,9
11	Les Basques	66,1	66,6	67,9	68,7	69,5	83	0,8
	Hommes	69,5	70,4	70,5	71,7	72,9	81	1,2
	Femmes	62,6	62,6	65,1	65,7	65,9	90	0,2
12	Rivière-du-Loup	75,2	74,3	75,2	75,7	76,5	38	0,8
	Hommes	79,0	78,2	79,0	79,3	79,9	33	0,6
	Femmes	71,3	70,4	71,3	72,0	73,0	43	1,0
13	Témiscouata	67,7	67,9	67,6	69,3	70,9	79	1,6
	Hommes	71,3	71,5	70,5	71,7	73,1	78	1,4
	Femmes	64,0	64,0	64,6	66,7	68,5	74	1,8
14	Kamouraska	71,2	71,3	72,0	73,3	74,2	55	0,9
	Hommes	75,5	75,1	76,2	77,4	78,1	46	0,7
	Femmes	66,8	67,4	67,7	69,1	70,2	60	1,1
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**							
91	Le Domaine-du-Roy	69,6	70,1	71,2	71,8	72,9	65	1,1
	Hommes	73,4	74,8	75,7	75,8	76,4	65	0,6
	Femmes	65,6	65,1	66,4	67,6	69,3	69	1,7
92	Maria-Chapdelaine	69,3	68,9	71,1	71,8	72,6	68	0,8
	Hommes	74,0	73,8	75,7	76,4	76,7	61	0,3
	Femmes	64,2	63,7	66,1	66,9	68,3	75	1,4
93	Lac-Saint-Jean-Est	71,9	72,0	73,0	73,5	73,7	60	0,2
	Hommes	77,1	77,7	78,0	78,3	78,2	43	– 0,1
	Femmes	66,3	65,9	67,6	68,4	68,9	72	0,5
941	Saguenay	72,3	72,0	73,3	73,9	73,9	58	0,0
	Hommes	77,4	76,9	78,1	78,3	77,7	51	– 0,6
	Femmes	67,1	66,9	68,3	69,2	70,0	65	0,8
942	Le Fjord-du-Saguenay	69,3	69,3	70,7	71,9	72,8	66	0,9
	Hommes	77,3	77,0	77,4	78,3	78,6	39	0,3
	Femmes	60,3	60,8	63,3	64,8	66,4	85	1,6

Tableau 14.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2009-2013

Code	MRC par région administrative	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]	Classement des MRC en 2013[2]	Écart 2013-2012
		%					rang	point de %
03	**Capitale-Nationale**							
15	Charlevoix-Est	71,6	71,7	71,9	73,2	74,5	50	1,3
	Hommes	75,6	76,0	75,4	76,4	77,6	52	1,2
	Femmes	67,5	67,3	68,3	69,9	71,3	53	1,4
16	Charlevoix	73,9	74,1	74,6	75,1	76,5	38	1,4
	Hommes	76,6	76,4	76,5	77,3	78,4	41	1,1
	Femmes	71,2	71,6	72,6	72,8	74,5	32	1,7
20	L'Île-d'Orléans	75,7	75,9	76,0	77,2	78,2	25	1,0
	Hommes	78,7	79,6	79,6	81,0	81,3	24	0,3
	Femmes	72,3	71,6	71,8	72,7	74,6	30	1,9
21	La Côte-de-Beaupré	78,4	76,9	78,0	78,3	79,2	22	0,9
	Hommes	80,9	78,5	79,9	80,2	81,0	26	0,8
	Femmes	75,9	75,4	76,1	76,3	77,5	16	1,2
22	La Jacques-Cartier	83,1	83,0	83,7	84,0	84,5	3	0,5
	Hommes	85,5	85,1	85,5	85,7	86,2	2	0,5
	Femmes	80,6	80,8	81,8	82,2	82,6	2	0,4
23	Québec	78,3	77,5	78,1	78,5	78,8	24	0,3
	Hommes	80,6	79,7	80,2	80,6	80,8	28	0,2
	Femmes	75,9	75,3	76,1	76,4	76,9	20	0,5
34	Portneuf	73,8	74,0	75,4	75,9	76,8	37	0,9
	Hommes	77,1	77,3	78,6	79,0	79,9	33	0,9
	Femmes	70,3	70,6	71,9	72,5	73,4	41	0,9
04	**Mauricie**							
35	Mékinac	66,0	66,0	67,0	67,3	68,0	92	0,7
	Hommes	69,4	69,9	69,8	70,2	71,3	85	1,1
	Femmes	62,5	61,8	64,2	64,3	64,6	95	0,3
36	Shawinigan	64,6	64,2	64,9	65,4	65,5	97	0,1
	Hommes	67,8	67,0	67,5	68,0	67,3	95	– 0,7
	Femmes	61,3	61,3	62,3	62,9	63,6	97	0,7
371	Trois-Rivières	71,4	70,8	71,4	71,7	72,0	73	0,3
	Hommes	74,7	73,9	74,1	74,4	74,4	74	0,0
	Femmes	68,2	67,8	68,8	69,1	69,7	66	0,6
372	Les Chenaux	71,1	71,2	72,0	72,1	72,8	66	0,7
	Hommes	74,4	74,3	75,0	75,0	75,2	72	0,2
	Femmes	67,4	67,7	68,8	68,8	70,2	60	1,4
51	Maskinongé	69,4	69,3	69,8	69,9	70,4	81	0,5
	Hommes	73,1	72,9	73,2	72,7	73,0	79	0,3
	Femmes	65,5	65,5	66,1	67,0	67,6	82	0,6
90	La Tuque	67,2	67,0	68,2	68,7	68,1	91	– 0,6
	Hommes	70,3	69,3	71,5	71,1	70,0	92	– 1,1
	Femmes	64,0	64,6	64,7	66,0	66,1	88	0,1

Tableau 14.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2009-2013

Code	MRC par région administrative	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]	Classement des MRC en 2013[2]	Écart 2013-2012
		%					rang	point de %
05	**Estrie**							
30	Le Granit	72,2	71,6	73,0	72,6	73,4	62	0,8
	Hommes	75,1	74,7	75,7	75,4	76,3	66	0,9
	Femmes	69,1	68,4	70,0	69,6	70,2	60	0,6
40	Les Sources	64,1	63,8	65,0	65,8	66,7	94	0,9
	Hommes	68,1	67,1	68,4	68,8	69,7	93	0,9
	Femmes	59,8	60,3	61,4	62,7	63,5	98	0,8
41	Le Haut-Saint-François	68,4	68,7	69,9	70,0	71,1	77	1,1
	Hommes	69,9	70,1	71,4	71,3	72,5	82	1,2
	Femmes	66,7	67,2	68,3	68,5	69,6	67	1,1
42	Le Val-Saint-François	72,8	73,3	74,6	74,9	75,6	43	0,7
	Hommes	76,1	76,1	76,7	77,2	77,4	54	0,2
	Femmes	69,3	70,5	72,4	72,4	73,6	39	1,2
43	Sherbrooke	74,1	73,7	74,5	74,8	75,3	46	0,5
	Hommes	76,0	75,7	76,6	76,9	77,0	57	0,1
	Femmes	72,2	71,8	72,4	72,8	73,5	40	0,7
44	Coaticook	74,6	74,6	75,9	76,8	77,3	35	0,5
	Hommes	76,9	76,5	77,7	78,6	79,1	37	0,5
	Femmes	72,2	72,7	74,0	74,8	75,5	26	0,7
45	Memphrémagog	69,8	70,2	71,4	71,2	72,2	72	1,0
	Hommes	72,1	72,3	73,5	73,4	74,1	75	0,7
	Femmes	67,5	68,2	69,4	69,2	70,4	59	1,2
06	**Montréal**							
66	Montréal	72,5	71,9	73,2	73,8	74,2	55	0,4
	Hommes	75,1	74,3	75,8	76,4	76,7	61	0,3
	Femmes	69,9	69,5	70,6	71,3	71,8	50	0,5
07	**Outaouais**							
80	Papineau	65,1	64,6	65,5	65,4	66,5	95	1,1
	Hommes	67,2	66,3	67,4	67,7	68,5	94	0,8
	Femmes	62,9	62,7	63,5	63,2	64,5	96	1,3
81	Gatineau	79,2	78,2	78,4	78,1	77,6	31	– 0,5
	Hommes	80,9	79,8	80,0	79,7	79,4	36	– 0,3
	Femmes	77,6	76,6	76,9	76,5	75,9	25	– 0,6
82	Les Collines-de-l'Outaouais	79,3	78,7	78,9	78,7	78,0	27	– 0,7
	Hommes	79,6	78,5	78,8	78,7	78,2	43	– 0,5
	Femmes	79,0	78,9	78,9	78,7	77,9	14	– 0,8
83	La Vallée-de-la-Gatineau	62,5	62,6	63,0	63,1	64,1	101	1,0
	Hommes	63,7	64,1	64,1	64,7	65,7	99	1,0
	Femmes	61,2	61,1	61,9	61,4	62,3	101	0,9
84	Pontiac	61,7	61,4	62,6	62,2	63,3	102	1,1
	Hommes	62,6	62,9	63,8	63,5	64,9	101	1,4
	Femmes	60,7	59,8	61,5	60,8	61,7	102	0,9

Tableau 14.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2009-2013

Code	MRC par région administrative	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]	Classement des MRC en 2013[2]	Écart 2013-2012
		%					rang	point de %
08	**Abitibi-Témiscamingue**							
85	Témiscamingue	70,3	71,3	72,6	73,8	73,8	59	0,0
	Hommes	73,1	74,5	75,9	76,7	76,6	63	– 0,1
	Femmes	67,3	67,9	69,0	70,5	70,8	56	0,3
86	Rouyn-Noranda	75,3	75,7	76,9	77,6	78,0	27	0,4
	Hommes	78,3	79,4	80,8	81,5	81,4	23	– 0,1
	Femmes	72,1	71,8	72,9	73,6	74,3	34	0,7
87	Abitibi-Ouest	69,2	69,9	71,6	72,4	73,2	64	0,8
	Hommes	73,6	75,1	76,5	77,5	78,2	43	0,7
	Femmes	64,4	64,3	66,3	66,8	67,7	81	0,9
88	Abitibi	74,3	75,4	76,7	77,3	77,7	29	0,4
	Hommes	77,8	79,6	80,4	80,4	81,0	26	0,6
	Femmes	70,5	71,0	72,9	74,0	74,4	33	0,4
89	La Vallée-de-l'Or	74,0	75,2	76,3	77,1	77,2	36	0,1
	Hommes	78,1	79,9	80,9	81,4	81,2	25	– 0,2
	Femmes	69,6	70,2	71,4	72,5	72,9	45	0,4
09	**Côte-Nord**							
95	La Haute-Côte-Nord	69,2	69,5	70,3	72,1	73,4	62	1,3
	Hommes	74,2	75,0	75,3	77,1	77,4	54	0,3
	Femmes	63,6	63,5	65,0	66,8	69,0	71	2,2
96	Manicouagan	74,3	74,0	74,6	75,0	74,5	50	– 0,5
	Hommes	78,6	78,6	78,7	78,9	77,6	52	– 1,3
	Femmes	69,9	69,2	70,4	70,9	71,2	54	0,3
971	Sept-Rivières	75,6	76,6	77,5	78,6	79,0	23	0,4
	Hommes	80,5	81,8	82,1	83,3	83,1	15	– 0,2
	Femmes	70,4	71,0	72,6	73,6	74,6	30	1,0
972	Caniapiscau	84,4	86,1	87,0	88,2	87,8	1	– 0,4
	Hommes	93,3	94,7	93,6	95,4	94,6	1	– 0,8
	Femmes	73,9	76,0	79,4	79,9	79,7	9	– 0,2
981	Minganie	70,2	71,6	72,8	74,2	74,5	50	0,3
	Hommes	72,7	73,3	74,4	74,9	76,1	67	1,2
	Femmes	67,6	69,8	71,0	73,5	72,8	46	– 0,7
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	60,1	63,8	65,6	65,3	69,5	83	4,2
	Hommes	60,0	63,9	66,9	67,0	70,9	87	3,9
	Femmes	60,2	63,8	64,3	63,6	68,1	77	4,5
10	**Nord-du-Québec**							
991	Jamésie	78,5	78,5	79,5	80,5	80,4	14	– 0,1
	Hommes	81,4	82,2	82,8	83,6	83,8	12	0,2
	Femmes	75,4	74,3	75,8	77,0	76,5	23	– 0,5
992	Kativik	85,3	83,3	84,5	84,7	85,1	2	0,4
	Hommes	84,5	82,2	83,3	84,0	84,5	10	0,5
	Femmes	86,2	84,5	85,6	85,3	85,9	1	0,6
993	Eeyou Istchee[3]	80,0	80,0	80,8	80,7	79,3	21	– 1,4
	Hommes	79,1	77,9	79,1	78,8	77,0	57	– 1,8
	Femmes	80,8	81,9	82,2	82,3	81,3	3	– 1,0

Tableau 14.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2009-2013

Code	MRC par région administrative	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]	Classement des MRC en 2013[2]	Écart 2013-2012
		%					rang	point de %
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**							
01	Les Îles-de-la-Madeleine	62,0	63,7	64,6	64,7	65,9	96	1,2
	Hommes	61,0	61,3	63,1	62,6	63,7	102	1,1
	Femmes	62,9	66,2	66,1	66,8	68,1	77	1,3
02	Le Rocher-Percé	51,4	53,0	52,6	56,1	58,2	104	2,1
	Hommes	50,3	52,2	52,3	55,9	57,5	104	1,6
	Femmes	52,5	53,9	53,0	56,3	58,9	103	2,6
03	La Côte-de-Gaspé	68,1	67,7	68,5	69,1	70,8	80	1,7
	Hommes	67,9	67,6	68,7	69,2	70,9	87	1,7
	Femmes	68,3	67,8	68,3	69,0	70,7	57	1,7
04	La Haute-Gaspésie	53,4	55,0	56,4	56,6	58,5	103	1,9
	Hommes	52,8	55,2	56,6	56,7	58,6	103	1,9
	Femmes	54,0	54,8	56,2	56,4	58,5	104	2,1
05	Bonaventure	62,7	62,8	64,0	65,9	66,8	93	0,9
	Hommes	62,1	63,2	63,7	65,5	67,1	96	1,6
	Femmes	63,4	62,5	64,4	66,3	66,5	84	0,2
06	Avignon	60,7	61,6	63,1	63,5	65,2	98	1,7
	Hommes	60,0	61,8	63,6	63,9	65,7	99	1,8
	Femmes	61,3	61,3	62,7	63,1	64,7	94	1,6
12	**Chaudière-Appalaches**							
17	L'Islet	72,4	72,3	73,4	74,3	74,6	49	0,3
	Hommes	77,2	76,6	77,5	78,4	78,7	38	0,3
	Femmes	67,1	67,6	68,8	69,9	70,2	60	0,3
18	Montmagny	70,8	72,0	72,4	73,1	74,7	48	1,6
	Hommes	73,9	75,7	75,7	76,7	78,1	46	1,4
	Femmes	67,6	68,1	69,0	69,3	71,1	55	1,8
19	Bellechasse	77,4	76,7	78,3	78,8	79,8	17	1,0
	Hommes	81,1	80,0	81,3	81,9	82,6	18	0,7
	Femmes	73,5	73,1	75,1	75,4	76,9	20	1,5
251	Lévis	82,0	80,9	81,7	82,0	82,4	7	0,4
	Hommes	84,8	83,1	83,8	84,3	84,6	8	0,3
	Femmes	79,2	78,7	79,7	79,8	80,3	7	0,5
26	La Nouvelle-Beauce	81,5	80,9	81,5	81,9	82,3	8	0,4
	Hommes	84,8	83,6	84,0	84,2	84,6	8	0,4
	Femmes	77,8	77,9	78,7	79,4	79,9	8	0,5
27	Robert-Cliche	77,0	77,0	77,8	78,4	78,2	25	– 0,2
	Hommes	80,8	80,6	81,2	81,9	81,9	22	0,0
	Femmes	72,9	73,0	74,0	74,5	74,0	35	– 0,5
28	Les Etchemins	69,3	69,8	69,8	71,0	71,2	76	0,2
	Hommes	73,6	74,2	74,2	75,4	75,8	68	0,4
	Femmes	64,6	64,8	65,1	66,2	66,1	88	– 0,1
29	Beauce-Sartigan	76,1	76,2	76,7	77,3	77,4	33	0,1
	Hommes	79,6	80,1	80,3	80,9	80,7	29	– 0,2
	Femmes	72,3	72,0	73,0	73,5	73,9	37	0,4
31	Les Appalaches	69,7	69,4	70,1	69,7	71,0	78	1,3
	Hommes	73,8	73,2	73,7	72,5	73,9	76	1,4
	Femmes	65,3	65,4	66,2	66,8	67,9	79	1,1
33	Lotbinière	77,3	77,3	78,9	79,5	80,2	16	0,7
	Hommes	80,7	80,7	81,7	82,1	82,7	16	0,6
	Femmes	73,4	73,4	75,9	76,6	77,5	16	0,9

Tableau 14.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2009-2013

Code	MRC par région administrative	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]	Classement des MRC en 2013[2]	Écart 2013-2012
		%					rang	point de %
13	**Laval**							
65	Laval	78,8	78,2	79,2	79,5	79,6	19	0,1
	Hommes	81,8	81,1	82,0	82,3	82,2	20	– 0,1
	Femmes	75,9	75,5	76,4	76,8	77,1	19	0,3
14	**Lanaudière**							
52	D'Autray	70,6	69,8	70,8	71,3	71,9	74	0,6
	Hommes	74,8	74,1	74,8	75,6	75,6	69	0,0
	Femmes	66,2	65,2	66,6	66,8	67,9	79	1,1
60	L'Assomption	79,3	78,5	79,4	79,5	79,6	19	0,1
	Hommes	82,4	81,6	82,4	82,6	82,6	18	0,0
	Femmes	76,3	75,6	76,4	76,6	76,8	22	0,2
61	Joliette	71,7	71,1	71,6	71,7	72,3	71	0,6
	Hommes	75,5	74,8	74,9	74,8	75,3	70	0,5
	Femmes	68,1	67,6	68,4	68,7	69,3	69	0,6
62	Matawinie	64,1	63,2	64,4	64,4	65,2	98	0,8
	Hommes	67,1	65,4	66,8	66,3	66,8	97	0,5
	Femmes	60,8	60,7	61,9	62,4	63,5	98	1,1
63	Montcalm	71,3	70,9	71,9	72,5	73,5	61	1,0
	Hommes	75,7	75,3	75,9	76,7	77,8	50	1,1
	Femmes	66,3	66,1	67,5	67,8	68,8	73	1,0
64	Les Moulins	81,1	80,8	81,5	81,7	81,8	10	0,1
	Hommes	84,3	83,8	84,4	84,6	84,7	7	0,1
	Femmes	78,1	77,8	78,6	78,8	79,0	12	0,2
15	**Laurentides**							
72	Deux-Montagnes	79,2	78,6	79,2	79,5	79,7	18	0,2
	Hommes	82,1	81,3	81,9	82,0	82,2	20	0,2
	Femmes	76,3	76,0	76,6	77,1	77,3	18	0,2
73	Thérèse-De Blainville	80,5	79,7	80,5	80,8	81,0	13	0,2
	Hommes	83,8	82,4	83,3	83,5	83,6	14	0,1
	Femmes	77,4	77,0	77,8	78,2	78,6	13	0,4
74	Mirabel	81,6	81,6	82,9	82,7	83,1	5	0,4
	Hommes	84,8	84,3	85,4	85,1	85,3	5	0,2
	Femmes	78,4	78,7	80,4	80,3	80,9	6	0,6
75	La Rivière-du-Nord	74,3	73,5	74,7	75,0	75,5	44	0,5
	Hommes	77,5	76,4	77,6	77,9	77,9	49	0,0
	Femmes	71,0	70,6	71,7	72,2	73,0	43	0,8
76	Argenteuil	66,9	66,7	68,4	68,8	68,2	89	– 0,6
	Hommes	69,7	69,2	71,0	71,0	70,4	91	– 0,6
	Femmes	64,0	64,1	65,8	66,5	65,9	90	– 0,6
77	Les Pays-d'en-Haut	69,9	69,4	70,0	69,7	69,7	82	0,0
	Hommes	71,8	71,1	71,9	71,1	71,2	86	0,1
	Femmes	68,0	67,7	68,2	68,4	68,3	75	– 0,1
78	Les Laurentides	71,1	70,3	71,2	71,3	71,9	74	0,6
	Hommes	72,7	71,9	72,7	72,7	73,0	79	0,3
	Femmes	69,6	68,8	69,7	69,9	70,7	57	0,8
79	Antoine-Labelle	63,1	62,4	63,0	63,3	64,7	100	1,4
	Hommes	64,1	63,5	64,3	64,9	66,4	98	1,5
	Femmes	62,0	61,3	61,8	61,8	63,0	100	1,2

Tableau 14.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2009-2013

Code	MRC par région administrative	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]	Classement des MRC en 2013[2]	Écart 2013-2012
		%					rang	point de %
16	**Montérégie**							
46	Brome-Missisquoi	72,9	72,9	73,5	74,1	74,5	50	0,4
	Hommes	75,6	75,5	75,8	76,7	77,0	57	0,3
	Femmes	70,3	70,4	71,3	71,5	71,9	48	0,4
47	La Haute-Yamaska	74,8	74,7	75,8	75,8	76,3	40	0,5
	Hommes	77,7	77,5	78,3	78,4	78,6	39	0,2
	Femmes	71,9	72,0	73,2	73,2	74,0	35	0,8
48	Acton	71,2	71,4	72,8	72,9	74,5	50	1,6
	Hommes	74,2	73,6	75,5	75,6	76,8	60	1,2
	Femmes	67,8	69,1	69,8	70,0	72,0	47	2,0
53	Pierre-De Saurel	66,9	66,5	67,9	68,5	69,1	86	0,6
	Hommes	72,0	71,1	72,5	72,8	73,3	77	0,5
	Femmes	61,6	61,8	63,2	64,1	64,8	93	0,7
54	Les Maskoutains	76,6	76,0	77,2	77,5	77,6	31	0,1
	Hommes	79,0	78,3	79,6	79,9	80,0	32	0,1
	Femmes	74,2	73,6	74,8	74,9	75,2	27	0,3
55	Rouville	78,4	78,3	79,5	79,8	80,3	15	0,5
	Hommes	80,9	80,9	81,8	82,2	82,7	16	0,5
	Femmes	75,9	75,7	77,1	77,3	77,8	15	0,5
56	Le Haut-Richelieu	76,7	75,9	76,5	77,0	77,4	33	0,4
	Hommes	79,3	78,5	79,0	79,4	79,8	35	0,4
	Femmes	74,0	73,4	74,0	74,5	75,1	29	0,6
57	La Vallée-du-Richelieu	81,9	81,5	82,3	82,8	83,1	5	0,3
	Hommes	84,1	83,6	84,4	84,7	84,9	6	0,2
	Femmes	79,7	79,5	80,3	80,9	81,3	3	0,4
58	Longueuil	76,7	76,2	77,1	77,4	77,7	29	0,3
	Hommes	79,7	79,0	79,9	80,2	80,4	30	0,2
	Femmes	74,0	73,6	74,4	74,8	75,2	27	0,4
59	Marguerite-D'Youville	82,5	82,3	82,8	83,3	83,5	4	0,2
	Hommes	85,0	84,7	85,2	85,7	85,9	3	0,2
	Femmes	79,9	80,0	80,4	80,9	81,2	5	0,3
67	Roussillon	81,0	80,4	81,2	81,6	81,9	9	0,3
	Hommes	83,9	83,0	83,8	84,0	84,2	11	0,2
	Femmes	78,2	77,8	78,7	79,3	79,7	9	0,4
68	Les Jardins-de-Napierville	79,1	78,7	80,1	81,0	81,4	12	0,4
	Hommes	83,2	83,1	84,3	85,2	85,4	4	0,2
	Femmes	74,0	73,2	74,6	75,6	76,3	24	0,7
69	Le Haut-Saint-Laurent	66,1	65,7	67,3	68,0	68,5	88	0,5
	Hommes	68,2	67,8	69,3	69,9	70,5	90	0,6
	Femmes	63,9	63,5	65,2	66,0	66,3	87	0,3
70	Beauharnois-Salaberry	71,0	70,4	71,5	72,0	72,5	69	0,5
	Hommes	74,0	73,1	74,2	74,3	74,9	73	0,6
	Femmes	68,0	67,8	68,7	69,8	70,1	64	0,3
71	Vaudreuil-Soulanges	80,7	80,2	81,0	81,4	81,5	11	0,1
	Hommes	83,2	82,7	83,5	83,7	83,7	13	0,0
	Femmes	78,3	77,8	78,6	79,1	79,3	11	0,2

Tableau 14.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2009-2013

Code	MRC par région administrative	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[p]	Classement des MRC en 2013[2]	Écart 2013-2012
		%					rang	point de %
17	**Centre-du-Québec**							
32	L'Érable	74,1	74,7	75,2	76,0	76,2	41	0,2
	Hommes	77,8	78,6	78,6	79,9	80,3	31	0,4
	Femmes	70,1	70,5	71,4	71,7	71,9	48	0,2
38	Bécancour	71,4	70,9	71,8	72,3	72,5	69	0,2
	Hommes	74,8	74,3	75,0	74,9	75,3	70	0,4
	Femmes	67,8	67,3	68,4	69,6	69,5	68	– 0,1
39	Arthabaska	74,2	73,9	74,7	75,4	75,9	42	0,5
	Hommes	77,5	77,2	77,4	78,1	78,4	41	0,3
	Femmes	70,8	70,5	71,9	72,5	73,4	41	0,9
49	Drummond	72,9	72,7	73,4	74,0	74,9	47	0,9
	Hommes	77,0	76,3	77,1	77,4	78,0	48	0,6
	Femmes	68,7	68,9	69,7	70,6	71,6	51	1,0
50	Nicolet-Yamaska	71,6	71,6	72,7	73,2	74,1	57	0,9
	Hommes	74,8	74,8	76,1	76,6	76,6	63	0,0
	Femmes	68,2	68,2	69,1	69,7	71,5	52	1,8
	Ensemble du Québec	**74,8**	**74,3**	**75,3**	**75,8**	**76,2**	**...**	**0,4**
	Hommes	**77,6**	**77,0**	**78,0**	**78,4**	**78,6**	**...**	**0,2**
	Femmes	**72,0**	**71,6**	**72,7**	**73,2**	**73,7**	**...**	**0,5**

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.
2. Les 104 MRC du Québec sont classées par ordre décroissant du taux de travailleurs de 2013.
3. Nouveau toponyme officiel à venir.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Concepts et définitions

Démographie

Âge médian
Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Rapport de féminité
Nombre de femmes pour 100 hommes.

Taux d'accroissement annuel moyen
Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Comptes des terres

Terres
Selon le Cadre central du Système de comptabilité économique et environnementale (SCEE), les terres procurent et délimitent l'espace où les activités économiques et les procédés environnementaux ont lieu et où les actifs environnementaux et économiques sont situés. Dans le contexte du SCEE, les terres incluent les étendues d'eau.

Comptes des terres
Les comptes des terres sont des comptes d'actifs qui enregistrent le stock de terres, en unités de superficie, au début et à la fin d'une période, ainsi que les changements dans le stock au cours de cette période. Dans le cas des comptes des terres du Québec méridional, ce stock est classifié selon la couverture terrestre et est mesuré en hectares.

Couverture terrestre
La couverture terrestre est la couverture physique et biologique observée à la surface de la Terre et inclut les surfaces de végétation naturelle et les surfaces abiotiques (non vivantes). La couverture terrestre peut être une forêt, une étendue d'arbustes, un plan ou un cours d'eau, etc. Elle diffère de l'utilisation des terres, qui reflète les activités entreprises et les arrangements institutionnels mis en place en un lieu donné aux fins de la production économique ou du maintien et de la restauration des fonctions environnementales. Il arrive que les deux concepts se confondent, notamment dans le cas des terres agricoles et des surfaces artificielles.

Stock
Un stock est une quantité finie d'actifs à un temps donné. Un flux renvoie au mouvement et à l'utilisation de matériel, d'eau, d'énergie ou de services. Un flux peut représenter une perte ou un gain de stock.

Surfaces artificielles
Étendues où les surfaces artificielles prédominent (incluant parcs urbains, zones industrielles, dépotoirs, sites d'extraction). Les surfaces artificielles incluent les sites d'extraction où des opérations minières ont lieu en surface, en particulier les fosses à ciel ouvert, les carrières, les gravières, les étendues de « déblais miniers blocailleux », les dépôts transitoires et les aires de résidus miniers.

Terres agricoles
Étendues de plantes herbacées, d'arbustes ou d'arbres cultivés.

Milieux humides boisés
Étendues boisées dont la densité du couvert est d'au moins 10 % dans des zones aquatiques ou inondées où l'eau persiste pendant au moins deux mois par année.

Milieux humides herbacés ou arbustifs
Étendues de plantes herbacées ou d'arbustes dont la densité du couvert est d'au moins 10 % dans des zones aquatiques ou inondées où l'eau persiste pendant au moins deux mois par année et où la densité du couvert forestier est inférieure à 10 %.

Forêts de conifères à couvert fermé
Étendues boisées dont la densité du couvert est supérieure à 40 % et où les conifères occupent au moins 75 % de la surface terrière.

Forêts de feuillus à couvert fermé
Étendues boisées dont la densité du couvert est supérieure à 40 % et où les arbres feuillus occupent au moins 75 % de la surface terrière. Les forêts de feuillus à couvert fermé incluent les étendues qui servent à l'acériculture.

Forêts mixtes à couvert fermé
Étendues boisées dont la densité du couvert est supérieure à 40 % et où aucun des deux grands types d'arbres n'occupe 75 % ou plus de la surface terrière.

Forêts à couvert ouvert
Étendues boisées dont la densité du couvert varie de 10 % à 40 %.

Conditions de vie

Mesure du faible revenu
Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Taux de faible revenu des familles
Il correspond au nombre de familles à faible revenu divisé par le nombre total de familles.

Marché du travail

Chômeur
Personne disponible pour travailler, qui est sans emploi et qui se cherche activement un emploi.

Emploi
Ensemble des personnes ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que celles absentes de leur travail, mais qui maintiennent un lien d'emploi. Ce terme regroupe les employés, les travailleurs autonomes ainsi que les travailleurs familiaux non rémunérés.

Population active
Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, en emploi ou en chômage.

Taux d'activité
Nombre de personnes faisant partie de la population active exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

Taux d'emploi
Nombre de personnes occupées (en emploi) exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

Taux de chômage
Nombre de personnes au chômage exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs
Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur
Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Base économique
Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Produit intérieur brut
Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation
Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu disponible
Somme de tous les revenus reçus par les ménages résidant dans un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels. Plus précisément, le revenu disponible se compose du revenu primaire, des transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et des administrations publiques moins les transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux ISBLSM (les dons), ainsi qu'aux administrations publiques comme les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes d'assurance sociale.

Revenu disponible par habitant
Il correspond au revenu disponible d'un territoire donné divisé par la population totale.

Revenu primaire
Les revenus primaires sont les revenus qui échoient aux ménages du fait de leur participation aux processus de production, ou parce qu'ils possèdent les actifs nécessaires pour la production. Les revenus primaires se composent de la rémunération des salariés, du revenu mixte net et du revenu net de la propriété. Les revenus primaires ne comprennent pas les cotisations sociales aux régimes d'assurance sociale, ni les prestations versées à partir de ces régimes, les impôts courants sur le revenu, sur le patrimoine, etc., ni les autres transferts courants.

Rémunération des salariés
Elle se définit comme la rémunération totale, en espèces ou en nature, à verser par une entreprise à un salarié pour le travail effectué par celui-ci durant la période comptable. La rémunération des salariés est enregistrée sur la base des droits et obligations; elle est donc mesurée par la valeur de la rémunération en espèces ou en nature qu'un salarié est en droit de recevoir de la part de son employeur, pour le travail effectué au cours de la période concernée, que la rémunération soit payée à l'avance, au moment où le travail est effectué, ou après. Plus précisément, sont considérés dans la rémunération des salariés, les salaires avant retenues, les pourboires, les commissions, les primes de rendement, les honoraires des directeurs et les allocations pour vacances et congés de maladie, ainsi que le solde et les indemnités militaires.

Revenu mixte net
Il correspond au revenu que les entreprises non constituées en société tirent de la production de biens et de services. On l'appelle revenu mixte parce qu'il inclut à la fois le revenu imputé au facteur capital de la production, ainsi que le revenu imputé au facteur travail de la production (rémunération du travail effectué par le ou les propriétaires). Le revenu mixte net correspond au revenu mixte brut moins la consommation de capital fixe.

Revenu net de la propriété
Cette catégorie de revenu correspond essentiellement aux revenus de placement, lesquels comprennent les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, de même que les intérêts sur les dépôts en banque ou en société de fiducie. Les gains en capital sont exclus.

Transferts courants des administrations publiques aux ménages
Paiements tels que les prestations fiscales pour enfants et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de sécurité de la vieillesse, les prestations de bien-être social, les bourses d'études et les subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux peuples autochtones, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, et les allocations aux anciens combattants.

Transferts courants des non-résidents aux ménages
Pensions payées par des administrations publiques étrangères à des résidents canadiens plus les versements faits par des non-résidents à des résidents canadiens.

Transferts courants des ISBLSM aux ménages
Transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ménages des ISBLSM.

Transferts courants des ménages aux non-résidents
Versements par des résidents canadiens à des non-résidents et retenues d'impôt à la source versées à l'étranger.

Transferts courants aux ISBLSM
Ils consistent en des transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ISBLSM, sous forme de cotisations, de souscriptions, de dons volontaires, etc. Ces transferts sont destinés à couvrir les coûts de la production non marchande des institutions sans but lucratif au service des ménages, ou à fournir les fonds permettant de financer les transferts courants aux ménages résidents ou non résidents, sous forme de prestations d'assistance sociale.

Transferts courants des ménages aux administrations publiques
Impôts sur le revenu, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts courants.

Permis de bâtir

Valeur des permis de bâtir
Délivrés par les municipalités, les permis de bâtir octroient le droit de construire ou de rénover. Les permis sont délivrés pour des travaux de construction de nouveaux bâtiments, de transformation de logement (gain ou perte d'unités de logement), d'addition, c'est-à-dire d'ajout structurel à un bâtiment existant (garage, piscine, abri, etc.) et de rénovations qui améliorent ou modifient une structure ou un bâtiment existant (fondation,

transformation de vocation du bâtiment, chauffage, ascenseurs, etc.). Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (barrages, routes, oléoducs, etc.) ne sont pas inclus dans la valeur des permis de bâtir. Également, les permis de bâtir ne nous renseignent pas sur la durée de construction ni sur le moment où le droit de construire sera exercé.

Construction résidentielle

Elle comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privée sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants : logements unifamiliaux, mobiles, chalets, jumelés, en rangée et appartements.

Construction industrielle

Elle comprend tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits, au transport, aux communications et aux autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale

Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple : magasins, entrepôts, garages, immeubles de bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle

Elle comprend les dépenses faites par les collectivités et les administrations publiques pour la construction d'immeubles ou de bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, résidences pour personnes âgées.

Nombre d'unités de logement

Il correspond au nombre de logements indépendants créés lors d'une construction ou d'une transformation de logements. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures ou de bâtiments, ainsi, un immeuble à logements contient plusieurs unités de logement. Il faut éviter de mettre en relation le nombre d'unités de logement avec la valeur des permis de bâtir des constructions résidentielles, car cette dernière inclut des transformations avec pertes d'unités de logement, les additions et les rénovations qui n'ont aucun impact sur le nombre d'unités de logement.

Mines

Investissement minier

L'investissement minier concerne l'ensemble des travaux liés à l'exploration et la mise en valeur d'un dépôt minéral et les travaux d'aménagement du complexe minier nécessaire à sa mise en production. Il inclut aussi l'immobilisation (construction non résidentielle et acquisition d'équipement et de machinerie) et les réparations pour les compagnies productrices.

Production minérale

La production minérale concerne les minéraux métalliques, les minéraux industriels et les matériaux de construction. Dans les minéraux métalliques, on regroupe les métaux précieux (or, argent, platine, etc.), les métaux usuels (cuivre, zinc, nickel, fer, plomb, etc.) et autres métaux (niobium, cobalt cadmium, antimoine, sélénium tellure, etc.). On retrouve ensuite le groupe des minéraux industriels (chrysotile, graphite, scorie de titane, mica, tourbe, sel, etc.) comprenant aussi le soufre produit par des fonderies et affineries. Le dernier groupe est celui des matériaux de construction (sable et gravier, pierre, brique, ciment, etc.).

Effectif minier

Le nombre d'emplois et les salaires moyens du secteur minier portent sur les employés des mines, carrières, sablières, compagnies de forage carottier et usines de première transformation des métaux et minéraux actives au Québec. Les données d'emploi des entreprises de forage carottier ne sont toutefois pas régionalisées. Les données d'emploi concernent tous les employés d'un établissement minier incluant le personnel d'administration. Ces données n'incluent pas les employés des compagnies d'exploration ni ceux des mines en développement n'ayant déclaré aucune livraison au cours de l'année 2014. Le nombre d'emplois est estimé en fonction des heures payées déclarées par chacun des répondants. Pour des raisons statistiques, chaque emploi équivaut à un employé à temps plein, dont les heures payées déclarées se situent entre 40 h et 60 h par semaine. En raison des arrondissements, certains emplois peuvent cependant correspondre à moins de 40 h/semaine.

Secteur manufacturier

Destination des biens fabriqués

Première destination des biens vendus par les fabricants. Il s'agit en fait du lieu où est établi le premier client du fabricant. L'*Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière* distingue différentes destinations possibles : le Québec, les autres provinces canadiennes et territoires et les

pays étrangers. Les biens vendus peuvent être utilisés pour consommation finale, pour subir une autre transformation ou pour être revendus par un tiers (par exemple, un grossiste).

Revenus découlant des biens fabriqués

Revenus provenant de la vente de biens fabriqués à partir des matières appartenant à l'établissement, de travaux de réparation et revenus de frais d'administration de fabrication ou de travail à forfait.

Tourisme

Établissement d'hébergement

Tout établissement exploité par une personne qui offre en location à des touristes, contre rémunération, au moins une unité d'hébergement pour une période n'excédant pas 31 jours.

Établissement hôtelier

Établissement où est offert de l'hébergement en chambres, suites ou appartements meublés dotés d'un service d'autocuisine, incluant des services hôteliers.

Prix moyen de location

Prix à partir des revenus bruts de location des unités. Cela exclut les revenus découlant du service aux unités de location, la TPS, la TVQ et la taxe sur l'hébergement.

Résidence de tourisme

Établissement où est offert de l'hébergement en appartements, maisons ou chalets meublés, incluant un service d'autocuisine.

Région touristique

Division territoriale établie aux fins de développement d'un produit touristique régional et représentée auprès du ministère du Tourisme par un organisme du milieu.

Revenu de location

Résultat des revenus bruts annuels ou mensuels lié à la location des unités d'hébergement.

Taux d'occupation

Rapport entre le nombre d'unités de location occupées et le nombre d'unités de location disponibles.

Unités disponibles

Estimations d'unités d'hébergement mises annuellement à la disposition de la clientèle des établissements d'hébergement en exploitation.

Unités louées

Unités de location occupées quotidiennement dans les établissements d'hébergement : unités de location louées et celles offertes à titre gracieux.

Santé

Médecin de famille

Dans cette étude, un médecin de famille est un omnipraticien, membre en règle du Collège des médecins du Québec, participant au régime d'assurance maladie et pratiquant dans un groupe de médecine de famille (GMF) ou hors GMF. Les médecins de famille exerçant hors GMF pratiquent dans les mêmes milieux que ceux des GMF mais n'ont pas de convention qui les lie à une agence de la santé et des services sociaux pour convenir d'une offre de services médicaux et de ressources selon le modèle des GMF et n'ont pas été accrédités en tant que tel.

Groupe de médecine de famille

Le groupe de médecine de famille (GMF) se définit comme une association composée de médecins de famille travaillant en groupe et en étroite collaboration avec des infirmières pour offrir des services médicaux de première ligne, avec ou sans rendez-vous, et à domicile au besoin. Une convention entre le GMF et l'Agence de la santé et des services sociaux précise notamment l'offre de services médicaux et les ressources financières attribuées. Chaque GMF est accrédité par le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec. Le GMF peut être constitué de médecins de famille provenant de différents milieux (d'une clinique, d'un CLSC ou d'une unité de médecine familiale (UMF)) ou d'une combinaison de ceux-ci.

Médecin omnipraticien

Les omnipraticiens sont des médecins inscrits au tableau du Collège des médecins du Québec qui ont terminé leur formation de base et obtenu leur permis d'exercice après deux années de résidence en médecine familiale (RAMQ, 2004). Dans les statistiques présentées, seuls les médecins ayant reçu de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au moins un paiement pour des services médicaux rendus durant l'année visée sont pris en compte.

Médecin spécialiste

Les spécialistes sont des médecins qui ont terminé au moins quatre années de résidence et qui sont inscrits au tableau du Collège des médecins du Québec comme spécialistes certifiés. Lorsqu'un médecin compte plus d'une spécialité, seule est retenue celle qui constitue son principal champ d'activité au 31 décembre de l'année de publication des statistiques

annuelles (RAMQ, 2004). Dans les statistiques présentées, seuls les médecins ayant reçu de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au moins un paiement pour des services médicaux rendus durant l'année visée sont pris en compte.

Infirmière

L'infirmière détient un diplôme d'études collégiales en soins infirmiers (DEC) d'une durée de trois ans et un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ou est en attente de le recevoir.

Infirmière clinicienne ou praticienne

L'infirmière clinicienne détient un baccalauréat en sciences infirmières ou un baccalauréat comportant trois certificats admissibles, dont au moins deux certificats reconnus en soins infirmiers. L'infirmière praticienne détient un diplôme de deuxième cycle donnant ouverture au certificat de spécialiste de l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Québec (OIIQ) et les attestations de formation prescrites par la réglementation ainsi qu'un certificat de spécialiste de l'OIIQ. Les infirmières cliniciennes et les infirmières praticiennes doivent détenir également un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ou être en attente de le recevoir.

Infirmière auxiliaire

L'infirmière auxiliaire détient le diplôme d'études professionnelles (DEP) décerné pour avoir réussi le programme de formation Santé, assistance et soins infirmiers (SASI) et un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec.

Préposée aux bénéficiaires

La préposée aux bénéficiaires détient un diplôme d'études professionnelles ou une attestation d'études collégiales en assistance à la personne en établissement de santé ou autre formation appropriée.

Culture et communications

Dépenses de fonctionnement de l'administration publique au titre de la culture

Les dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture touchent les domaines suivants :

- arts visuels, métiers d'art et arts médiatiques;
- arts de la scène;
- patrimoine, institutions muséales et archives;
- bibliothèques;
- livre et périodique (création, édition et diffusion);
- enregistrement sonore (création, production et diffusion de musique sur support enregistré);
- cinéma et audiovisuel;
- radio et télévision;
- multimédia (création, production et diffusion de produits multimédias à contenu culturel sous la forme de cédéroms, de jeux pour ordinateurs, de sites Internet, etc.);
- enseignement des arts;
- architecture et design (à partir de 2012-2013);
- relations interculturelles (jusqu'en 2011-2012);
- langue française (promotion, préservation et développement).

Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement comprennent les salaires et traitements du personnel, ainsi que les achats de biens et services (par exemple : location d'immeuble, honoraires pour services professionnels).

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sont celles qui sont réalisées pour des biens dont la vie utile est supérieure à un an. Elles comprennent l'achat de terrains, de machines, de matériel ou d'immeubles, la construction de ces derniers, de même que les dépenses engagées dans des réparations extraordinaires apportées aux immeubles.

Coup d'œil sur le Bas-Saint-Laurent

Superficie en terre ferme (2013) : 22 186 km²

Population (2014ᵖ) : 200 292 habitants

Densité de population : 9,0 hab./km²

Principales municipalités et population (2014ᵖ) :

Rimouski	48 859 hab.
Rivière-du-Loup	19 646 hab.
Matane	14 323 hab.

Principales bases économiques de la région :

Foresterie et exploitation forestière
Fabrication de produits en bois
Fabrication de produits minéraux non métalliques
Cultures agricoles et élevage

Statistiques de la région du Bas-Saint-Laurent

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	201 322	201 184	201 055ʳ	200 695ʳ	200 292ᵖ
Taux d'activité	%	59,2ʳ	58,7ʳ	61,1ʳ	57,9ʳ	54,8
Taux d'emploi	%	53,3ʳ	53,7ʳ	56,1ʳ	52,1ʳ	49,9
Taux de chômage	%	10,0ʳ	8,5ʳ	8,2ʳ	9,9ʳ	9,0
PIB par habitant	$/hab.	30 278ʳ	31 434ᵉʳ	32 523ᵉ	33 099ᵉᵖ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	21 497ʳ	22 168ʳ	22 978ʳ	23 497ᵖ	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	2 450 657	2 456 252	2 740 600	..	..
Livraisons minérales	k$	77 861	58 367	63 797	59 858	55 383
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	2,39	2,44	2,50	2,57	..
Taux de faible revenu des familles	%	6,1	5,6	5,3	..	..

1. Voir l'encadré de la page 19.

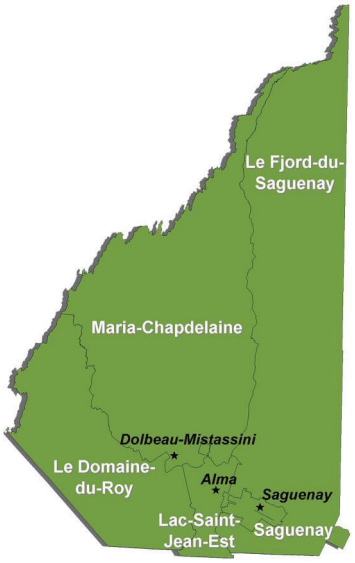
Statistiques des MRC du Bas-Saint-Laurent

	Population au 1er juillet 2014ᵖ		Revenu disponible par habitant 2013ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2013ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2014 pour 1 000	$/hab.	Variation 2013/2012 en %	%	Écart 2013-2012 en point de %
La Matapédia	18 107	– 9,9	21 600	2,5	68,2	1,1
La Matanie	21 594	– 4,6	23 005	0,4	69,1	0,8
La Mitis	18 548	– 8,6	21 622	0,2	69,3	0,7
Rimouski-Neigette	57 169	9,3	25 504	2,6	75,4	0,6
Les Basques	8 939	– 8,0	21 578	2,2	69,5	0,8
Rivière-du-Loup	34 475	– 1,8	24 650	3,0	76,5	0,8
Témiscouata	20 247	– 6,2	21 328	3,9	70,9	1,6
Kamouraska	21 213	– 5,6	22 993	1,7	74,2	0,9

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2014. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 146.

Coup d'œil sur le Saguenay–Lac-Saint-Jean



Superficie en terre ferme (2013) : 95 762 km^2

Population (2014^p) : 277 786 habitants

Densité de population : 2,9 hab./km^2

Principales municipalités et population (2014^p) :

Saguenay	145 990 hab.
Alma	31 135 hab.
Dolbeau-Mistassini	14 277 hab.

Principales bases économiques de la région :

Première transformation des métaux
Foresterie et exploitation forestière
Fabrication du papier
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie

Statistiques de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	276 248	277 249	277 725^r	277 788^r	277 786^p
Taux d'activité	%	58,4^r	58,3^r	60,7^r	60,5^r	60,7
Taux d'emploi	%	53,6^r	53,4^r	55,8^r	55,0^r	54,6
Taux de chômage	%	8,2^r	8,4^r	8,0^r	9,0^r	9,9
PIB par habitant	$/hab.	34 352^r	37 130er	37 991^e	38 777^{ep}	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	22 985^r	23 873^r	24 763^r	25 069^p	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	6 120 039	6 516 325	5 215 223	..	..
Livraisons minérales	k$	188 974	193 663	212 549	211 894	264 486
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	1,97	2,02	2,07	2,13	..
Taux de faible revenu des familles	%	6,0	5,5	5,0	..	..

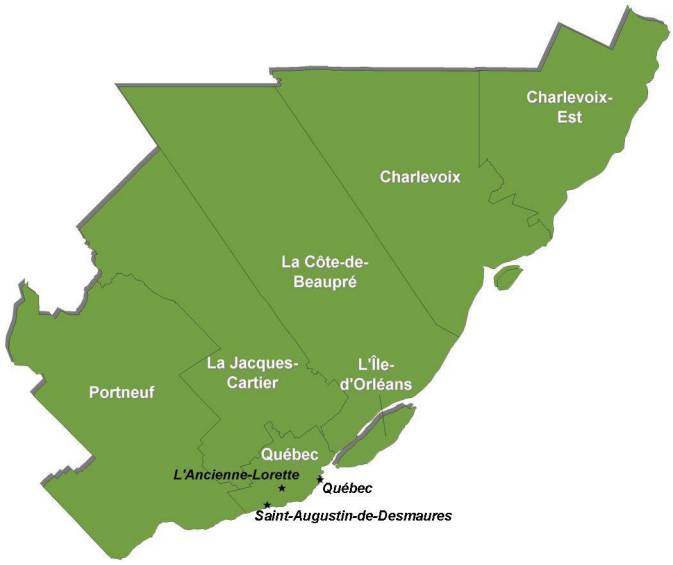
1. Voir l'encadré de la page 19.

Statistiques des MRC du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Population au 1er juillet 2014^p		Revenu disponible par habitant 2013^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2013^p	
	n	TAAM[1] 2011-2014 pour 1 000	$/hab.	Variation 2013/2012 en %	%	Écart 2013-2012 en point de %
Le Domaine-du-Roy	31 924	– 1,4	23 762	0,2	72,9	1,1
Maria-Chapdelaine	25 061	– 4,4	22 906	0,6	72,6	0,8
Lac-Saint-Jean-Est	53 093	1,0	24 735	1,8	73,7	0,2
Saguenay	145 990	– 0,1	25 849	1,2	73,9	0,0
Le Fjord-du-Saguenay	21 718	14,1	25 058	2,1	72,8	0,9

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2014. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 146.

Coup d'œil sur la Capitale-Nationale



Superficie en terre ferme (2013) : 18 644 km²

Population (2014ᵖ) : 731 838 habitants

Densité de population : 39,3 hab./km²

Principales municipalités et population (2014ᵖ) :

Québec	537 859 hab.
Saint-Augustin-de-Desmaures	19 039 hab.
L'Ancienne-Lorette	16 970 hab.

Principales bases économiques de la région :

Administrations publiques
Fabrication de boissons et de produits du tabac
Hébergement et services de restauration

Statistiques de la région de la Capitale-Nationale

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	701 803	710 861	718 629ʳ	726 254ʳ	731 838ᵖ
Taux d'activité	%	66,4ʳ	67,4ʳ	67,9ʳ	66,9ʳ	67,1
Taux d'emploi	%	62,9ʳ	63,5ʳ	64,2ʳ	63,6ʳ	63,4
Taux de chômage	%	5,2ʳ	5,8ʳ	5,5ʳ	5,1ʳ	5,5
PIB par habitant	$/hab.	43 906ʳ	45 157ᵉʳ	46 514ᵉ	46 892ᵉᵖ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	25 879ʳ	26 614ʳ	27 557ʳ	27 954ᵖ	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	6 714 694	6 238 802	6 270 840	..	..
Livraisons minérales	k$	177 263	187 623	188 308	163 106	162 303
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	2,93	2,95	2,96	2,99	..
Taux de faible revenu des familles	%	5,5	5,1	4,9	..	..

1. Voir l'encadré de la page 19.

Statistiques des MRC de la Capitale-Nationale

	Population au 1er juillet 2014ᵖ		Revenu disponible par habitant 2013ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2013ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2014 pour 1 000	$/hab.	Variation 2013/2012 en %	%	Écart 2013-2012 en point de %
Charlevoix-Est	16 161	– 3,6	23 462	2,0	74,5	1,3
Charlevoix	13 301	– 2,5	23 944	– 0,3	76,5	1,4
L'Île-d'Orléans	6 680	– 3,1	31 519	– 4,3	78,2	1,0
La Côte-de-Beaupré	27 164	9,4	29 830	3,9	79,2	0,9
La Jacques-Cartier	40 445	25,2	33 262	3,0	84,5	0,5
Québec	576 176	9,1	27 891	1,3	78,8	0,3
Portneuf	51 911	13,7	25 552	1,1	76,8	0,9

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2014. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 146.

Coup d'œil sur la Mauricie

Superficie en terre ferme (2013) : 35 448 km²

Population (2014ᵖ) : 266 794 habitants

Densité de population : 7,5 hab./km²

Principales municipalités et population (2014ᵖ) :

Trois-Rivières	134 561 hab.
Shawinigan	49 428 hab.
La Tuque	11 026 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication du papier
Foresterie et exploitation forestière
Fabrication de meubles et de produits connexes
Fabrication de produits en bois

Statistiques de la région de la Mauricie

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	264 873	265 557	265 994ʳ	266 196ʳ	266 794ᵖ
Taux d'activité	%	57,5ʳ	58,3ʳ	56,2ʳ	53,3ʳ	55,6
Taux d'emploi	%	52,2ʳ	53,5ʳ	50,8ʳ	48,4ʳ	50,8
Taux de chômage	%	9,2ʳ	8,2ʳ	9,6ʳ	9,3ʳ	8,6
PIB par habitant	$/hab.	30 329ʳ	30 955ᵉʳ	31 640ᵉ	32 188ᵉᵖ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	21 865ʳ	22 458ʳ	23 192ʳ	23 474ᵖ	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	3 529 655	3 569 823	3 654 815	..	..
Livraisons minérales	k$	24 453	25 279	30 305	31 875	29 484
Nombre de médecins[2]	pour 1 000 hab.	1,75	1,82	1,85	1,90	..
Taux de faible revenu des familles	%	8,9	8,3	7,8	..	..

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. Données se rapportant aux régions sociosanitaires de la Mauricie et du Centre-du-Québec.

Statistiques des MRC de la Mauricie

	Population au 1er juillet 2014ᵖ		Revenu disponible par habitant 2013ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2013ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2014 pour 1 000	$/hab.	Variation 2013/2012 en %	%	Écart 2013-2012 en point de %
Mékinac	12 673	– 7,5	21 763	1,4	68,0	0,7
Shawinigan	49 428	– 5,6	22 053	1,3	65,5	0,1
Trois-Rivières	134 561	4,9	24 454	1,3	72,0	0,3
Les Chenaux	18 532	9,7	23 904	0,2	72,8	0,7
Maskinongé	36 491	– 0,3	23 000	1,2	70,4	0,5
La Tuque	15 109	– 2,3	21 550	1,3	68,1	– 0,6

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2014. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 146.

Coup d'œil sur l'Estrie

Superficie en terre ferme (2013) : 10 197 km²

Population (2014ᵖ) : 320 008 habitants

Densité de population : 31,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2014ᵖ) :

Sherbrooke	162 638 hab.
Magog	26 342 hab.
Coaticook	9 186 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de machines
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
Fabrication du papier
Fabrication de produits en bois

Statistiques de la région de l'Estrie

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	310 581	313 582	316 027ʳ	318 408ʳ	320 008ᵖ
Taux d'activité	%	62,0ʳ	63,9ʳ	60,5ʳ	62,4ʳ	62,4
Taux d'emploi	%	57,0ʳ	59,5ʳ	55,6ʳ	58,4ʳ	58,2
Taux de chômage	%	8,0ʳ	6,9ʳ	8,1ʳ	6,4ʳ	6,8
PIB par habitant	$/hab.	31 299ʳ	32 273ᵉʳ	33 455ᵉ	33 724ᵉᵖ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	22 666ʳ	23 299ʳ	24 260ʳ	24 673ᵖ	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	4 858 194	5 590 809	5 562 292	..	..
Livraisons minérales	k$	76 407	83 621	86 441	82 306	79 685
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	2,62	2,62	2,70	2,70	..
Taux de faible revenu des familles	%	8,7	8,0	7,5	..	..

1. Voir l'encadré de la page 19.

Statistiques des MRC de l'Estrie

	Population au 1er juillet 2014ᵖ		Revenu disponible par habitant 2013ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2013ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2014 pour 1 000	$/hab.	Variation 2013/2012 en %	%	Écart 2013-2012 en point de %
Le Granit	22 120	– 2,8	22 227	1,2	73,4	0,8
Les Sources	14 448	– 8,5	21 205	1,5	66,7	0,9
Le Haut-Saint-François	22 258	1,0	21 858	2,3	71,1	1,1
Le Val-Saint-François	30 022	2,0	25 246	0,8	75,6	0,7
Sherbrooke	162 638	12,3	24 556	1,2	75,3	0,5
Coaticook	18 873	– 1,3	22 410	4,4	77,3	0,5
Memphrémagog	49 649	6,3	28 949	2,5	72,2	1,0

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2014. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 146.

Coup d'œil sur Montréal

Superficie en terre ferme (2013) : 498 km^2

Population (2014^p) : 1 988 243 habitants

Densité de population : 3 992,5 hab./km^2

Principales municipalités et population (2014^p) :

Montréal	1 744 323 hab.
Dollard-Des Ormeaux	50 871 hab.
Côte-Saint-Luc	33 523 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de vêtements et de produits en cuir et produits analogues
Fabrication de boissons et de produits du tabac
Arts, spectacles et loisirs
Usines de textiles et de produits textiles

Statistiques de la région de Montréal

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	1 902 049	1 915 617	1 940 685^r	1 964 665^r	1 988 243^p
Taux d'activité	%	65,4^r	64,1^r	63,9^r	64,9^r	63,6
Taux d'emploi	%	59,1^r	57,8^r	57,5^r	58,7^r	57,3
Taux de chômage	%	9,6^r	9,8^r	10,1^r	9,6^r	9,8
PIB par habitant	$/hab.	56 158^r	58 474er	59 651^e	59 966^{ep}	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	25 357^r	26 260^r	27 073^r	26 984^p	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	41 971 613	42 560 867	42 654 700	..	..
Livraisons minérales	k$	x	x	x	x	x
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	3,14	3,20	3,20	3,21	..
Taux de faible revenu des familles	%	16,6	15,8	15,1	..	..

1. Voir l'encadré de la page 19.

Coup d'œil sur l'Outaouais

Superficie en terre ferme (2013) : 30 472 km²

Population (2014ᵖ) : 383 182 habitants

Densité de population : 12,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2014ᵖ) :

Gatineau	276 338 hab.
Val-des-Monts	11 359 hab.
Cantley	10 662 hab.

Principales bases économiques de la région :

Administrations publiques
Fabrication du papier
Foresterie et exploitation forestière

Statistiques de la région de l'Outaouais

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	367 864	373 905	377 753ʳ	380 683ʳ	383 182ᵖ
Taux d'activité	%	68,0ʳ	68,2ʳ	67,3ʳ	65,8ʳ	65,8
Taux d'emploi	%	63,3ʳ	62,8ʳ	62,9ʳ	61,3ʳ	60,9
Taux de chômage	%	7,0ʳ	7,9ʳ	6,5ʳ	6,7ʳ	7,4
PIB par habitant	$/hab.	30 589ʳ	31 186ᵉʳ	31 630ᵉ	31 687ᵉᵖ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	25 474ʳ	26 174ʳ	26 318ʳ	26 915ᵖ	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	976 901	1 065 929	1 160 274	..	..
Livraisons minérales	k$	23 574	24 654	23 189	22 915	19 086
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	1,54	1,56	1,62	1,68	..
Taux de faible revenu des familles	%	8,4	8,1	7,9	..	..

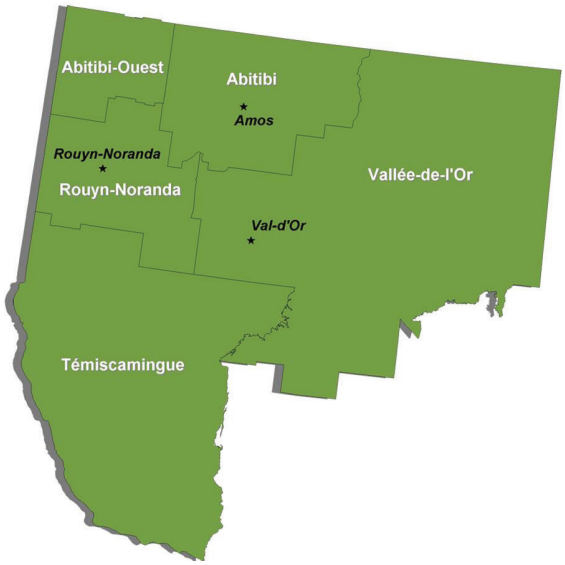
1. Voir l'encadré de la page 19.

Statistiques des MRC de l'Outaouais

	Population au 1er juillet 2014ᵖ		Revenu disponible par habitant 2013ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2013ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2014 pour 1 000	$/hab.	Variation 2013/2012 en %	%	Écart 2013-2012 en point de %
Papineau	22 916	2,3	22 639	2,7	66,5	1,1
Gatineau	276 338	9,2	27 282	2,2	77,6	– 0,5
Les Collines-de-l'Outaouais	49 065	15,0	31 099	2,0	78,0	– 0,7
La Vallée-de-la-Gatineau	20 689	– 3,9	21 462	1,6	64,1	1,0
Pontiac	14 174	– 6,8	20 460	3,6	63,3	1,1

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2014. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 146.

Coup d'œil sur l'Abitibi-Témiscamingue



Superficie en terre ferme (2013) : 57 349 km²

Population (2014ᵖ) : 147 868 habitants

Densité de population : 2,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2014ᵖ) :

Rouyn-Noranda	41 926 hab.
Val-d'Or	32 751 hab.
Amos	12 809 hab.

Principales bases économiques de la région :

Extraction minière et activités de soutien
Foresterie et exploitation forestière
Fabrication de produits en bois

Statistiques de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	146 204	146 683	147 324ʳ	147 733ʳ	147 868ᵖ
Taux d'activité	%	63,4ʳ	65,7ʳ	63,2ʳ	67,2ʳ	67,0
Taux d'emploi	%	58,2ʳ	60,6ʳ	58,9ʳ	62,4ʳ	62,1
Taux de chômage	%	8,3ʳ	7,8ʳ	6,8ʳ	7,1ʳ	7,2
PIB par habitant	$/hab.	42 932ʳ	45 681er	46 099ᵉ	47 500ᵉᵖ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	24 961ʳ	26 601ʳ	27 781ʳ	27 997ᵖ	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	3 912 563	4 140 508	4 163 037	..	..
Livraisons minérales	k$	1 054 870	1 319 524	1 458 538	1 589 033	1 687 058
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	2,24	2,28	2,38	2,46	..
Taux de faible revenu des familles	%	7,1	6,4	5,8	..	..

1. Voir l'encadré de la page 19.

Statistiques des MRC de l'Abitibi-Témiscamingue

	Population au 1er juillet 2014ᵖ		Revenu disponible par habitant 2013ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2013ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2014 pour 1 000	$/hab.	Variation 2013/2012 en %	%	Écart 2013-2012 en point de %
Témiscamingue	16 271	– 0,2	24 716	0,8	73,8	0,0
Rouyn-Noranda	41 926	3,9	29 262	1,0	78,0	0,4
Abitibi-Ouest	20 957	– 2,8	25 308	1,2	73,2	0,8
Abitibi	24 895	4,6	28 144	2,5	77,7	0,4
La Vallée-de-l'Or	43 819	4,1	29 221	– 0,6	77,2	0,1

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2014. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 146.

Coup d'œil sur la Côte-Nord

Superficie en terre ferme (2013) : 236 502 km²

Population (2014ᵖ) : 94 906 habitants

Densité de population : 0,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2014ᵖ) :

Sept-Îles	25 882 hab.
Baie-Comeau	21 989 hab.
Port-Cartier	6 671 hab.

Principales bases économiques de la région :

Extraction minière et activités de soutien
Pêche, chasse et piégeage
Première transformation des métaux

Statistiques de la région de la Côte-Nord

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	95 513	95 688	95 597ʳ	95 591ʳ	94 906ᵖ
Taux d'activité[2]	%	63,8ʳ	62,3ʳ	61,0ʳ	62,4ʳ	58,2
Taux d'emploi[2]	%	59,3ʳ	57,3ʳ	56,4ʳ	57,5ʳ	53,1
Taux de chômage[2]	%	7,2ʳ	8,0ʳ	7,7ʳ	7,8ʳ	8,8
PIB par habitant	$/hab.	64 823ʳ	72 140ᵉʳ	77 665ᵉ	81 184ᵉᵖ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	26 241ʳ	27 286ʳ	28 767ʳ	28 890ᵖ	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	3 265 348	3 640 379	3 234 891	..	..
Livraisons minérales	k$	2 357 388	3 328 485	2 540 280	2 844 135	2 733 506
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	2,40	2,42	2,52	2,56	..
Taux de faible revenu des familles	%	8,5	8,1	7,5	..	..

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

Statistiques des MRC de la Côte-Nord

	Population au 1er juillet 2014ᵖ		Revenu disponible par habitant 2013ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2013ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2014 pour 1 000	$/hab.	Variation 2013/2012 en %	%	Écart 2013-2012 en point de %
La Haute-Côte-Nord	11 249	– 10,4	23 890	– 0,1	73,4	1,3
Manicouagan	31 984	– 3,7	27 288	– 0,2	74,5	– 0,5
Sept-Rivières	35 703	0,7	31 060	0,7	79,0	0,4
Caniapiscau	4 324	2,0	40 651	0,5	87,8	– 0,4
Minganie	6 672	0,9	29 937	1,0	74,5	0,3
Le Golfe-du-Saint-Laurent	4 974	– 12,3	23 421	1,3	69,5	4,2

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2014. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 146.

Coup d'œil sur le Nord-du-Québec

Superficie en terre ferme (2013) : 707 333 km²

Population (2014ᵖ) : 44 256 habitants

Densité de population : 0,1 hab./km²

Principales municipalités et population (2014ᵖ) :

Chibougamau	7 561 hab.
Chisasibi	4 705 hab.
Mistissini	3 627 hab.

Principales bases économiques de la région :

Pêche, chasse et piégeage
Extraction minière et activités de soutien
Foresterie et exploitation forestière

Statistiques de la région du Nord-du-Québec

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	42 535	43 023	43 524ʳ	44 064ʳ	44 256ᵖ
Taux d'activité[2]	%	63,8ʳ	62,3ʳ	61,0ʳ	62,4ʳ	58,2
Taux d'emploi[2]	%	59,3ʳ	57,3ʳ	56,4ʳ	57,5ʳ	53,1
Taux de chômage[2]	%	7,2ʳ	8,0ʳ	7,7ʳ	7,8ʳ	8,8
PIB par habitant	$/hab.	72 243ʳ	68 952ᵉʳ	70 929ᵉ	72 995ᵉᵖ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	24 237ʳ	24 780ʳ	25 576ʳ	25 895ᵖ	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	217 026	228 447	224 579	..	..
Livraisons minérales	k$	1 486 420	1 430 607	1 319 482	1 276 063	1 837 831
Nombre de médecins[3]	pour 1 000 hab.	2,99	3,39	3,38	3,27	..
Taux de faible revenu des familles	%	15,4	15,2	14,5	..	..

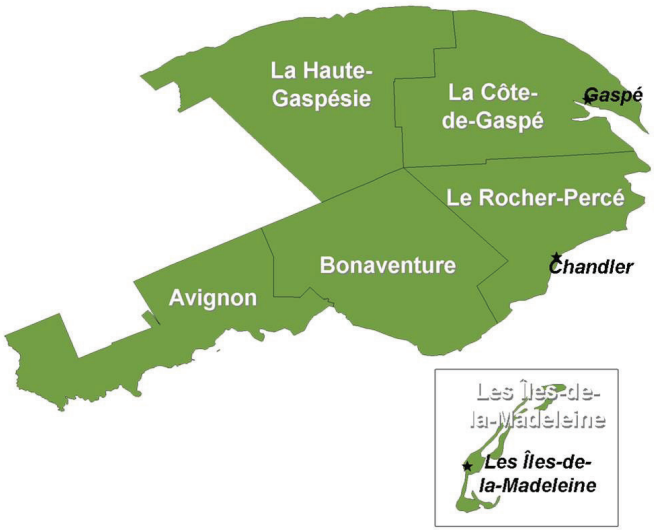
1. Voir l'encadré de la page 19.
2. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
3. Données se rapportant aux régions sociosanitaires du Nord-du-Québec, du Nunavik et des Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Statistiques des MRC du Nord-du-Québec

	Population au 1er juillet 2014ᵖ		Revenu disponible par habitant 2013ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2013ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2014 pour 1 000	$/hab.	Variation 2013/2012 en %	%	Écart 2013-2012 en point de %
Jamésie	14 147	– 3,2	30 947	1,8	80,4	– 0,1
Administration régionale Kativik	12 862	17,3	22 107	– 0,8	85,1	0,4
Eeyou Istchee[2]	17 247	14,2	24 493	2,5	79,3	– 1,4

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2014. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 146.
2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Coup d'œil sur la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine



Superficie en terre ferme (2013) : 20 272 km²

Population (2014ᵖ) : 92 472 habitants

Densité de population : 4,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2014ᵖ) :

Gaspé	15 060 hab.
Les Îles-de-la-Madeleine	12 011 hab.
Chandler	7 465 hab.

Principales bases économiques de la région :

Pêche, chasse et piégeage
Foresterie et exploitation forestière
Cultures agricoles et élevage

Statistiques de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	94 670	94 473	93 940ʳ	93 240ʳ	92 472ᵖ
Taux d'activité	%	54,2ʳ	55,3ʳ	52,9ʳ	54,2ʳ	56,6
Taux d'emploi	%	46,2ʳ	48,2ʳ	46,0ʳ	45,6ʳ	47,5
Taux de chômage	%	14,7ʳ	12,9ʳ	12,8ʳ	15,8ʳ	16,4
PIB par habitant	$/hab.	26 486ʳ	28 536ᵉʳ	28 362ᵉ	29 030ᵉᵖ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	20 751ʳ	21 702ʳ	22 779ʳ	23 136ᵖ	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	301 652	380 068	405 304	..	..
Livraisons minérales	k$	54 616	64 156	59 002	53 124	84 983
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	3,19	3,18	3,29	3,34	..
Taux de faible revenu des familles	%	8,8	8,2	7,5	..	..

1. Voir l'encadré de la page 19.

Statistiques des MRC de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Population au 1er juillet 2014ᵖ		Revenu disponible par habitant 2013ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2013ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2014 pour 1 000	$/hab.	Variation 2013/2012 en %	%	Écart 2013-2012 en point de %
Les Îles-de-la-Madeleine	12 484	– 9,5	25 478	1,1	65,9	1,2
Le Rocher-Percé	17 494	– 10,2	21 874	1,1	58,2	2,1
La Côte-de-Gaspé	17 770	– 5,7	24 475	2,7	70,8	1,7
La Haute-Gaspésie	11 762	– 10,3	20 011	0,2	58,5	1,9
Bonaventure	17 789	– 5,2	23 486	2,2	66,8	0,9
Avignon	15 173	– 3,2	23 116	1,3	65,2	1,7

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2014. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 146.

Coup d'œil sur Chaudière-Appalaches

Superficie en terre ferme (2013) : 15 073 km²

Population (2014ᵖ) : 419 755 habitants

Densité de population : 27,8 hab./km²

Principales municipalités et population (2014ᵖ) :

Lévis	142 887 hab.
Saint-Georges	32 294 hab.
Thetford Mines	25 713 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de produits du pétrole et du charbon
Fabrication de produits en bois
Fabrication de meubles et de produits connexes

Statistiques de la région de Chaudière-Appalaches

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	410 700	414 427	416 409ʳ	418 126ʳ	419 755ᵖ
Taux d'activité	%	68,4ʳ	69,2ʳ	66,4ʳ	66,7ʳ	67,7
Taux d'emploi	%	64,7ʳ	65,6ʳ	63,4ʳ	63,0ʳ	64,1
Taux de chômage	%	5,4ʳ	5,2ʳ	4,6ʳ	5,5ʳ	5,3
PIB par habitant	$/hab.	31 311ʳ	33 161ᵉʳ	34 135ᵉ	34 417ᵉᵖ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	23 846ʳ	24 401ʳ	25 587ʳ	25 868ᵖ	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	13 686 409	16 780 491	18 288 552	..	..
Livraisons minérales	k$	87 383	75 980	64 863	51 691	42 709
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	1,71	1,73	1,80	1,82	..
Taux de faible revenu des familles	%	4,8	4,4	3,9	..	..

1. Voir l'encadré de la page 19.

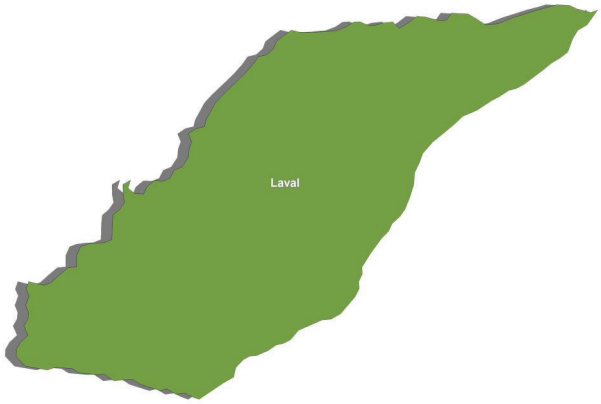
Statistiques des MRC de Chaudière-Appalaches

	Population au 1er juillet 2014ᵖ		Revenu disponible par habitant 2013ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2013ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2014 pour 1 000	$/hab.	Variation 2013/2012 en %	%	Écart 2013-2012 en point de %
L'Islet	18 363	– 4,4	22 058	2,3	74,6	0,3
Montmagny	22 701	– 5,1	23 238	2,3	74,7	1,6
Bellechasse	36 587	8,9	25 617	3,5	79,8	1,0
Lévis	142 887	6,5	29 532	1,3	82,4	0,4
La Nouvelle-Beauce	36 692	11,3	25 930	0,2	82,3	0,4
Robert-Cliche	19 412	– 0,2	22 694	– 2,7	78,2	– 0,2
Les Etchemins	16 850	– 9,5	21 358	3,5	71,2	0,2
Beauce-Sartigan	52 418	5,9	24 500	– 2,7	77,4	0,1
Les Appalaches	42 962	– 2,9	22 500	3,1	71,0	1,3
Lotbinière	30 883	10,5	24 975	1,5	80,2	0,7

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2014. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 146.

Coup d'œil sur Laval



Superficie en terre ferme (2013) : 246 km^2

Population (2014^p) : 420 870 habitants

Densité de population : 1 710,9 hab./km^2

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de produits chimiques
Commerce de gros
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc

Statistiques de la région de Laval

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	399 559	406 098	412 170^r	417 020^r	420 870^p
Taux d'activité	%	67,2^r	66,1^r	68,2^r	68,7^r	70,2
Taux d'emploi	%	61,8^r	61,5^r	62,5^r	64,2^r	65,2
Taux de chômage	%	7,9^r	7,0^r	8,4^r	6,6^r	7,1
PIB par habitant	$/hab.	31 889^r	32 166er	32 998^e	33 092^{ep}	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	25 595^r	26 255^r	26 925^r	27 301^p	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	2 901 562	2 915 973	2 867 822	..	..
Livraisons minérales	k$	x	x	x	x	x
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	1,46	1,47	1,49	1,52	..
Taux de faible revenu des familles	%	8,1	7,8	7,5	..	..

1. Voir l'encadré de la page 19.

Coup d'œil sur Lanaudière

Superficie en terre ferme (2013) : 12 309 km²

Population (2014ᵖ) : 492 234 habitants

Densité de population : 40,0 hab./km²

Principales municipalités et population (2014ᵖ) :

Terrebonne	111 175 hab.
Repentigny	83 751 hab.
Mascouche	46 340 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
Fabrication de produits métalliques
Fabrication de meubles et de produits connexes

Statistiques de la région de Lanaudière

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	469 846	476 937	483 005ʳ	488 056ʳ	492 234ᵖ
Taux d'activité	%	66,8ʳ	68,7ʳ	65,4ʳ	66,2ʳ	65,4
Taux d'emploi	%	61,9ʳ	63,4ʳ	60,3ʳ	60,8ʳ	60,3
Taux de chômage	%	7,4ʳ	7,7ʳ	7,7ʳ	8,3ʳ	7,8
PIB par habitant	$/hab.	23 607ʳ	24 196ᵉʳ	24 665ᵉ	24 758ᵉᵖ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	24 367ʳ	25 045ʳ	25 840ʳ	26 189ᵖ	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	3 895 783	3 701 346	3 864 874	..	..
Livraisons minérales	k$	166 860	201 796	168 943	205 323	202 616
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	1,29	1,33	1,35	1,39	..
Taux de faible revenu des familles	%	7,5	7,0	6,7	..	..

1. Voir l'encadré de la page 19.

Statistiques des MRC de Lanaudière

	Population au 1er juillet 2014ᵖ		Revenu disponible par habitant 2013ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2013ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2014 pour 1 000	$/hab.	Variation 2013/2012 en %	%	Écart 2013-2012 en point de %
D'Autray	41 767	– 1,4	23 823	1,3	71,9	0,6
L'Assomption	123 455	6,7	28 176	0,6	79,6	0,1
Joliette	66 813	13,4	24 436	0,8	72,3	0,6
Matawinie	51 141	6,1	22 881	2,2	65,2	0,8
Montcalm	51 543	17,4	22 837	2,6	73,5	1,0
Les Moulins	157 515	14,7	28 174	1,6	81,8	0,1

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2014. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 146.

Coup d'œil sur les Laurentides

Superficie en terre ferme (2013) : 20 544 km²

Population (2014ᵖ) : 586 051 habitants

Densité de population : 28,5 hab./km²

Principales municipalités et population (2014ᵖ) :

Saint-Jérôme	72 868 hab.
Blainville	56 161 hab.
Mirabel	47 209 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de matériel de transport
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques
Fabrication de produits minéraux non métalliques

Statistiques de la région des Laurentides

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	558 311	566 683	573 804ʳ	580 095ʳ	586 051ᵖ
Taux d'activité	%	67,8ʳ	67,7ʳ	68,1ʳ	68,7ʳ	65,2
Taux d'emploi	%	62,1ʳ	62,0ʳ	63,5ʳ	63,8ʳ	60,6
Taux de chômage	%	8,4ʳ	8,4ʳ	6,8ʳ	7,2ʳ	7,1
PIB par habitant	$/hab.	30 219ʳ	30 490ᵉʳ	31 217ᵉ	31 354ᵉᵖ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	25 726ʳ	26 210ʳ	27 291ʳ	27 484ᵖ	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	6 411 907	6 215 739	6 349 666	..	..
Livraisons minérales	k$	90 661	98 851	115 893	103 039	84 242
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	1,32	1,36	1,45	1,50	..
Taux de faible revenu des familles	%	7,3	7,0	6,5	..	..

1. Voir l'encadré de la page 19.

Statistiques des MRC des Laurentides

	Population au 1er juillet 2014ᵖ		Revenu disponible par habitant 2013ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2013ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2014 pour 1 000	$/hab.	Variation 2013/2012 en %	%	Écart 2013-2012 en point de %
Deux-Montagnes	100 199	6,7	26 726	1,2	79,7	0,2
Thérèse-De Blainville	158 419	6,1	31 417	– 0,6	81,0	0,2
Mirabel	47 209	34,2	27 916	1,8	83,1	0,4
La Rivière-du-Nord	124 730	22,4	25 339	2,1	75,5	0,5
Argenteuil	32 456	1,1	22 813	1,8	68,2	– 0,6
Les Pays-d'en-Haut	41 962	11,4	30 720	– 1,0	69,7	0,0
Les Laurentides	45 917	3,5	25 529	0,9	71,9	0,6
Antoine-Labelle	35 159	– 1,8	21 989	2,3	64,7	1,4

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2014. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 146.

Coup d'œil sur la Montérégie

Superficie en terre ferme (2013) : 11 111 km²

Population (2014ᵖ) : 1 508 127 habitants

Densité de population : 135,7 hab./km²

Principales municipalités et population (2014ᵖ) :

Longueuil	241 325 hab.
Saint-Jean-sur-Richelieu	94 663 hab.
Brossard	84 984 hab.

Principales bases économiques de la région :

Cultures agricoles et élevage
Première transformation des métaux
Fabrication de produits chimiques
Fabrication d'aliments

Statistiques de la région de la Montérégie

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	1 453 178	1 469 505	1 483 668ʳ	1 496 736ʳ	1 508 127ᵖ
Taux d'activité	%	67,4ʳ	65,9ʳ	66,8ʳ	66,7ʳ	67,6
Taux d'emploi	%	62,2ʳ	61,3ʳ	62,5ʳ	62,5ʳ	63,2
Taux de chômage	%	7,8ʳ	7,1ʳ	6,5ʳ	6,3ʳ	6,5
PIB par habitant	$/hab.	32 483ʳ	33 353ᵉʳ	33 976ᵉ	34 137ᵉᵖ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	26 211ʳ	26 953ʳ	27 845ʳ	28 115ᵖ	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	23 892 543	25 135 139	25 625 243	..	..
Livraisons minérales	k$	1 172 012	1 290 465	1 582 844	1 286 555	1 369 698
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	1,48	1,51	1,55	1,61	..
Taux de faible revenu des familles	%	7,5	7,2	6,8	..	..

1. Voir l'encadré de la page 19.

Statistiques des MRC de la Montérégie

	Population au 1er juillet 2014ᵖ		Revenu disponible par habitant 2013ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2013ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2014 pour 1 000	$/hab.	Variation 2013/2012 en %	%	Écart 2013-2012 en point de %
Brome-Missisquoi	57 129	6,7	27 191	1,8	74,5	0,4
La Haute-Yamaska	87 495	6,4	24 975	2,0	76,3	0,5
Acton	15 435	– 1,1	22 693	1,9	74,5	1,6
Pierre-De Saurel	51 037	– 1,3	25 013	1,9	69,1	0,6
Les Maskoutains	86 148	4,4	25 567	0,5	77,6	0,1
Rouville	36 772	6,3	26 723	3,0	80,3	0,5
Le Haut-Richelieu	117 008	4,7	26 404	1,4	77,4	0,4
La Vallée-du-Richelieu	121 759	10,8	32 352	1,0	83,1	0,3
Longueuil	416 522	10,7	29 542	0,6	77,7	0,3
Marguerite-D'Youville	76 996	8,2	31 014	0,1	83,5	0,2
Roussillon	179 785	11,2	27 975	1,2	81,9	0,3
Les Jardins-de-Napierville	27 044	6,8	25 931	1,2	81,4	0,4
Le Haut-Saint-Laurent	24 539	0,7	20 622	– 0,1	68,5	0,5
Beauharnois-Salaberry	63 679	6,3	24 487	2,0	72,5	0,5
Vaudreuil-Soulanges	146 779	13,8	29 589	0,2	81,5	0,1

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2014. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 146.

Coup d'œil sur le Centre-du-Québec

Superficie en terre ferme (2013) : 6 920 km²

Population (2014ᵖ) : 239 990 habitants

Densité de population : 34,7 hab./km²

Principales municipalités et population (2014ᵖ) :

Drummondville	74 303 hab.
Victoriaville	45 108 hab.
Bécancour	12 789 hab.

Principales bases économiques de la région :

Cultures agricoles et élevage
Fabrication de machines
Première transformation des métaux
Fabrication du papier

Statistiques de la région du Centre-du-Québec

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014
Population au 1er juillet[1]	n	234 109	236 184	237 445ʳ	238 621ʳ	239 990ᵖ
Taux d'activité	%	60,8ʳ	61,1ʳ	59,7ʳ	60,8ʳ	59,9
Taux d'emploi	%	56,7ʳ	56,6ʳ	54,7ʳ	56,4ʳ	55,8
Taux de chômage	%	6,7ʳ	7,3ʳ	8,2ʳ	7,2ʳ	6,9
PIB par habitant	$/hab.	34 260ʳ	35 346ᵉʳ	36 146ᵉ	36 480ᵉᵖ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	22 257ʳ	22 752ʳ	23 835ʳ	24 029ᵖ	..
Revenus découlant des biens fabriqués	k$	5 551 439	6 184 202	6 103 729	..	..
Livraisons minérales	k$	30 700	36 213	40 713	33 284	31 940
Nombre de médecins[2]	pour 1 000 hab.	1,75	1,82	1,85	1,90	..
Taux de faible revenu des familles	%	7,8	7,2	6,7	..	..

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. Données se rapportant aux régions sociosanitaires de la Mauricie et du Centre-du-Québec.

Statistiques des MRC du Centre-du-Québec

	Population au 1er juillet 2014ᵖ		Revenu disponible par habitant 2013ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2013ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2014 pour 1 000	$/hab.	Variation 2013/2012 en %	%	Écart 2013-2012 en point de %
L'Érable	23 418	– 1,2	22 337	2,4	76,2	0,2
Bécancour	20 313	1,2	24 747	0,1	72,5	0,2
Arthabaska	71 311	6,9	24 573	1,0	75,9	0,5
Drummond	102 028	7,8	24 019	0,4	74,9	0,9
Nicolet-Yamaska	22 920	– 0,1	23 499	1,0	74,1	0,9

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2014. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 146.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Publié annuellement, le *Panorama des régions du Québec* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives et des municipalités régionales de comté (MRC) qui les constituent.

L'édition 2015 contient :

- treize thématiques variées, analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, comptes des terres – une nouveauté cette année, conditions de vie, marché du travail, comptes économiques, permis de bâtir, mines, industrie manufacturière, tourisme, santé, éducation, science, technologie et innovation ainsi que culture et communications ;
- une section spéciale consacrée aux statistiques par MRC dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs ;
- un portrait statistique de chaque région administrative disponible en un coup d'œil.

Avec la septième édition de cette publication, l'Institut continue à offrir un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales et supralocales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs régionaux.

Institut de la statistique Québec